

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 1^{ER} CYCLE

Université Gustave Eiffel

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 01/02/2026

Au nom du comité d'experts :

Laurence Rodier, présidente du comité

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	4
Domaine Arts, lettres, langues	4
Domaine Culture.....	4
Domaine Droit, économie, gestion.....	4
Domaine Sciences humaines et sociales	5
Domaine Sciences, technologies, santé.....	5
Organisation de l'évaluation	7
Rapport du 1^{er} cycle	8
Présentation de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	9
Analyse globale de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle.....	10
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	11
L'accompagnement des étudiants du 1 ^{er} cycle à la réussite.....	12
L'adossement des formations du 1 ^{er} cycle à la recherche.....	14
La professionnalisation des formations du 1 ^{er} cycle	14
L'internationalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	16
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1 ^{er} cycle	17
Conclusion	18
Points forts.....	18
Points faibles.....	19
Recommandations	19
Point d'attention transversal	19
Points d'attention sur les formations	20
Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle	24
Rapports des formations du 1^{er} cycle	33
Observations de l'établissement	178

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université Gustave Eiffel pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19, ainsi que par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 1^{er} cycle (loi ORE, accès aux études de santé, bachelors universitaires de technologie BUT, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement. Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme des BUT, seules les deux premières années des BUT (BUT1 et BUT2) sont évaluées en vague E et dans ce rapport.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 1^{er} cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visioconférence, comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégalement par le Hcéres et l'établissement.

Ce rapport contient le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 1^{er} cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues :

- Licence *Arts*
- Licence *Langues étrangères appliquées*
- Licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- Licence *Lettres*
- Licence professionnelle *Métiers de la mode*
- Licence professionnelle *Métiers du livre : édition et commerce du livre*
- Licence professionnelle *Techniques du son et de l'image*

Domaine Culture :

- *Diplôme d'études en architecture (DEEA)*

Domaine Droit, économie, gestion :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation*
- Licence *Économie et gestion*
- Licence professionnelle *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*
- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*
- Licence professionnelle *Commerce et distribution*
- Licence professionnelle *Commercialisation de produits et services*

- Licence professionnelle *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire*
- Licence professionnelle *Gestion des structures sanitaires et sociales*
- Licence professionnelle *Management et gestion des organisations*
- Licence professionnelle *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi*
- Licence professionnelle *Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques*
- Licence professionnelle *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration*

Domaine Sciences humaines et sociales :

- Licence *Géographie et aménagement*
- Licence *Histoire*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport*
- Licence *Sociologie*
- Licence professionnelle *Guide conférencier*
- Licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication*
- Licence professionnelle *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*
- Licence professionnelle *Tourisme et loisirs sportifs*

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet*
- Licence *Informatique*
- Licence *Mathématiques*
- Licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales*
- Licence *Physique, chimie*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Licence *Sciences pour l'ingénieur*
- Licence professionnelle *Agencement*
- Licence professionnelle *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie*
- Licence professionnelle *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques*
- Licence professionnelle *Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement*
- Licence professionnelle *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*

- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction*
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : génie civil et construction*
- Licence professionnelle *Métiers du décisionnel et de la statistique*
- Licence professionnelle *Métiers du design*
- Licence professionnelle *Organisation, management des services de l'automobile*
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 1^{er} cycle de l'université Gustave Eiffel a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par Mme Laurence RODIER, maîtresse de conférences en chimie à l'université Clermont Auvergne. La vice-présidence du comité a été assurée par Mme Esther DEHOUX, maîtresse de conférences en histoire à l'université de Lille.

Ont également participé à cette évaluation :

- Mme Martine ATGÉ, professeure agrégée du second degré en sciences de gestion à l'université de Haute-Alsace ;
- Mme Patrizia BERTRAND, professeure des universités en études italiennes à l'université Grenoble Alpes ;
- Mme Isabelle BORIES-AZEAU, maîtresse de conférences en sciences de gestion et du management à l'université de Montpellier ;
- Mme Sylvie CALAS-ÉTIENNE, maîtresse de conférences en physique à l'université de Montpellier ;
- Mme Géraldine CASAUX-GINESTET, professeure des universités en génie civil à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux ;
- Mme Florence COURTOIS, maîtresse de conférences en biologie à l'université Grenoble Alpes ;
- M. Régis DECREASEIN, maître de conférences en physique à l'université de Lille ;
- Mme Véronique DES GARETS, professeur des universités en sciences de gestion et du management à l'université de Tours ;
- M. Marc DUMONT, professeur des universités en urbanisme à l'université de Lille ;
- M. Guillaume LAYES, maître de conférences en énergétique à l'université de Franche-Comté ;
- Mme Valérie LE FLOCH, professeure des universités en psychologie à l'université Toulouse – Jean Jaurès ;
- M. Samuel MERCIER, professeur des universités en sciences de gestion et du management à l'université de Bourgogne ;
- M. Christophe MIQUEU, professeur des universités en philosophie à l'université de Bordeaux ;
- M. Nassime MOUNTASIR, doctorant en informatique à l'université de Strasbourg ;
- M. Gilles PANNAUX, retraité, ancien directeur adjoint et financier d'un organisme HLM ;
- Mme Cléa PATIN, maîtresse de conférences en études japonaises à l'université Jean Moulin – Lyon 3 ;
- M. Victor PÉRON, maître de conférences en mathématiques à l'université de Pau et des Pays de l'Adour ;
- Mme Cécile RAILLARD, maîtresse de conférences en énergétique à Nantes Université.

M. Jean-Claude PLENET, conseiller scientifique, et Mme Gaëlle DEQUIREZ, chargée de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 1^{er} cycle

Présentation de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'université Gustave Eiffel est un établissement public expérimental depuis 2020 issu de la fusion de l'ex-université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM), l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), l'École des ingénieurs de la ville de Paris (EIVP), l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Est (ENSA Paris-Est), l'École nationale des sciences géographiques (ENSG - géomatique), l'École supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique de Paris (ESIEE). Son offre de formation du premier cycle couvre un large spectre disciplinaire et comporte 51 diplômes, dont 28 licences professionnelles (LP), 16 licences (L), 6 bachelors universitaires de technologie (BUT) et 1 *diplôme d'études en architecture (DEEA)*. Elle se répartit entre les différents domaines disciplinaires de la manière suivante : 21 formations en Sciences, technologies, santé (STS), 13 en Droit, économie, gestion (DEG), 9 en Sciences humaines et sociales (SHS), 7 en Arts, lettres, langues (ALL), et 1 en Culture.

L'université propose également trois licences avec accès santé (L.AS) au sein des licences *Sciences et techniques des activités physiques et sportives, Informatique et Mathématiques*, en partenariat avec l'université Paris-Est Créteil.

L'université compte plus de 9 000 étudiants inscrits en 1^{er} cycle, dont une majorité d'étudiants en licence (69 %), auxquels s'ajoutent 15 % en licence professionnelle, 12 % en bachelor universitaire de technologie et 4 % en architecture. Les sites de formation sont situés principalement dans l'est de l'Île-de-France : Champs-sur-Marne, Serris et Meaux.

Les formations du 1^{er} cycle sont dispensées au sein :

- des deux établissements-composantes, l'EIVP portant 2 LP dans les domaines SHS et STS, et l'ENSA Paris-Est portant un *diplôme d'études en architecture (DEEA)* dans le domaine de la culture ;

- de l'école membre ESIEE portant une LP en STS ;

- de six unités de formation et de recherche (UFR) : l'UFR Lettres, arts, création et technologies (LACT) portant 2 licences, 3 LP et 1 parcours de LP en ALL ; l'UFR Langues, cultures et sociétés (LCS) portant 2 licences en ALL ; l'UFR Mathématiques (MATHS) portant 2 licences et 1 LP en STS ; l'UFR Sciences économiques et gestion (SEG) portant 1 licence et 1 LP en DEG ; l'UFR Sciences humaines et sociales (SHS) portant 3 licences en SHS ; l'UFR Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) portant 3 licences en SHS et STS, et 1 LP en SHS ;

- de quatre Instituts : l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-La-Vallée comptant 6 BUT et 7 LP en DEG et STS ; l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) comptant 8 LP en DEG, SHS et STS, et 1 parcours de LP en ALL ; l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA) comptant 2 licences et 3 LP en STS ; et enfin l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM) comptant 1 licence en STS.

Par ailleurs, une mention de licence est co-accréditée avec l'université de Paris-Est Créteil (UPEC), *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé (STAPS : APAS)*.

L'université Gustave Eiffel est lauréate de plusieurs projets structurants, y compris dans le domaine des formations du 1^{er} cycle.

Dans le cadre de l'appel à projets des initiatives d'excellence, l'université Gustave Eiffel est lauréate du projet I-SITE FUTURE ayant pour objet de porter l'ambition de l'université Gustave Eiffel d'être l'établissement de référence sur la thématique des villes et des territoires durables aux niveaux national et international.

L'offre du 1^{er} cycle bénéficie plus spécialement du projet D.Clic, obtenu dans le cadre de l'appel à projets Nouveaux cursus à l'université (NCU), qui se veut structurant pour les formations de licence. Trois grands axes sont mis en avant dans ce cadre : le développement de l'approche par compétences, l'acquisition de compétences transversales et l'adaptation des parcours de formation au plus près des profils des étudiants.

Le projet Apprendre pour la ville durable (AVID), lancé en 2023, est lauréat de l'appel à projets Compétences et métiers d'avenir (CMA) de France 2030, et vise à adapter la formation initiale des étudiants dès le premier cycle afin de répondre aux défis de la résilience, de la transition écologique, énergétique, sociale, comme aux attentes de la société et aux mutations économiques.

Lancé en septembre 2023, le programme Formation continue pour la ville durable (ForcoVD) est lauréat de l'appel à projets Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur

et de recherche de France 2030. Il vise à introduire dans les formations du 1^{er} et du 2^e cycle des modules de sensibilisation au développement durable (DD) et à la responsabilité sociétale (RS), l'objectif étant d'atteindre une certification ou une labellisation DD&RS.

Enfin, l'université Gustave Eiffel fait partie et coordonne l'alliance PIONEER, un réseau européen composé avec dix autres universités complémentaires dans le domaine des sciences sociales et des sciences de l'ingénieur, proposant toutes des formations liées aux villes de demain.

Propos liminaire

Les dossiers d'autoévaluation (DAE) déposés par l'établissement pour certaines formations affichent un manque important de données quantitatives et/ou qualitatives dont l'analyse n'a alors pu être menée sur tout ou partie des critères d'évaluation.

Analyse globale de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'université Gustave Eiffel propose une offre de formation riche et diversifiée, avec une assez large couverture des différents champs disciplinaires, et visant à promouvoir une dimension professionnalisante dans chacune de ses formations. Concernant sa stratégie, la thématique «Villes et territoires durables», annoncée dans le cadre de l'I-SITE FUTURE, l'accent sur la professionnalisation, par le moyen de l'apprentissage et par des liens étroits avec les partenaires du monde socio-économique ou culturel, et avec un déploiement progressif encore en cours, le projet D.Clic (Nouveaux cursus à l'université) trouvent le plus grand écho dans les formations du 1^{er} cycle, même si le degré d'appropriation de ces projets ou de leurs modalités varie d'une mention à l'autre.

L'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université Gustave Eiffel est aussi multi-site : si cet élément contribue à renforcer l'ancrage territorial de l'offre, il ne facilite pas sa lisibilité, d'autant que le portage par les diverses unités de formation et de recherche (UFR) et composantes n'est pas toujours aisé à comprendre et que le rôle majeur de certains partenaires peut interroger sur le réel pilotage de certaines formations par l'université Gustave Eiffel. De plus, avec le nombre important de licences professionnelles que propose encore l'université Gustave Eiffel, même après la mise en œuvre des bachelors universitaires de technologie, c'est aussi la cohérence et la complémentarité de l'offre qui sont à améliorer et à renforcer.

L'adossement à la recherche varie fortement d'une formation à l'autre. En licence générale, la formation à et par la recherche est de bonne qualité. Cependant, elle n'est pas toujours assurée ni même garantie dans certaines mentions de licence professionnelle, ce qui est problématique pour des formations universitaires et pose d'autant plus question que l'insertion immédiate sur le marché du travail, qui caractérise les licences professionnelles, n'est pas toujours le choix des diplômés, plus tentés par la poursuite d'études.

Le continuum licence-master est possible au sein de l'université Gustave Eiffel et cette opportunité est largement saisie, même si certains diplômés sont tentés, pour le 2^e cycle, de gagner d'autres établissements, notamment de l'enseignement privé, la concurrence des autres établissements d'enseignement supérieur d'Île-de-France et, plus spécialement, de Paris intra-muros étant plus sensible que pour l'entrée en 1^{er} cycle. Cette concurrence forte à l'échelle régionale permet, en partie, d'expliquer les faibles mobilités entrantes dans les formations du 1^{er} cycle de l'université Gustave Eiffel, les étudiants de l'établissement n'ayant pas non plus forcément les moyens d'une expérience à l'international. L'internationalisation reste donc très variable d'une formation à l'autre, les principales mobilités étant des mobilités entrantes et diplômantes, en particulier dans les formations de Sciences et technologies.

Si une démarche d'amélioration continue de son offre de formation est initiée par l'université Gustave Eiffel, elle n'est pas pleinement engagée : certaines mentions en ont saisi le sens et l'objectif, mais d'autres formations doivent encore s'approprier outils et enquêtes, et repenser le rôle de leurs conseils de perfectionnement, voire en réviser la composition et le positionnement, pour leur donner une dimension réflexive et stratégique. Le comité relève aussi une insuffisance du pilotage par l'établissement qui n'implique pas suffisamment les composantes dans la structuration de l'offre de formation du 1^{er} cycle, notamment pour la mise en œuvre de la réforme des bachelors universitaires de technologie, et dans le déploiement de la stratégie de l'établissement. Enfin, il constate un engagement insuffisant de l'université Gustave Eiffel vis-à-vis des établissements partenaires impliqués dans le portage des licences professionnelles qui, *in fine*, assurent intégralement le déploiement des formations.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

Les licences et les licences professionnelles sont bien positionnées dans la stratégie de l'université et s'inscrivent le plus souvent dans la thématique phare affichée par l'université Gustave Eiffel, qui concerne les villes et territoires durables, et dans la volonté d'aller vers une forte professionnalisation. La thématique « Villes et territoires durables » portée par le projet I-SITE FUTURE permet de mobiliser plusieurs composantes de l'université Gustave Eiffel comme l'UFR SHS, avec les licences *Géographie et aménagement* et *Histoire*, l'IUT avec la LP *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*, l'IFSA avec la LP *Maintenance et technologie : systèmes pluri-techniques*, ou encore l'IFIS avec la LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*. Les formations de l'École des ingénieurs de la ville de Paris, établissement qui porte au sein de l'université Gustave Eiffel la thématique du génie urbain (LP *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*, LP *Métiers du BTP : génie civil et construction*), et le *Diplôme d'études en architecture (DEEA)* de l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Est finissent d'ancrer l'offre du 1^{er} cycle dans le projet scientifique de l'établissement, qui vise l'adaptation des villes et des territoires au développement durable et au changement climatique. La volonté affichée par l'université Gustave Eiffel d'aller vers une forte professionnalisation dans toutes ses formations se retrouve dans le développement des liens avec le tissu socio-économique très présents dans les licences professionnelles, mais également dans les licences *Lettres ou Arts*, dans l'intégration d'éléments de professionnalisation dans les cursus (licences *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : éducation et motricité*, *STAPS : management du sport*, *Sociologie*) et dans la place donnée à l'apprentissage (BUT *Techniques de commercialisation* et toutes les licences professionnelles où, en 2022-2023, 73 % du public est inscrit en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation).

Les formations du 1^{er} cycle offrent des ouvertures pluridisciplinaires qui permettent aux étudiants de construire progressivement leur parcours. En première année de licence (L1), les étudiants choisissent deux ou trois modules disciplinaires, ce qui leur permet d'accéder à la deuxième année (L2) de l'une ou l'autre des disciplines retenues en L1. L'établissement propose également deux licences en double cursus : *Mathématiques-Physique*, *chimie* et *Mathématiques-Informatique* (qui devrait ouvrir en 2024), ainsi qu'un parcours *Sciences physiques-Anglais* sélectif en licence *Physique*, *chimie*. Bien que ne disposant pas d'une composante santé, l'université Gustave Eiffel propose aussi, en partenariat avec l'université Paris-Est Créteil qui assure les enseignements de santé sous forme de cours en ligne, les trois licences avec un accès santé (L.AS) *STAPS*, *Informatique* et *Mathématiques*. L'acquisition de compétences transversales et interdisciplinaires est favorisée par le biais de travaux de groupes (LP *Commerce et distribution*, licence *Langues étrangères appliquées*), d'un fonctionnement en mode projet (BUT *Métiers du multimédia et de l'internet*, LP *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*), de la rédaction de mémoires (LP *Métiers de la communication : chargé de communication* ; LP *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi*) et par l'association, aux différentes unités d'enseignement (UE) disciplinaires, d'unités d'enseignement complémentaires sur les spécificités métiers, la communication, ou encore le droit (licence *Géographie et aménagement*).

De plus, les enjeux du développement durable font partie des perspectives d'évolution de l'offre de formation. L'université Gustave Eiffel fait partie du réseau des établissements d'enseignement supérieur du développement durable (RESDD), sous tutelle du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Les dossiers d'autoévaluation des formations montrent que les équipes ont bien conscience de la nécessité d'intégrer un module dédié au développement durable dans leurs formations, mais qu'elles sont diversement investies dans le projet Apprendre pour la ville durable (AVID) qui vise à sensibiliser 8 000 étudiants à cette thématique. Ainsi, la licence *Arts* s'empare du sujet en intégrant le développement durable dans ses enseignements et souhaite bénéficier du soutien du projet Apprendre pour la ville durable (AVID) pour aller plus loin, mais d'autres formations intègrent le développement durable dans leurs enseignements sans avoir recours aux moyens du projet AVID (LP *Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement* ; LP *Métiers de la mode* ; LP *Métiers du livre* ; LP *Agencement*).

La lisibilité et la complémentarité entre les formations du 1^{er} cycle sont souvent faibles. L'université Gustave Eiffel a conscience que son offre de formation doit être rationalisée et un travail mené par la vice-présidence Formation et innovation pédagogique à cette fin est en cours. L'interaction entre les différentes composantes de formation n'est pas suffisamment effective et l'offre de formation se retrouve bien souvent morcelée entre les composantes. En effet, certaines formations proches dans leur intitulé sont portées par des composantes ou des instituts différents, sans collaboration apparente, ce qui peut nuire à leur lisibilité. Ainsi, la licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) alors que des formations du même domaine sont portées par l'École des ingénieurs de la ville de Paris (LP *Métiers du BTP : génie civil et construction*) et par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée (BUT *Génie civil – construction durable*). Le positionnement de la licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* à l'IFIS interroge et ce, d'autant plus que cette composante ne porte aucune autre formation dans ce domaine et que le master *Génie civil* se trouve à l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA). Au sein d'une même mention, les parcours peuvent aussi être portés par des composantes différentes. C'est le cas de la licence *Économie et gestion* qui est rattachée à l'UFR Sciences économiques et

gestion (SEG) en 1^{er} et 2^e année de licence, mais deux de ses sept parcours en 3^e année (*Management, ingénierie des services et patrimoines immobiliers*, et *Management Ingénierie des services et Numérique*) sont rattachés à l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) sans que l'on sache comment s'opère la coordination au sein du diplôme. Les quatre parcours de l'ancien diplôme universitaire de technologie (DUT) sont conservés au sein du BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, alors qu'un effort de restructuration aurait pu être fait avec plusieurs mentions ou parcours de licence professionnelle. Le parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines* du BUT *Gestion des entreprises et des administrations* fait, ainsi, doublon avec les deux parcours de la licence professionnelle *Métiers de la GRH* et il en est de même pour le parcours *Contrôle de gestion et pilotage de la performance* avec les deux parcours de la licence professionnelle *Management et gestion des organisations*. De façon générale, l'établissement ne s'empare pas suffisamment de la réforme du BUT pour opérer une véritable rationalisation de son offre de formation.

Plusieurs composantes ne portent que deux ou trois formations du 1^{er} cycle. C'est le cas de l'UFR Sciences économiques et gestion (SEG), qui ne porte que deux formations du 1^{er} cycle (une licence et une licence professionnelle) dans le domaine Droit, économie, gestion, et de l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) qui affiche trois licences professionnelles dans le même domaine : un rapprochement de ces mentions permettrait de proposer une offre de formation plus cohérente et lisible. De même, l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM), l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA), l'École supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique de Paris (ESIEE) et l'UFR Mathématiques, qui proposent des formations en Sciences, technologies, santé (cinq licences et cinq licences professionnelles), gagneraient à reconsidérer collectivement leur offre de formation. Enfin, une réflexion autour des formations en Arts, lettres, langues mériterait d'être engagée entre les UFR Lettres, arts, création et technologies (LACT) et Langues, cultures et sociétés (LCS). On note également des difficultés de fonctionnement liées au déploiement de formations sur plusieurs sites, comme le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* ou la LP *Organisation, management des services de l'automobile*, qui se traduisent par un manque d'interaction et de cohésion entre les équipes pédagogiques, une différence d'attractivité, et une insuffisance de moyens humains.

La carte de l'offre de formation est perfectible, et le développement de passerelles insuffisant. Ils doivent être mieux réfléchis pour éviter que se côtoient des formations dont les périmètres d'intervention ou les métiers visés sont très proches. Si l'on s'intéresse au recrutement des étudiants dans les licences professionnelles suspendues ou en deuxième et troisième années de BUT, aucune passerelle ou possibilité d'accès facilité n'est mise en avant avec les licences générales de l'université Gustave Eiffel. Les licences professionnelles recrutent principalement des diplômés de Brevet de technicien supérieur (BTS) et les BUT s'inscrivent dans une continuité durant les trois années. Quelques passerelles existent néanmoins entre des formations rattachées à des composantes différentes. C'est le cas de l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM) qui bénéficie d'un partenariat privilégié avec l'UFR Mathématiques à travers la L1 bidisciplinaire *Mathématiques-Informatique* conduisant aux licences *Mathématiques* ou *Informatique*, ou encore à la double licence *Mathématiques-Informatique*.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

Les dispositifs d'information-orientation mis en œuvre au sein de l'établissement contribuent à construire l'attractivité des formations du 1^{er} cycle, mais cela n'est pas toujours synonyme de qualité du recrutement. La communication sur les formations du 1^{er} cycle se fait essentiellement avec le soutien du Service information orientation – insertion professionnelle (SIO-IP) de l'université Gustave Eiffel sous la forme de journées portes ouvertes, de salons, de rencontres dans les lycées ou encore de journées « Université à l'essai ».

En 1^{er} cycle, l'effectif reste globalement stable au cours de la période 2020-2023. Les BUT, à l'exception du BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques* où la formation atteint péniblement sa capacité d'accueil, présentent un taux de sélectivité important. Ainsi, le BUT *Informatique* avec 2 471 candidats pour 45 places, le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* avec 3 343 candidatures pour 52 places, ou encore le BUT *Techniques de commercialisation* où l'attractivité est forte et en croissance (de 4 373 à 5 643 candidats) pour 232 places. En licence générale, le nombre d'inscrits au cours de la période 2020-2023 varie peu, à l'exception des licences *Mathématiques* et *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales* qui enregistrent respectivement une diminution de 21 % et 28 %. En licence *Sociologie*, l'attractivité est bonne en L1, mais très faible pour quatre parcours de troisième année (L3). À l'exception de la licence *Lettres*, il n'est pas fait état, dans les dossiers d'autoévaluation, d'accueil de néo-bacheliers à travers un dispositif de réussite individualisé de type « oui si ». Concernant les licences professionnelles, l'année 2020-2021 est marquée par une légère diminution de l'effectif global, qui passe de 1470 à 1 360, soit -7,5 %. Si la LP *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* enregistre une hausse notable de ses effectifs (+49 %), plusieurs licences professionnelles peinent à maintenir leurs effectifs, comme les mentions *Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques* (-61 %), *Métiers de la mode* (-50 %), *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* (-36 %) et *Tourisme et loisirs sportifs* (-35 %). Enfin, l'attractivité et la

pérennité de la LP *Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement* interrogent puisque son effectif ne dépasse pas six étudiants par promotion au cours de la période considérée.

Forte du projet D.Clic obtenu en 2018, l'université Gustave Eiffel met l'accent sur l'accompagnement et la réussite des étudiants du 1^{er} cycle, particulièrement en licence, en déployant l'approche par compétences (APC) et en travaillant avec les responsables de formation. Déjà mis en œuvre dans neuf mentions de licence, le projet D.Clic crée une dynamique autour de l'engagement étudiant, déjà initiée par l'existence d'un parlement étudiant, et autour du développement de méthodes d'accompagnement différencié selon les besoins des composantes. L'établissement est engagé avec l'appui du Centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) dans une démarche de développement de l'approche par compétences. Le rythme du déploiement est variable selon les formations et l'adhésion qu'elles ont autour de l'APC, l'évaluation par compétences restant un objectif pour chacune des mentions de licence générale. Par exemple, en licence *Lettres*, un gros travail est mené sur l'élaboration du référentiel de compétences, sur l'intégration des étudiants et sur l'innovation pédagogique. En licences *Arts, Sociologie et Géographie et aménagement*, une logique de pédagogie par projet permet également de structurer l'approche par compétences. Encadrée par le programme D.Clic, l'approche par compétences est en cours de déploiement en licences *Arts, Économie et gestion, STAPS : activité physique adaptée et santé, STAPS : éducation et motricité, STAPS : management du sport*, mais elle ne l'est pas encore dans les mentions *Génie urbain, Informatique, Langues étrangères appliquées, Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales, Mathématiques, Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales, Physique, chimie, Sciences pour l'ingénieur*. L'université Gustave Eiffel doit veiller à entraîner l'ensemble des formations du 1^{er} cycle dans le déploiement de D.Clic qui apparaît, pour certains responsables, comme un simple moyen de montée en compétences du Centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) et dont les bénéfices pour les formations sont loin d'être acquis. On peut également regretter que le projet D.Clic ne soit pas mis à profit pour soutenir des dispositifs d'accompagnement et d'aide à la réussite.

La réussite au cours des trois années de licence est globalement bonne, mais il est regrettable que cet élément soit souvent négligé dans les dossiers d'autoévaluation. En L1, le taux de réussite est souvent compris entre 40 et 50 %, avec quelques formations présentant des taux plus élevés (licence *Arts*), mais certaines mentions présentent aussi des taux de réussite proches de ceux observés au niveau national en avoisinant 30 % (licences *Informatique, Mathématiques, Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales* ou encore *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*). En L2 et L3, dans les mentions de licence qui fournissent des données, les taux de réussite sont globalement bons et en progression : en moyenne 70 % des étudiants de L2 valident tous les crédits ECTS en 2020-2021 et 80 % en 2022-2023 ; et 87 % des étudiants de L3 valident tous leurs crédits ECTS en 2020-2021 et 2021-2022. Toutefois, ces données sont incomplètes dans certains DAE. Cette lacune interroge la façon dont l'établissement, les composantes et les responsables de formation s'enquêtent de la réussite des étudiants de licence et évaluent les moyens mis en œuvre ou à mettre en œuvre pour remédier à ce problème.

En licence professionnelle, si les taux de réussite, compris entre 80 et 100 %, sont dans l'ensemble bons et similaires aux taux nationaux, le déploiement de l'approche par compétences doit encore être renforcé. Seules les LP *Guide conférencier* et *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* sont en deçà, avec, en moyenne, 70 % de réussite, ce qui représente un taux faible pour des formations sélectives. Il est cependant à noter que cinq licences professionnelles ne renseignent pas complètement les taux de réussite dans leurs dossiers d'autoévaluation (*Techniques du son et de l'image, Assurance, banque, finance : chargé de clientèle, Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier, Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie et Métiers du design*). Au niveau des licences professionnelles, le déploiement de l'approche par compétences s'effectue à des degrés variables et plusieurs formations indiquent vouloir s'engager dans sa mise en œuvre, mais sans mentionner de dispositifs d'accompagnement. Pour les licences professionnelles fonctionnant en alternance sous contrat d'apprentissage, le référentiel de compétences disciplinaires, transversales et professionnelles est disponible sur la plateforme collaborative STUDEA. Pour autant, près de la moitié des licences professionnelles n'ont pas encore complètement déployé l'approche par compétences.

En BUT, si les objectifs et les méthodes pédagogiques sont clairement définis, la réussite, pour ces formations sélectives, est souvent faible en 1^{re} année et reste très inégale dans les deux années de formation. Les objectifs et les méthodes pédagogiques développées en BUT s'appuient naturellement sur les programmes nationaux structurés en blocs de compétences et de connaissances (BCC) et sont complétés par des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) qui ne sont pas toujours détaillées. En première année de BUT (BUT1), le taux de réussite est très insuffisant pour des formations qui réalisent une sélection de leurs étudiants. La justification principale donnée par les formations et par l'établissement tient à la présence de campus dont l'attractivité reste globalement faible dans l'environnement francilien et la sélectivité des candidats n'est pas toujours un gage de qualité. En BUT1, on relève ainsi un taux de réussite de l'ordre de 40 % dans les BUT *Gestion des entreprises et des administrations* et *Génie civil - construction durable*, et il avoisine les 50 % dans les BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques* et *Informatique*. Le BUT *Techniques de commercialisation*,

lui, ne fournit que le taux de réussite en BUT1 pour la promotion 2021-2022, qui est globalement bon (85 %). En BUT2, les taux, quand ils sont fournis (quatre BUT sur six), sont nettement meilleurs, de l'ordre de 90 %, pour les spécialités *Gestion des entreprises et des administrations*, *Génie civil – construction durable*, *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*, le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* faisant exception avec une réussite bien plus faible (38 %). Ces formations s'approprient diversement les données sur les taux de réussite. En BUT *Génie civil*, aucune analyse n'est faite, ce qui démontre une évaluation interne peu efficace. Mais, d'autres formations, en revanche (BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*, BUT *Métiers du multimédia*), y accordent une attention plus soutenue, prenant en compte le recrutement de bacheliers technologiques, qui ne disposent pas d'un niveau suffisant, et les difficultés d'attractivité que connaît particulièrement le site de Champs-sur-Marne. L'établissement doit absolument s'emparer du problème existant entre le niveau de recrutement des lycéens, les exigences des formations et la réussite des étudiants.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

L'université Gustave Eiffel ne définit pas un cadrage systématique de la formation à et par la recherche. En 1^{er} cycle, l'adossement à la recherche est assez bon en licence, mais beaucoup plus variable en licence professionnelle. Il n'existe pas de formalisation de la formation à et par la recherche, l'établissement n'ayant pas donné d'éléments de cadrage aux formations du 1^{er} cycle, concernant la présence d'un enseignement dédié à l'initiation à la recherche par exemple. En licence, l'adossement à la recherche est garanti par l'intervention d'enseignants-chercheurs et par des modules d'initiation à la recherche. L'analyse des données reste cependant très limitée puisque la moitié des dossiers d'autoévaluation n'indiquent pas le nombre d'heures étudiant assurées par des enseignants-chercheurs ou ne fournissent pas le nombre d'heures consacrées à l'initiation à la recherche.

Dans plusieurs licences professionnelles, le nombre d'heures affectées à l'initiation à la recherche est parfois très insuffisant, voire inexistant (par exemple dans les LP *Métiers de la communication : chargé de communication*, LP *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*, LP *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*, LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*). Le pourcentage d'heures de formation assurées par des enseignants-chercheurs est également très insuffisant dans les licences professionnelles *Métiers du BTP : bâtiment et construction* (5 %), *Métiers du design* (3 %), *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* (2 %), *Commercialisation de produits et services* (3 %) et *Management et gestion des organisations* (2 %). De plus, les interventions des enseignants-chercheurs ne sont pas toujours en lien avec le cœur disciplinaire des formations et se situent parfois au niveau des modules transversaux, comme le droit ou la gestion des ressources humaines pour la LP *Agencement* par exemple. Aucun enseignant-chercheur ne dispense d'enseignements dans les LP *Métiers de la mode*, *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*, et *Commerce et distribution*, ce qui n'est pas acceptable pour des formations universitaires.

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle

La professionnalisation s'appuie sur des dispositifs d'expérience professionnelle diversement déployés en dépit de l'affichage stratégique de l'établissement en la matière. En licence générale, les dispositifs de professionnalisation varient d'une mention à l'autre. Ils tiennent souvent à des dispositifs classiques, à commencer par le stage, qui est, de façon notable, souvent obligatoire (à titre d'illustration, stage obligatoire de quatre semaines dans la licence *Arts*; de huit semaines dans la licence *Économie et gestion*; de quatre semaines dans la licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*; de 12 semaines dans la licence *Sciences pour l'ingénieur*). Le stage est parfois proposé au choix (licences *Géographie et aménagement*; *Histoire*; *Sociologie*): une réflexion, globale, sur la place accordée à cette modalité de professionnalisation est nécessaire de manière à favoriser de manière harmonisée la préparation du parcours professionnel de l'étudiant. Certaines formations prévoient, en amont de l'expérience professionnelle, le cas échéant, d'autres modalités de préparation à l'insertion professionnelle, comme la pédagogie par projet et les visites ou travaux de terrain (licences *Arts*; *Sociologie*; *Géographie et aménagement*), et la valorisation des compétences acquises par la mise en place d'un portfolio ou – la réflexion en cours ne peut qu'être encouragée – la délivrance de certificats techniques (licences *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité*; *Arts*). La révision des pratiques pédagogiques pour développer ces dispositifs est à envisager dans certaines formations, surtout quand des financements spécifiques sont accordés ou que des accompagnements peuvent être obtenus, en particulier via le projet D.Clic (licences *Langues étrangères appliquées*; *Mathématiques*; *Informatique*; *Physique, chimie*). Enfin, une très large part des licences générales, par les parcours qu'elles proposent, accompagne la construction du projet personnel et professionnel de l'étudiant, ce qui est positif. C'est le cas, entre autres, des mentions *Économie et gestion*; *Géographie et aménagement*; *Histoire*; *Lettres*; *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*;

Langues étrangères appliquées ; Mathématiques ; Physique, chimie ou encore *Sociologie*, qui pourraient aussi, comme les autres formations, mobiliser davantage leurs *alumni* pour élargir le champ des débouchés possibles.

Les licences professionnelles et les BUT ont légitimement et réglementairement une dimension professionnalisante plus affirmée. Ils proposent ainsi stages et projets tutorés de façon à la fois plus systématique et plus ample, tant par le volume horaire prévu que par le nombre de crédits ECTS associés. Certaines formations, comme le BUT *Gestion des entreprises et des administrations* et la licence professionnelle *Gestion des structures sanitaires et sociales*, aménagent les modalités de mise en stage, modulable selon les projets des étudiants ou alterné suivant le régime d'inscription.

Plus que les opportunités de la formation continue, ce sont celles de l'alternance que saisit l'université Gustave Eiffel, et ce choix stratégique est mis en œuvre en 1^{er} cycle, y compris en licence générale. Les stagiaires de la formation continue, en effet, sont très peu nombreux. Seules quelques mentions de licence générale en accueillent au cours de la période considérée, telles *Histoire ; Sociologie* et, au cours de la première des années étudiées (2020-2021), *Arts et Sciences de l'ingénieur*. En licence professionnelle suspendue ou en BUT, les choses sont différentes, car les stagiaires, sans être en grand nombre, sont plus largement présents, plus particulièrement dans le BUT *Informatique* et les LP *Guide conférencier ; Métiers du décisionnel et de la statistique ; Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire* ou encore *Management et gestion des organisations*. L'établissement est surtout engagé dans la formation en alternance, avec des BUT et des licences professionnelles parfois proposés uniquement sous ce régime d'inscription (LP *Organisation, management des services de l'automobile ; Techniques du son et de l'image, Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie*) ou très largement suivis sous ce statut (par exemple en *Diplôme d'études en architecture ; LP Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier ; LP Métiers de la communication : chargé de communication ; LP Commerce et distribution ; LP Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement ; BUT Informatique ; BUT Techniques de commercialisation*). Le déploiement de l'alternance dans quelques mentions de licence générale, dans des parcours identifiés, en licences *Économie et gestion, Langues étrangères appliquées* et – plus original – *Lettres* est notable. Même s'il pourrait souffrir des possibles diminutions des aides de l'État, ce choix de l'alternance, y compris dans des champs où elle est rare, contribue à l'attractivité des formations, au renforcement des liens avec les acteurs du monde socio-économique, ainsi qu'à l'insertion professionnelle des diplômés.

Le réseau de partenaires du monde socio-économique et culturel permet la participation des professionnels aux enseignements, mais celle-ci varie fortement d'une formation à l'autre. Pour faciliter l'expérience professionnelle de leurs publics, les mentions et spécialités de formation bénéficient, pour la plupart, de réseaux de partenaires importants, qu'il s'agisse d'institutions ou d'organisations publiques, d'entreprises ou encore d'associations ou de fédérations professionnelles. C'est logiquement en licence professionnelle, en BUT, ainsi qu'en *Diplôme d'études en architecture* que les acteurs du monde socio-économique et culturel interviennent le plus. On peut ainsi citer la chambre professionnelle de l'agencement pour la LP *Agencement*, la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance pour la LP *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*, l'École de Paris des métiers de la table pour la LP *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* ou encore des entreprises du secteur automobile pour la LP *Organisation, management des services de l'automobile*, et les fédérations professionnelles des entreprises du secteur pour le BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques*. Outre le fait que cette participation offre l'opportunité aux étudiants de construire un réseau utile à leur insertion professionnelle, la contribution des professionnels aux formations (de l'ordre de 68 % en moyenne pour les licences professionnelles) permet d'ajuster les contenus proposés aux besoins et aux attentes des employeurs potentiels et ce, d'autant plus quand ces mêmes acteurs participent au conseil de perfectionnement de la formation. Néanmoins, leur participation doit faire l'objet d'une vigilance : il s'agit de s'assurer de l'apport de leur expertise, à travers leur exercice d'une activité professionnelle principale dans le domaine, à l'acquisition de compétences par les étudiants, et de veiller à ce que la proportion des enseignements qu'ils assurent ne soit pas problématique (à titre d'exemples, 100 % des enseignements dans la LP *Métiers de la mode* et 90 % dans la LP *Agencement*) en termes tant de préservation d'un adossement à la recherche, attendu même dans les formations à visée très professionnalisante, que de soutenabilité de la formation par l'établissement. Dans les mentions de licence générale, la contribution des partenaires aux enseignements est légitimement moindre, même s'il est difficile de l'apprécier pleinement, car les données manquent dans nombre de dossiers d'autoévaluation. On notera cependant que les liens avec des acteurs du monde socio-économique et culturel, qui mériteraient d'être davantage formalisés par la signature de conventions par exemple, ne se traduisent pas toujours sur le plan pédagogique, qu'ils pourraient aussi, parfois, être élargis à d'autres secteurs professionnels pour ne pas se limiter, en particulier, au monde de l'enseignement (licences *Histoire ; Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*), et qu'ils pourraient, enfin, être mieux exploités dans le cadre de la réflexion stratégique que doivent mener les conseils de perfectionnement sur les évolutions potentielles des formations et l'insertion professionnelle des diplômés (licences *Langues étrangères appliquées ; Économie et gestion*).

Pour les licences générales, la poursuite d'études est le choix de la plupart des diplômés répondant aux enquêtes, leur part croissant d'ailleurs dans certaines mentions au cours de la période considérée (licences

Arts ; Langues étrangères appliquées ; Sociologie). Les mentions de master permettent la poursuite d'études aux étudiants de licence, mais certaines présentent une faiblesse d'attractivité. Ainsi, les licences *Langues étrangères appliquées*, *Arts* et *Sociologie* affichent des taux de poursuite d'études à l'université Gustave Eiffel inférieurs à 25 % (moyenne pour 2020-2021 et 2021-2022), ce qui interroge le continuum entre les deux cycles dans ces disciplines.

L'insertion professionnelle immédiate doit faire l'objet d'une attention particulière en licence professionnelle et en BUT, car elle n'est pas toujours le choix retenu par les diplômés. Le devenir des diplômés, qui fait l'objet d'un suivi annuel par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), n'est pas forcément analysé par les responsables des formations et par les conseils de perfectionnement. Certaines formations se distinguent par l'attention qu'elles portent à ce suivi du devenir des diplômés, soit par la qualité de l'analyse, comme dans les licences *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales ; Mathématiques*, soit par son étude approfondie lors des conseils de perfectionnement pour les licences *Physique, chimie ; Sciences pour l'ingénieur* ou encore par deux enquêtes complémentaires pour la LP *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*. Cette pratique est à systématiser dans le cadre des conseils de perfectionnement, en particulier pour les BUT, plus spécialement pour les spécialités *Gestion des entreprises et des administrations ; Informatique et Techniques de commercialisation*. Des licences professionnelles répondent à cet objectif d'une insertion professionnelle rapide qui, pour certaines, est aussi de réelle qualité (par exemple en 2022-2023, 87 % des diplômés de la LP *Guide conférencier* sont en emploi 18 mois après le diplôme ; 93 % pour la LP *Agencement* ; 75 % pour la LP *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques*). D'autres licences professionnelles affichent des taux élevés de poursuites d'études. C'est le cas, déjà noté lors de la dernière évaluation, pour les licences professionnelles *Commercialisation de produits et services* et *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi*, avec 69 % de poursuites d'études en 2022-2023, mais l'évolution durant les dernières années est problématique pour plusieurs autres formations (64 % de poursuite d'études en 2022-2023 pour la LP *Management et gestion des organisations*, 56 % pour la LP *Métiers de la communication : chargé de communication*, 53 % pour la LP *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*, 52 % pour la LP *Métiers de la mode*). La vigilance et la réflexion s'imposent, sur le maintien tel quel de ces formations au sein de l'offre proposée par l'université Gustave Eiffel.

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle

La politique définie par l'établissement en matière d'internationalisation des formations est déclinée de manière très inégale selon les formations. En effet, l'établissement met l'accent sur le développement de « compétences linguistiques, interculturelles et internationales », la rationalisation des partenariats et des projets structurants, et l'encouragement à l'« internationalisation à domicile ». Les doubles diplômes à l'international sont, au sein de l'établissement, une spécificité du 2^e cycle, mais on notera la co-diplomation que propose la licence professionnelle *Commercialisation de produits et services* avec l'*International Bachelor of Business and Administration* de l'École Ferrières. Le nombre d'étudiants internationaux tend à remonter, pour retrouver un niveau comparable à celui d'avant la crise sanitaire, et les efforts de l'université Gustave Eiffel en termes d'accueil sont récompensés par l'octroi de la deuxième étoile du label « Bienvenue en France », mais le 1^{er} cycle, tant ses formations générales que plus professionnalisantes, n'est pas le niveau de formation qui attire le plus ces étudiants. De plus, les accords passés par l'établissement ou, le cas échéant, par les formations, la mise en place de référents relations internationales dans les composantes, et les dispositifs d'aides et d'accompagnement proposés par le service des relations internationales peinent à trouver leur réalisation dans les mobilités en 1^{er} cycle.

Les mobilités entrantes comme sortantes restent très limitées, voire inexistantes, pour les licences générales comme pour les formations à visée plus professionnalisante. Les mobilités, aussi bien sortantes qu'entrantes, sont souvent très faibles, voire nulles. Certaines formations se distinguent néanmoins, sans surprise au regard de leur finalité résolument tournée vers l'international, les licences *Langues étrangères appliquées* et *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*, avec des stages organisés à l'étranger et, en *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*, l'assistantat possible en L3, mais d'autres également, comme les licences *Économie et gestion*, *Arts* ou encore le *Diplôme d'études en architecture*. En licences professionnelles, les mobilités sont plus complexes à organiser, du fait des spécificités des formations ou des débouchés, comme pour les LP *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi ; Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*, qui les rendent non-pertinentes, mais aussi du fait des contraintes que pose l'apprentissage, largement mis en œuvre dans ces formations. Le centre de formation d'apprentis Descartes offre néanmoins l'opportunité d'une césure à l'international, mais celle-ci reste peu saisie. Les mobilités à domicile, enfin, sont encouragées par l'établissement depuis 2020, sans trouver encore leur expression dans les formations, le BUT *Techniques de commercialisation*, avec son projet de Collaborative Online International Learning (COIL) avec une université roumaine, faisant figure d'exception.

En 1^{er} cycle, la formation aux compétences linguistiques est bien incluse, de manière obligatoire, souvent dans le cadre d'une UE semestrielle, dans les programmes de formation, en licence générale comme professionnelle, avec une surreprésentation de l'anglais malgré l'offre, plus large, offerte par l'établissement. Se distinguent cependant, naturellement, la mention *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* avec l'encouragement à étudier une 3^e langue étrangère, mais aussi d'autres formations qui proposent des parcours intégralement en anglais, comme le parcours *Management international* en licence *Économie et gestion*. On trouve des enseignements obligatoires en langue étrangère, en particulier en licences *Mathématiques et Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales*, ou des travaux prévus en langue anglaise, comme le résumé de mémoire et la soutenance dans cette même langue en licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*. Si la certification des compétences linguistiques est proposée, avec la Certification en langues de l'université Eiffel (CLUE) ou le TOEIC essentiellement, elle n'est que rarement obligatoire (BUT *Informatique* ; licence *Mathématiques*). En termes de partenariats, enfin, les formations bénéficient peu d'accords spécifiques, mais certaines se signalent par leur dynamisme, comme les BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, *Métiers du multimédia et de l'internet* et *Techniques de commercialisation*, qui ont mis en œuvre des accords avec les universités canadiennes, avec un projet de double diplomation pour le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet*.

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

Malgré les initiatives de l'établissement, les conditions d'une amélioration continue optimale en 1^{er} cycle ne sont pas, à ce jour, réunies, l'appropriation de la démarche par les équipes pédagogiques variant d'une formation à l'autre. L'université Gustave Eiffel, via l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), procède à une évaluation des formations par les étudiants deux fois par contrat et assure annuellement le suivi tant de la réussite que du devenir des diplômés. L'exploitation de ces données est complexe, car la démarche n'est pas forcément saisie par les étudiants. De ce fait, les taux de réponse sont souvent limités, compris entre 15 et 35 % en licence, mais aussi dans certaines mentions de licence professionnelle, quand il n'est pas inférieur. Une piste d'amélioration de ces taux serait d'exploiter, avec les étudiants ou en leur direction, les résultats des enquêtes et des suivis de cohortes pour en montrer l'intérêt. Certaines équipes pédagogiques sont engagées dans cette démarche d'utilisation des données mises à disposition et, le cas échéant, initient une pratique plus fréquente d'évaluation des enseignements ou d'évaluation de leur formation, dans un objectif de pilotage et d'amélioration continue, ce qui ne peut qu'être encouragé. C'est le cas, entre autres, du BUT *Métiers du multimédia et de l'internet*, des licences professionnelles *Agencement ; Commerce et distribution ; Management et gestion des organisations ; Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement ; Métiers du livre : édition et commerce du livre*, ou encore des licences *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales ; Mathématiques ; Physique, chimie ; Sciences de l'ingénieur et STAPS : management du sport*. D'autres équipes manifestent un intérêt pour l'analyse des données, voire pour l'évaluation des enseignements, et doivent également être encouragées et surtout accompagnées afin que leur appropriation soit facilitée, plus pertinente aussi, et leur utilité, mieux saisie (licences *Informatique ; Sociologie ; STAPS : éducation et motricité ; Langues étrangères appliquées ; Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* ; licences professionnelles *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire et Tourisme et loisirs sportifs ; BUT Techniques de commercialisation*). En revanche, une vigilance est de mise pour certaines mentions ou spécialités qui n'utilisent pas les données issues des suivis et des enquêtes quand elles ne les ignorent pas tout simplement (BUT *Génie civil – construction durable* ; licence *Histoire* ; LP *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* ; LP *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* ou encore LP *Métiers du décisionnel et de la statistique*).

La vigilance s'impose d'autant plus que cette appropriation des données est une étape essentielle dans la mise en œuvre concrète de la politique d'amélioration continue initiée par l'établissement, avec l'organisation de ces enquêtes, mais aussi avec la diffusion d'une fiche pratique sur les conseils de perfectionnement. Une bonne partie des équipes, en formations générales comme plus professionnalisantes, ont un processus d'amélioration continue bien établi et efficace, comme les licences *Géographie et aménagement ; Lettres ; Physique, chimie ; Économie et gestion* ; les licences professionnelles *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ; Métiers du livre : édition et commerce du livre ; Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques*. D'autres se sont engagées dans la démarche et doivent être accompagnées ou suivies pour que l'initiative soit confortée ; c'est le cas du *Diplôme d'études en architecture*, des BUT *Gestion des entreprises et des administrations ; Informatique ; Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement ; Métiers du multimédia et de l'internet* ; de la licence *Informatique* ou encore de la LP *Agencement*.

Une attention doit aussi être portée à la composition des conseils de perfectionnement, qui ne sont efficaces que si toutes les parties prenantes de la formation sont prévues et réellement présentes lors des réunions. Or, la participation des professionnels comme des étudiants n'est pas forcément assurée ; ainsi, en licence *Informatique*, en LP *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie*, et *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*. Le renforcement de la part des professionnels et l'élargissement des secteurs socio-économiques et culturels représentés sont aussi des points

qui méritent attention, en particulier en licences *Économie et gestion, Histoire, Langues étrangères appliquées et Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*. Le positionnement de ces conseils doit en outre être analysé et, le cas échéant, révisé. En effet, si un conseil de perfectionnement commun pour les licences professionnelles *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* et *Organisation, management des services de l'automobile* peut être pertinent, l'organisation de réunions distinctes selon les régimes d'inscription ou selon les années de formation, comme de réunions associant formation et chaire, est à revoir, car elle ne permet pas une réelle analyse et, de ce fait, l'amélioration de la formation accréditée (BUT *Techniques de commercialisation* ; licences STAPS : *management du sport* ; STAPS : *éducation et motricité* ; LP *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire*). Enfin, ce sont le sens et le rôle des conseils de perfectionnement qui ne sont pas toujours saisis, quand ils ne sont pas confondus avec des conseils pédagogiques. C'est le cas en licence *Histoire et Langues étrangères appliquées* ; en LP *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* ; *Métiers du BTP : génie civil et construction* ; *Métiers du décisionnel et de la statistique* ; *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* ; *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* ou encore *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*.

En termes de pilotage de l'offre de formation du 1^{er} cycle, la répartition des rôles assurés par l'université Gustave Eiffel en central, par les composantes et les établissements-composantes et par les écoles partenaires n'est pas toujours très claire, et une réflexion s'avère nécessaire sur le maintien en l'état de formations qui sont dispensées en majeure partie par des non-permanents et avec une part d'enseignants-chercheurs parfois très limitée, voire nulle, comme c'est le cas dans plusieurs licences professionnelles. C'est, là, la question de la soutenabilité humaine de l'offre du 1^{er} cycle de l'université Gustave Eiffel qui se pose, en plus de celle de la réelle qualité de la formation dispensée quand l'adossement à la recherche n'est pas garanti. Dans le cadre du déploiement des LP, l'université Gustave Eiffel a des partenariats avec de nombreux établissements : école Estienne (école supérieure des arts et industries graphiques), école Boule (école supérieure des arts appliqués), école Duperré (école supérieure des arts appliqués), GOBELINS Paris (école de formation à la création visuelle), école de Paris des métiers de la table, école nationale de commerce (ENC) Bessières, le GARAC, école nationale des professions de l'automobile, l'Institut national de l'audiovisuel (INA), etc. Les accords avec les écoles partenaires peuvent aider à la visibilité des formations du 1^{er} cycle, à leur attractivité le cas échéant, mais aussi mener à des difficultés de positionnement à l'endroit de l'université Gustave Eiffel, voire de pilotage. C'est le cas pour les licences professionnelles *Métiers de la mode* et *Métiers du design*. Le comité s'interroge aussi fortement sur plusieurs licences professionnelles qui font le choix de déléguer pleinement à leur partenaire l'organisation de leur formation en termes de locaux d'enseignement et d'intervenants. C'est le cas des LP *Agencement* en partenariat avec l'école Boule et le lycée François Mansart ; *Métiers de la mode* en partenariat avec l'école Duperré ; *Métiers du design* en partenariat avec l'école Estienne ; *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* avec l'école de Paris des métiers de la table et le parcours *Réseaux entreprises* de la LP *Métiers de l'informatique, administration et sécurité des systèmes et des réseaux* qui se déroule intégralement au centre de formation d'apprentis de la Chambre de commerce et d'industrie de Seine et Marne (UTE). Le recrutement des étudiants, la définition des contenus et les objectifs pédagogiques ne sont pas suffisamment abordés dans les dossiers d'autoévaluation de ces formations pour que l'on puisse juger de la réalité du partenariat et de l'implication de l'université Gustave Eiffel dans la qualité de l'encadrement de la formation, et de sa cohérence pédagogique dans le 1^{er} cycle. Avec cette question essentielle, c'est aussi le rôle des divers acteurs et leur place dans le pilotage de l'offre qui sont à clarifier, sinon à définir. Le processus de pilotage et, avec lui, les rapports entre composantes et présidence, comme le rôle des instances (conseils de composantes, conseils centraux) ne sont pas plus évidents à apprécier dans le 1^{er} cycle : la fluidité qui transparait parfois laisse penser à des relations plus interpersonnelles que véritablement cadrées sur le plan institutionnel, alors que d'autres dossiers d'autoévaluation témoignent d'une autonomie, voire d'une indépendance, qui interroge sur le pilotage de l'offre dans l'ensemble du 1^{er} cycle par l'université Gustave Eiffel.

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation du 1^{er} cycle diversifiée et complémentaire ;
- Des modalités de professionnalisation pertinentes et opérantes, un développement de l'alternance important dans de nombreuses formations ;
- Un déploiement de dispositifs efficaces dans l'accompagnement à la réussite en licence ;
- Une généralisation progressive du déploiement de l'approche par compétences en licence.

Points faibles

- Une altération du caractère universitaire de nombreuses licences professionnelles du fait d'une dépendance à l'égard des établissements partenaires, d'équipes pédagogiques souvent constituées de peu d'enseignants-chercheurs et d'un adossement à la recherche perfectible ;
- Un manque d'attractivité de certains BUT et licences professionnelles, et une insertion professionnelle immédiate souvent hétérogène pour les diplômés de licence professionnelle ;
- Un manque de cohérence et de complémentarité d'une partie de l'offre de formation portée par les composantes ;
- Un manque d'analyse et d'appropriation par les équipes pédagogiques des données relatives au parcours des étudiants et des diplômés ;
- Une appropriation inégale de la démarche d'amélioration continue en matière de mise en place et de rôle des conseils de perfectionnement dans l'évolution des formations ;
- Une faible ouverture internationale, notamment en termes de mobilité entrante et sortante des étudiants.

Recommandations

- Renforcer, voire assurer, l'implication d'enseignants-chercheurs dans les enseignements et dans la gouvernance des licences professionnelles dispensées en partenariat avec des établissements extérieurs, et renforcer ainsi leur adossement à la recherche.
- Accentuer la communication sur les BUT et LP en déficit d'effectifs et développer les liens avec les lycées afin de les rendre plus attractifs, et engager une réflexion afin de répondre à l'objectif de leur insertion professionnelle immédiate, en repensant l'organisation et la rationalisation de l'offre.
- Renforcer la cohérence de l'offre de formation, par exemple en développant les collaborations entre les composantes, ou en mettant en place une coordination plus efficace.
- Renforcer la qualité du pilotage appuyé par les données (production et analyse) dans un objectif d'amélioration continue de toutes les formations.
- Améliorer le fonctionnement des conseils de perfectionnement, en renforçant l'accompagnement et le suivi de leur mise en œuvre et en veillant à ce que leur composition soit pertinente.
- Accentuer l'information et l'accompagnement des étudiants et des enseignants pour encourager la mobilité internationale.

Point d'attention transversal

Le comité soulève le point d'attention transversal suivant relatif à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défailants dans une proportion importante de licences professionnelles :

- Un pilotage défailant dans les licences professionnelles portées en partenariat avec d'autres établissements, qui se traduit par une composition des équipes pédagogiques comptant peu ou pas d'enseignants-chercheurs, une altération de leur caractère universitaire, leur dépendance vis-à-vis des établissements partenaires, une insertion professionnelle immédiate hétérogène et parfois un manque d'attractivité.

Points d'attention sur les formations

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation, car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Arts, lettres, langues :

- Licence professionnelle *Métiers de la mode* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ; attractivité insuffisante).
- Licence professionnelle *Techniques du son et de l'image* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche).

Domaine Droit, économie, gestion :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations* (qualité de la réussite insuffisante ; besoin d'informations complémentaires sur l'adossement à la recherche ; manque de cohérence du positionnement dans son environnement académique).
- Licence professionnelle *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche).
- Licence professionnelle *Commerce et distribution* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche).
- Licence professionnelle *Commercialisation de produits et services* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle).
- Licence professionnelle *Management et gestion des organisations* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ; manque de cohérence du positionnement dans son environnement académique).
- Licence professionnelle *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ; manque de cohérence du positionnement dans son environnement académique).
- Licence professionnelle *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; attractivité insuffisante).

Domaine Sciences humaines et sociales :

- Licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ; absence d'apprentissage de compétences linguistiques).

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable* (manque de cohérence du positionnement dans son environnement académique ; qualité de la réussite insuffisante ; absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants).
- Licence professionnelle *Agencement* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche).
- Licence professionnelle *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche).
- Licence professionnelle *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* (trop faible participation des enseignants-chercheurs ; absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants).
- Licence professionnelle *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* (qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ; absence d'évaluation de la formation et

des enseignements par les étudiants ; défaillance du pilotage et qualité insuffisante de l'insertion professionnelle pour un parcours).

- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* (qualité insuffisante de l'adossé à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle pour un parcours ; manque de cohérence du positionnement dans son environnement académique).
- Licence professionnelle *Métiers du décisionnel et de la statistique* (qualité insuffisante de l'adossé à la recherche ; qualité insuffisante de l'insertion professionnelle).
- Licence professionnelle *Métiers du design* (qualité insuffisante de l'adossé à la recherche).
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (qualité insuffisante de l'insertion professionnelle).

Les formations suivantes présentent des dossiers d'autoévaluation dans lesquels l'absence ou le manque d'informations et/ou d'analyses relatives à un ou plusieurs critères d'accréditation ne permettent pas d'apprécier pleinement ces derniers. Les éléments manquants sont également précisés dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Droit, économie, gestion :

- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* (manque d'informations sur l'évaluation des enseignements et de la formation, et sur la réussite).

Domaine Sciences humaines et sociales :

- Licence professionnelle *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme* (manque d'informations sur le conseil de perfectionnement).

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé* (besoin d'informations complémentaires sur l'adossé à la recherche ; besoin d'informations complémentaires sur l'attractivité et la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études)
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : génie civil et construction* (manque d'informations sur l'évaluation des enseignements et sur le conseil de perfectionnement).

Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations récemment accréditées).
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan.
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 1^{er} cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Établissement co-accrédité	Avis d'accréditation
ALL	ALL	L	Arts		Favorable
ALL	ALL	L	Langues étrangères appliquées		Favorable avec recommandations : - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement avec un rôle stratégique. - Veiller à mettre en place une approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
ALL	ALL	L	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales		Favorable avec recommandations : - Veiller à développer les liens avec le milieu socio-économique du territoire. - Veiller à développer des dispositifs d'aide à la réussite. - Veiller à finaliser l'approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.

ALL	ALL	L	Lettres		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer le taux d'encadrement.
ALL	ALL	LP	Métiers du livre : édition et commerce du livre		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
ALL	ALL	LP	Techniques du son et de l'image		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
Culture		DEEA	Diplôme d'études en architecture		Favorable avec recommandations : - Veiller à assurer une meilleure professionnalisation des étudiants hors formation par apprentissage. - Veiller à la mise en place effective d'un suivi et d'une analyse du devenir des diplômés. - Veiller à développer une approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations		Favorable avec recommandations : - Renforcer la différenciation avec la LP <i>Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi</i> . - Veiller à consolider l'adossement à la recherche par le renforcement effectif de la participation des enseignants-chercheurs à la formation.
DEG		BUT	Techniques de commercialisation		Favorable avec recommandation : - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement opérationnel à l'échelle de la spécialité.
DEG	DEG	L	Économie et gestion		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la cohérence interne de la formation.

DEG	DEG	LP	Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche par le renforcement effectif de la participation des enseignants-chercheurs à la formation.
DEG	DEG	LP	Assurance, banque, finance : chargé de clientèle		Favorable avec recommandation : - Veiller à favoriser l'insertion professionnelle immédiate des diplômés en développant des actions incitatives.
DEG	DEG	LP	Commerce et distribution		Défavorable : - Une qualité de l'adossement à la recherche qui demeure insuffisante.
DEG	DEG	LP	Commercialisation de produits et services		Favorable avec recommandations : - Veiller à consolider l'adossement à la recherche en accentuant la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Veiller à encourager l'insertion professionnelle immédiate des diplômés.
DEG	DEG	LP	Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche. - Veiller à la mise en place d'un conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
DEG	DEG	LP	Gestion des structures sanitaires et sociales		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la qualité de l'insertion professionnelle. - Veiller à mettre en place un conseil de perfectionnement spécifique à la formation.
DEG	DEG	LP	Management et gestion des organisations		Favorable avec recommandations : - Veiller à consolider l'adossement à la recherche en renforçant la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Préserver une insertion professionnelle immédiate des diplômés.

DEG	DEG	LP	Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche par le renforcement effectif de la participation des enseignants-chercheurs à la formation. - Veiller à favoriser une insertion professionnelle immédiate des diplômés.
DEG	DEG	LP	Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à développer l'attractivité de la formation en sécurisant le flux d'étudiants. - Veiller à proposer un enseignement de langue étrangère mieux formalisé.
DEG	DEG	LP	Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à consolider l'adossement à la recherche par le renforcement effectif de la participation des enseignants-chercheurs à la formation. - Mieux analyser la baisse des effectifs en s'appuyant sur les travaux du conseil de perfectionnement.
SHS	SHS	L	Géographie et aménagement		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à consolider le taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs.
SHS	SHS	L	Histoire		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à élargir et diversifier les dispositifs de professionnalisation. - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement opérationnel et à une meilleure analyse en son sein des données relatives au parcours des étudiants.
SHS	SHS	L	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention. - Veiller à mettre en place une approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.

SHS	SHS	L	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention. - Veiller à mettre en place une approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
SHS	SHS	L	Sociologie		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à améliorer l'attractivité des parcours à faibles effectifs. - Veiller à mettre en place une démarche d'évaluation des enseignements par les étudiants.
SHS	SHS	LP	Guide conférencier		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche. - Veiller à finaliser le déploiement de l'approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre de l'établissement. - Veiller à améliorer le taux de réussite.
SHS	SHS	LP	Métiers de la communication : chargé de communication		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter l'adossement à la recherche par le renforcement effectif de la participation des enseignants-chercheurs à la formation. - Veiller au soutien de l'insertion professionnelle en poursuivant les dispositifs mis en place. - Veiller à la mise en place de l'enseignement envisagé des compétences linguistiques.
SHS	SHS	LP	Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	Université Paris-Est Créteil	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au suivi et à l'analyse du devenir des diplômés. - Veiller à élargir les partenariats socio-économiques.

STS		BUT	Génie civil - construction durable		Favorable avec recommandations : - Veiller à poursuivre la réflexion sur le positionnement de la formation, notamment en renforçant les spécificités des différents parcours. - Veiller à l'amélioration du taux de réussite en poursuivant son analyse. - Veiller à s'approprier le nouveau dispositif d'évaluation des enseignements par les étudiants.
STS		BUT	Informatique		Favorable avec recommandations : - Veiller à la mise en place effective d'un processus d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation des enseignements et de la formation). - Veiller à améliorer le taux de réussite en BUT1.
STS		BUT	Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer les interventions des professionnels durant les trois années de la formation. - Veiller à renforcer l'attractivité. - Veiller à améliorer le taux de réussite en BUT1. - Veiller à pérenniser le conseil de perfectionnement.
STS		BUT	Métiers du multimédia et de l'internet		Favorable avec recommandations : - Veiller au bon fonctionnement du processus d'amélioration continue (composition et rôle du conseil de perfectionnement). - Veiller à renforcer la coordination entre les différents sites de formation. - Veiller à améliorer la réussite en BUT1.
STS	STS	L	Génie urbain		Favorable

STS	STS	L	Informatique		Favorable avec recommandations : - Veiller à développer des dispositifs d'aide à la réussite. - Veiller à pérenniser le conseil de perfectionnement et à y associer des professionnels. - Veiller à mettre en place une approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
STS	STS	L	Mathématiques		Favorable
STS	STS	L	Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales		Favorable avec recommandation : - Veiller à développer des dispositifs d'aide à la réussite.
STS	STS	L	Physique, chimie		Favorable
STS	STS	L	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé	Université Paris-Est Créteil	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignements confiée à des enseignants-chercheurs.
STS	STS	L	Sciences pour l'ingénieur		Favorable
STS	STS	LP	Agencement		Favorable avec recommandation : - Conforter l'adossement à la recherche par le renforcement effectif de la participation des enseignants-chercheurs à la formation et la mise en œuvre des transformations prévues dans la maquette.
STS	STS	LP	Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique	Université Paris-1 Panthéon Sorbonne	<i>Évaluée en vague D</i>

STS	STS	LP	Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
STS	STS	LP	Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs dans la formation. - Veiller à s'approprier le nouveau dispositif interne d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
STS	STS	LP	Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche en augmentant la part des enseignants-chercheurs intervenant dans l'équipe pédagogique. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à mettre en place une approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
STS	STS	LP	Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux		<p>Défavorable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un pilotage peu cohérent de la mention, particulièrement concernant le parcours <i>Réseaux entreprises</i> ; - Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle pour le parcours <i>Réseaux entreprises</i> ; - Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche.
STS	STS	LP	Métiers du BTP : bâtiment et construction		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer la participation à l'équipe pédagogique d'enseignants-chercheurs du cœur de métier.
STS	STS	LP	Métiers du BTP : génie civil et construction		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la qualité du processus d'amélioration continue en tenant un conseil perfectionnement spécifique à la mention et en analysant les données d'évaluation des enseignements par les étudiants.

STS	STS	LP	Métiers du décisionnel et de la statistique	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au renforcement effectif de l'adossement à la recherche en accentuant la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements et, par exemple, les travaux sur des données provenant de la recherche académique. - Préserver une insertion professionnelle immédiate des diplômés.
STS	STS	LP	Métiers du design	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au renforcement effectif de l'adossement à la recherche, notamment en étant attentif au nombre d'heures d'enseignement assurées par des enseignants-chercheurs dans les deux parcours.
STS	STS	LP	Organisation, management des services de l'automobile	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à augmenter la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Veiller à renforcer la coordination entre les sites de formation.

Rapports des formations du 1^{er} cycle

LICENCE ARTS

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Arts* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création et technologies (LACT). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Cinéma et audiovisuel*, *Études visuelles, média et arts numériques* et *Musique et métiers du son*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Noisy-le-Grand et sur le pôle supérieur Paris Boulogne-Billancourt (PSPBB). La formation compte 562 étudiants en 2022-2023 et 19 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Arts* se distingue par une offre pédagogique originale et très innovante, avec un bon équilibre entre théorie et pratique, ainsi que par un bon adossement à la recherche. Bien qu'elle dispose d'un vaste réseau de collaborations, qui se renforce au niveau des partenariats académiques avec le monde social, économique au niveau local et régional, le taux d'insertion professionnelle apparaît inégal. Le nombre très élevé d'enseignants vacataires laisse entrevoir un problème structurel d'encadrement.

La formation se caractérise par une réflexion très originale et innovante sur le plan pédagogique, ainsi qu'une forte complémentarité entre les trois parcours de licence. La mention a été intégrée au sein du dispositif D.Clic, depuis 2017, ce qui a permis d'axer une part importante de l'offre sur une logique de pédagogie par projet et d'assimiler l'approche par compétences. Le caractère novateur des pratiques pédagogiques a été récompensé par l'obtention d'un financement IDEA. En période post-Covid, les enseignements distanciels restent présents, mais de manière limitée. Par rapport à d'autres établissements, l'UFR bénéficie de l'expertise d'un ingénieur pédagogique, qui favorise des pratiques innovantes : pédagogies par projet, modules d'enseignements asynchrones favorisant la pédagogie inversée, déploiement d'outils et suivi de l'autoformation, tutorats étudiants, etc. Les parcours couvrent largement le champ de la création artistique, des arts visuels à ceux de la scène, en passant par la musique et les études cinématographiques. La coloration par spécialité apparaît dans les deux premiers blocs de maquettes, tandis que le troisième permet des mutualisations et donc un allègement des coûts. Ces cours mutualisés regroupent deux, voire trois parcours, principalement dans des cours « théoriques » (cours de langue, méthodologie, etc.), mais parfois aussi « pratiques ». La complémentarité entre théorie et pratique est affichée comme une priorité (équilibre cours magistraux/travaux dirigés - travaux pratiques, stage obligatoire de 140 heures, projets créatifs de fin de parcours, pratique artistique individuelle et collective, etc.). La transversalité se trouve en outre renforcée par le profil pluridisciplinaire des enseignants. La montée en puissance du nombre d'heures assurées par des enseignants professionnels de la première année (L1) à la troisième année (L3) atteste de manière générale de la volonté de s'orienter de manière progressive vers la professionnalisation.

Malgré des différences parfois marquées entre les parcours, l'offre de formation apparaît attractive et cohérente au sein de la composante. Les recrutements « internes » comptent pour environ 50 % des recrutements en master, ce qui montre un équilibre entre la capacité à retenir les étudiants de licence et une attractivité à l'extérieur. Toutefois, ce pourcentage tombe à seulement 32 % pour le parcours *Études visuelles, multimédia et arts numériques*. Dans ce parcours, les départs vers d'autres formations sont plus nombreux, ce qui pourrait s'expliquer par une forte concurrence à l'échelle régionale ou un découragement des étudiants devant la rareté des débouchés. Ce parcours a par ailleurs été créé récemment. Le recrutement est dans l'ensemble varié : l'originalité de la formation permet une sélection de niche à l'échelle nationale, tout en favorisant un recrutement local. Les candidatures sont en hausse sur l'ensemble des parcours pour les deux dernières années (+9,5 % pour *Cinéma et audiovisuel CAV*, +20 % pour *Études visuelles, média et arts numériques EVMAN*, +0,9 % pour *Musique et métiers du son MMS*). Cependant, la forte concurrence à l'échelle régionale incite à améliorer la visibilité de la formation (des démarches ont été lancées en ce sens avec le service Centre d'innovation pédagogique et numérique CIPEN pour l'année 2025).

La qualité de l'insertion professionnelle varie également en fonction des parcours et présente parfois un taux préoccupant d'abandons. Étant donné la faiblesse des effectifs considérés, nous prendrons ces enquêtes avec précaution, mais il est clair que le parcours CAV s'en sort le mieux, avec 71 % des étudiants continuant en master disciplinaire. Les diplômés se présentant sur le marché de l'emploi avec leur licence (24 %) occupent des emplois techniques (assistant-régisseur, chargé de production audiovisuelle), mais aussi alimentaires (employé de restauration, agent administratif). Le parcours EVMAN présente un faible taux d'étudiants continuant en master disciplinaire (32 %). Seulement 18 % de ses étudiants arrivent sur le marché de l'emploi après la licence (dans des domaines comme la communication, le graphisme ou les métiers du livre). Le fait que beaucoup changent d'orientation (65 % d'« autre ») interroge sur sa capacité à retenir ses diplômés de licence. Au sein du parcours MMS, 68 % des étudiants continuent en master disciplinaire et 16 % se présentent sur le marché de l'emploi, où les débouchés semblent différer sensiblement des attentes (conseiller de vente, manager de restaurant). Outre le fait que le monde de l'art soit connu pour sa pluriactivité structurelle, la formation explique les abandons par un décalage entre les attentes des étudiants, plus orientées vers des compétences techniques de type « école » et les exigences d'une licence généraliste. L'instauration d'une association d'alumni est évoquée, sans plus de précisions.

La licence Arts dispose d'un vaste réseau de collaborations, avec des partenariats académiques variés. On peut évoquer notamment la co-construction de diplômes internes à l'université ou le *partenariat* avec le pôle supérieur Paris Boulogne-Billancourt, qui a permis une double diplomation licence Arts MMS et *diplôme national supérieur professionnel de musicien (DNSPM)*. Un rapprochement particulièrement utile aux étudiants musiciens s'est fait avec les conservatoires Paris-Vallée de la Marne. Ces collaborations, qui favorisent des projets hors les murs, s'avèrent d'autant plus nécessaires que la licence Arts fait face aussi à une forte concurrence à l'échelle régionale, sous la pression des formations privées, mais aussi d'autres établissements publics spécialisés (école Louis Lumière, la Fémis, etc.). Le développement durable se trouve intégré dans le contenu de certains cours et/ou projets et l'on remarque une volonté de demander un soutien accru sur ces thématiques, à travers le projet Apprendre pour les villes durables (AVID), lauréat de l'appel à projets « Compétences et Métiers d'Avenir ». L'intégration au programme D.Clic (depuis septembre 2022) vise à terme l'établissement d'un référentiel de compétences transversales, la mise en place d'une certification commune à tous les étudiants de la licence Arts et un projet commun de restitution en fin de licence de type festival des arts. Deux enseignants participent au projet de recherche I-SITE FUTURE Parole de villes (PARVIS), ce qui a pour effet d'enrichir le contenu des cours. La licence Arts, à l'image de son UFR, se distingue par un intérêt particulier pour les questions liées aux nouvelles technologies.

La formation renforce aussi ses relations avec le monde social, économique au niveau local et régional. Plusieurs partenariats ont été noués, en particulier avec la Maison des jeunes et de la culture (MJC) Boris Vian de Pontault-Combault, le lycée Flora Tristan de Noisy-le-Grand, la Fondation Pathé, la Cinémathèque française, le Cinéma Le Méliès à Montreuil, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ou encore le théâtre de Montreuil, la Ferme du Buisson). Des conventions-cadres ont été signées avec le réseau des conservatoires et avec deux salles labellisées Musiques actuelles. Si les validations des acquis de l'expérience (VAE) sont fréquentes, ce qui semble être structurel au milieu artistique, peu d'étudiants sont accueillis en formation continue. Peut-être y a-t-il ici une marge pour augmenter les fonds propres.

L'insertion à l'international est bien présente, quoique la visibilité de la formation puisse être améliorée. Le partenariat avec la Filmuniversität Babelsberg KONRAD WOLF de Potsdam est notamment susceptible de stimuler la recherche. Les mobilités sortantes prennent place dans le cadre des programmes usuels (Erasmus, Micefa, etc.), auxquels s'ajoutent des accords bilatéraux spécifiques en fonction des disciplines (Université du Québec à Montréal, Université du Québec, etc.). Les principaux freins à la mobilité entrante concernent la difficulté de recruter des étudiants au niveau de français suffisant pour suivre des cours donnés majoritairement en français. Il paraît aussi nécessaire d'améliorer la communication avec les étudiants sur ces mobilités, de mieux présenter les spécificités de la formation à l'international et de cibler plus précisément l'offre des partenaires. La certification en langues de l'université Eiffel (CLUE) n'ayant été rendue obligatoire que pendant l'année 2021-2022, le nombre d'étudiants certifiés a nettement diminué en 2022-2023. La maîtrise de l'anglais est une priorité – certains cours de spécialité sont dispensés dans cette langue – mais on constate une faiblesse pour les autres langues, notamment européennes.

Le nombre très élevé d'enseignants vacataires laisse entrevoir un problème d'encadrement. La surcharge de travail des titulaires pourrait nuire à l'adossement à la recherche. La formation compte pas moins de 73 enseignants vacataires pour seulement 19 titulaires (enseignants-chercheurs, professeurs agrégés de l'enseignement du second degré PRAG et contractuels) et quatre attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER). Parmi eux, deux participent au projet de recherche I-SITE FUTURE Parole de Villes (PARVIS). Le taux d'encadrement très faible pourrait à terme menacer la stabilité de la formation et impacter le temps consacré à la recherche. Le recrutement de vacataires, sur des compétences très pointues, semble en outre difficile. Si la composante prend en main le pilotage – afin d'organiser la formation, les responsables de parcours se retrouvent régulièrement au sein de comités de pilotage officieux – elle ne bénéficie pas de directives en central très marquées : les positions stratégiques émanant de la vice-présidence à la formation n'apparaissent

pas de manière claire, même si en central sont proposées des activités de partage d'expériences et d'innovations pédagogiques (ex. : Pause Pédago). Le conseil de perfectionnement ne présente pas vraiment de stratégie liée à des indicateurs chiffrés et compte dans sa composition peu de membres extérieurs. Un écart se fait jour entre la liste des membres du conseil de perfectionnement et les participants réels (seulement une ancienne étudiante, sept maîtres de conférences MCF et un proviseur de lycée). Lors de la dernière session ont été absents les délégués étudiants, ainsi que la majorité des personnalités extérieures, des responsables administratifs, des BIATS, des représentants de l'unité de recherche ou des masters ou des services centraux (BU, culture, sport).

Conclusion

Points forts

- Une offre de formation originale et innovante, avec des parcours ciblés et complémentaires ;
- Une mise en place de l'approche par compétences et de la pédagogie par projets ;
- De bonnes coopérations avec le milieu socio-économique ;
- De nombreux partenariats qui favorisent les mobilités à l'international.

Points faibles

- Un petit nombre d'enseignants titulaires ;
- Une difficulté à retenir les diplômés de licence dans le cadre d'un master ;
- Une faible visibilité.

Recommandations

- Être attentif au vivier de vacataires épaulant les enseignants titulaires.
- Accorder un soin particulier à réduire l'écart entre les attentes des étudiants et les débouchés réels.
- Améliorer la visibilité à l'international et à l'échelle régionale par des efforts accrus en matière de communication.

LICENCE LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Langues étrangères appliquées (LEA)* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Langues, culture et société (LCS). Cette formation comprend huit parcours diplômants : *Anglais-allemand affaire et commerce*, *Anglais-allemand traduction spécialisée*, *Anglais-allemand tourisme*, *Anglais-espagnol affaire et commerce*, *Anglais-espagnol traduction spécialisée*, *Anglais-espagnol tourisme*, *Métiers du commerce international anglais-allemand*, *Métiers du commerce international anglais-espagnol*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 512 étudiants en 2022-2023 et 37 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Langues étrangères appliquées (LEA)* se caractérise par des effectifs étudiants assez réduits, bien qu'en légère augmentation (à l'exception de l'allemand), ce qui permet de les accueillir et de les suivre de manière satisfaisante, tant sur le plan des matières d'application que sur le plan linguistique. Elle pourrait cependant s'articuler davantage avec les différents efforts de pédagogie innovante menés au sein de la composante, de manière transversale. Le taux de poursuite d'études apparaît inégal en fonction des langues, montrant en creux la concurrence du privé, tandis que les débouchés sont dans l'ensemble cohérents avec l'offre pédagogique en licence. En revanche, le degré d'internationalisation reste largement en deçà de ce qu'on pourrait attendre d'une licence de langues.

La formation présente dans l'ensemble des effectifs étudiants réduits, quoiqu'en légère hausse, qui permettent aux enseignants d'assurer un encadrement assez optimal. Le nombre total d'inscrits administratifs dans la formation (pour tout le cycle) s'élève à 512 étudiants (contre 520 en 2022-2023 et 481 en 2020-2021). Le fait de n'avoir que deux secondes langues (allemand et espagnol) permet de maintenir de petites promotions, avec les avantages afférents : la grande majorité des enseignements sont dispensés en groupes de travaux dirigés (trente étudiants), voire en demi-groupe pour l'expression et la compréhension orales, ce qui laisse une place importante aux étudiants et permet une pédagogie active. Parmi les caractéristiques distinctives de la licence *LEA*, il faut souligner le caractère obligatoire de la certification PIX, qui implique un excellent équipement informatique (celle-ci doit obligatoirement être passée en présentiel). On compte 37 enseignants permanents, dont 20 enseignants-chercheurs (EC) assurant 309 heures étudiant de la maquette, contre 32 enseignants non permanents. Davantage de titulaires, en particulier en anglais (neuf permanents pour 12 vacataires) seraient bienvenus. Sept professionnels interviennent dans la formation, ainsi qu'un grand nombre de professeurs agrégés du second degré (PRAG). Des améliorations récentes se font sentir concernant le *turn-over* des enseignants : en espagnol, il y a désormais 100 % de titulaires en deuxième année (L2) et troisième année (L3), 70 % de titulaires en première année. Les matières professionnalisantes posent plus de problèmes en matière de recrutement, avec un *turn-over* plus important.

Les maquettes présentent un socle linguistique solide et une spécialisation progressive en vue de la professionnalisation. Des formats plus innovants pourraient cependant être envisagés. La formation s'articule entre trois pôles : les deux langues, anglais et deuxième langue (allemand ou espagnol) et les matières professionnalisantes (économie, droit, gestion). Le volume d'heures prodiguées en langue étrangère (612 sur 1 106 heures), par de nombreux enseignants natifs, de même que l'obligation de rédiger le rapport de stage en langue étrangère, constituent un point fort de la licence *LEA*. Un autre point positif consiste en la spécialisation progressive des matières professionnelles (économie de l'entreprise, introduction au droit) au fil des semestres. Afin d'améliorer la lisibilité de la formation, des syllabus récapitulatifs seront proposés à la rentrée 2024. De manière générale, les étudiants doivent choisir leurs spécialités au sein de quatre parcours (*Affaires et commerce*, *Tourisme*, *Traduction spécialisée* et *Métiers du commerce international*), à l'issue de la deuxième année de licence – ce qui peut sembler toutefois un peu tardif. Entre ces parcours, des mutualisations

ont lieu. Le seul parcours sélectif (*Métiers du commerce international*) a le grand mérite d'être en alternance, mais cela se fait un peu au détriment de l'enseignement en langues. Les validations des acquis de l'expérience (VAE), de même que la formation continue, n'apparaissent pas prioritaires dans la formation – il semblerait que le volume horaire conséquent en *LEA* décourage ce type d'inscription – ce qui la prive cependant de financements et de profils intéressants. Sur le plan pédagogique, la mise en place des blocs de compétences, qui poussera certainement à revoir les catégories actuelles (grammaire, version, thème), est en cours de réflexion, de même que la nécessité de coordonner les différents pôles (langues et matières professionnalisantes) de manière plus formelle. La licence *LEA* devrait s'insérer bientôt dans le projet D.Clic, dont l'un des objectifs consiste justement dans le passage à l'approche par compétences (APC). Le développement durable ne bénéficie pas de cours spécifiques, mais est abordé en cours de civilisation. Ici aussi, des liens avec d'autres composantes investies sur ce thème transversal pourraient être renforcés. De manière générale, l'enseignement reste dispensé dans des formats assez classiques. Des pistes plus innovantes pourraient être envisagées (pédagogie par projets, autoévaluations en ligne, etc.). Par ailleurs, bien que les étudiants atteignent le niveau B2 en fin de licence, ils ne peuvent pas passer de certification au sein de l'établissement, ni en espagnol ni en allemand, ce qui serait pourtant appréciable. Il serait aussi bon de mettre en place un tableau d'indicateurs de réussite (taux de validation, réussite des « ajournés, mais autorisés à composer », etc.).

Si les débouchés correspondent globalement à ce que l'on est en droit d'attendre d'une licence *LEA*, la capacité à retenir les diplômés de la licence dans les formations de master de l'université Gustave Eiffel ne paraît pas toujours évidente. Sur l'ensemble du cursus, environ 90 % des étudiants poursuivent leurs études dans des formations bac +5, immédiatement ou en reprise d'études (après un an dans un emploi pour améliorer leur CV). Ils entrent alors dans des masters spécialisés ou des écoles de commerce, avec des spécialités diverses (marketing, gestion des ressources humaines, communication, commerce international, logistique). Les spécialités de troisième année ouvrent de manière cohérente sur des mentions de master proposées à l'université Gustave Eiffel : *LEA* parcours *Commerce international trilingue*, *Traduction* et *Tourisme*. Une poignée de diplômés rejoint un master *MEEF* – ce qui montre au passage l'existence bienvenue de ponts et de réorientations possibles après la licence *LEA*. De manière générale, les débouchés concernent la traduction, le commerce international, ainsi que tous les domaines du secteur tertiaire ayant un caractère international marqué, en France ou à l'étranger. Selon les chiffres de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), la poursuite d'études apparaît cependant contrastée selon les parcours : pour le parcours allemand, 82 % des étudiants sont en poursuite immédiate, 9 % en reprise d'études. 78 % continuent dans un master disciplinaire, mais parmi ceux-ci, seulement 29 % à l'université Gustave Eiffel. 18 % se présentent sur le marché du travail, en tant que chargé de clientèle, vendeur, commerce de détail, etc. Dans le parcours anglais-espagnol, 64 % sont en poursuite immédiate, 24 % en reprise d'études. 68 % continuent en master disciplinaire (tous à l'université Gustave Eiffel), 8 % en master enseignement, 5 % en école de commerce. 12 % gagnent le marché du travail, en tant qu'agent de réservation, animateur, vendeur, steward, etc. Le parcours sélectif apporte un panorama différent : le pourcentage de poursuites en master augmente (94 %), de même que le départ vers les écoles de commerce (22 %). Aucun ne poursuit dans l'établissement. Cela souligne la concurrence des écoles de commerce et des bachelors privés. Le suivi de l'insertion pourrait être amélioré, par exemple *via* la consultation des profils LinkedIn.

Les effectifs étudiants restent stables, voire en légère augmentation, mais peuvent être menacés à terme par une baisse de l'attractivité de la langue allemande. Dans l'ensemble, la formation se maintient au niveau des effectifs et mène même une politique assez active d'admission (elle recrute en deuxième et troisième année des étudiants provenant d'autres formations comme les licences *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales LLCER* ou les BTS *Commerce international*). S'il n'existe pas de dispositif spécifique en L1, elle prend soin de regarder l'origine géographique et le profil des étudiants pour panacher les groupes et favoriser leur réussite. Cependant, en anglais-allemand, elle semble souffrir de la baisse du nombre de germanistes à l'échelle nationale.

La formation par la recherche est bien présente, mais la formation à la recherche l'est nettement moins. Si des travaux de recherche se trouvent mobilisés dans certains enseignements (gestion, études interculturelles, civilisation), il n'existe pas à l'université Gustave Eiffel de séminaires de recherche ou de méthodologie de la recherche pour les *LEA*. Certes, cette licence est, par sa nature même, à visée professionnelle, mais, à l'échelle nationale, des efforts se font jour pour stimuler la recherche aussi dans ce domaine. Ces pistes seraient donc à explorer. De même, la formation ne propose pas encore d'enseignement spécifique pour encourager la recherche documentaire, ce qui serait pourtant très pertinent dans la perspective d'aider les étudiants à rédiger leurs mémoires de stages – d'autant plus qu'ils en ont deux obligatoires. Il faudrait réfléchir à leur fournir un soutien méthodologique dans la maquette, outre la formation à la bibliothèque universitaire (BU) envisagée à partir de la rentrée 2024-2025. Par ailleurs, la réflexion autour d'un enseignement spécifique concernant l'intégrité académique – notamment la gestion de l'arrivée de l'intelligence artificielle, qui bouleverse notre environnement en matière de traduction –, envisagée dès la L1, est certainement à creuser.

La relation avec le monde social, économique et culturel caractéristique de la licence *LEA*, pourrait donner lieu à des collaborations plus poussées sur le plan pédagogique. Par nature, la licence *LEA* développe une relation

forte avec le monde socio-économique, que ce soit dans le contenu des enseignements et par l'existence de deux stages obligatoires. Dans ce cadre, la formation entretient des relations privilégiées avec certaines entreprises (par exemple, DHL). Si les professionnels du monde socio-économique interviennent dans les cours de spécialité à partir de la L3 (et en droit à partir de la L2), ils pourraient cependant être davantage mis à contribution pour enrichir les activités complémentaires (conférences, construction du projet professionnel, etc.).

Le conseil de perfectionnement (CP), qui s'est réuni pour la première fois le 28 juin 2022, reste timide dans son analyse stratégique, et ne s'appuie pas suffisamment sur des données chiffrées. La composition du CP assure une bonne représentation des étudiants (via les délégués), des personnels pédagogiques et administratifs. Elle inclut en outre des entreprises partenaires, des lycées de l'environnement et les responsables des mentions de master de l'université constituant les principaux débouchés de la formation. Il serait cependant souhaitable de l'étoffer, notamment au niveau des membres extérieurs et des services intercomposantes (BU, service de la culture, etc.). Si des enquêtes par questionnaires ont été envoyées aux étudiants, le très faible taux de réponse n'a pas permis d'en tirer les enseignements que l'on serait en droit d'espérer. Il s'agit pourtant là d'une piste qui, renforcée, pourrait déboucher sur de nombreuses suggestions d'amélioration.

Le pilotage par la gouvernance de l'établissement n'apparaît pas très clairement, bien qu'elle ait conduit à une modification substantielle lors du présent contrat. Il est en outre dommage que des outils intéressants proposés en central, comme le projet D.Clic, n'aient pas été saisis par la licence LEA. Suggérée à la suite de la précédente évaluation Hcéres, l'intégration de la licence professionnelle *Métiers du commerce international* à la licence LEA en L3 a fait l'objet d'une discussion dans l'équipe, d'un débat en conseil d'UFR, où elle a été votée avant validation par le CA. La mise en place de l'approche par compétences correspond visiblement aussi à une volonté forte de la présidence.

La formation ne présente pratiquement pas d'offre spécifique à l'international, ce qui est très étonnant pour une UFR de langues. Parmi les points positifs, il faut noter la présence des mobilités classiques (Erasmus) et des voyages d'études (par exemple à Vienne pour les L2 anglais-allemand avec les masters, en 2023). En revanche, il n'y a pas de double diplôme avec des universités espagnoles ou allemandes, ni de parcours diplômants européens et internationaux. Certes, la licence LEA est un format qui n'existe qu'en France, mais ce type d'offre existe dans d'autres universités françaises. Les mobilités des enseignants-chercheurs (EC), bien présentes, ne donnent également pas lieu à des opportunités plus poussées sur le plan pédagogique, ce qui est dommage : les EC français invitent régulièrement des collègues internationaux, qui participent à des journées d'étude (ouvertes aux étudiants de licence), mais ces derniers n'interviennent pas spécialement dans les enseignements. De même, il serait judicieux de mobiliser davantage les étudiants étrangers du campus pour développer l'interculturalité de manière plus informelle.

Conclusion

Points forts

- Un bon équilibre entre l'enseignement disciplinaire et les matières professionnalisantes, avec un volume d'heures important enseigné en langues étrangères ;
- Excellents encadrement et suivi des étudiants.

Points faibles

- Un passage à l'approche par compétence non abouti ;
- Des relations avec les entreprises pas suffisamment mises à profit sur le plan pédagogique ;
- Un conseil de perfectionnement encore timide dans ses recommandations stratégiques ;
- Pas d'offre spécifique à l'international.

Recommandations

- Finaliser le passage à l'approche par compétences et renforcer le caractère innovant des pratiques pédagogiques.
- Mettre à profit le réseau des professionnels pour les faire intervenir davantage dans la formation.
- Renforcer le rôle du conseil de perfectionnement et l'analyse des données d'insertion professionnelle et d'évaluation.
- Renforcer l'offre à l'international, ce qui pourrait passer par la mise en place de doubles diplômes avec des universités allemandes ou espagnoles.

LICENCE LANGUES, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Langues, cultures et sociétés. Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Anglais* et *Espagnol*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 411 étudiants en 2022-2023 et 33 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* a une place cohérente dans la formation de l'université Gustave Eiffel qui est une université d'envergure nationale, mais bien ancrée dans le territoire grâce à un réseau de partenariat avec les lycées d'enseignement général et professionnel ainsi qu'avec les institutions culturelles et associatives locales. La licence *LLCER* bénéficie d'un adossement à la recherche solide et est également attentive à soutenir la professionnalisation de ses deux parcours *Anglais* et *Espagnol* par le biais de stages. Très ouverte à l'international, elle promeut les savoirs linguistiques et culturels en profitant pleinement des outils mis à sa disposition par l'établissement : large offre linguistique, mobilité étudiante et enseignante entrante et sortante. Bien que le nombre d'enseignants permanents (33) soit inférieur aux non-permanents (43), elle s'efforce de mettre en place une pédagogie diversifiée afin de soutenir la réussite de son public majoritairement issu de son bassin d'implantation territoriale. La formation accorde une importance fondamentale au suivi du devenir professionnel de ses diplômés dont elle donne des statistiques précises. Elle est sur la bonne voie pour la définition d'une approche par compétences (APC) et a mis en place un conseil de perfectionnement.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche malgré un taux d'encadrement estimé comme inférieur aux besoins par l'équipe pédagogique. La formation propose dès la troisième année (L3) des cours d'initiation à la recherche (58 heures proposées en 2022-2023), de méthodologie et des séminaires. Des cours de méthodologie informationnelle avec implication d'agents de la bibliothèque universitaire (BU) et des rendez-vous individuels sont proposés aux étudiants de L3 et il est envisagé de les étendre à toute la licence. Les étudiants sont fortement encouragés à participer à des séminaires et des conférences. 33 enseignants permanents, sur 76, participent aux enseignements des deux parcours de licence. Ce taux d'encadrement, qui peut paraître correct, se révèle à peine suffisant par rapport au nombre des étudiants, au volume horaire des cours et au vu des responsabilités administratives de plus en plus lourdes.

La licence *LLCER* entretient des liens avec les établissements scolaires et de diffusion de la culture, mais pas assez avec le monde économique et professionnel du territoire. La licence *LLCER* entretient des contacts fréquents et suivis avec les représentants d'établissements scolaires de son bassin d'implantation - journée du lycéen, cours témoins, moments d'échange université-lycées, liens, via le Service information et orientation (SIO), avec des acteurs socio-culturels du territoire (Maison de l'Argentine), mais beaucoup moins, ou pas assez, avec des représentants du monde professionnel et économique extra-scolaire et extra-académique. La formation ne prévoit en effet ni cours en alternance ni ouverture à la formation continue. Cela est lié, entre autres, au fait que beaucoup des étudiants inscrits dans l'établissement ont déjà un emploi plus ou moins stable. En tout cas ont été récemment mises en place diverses typologies de stages et notamment un stage obligatoire dans le cursus de quatre semaines d'expérience professionnelle qui donne lieu à l'obtention de trois crédits ECTS.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques variées pour permettre à ses étudiants d'atteindre les niveaux de connaissances et de compétences nécessaires. La licence *LLCER* met en œuvre une pédagogie diversifiée en associant les pratiques pédagogiques classiques (tutorat, ateliers d'écriture, mise en place d'une semaine d'intégration en L1, cours en présentiel) aux méthodes innovantes qui s'appuient sur la technologie numérique (classe inversée, usage de Moodle, usage de Framapad en traduction, cours hybrides ou à distance). De plus, la quasi-totalité des cours se déroule dans un lieu unique dans des salles rénovées et spacieuses. La formation, qui valorise les compétences acquises à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur du cursus, notamment via les unités d'enseignement (UE) d'ouverture dans les domaines des arts, de la culture et de l'environnement, travaille à la mise en place d'une approche par compétences (APC) actuellement encore à un stade préliminaire, mais qui est sur la bonne voie comme l'illustrent les documents à l'appui joints au dossier d'autoévaluation (DAE).

L'ouverture à l'international constitue une préoccupation majeure, mais il est nécessaire de la concrétiser davantage dans des pratiques de mobilités bien identifiées. L'ouverture à l'international constitue un souci majeur pour les deux parcours de la *LLCER*. La formation à l'international est excellente sur le plan disciplinaire et théorique : elle se concrétise dans un volume important d'heures de cours (1 546 heures en licence contre les 1 500 heures ordinaires), dans l'obligation de choisir une LV2, voire une LV3, à suivre durant les trois années de licence, au choix entre portugais, italien, russe, allemand, chinois, japonais, arabe et coréen. Toutefois, la mobilité étudiante est faible sans doute en raison du public de la formation composé pour la plupart d'étudiants qui travaillent et du coût de la vie à l'étranger. Pour pallier ces inconvénients, la formation mise sur l'assistantat à l'étranger après la L3 et sur les stages à l'étranger, rendus difficiles dans le parcours *Anglais* après le Brexit, mais des démarches sont en cours pour ouvrir de nouveaux partenariats avec des universités très éloignées.

L'attractivité de la formation et son taux de réussite ne sont pas toujours en cohérence. Le suivi des flux de candidatures et des inscriptions indique une attractivité de la formation en hausse sur la période 2020-2021 à 2022-2023 et particulièrement accentuée dans le parcours *Anglais*. Le taux de réussite, faible en L1, s'améliore en L2. En général, on remarque que le taux de réussite en L1 est plus élevé en *Anglais* (23,5 % en 2022-2023) qu'en *Espagnol* (18 % sur la même période). Le taux d'abandon est également élevé en L1 dans les deux parcours, ce qui a amené l'équipe pédagogique du parcours *Anglais* à instaurer un suivi individuel des étudiants et l'introduction d'une note plancher non compensable de 8/20 dans des modules de langue.

La poursuite d'études après l'obtention de la licence est largement privilégiée à l'insertion professionnelle immédiate. Les néo-diplômés des deux parcours de la licence *LLCER* privilégient la poursuite de leurs études en master (87 %). 71 % des étudiants poursuivent en master à l'université Gustave Eiffel, ce qui prouve la bonne articulation existante entre la licence et le master dans cet établissement. Parmi les masters proposés par l'établissement, le master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation MEEF* attire de moins en moins malgré les bons résultats au Capes d'anglais des étudiants issus du parcours *Anglais*. D'après les statistiques fournies, seulement 22 % des diplômés des deux parcours de licence intègrent directement le monde du travail.

L'équipe pédagogique organise l'évaluation de la formation par les étudiants, mais non celle des enseignements. Les données fournies sont assez peu significatives en raison du nombre assez limité des participants au sondage. Pour pallier cet inconvénient, l'équipe, qui a élaboré ses questionnaires d'évaluation, a décidé d'administrer les questionnaires sur l'outil *Evaluens* en fin de cours avant la fin de l'année universitaire. La formation ne propose pas les enseignements à l'évaluation par les étudiants parce que ce type d'évaluation nécessiterait une concertation plus approfondie, une formule assez vague qui n'est pas explicitée dans le DAE.

La formation dispose d'un conseil de perfectionnement dont la composition gagnerait à être enrichie avec la participation de membres extérieurs aux domaines universitaire et pédagogique. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement comprenant étudiants, enseignants, personnels administratifs de l'université Gustave Eiffel, personnalités extérieures et qui se réunit périodiquement afin d'analyser les résultats de la formation. Il serait néanmoins opportun de renforcer la présence de personnalités issues de domaines autres qu'académiques encore trop peu représentés. Pour permettre des échanges constructifs lors des réunions du conseil, des documents sont fournis en amont aux participants. Parmi les évolutions proposées, il y a l'amélioration des débouchés et des poursuites d'études, un meilleur accompagnement des L1, la lutte contre l'échec et l'encouragement de la mobilité internationale.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une approche pédagogique variée et soucieuse de la réussite de son public.

Points faibles

- Des liens insuffisants avec le monde économique et professionnel du territoire ;
- Un faible taux de réussite en première année ;
- Une approche par compétences juste initiée ;
- Une politique de mobilité sortante à l'international insuffisamment développée.

Recommandations

- Développer les liens avec le monde économique et professionnel du territoire.
- Améliorer le taux de réussite et la personnalisation des parcours.
- Préciser et consolider la mise en place de l'approche par compétences.
- Encourager et amplifier la mobilité sortante des étudiants.

LICENCE LETTRES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Lettres* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création et technologies (LACT). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Lettres, création et numérique (LCN)*, *Lettres modernes (LM)* et *Lettres - professorat des écoles (PE)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 201 étudiants en 2022-2023 et 10 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Lettres* présente une offre de formation innovante, cohérente avec les stratégies de l'établissement (notamment sur les questions de développement durable et de l'inclusion). Elle bénéficie d'un très bon adossement à la recherche, malgré un taux d'encadrement trop faible. Elle se caractérise par un bon taux de professionnalisation, avec des liens avec le monde socio-économique solides et variés, ainsi qu'un parcours en alternance. Le taux de poursuite varie selon les parcours – il présente un point faible pour le master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation MEEF* – mais reste globalement élevé. Une vraie réflexion se dégage concernant le suivi des étudiants et les dispositifs de réussite (participation au projet D.Clic).

La licence *Lettres* déploie une pédagogie créative et innovante, qui s'insère bien dans les directives de l'établissement. Ses trois parcours permettent une spécialisation claire tout en maintenant une forte pluridisciplinarité. La formation participe pleinement, depuis quatre ans, au projet D.Clic, qui vise à déployer l'approche par compétences et améliorer les dispositifs de réussite. Cela passe notamment par l'élaboration du référentiel de compétences, la mise en place d'une journée d'intégration, la création d'un nouvel espace d'informations sur Moodle, la construction d'un « plateau technique » avec des postes informatiques et du matériel modulable pour l'innovation pédagogique, la création de deux MOOC. Concernant la maquette, la licence *Lettres* présente une forte coordination des enseignements de littérature française, littérature comparée et linguistique, auxquels s'ajoutent au moins une langue vivante (l'anglais étant obligatoire), un enseignement en langue latine et une initiation aux sciences humaines (histoire, histoire de l'art, philosophie). La première année (L1) est une année de formation commune, tandis que les deuxième et troisième années (L2 et L3) sont divisées en trois parcours au choix : *Lettres, création et numérique (LCN)*, *Lettres modernes (LM)* et *Lettres - Professorat des écoles (PE)*. Des passerelles bienvenues existent entre les différents parcours.

L'ouverture de la L3 à l'alternance – fait rare pour une licence *Lettres* –, sur le parcours *LCN*, augmente considérablement l'attractivité de la formation. Malgré les contraintes d'emploi du temps (tronc commun avec les autres parcours), la formation a réussi à offrir avec l'accompagnement D.Clic un bon parcours, sélectif, qui compte 18 étudiants et s'appuie très fortement sur la pédagogie par projet pour l'acquisition des compétences professionnalisantes. Ce parcours en alternance est choisi par environ un tiers de la formation chaque année, avec des contrats dans le domaine de l'édition, de la librairie et de la communication notamment.

La formation parvient à maintenir globalement des effectifs à l'entrée stables, malgré la baisse de l'attractivité du métier d'enseignant et les réformes annoncées des concours de l'enseignement primaire. Le recrutement, qui s'élève à 52 néobacheliers inscrits en 1^{er} année du cycle en 2022-2023 (contre 66 en 2020-2021), s'effectue de plus en plus sur des profils issus de baccalauréats non généralistes, ce qui a conduit à mettre en place le dispositif « Oui si », pour inculquer des prérequis et réduire l'hétérogénéité en L1. Le taux d'échec dans cette année reste élevé, mais serait sans doute catastrophique sans le lancement de ces actions. Pour pallier le fait que le métier d'enseignant ne soit plus aussi attractif qu'autrefois, l'accent est mis en outre sur d'autres formes de professionnalisation (comme le parcours *LCN*). La formation s'étoffe donc en L2 et L3 (parcours *LCN*) avec des étudiants issus de DUT/BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* ou *Métiers du livre*, ou du BTS *Édition de*

l'École Estienne. Elle accueille aussi quelques étudiants issus des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) partenaires (conventions avec six lycées du territoire). À terme, l'outil SupTracker, récemment mis en place, pourrait permettre de mesurer plus finement l'attractivité.

Dans l'ensemble, la poursuite d'études en master se fait dans des proportions élevées et offre des débouchés globalement cohérents avec les compétences acquises en licence. La poursuite d'études atteint 74 % à l'échelle de la mention – 85 % pour LM, 75 % pour LCN, 81 % pour PE – en grande majorité à l'université Gustave Eiffel (pour 78 %). La formation montre une bonne capacité à retenir ses étudiants et à les accompagner jusqu'en master. Les parcours concernés sont alors en adéquation avec l'ensemble de la formation, à savoir *Arts, lettres et civilisations* parcours *Littérature, savoirs et culture numérique* pour les LM et LCN, *MEEF 2nd degré* pour les LM (57 % d'entre eux), *Métiers du livre et de l'édition* parcours *Édition du livre papier et numérique*, *Sciences sociales* parcours *Cultures et métiers du web* ou parcours *Communication des entreprises et médias sociaux* pour les LCN, *MEEF 1^{er} degré* à l'INSPÉ pour la majorité des PE. Un point interpelle cependant : seuls 74 % des étudiants accèdent au bac +5 ensuite, ce qui est plus bas que la moyenne. De grandes disparités se font jour entre les trois parcours : 100 % du parcours LCN accèdent au bac +5 contre 85 % du parcours LM et 33 % du parcours *Enseignement du premier degré*, qui poursuivent à l'INSPÉ. Ce dernier chiffre, très bas, pourrait s'expliquer par la démotivation des étudiants préparant le professorat des écoles, soumis aux exigences de l'INSPÉ et confrontés à une situation sur le terrain dans des conditions souvent difficiles. La préparation à l'insertion professionnelle constitue cependant l'un des atouts de la licence. La maquette prévoit ainsi un bloc de compétence « construire son projet professionnel » dès la L2. En L3, tous les étudiants doivent faire un stage et valider l'unité d'enseignement dédiée à l'expérience professionnelle. Comme suggéré lors de l'accompagnement D.Clic, le suivi pourrait cependant être amélioré par la création d'un groupe d'*alumni* sur LinkedIn. Les débouchés professionnels sont le professorat des collèges-lycées et des écoles (besoins considérables dans l'Académie de Créteil) ; les métiers du livre et de la documentation ; les métiers de la communication et de la rédaction (web et papier).

Le conseil de perfectionnement, comme les réunions d'équipe annuelles ou du comité de pilotage de la licence LCN, montrent une vraie démarche de réflexivité et d'amélioration à l'échelle de la composante. Le conseil de perfectionnement, de composition équilibrée, sert de levier pour aborder des questions d'organisation concrète et définir des objectifs stratégiques. La question de l'évaluation des enseignements, qui constituait l'une des recommandations du précédent rapport Hcéres, a fait l'objet de plusieurs initiatives d'amélioration concrète (choix de lancer un questionnaire sur Moodle, puis de passer par un questionnaire à remplir par les délégués de proximité).

Les liens avec le monde socio-économique, solides et variés, favorisent l'insertion professionnelle des étudiants. La formation établit des liens stimulants avec le monde socio-économique et culturel, par différents dispositifs favorisant l'insertion professionnelle (stages, projet tutoré avec Atout jeunes université, apprentissage en L3 LCN). Le parcours LCN permet notamment de renforcer le réseau en direction des éditeurs, libraires ou agences de communication, via les relations avec les maîtres d'apprentissage. Les professionnels du territoire (édition, communication, journalisme, graphisme) participent également au comité de pilotage de la formation. Les projets tutorés, qui peuvent se substituer au stage en L2 et L3, se font en lien avec les grands groupes partenaires (L'Oréal, Danone, Aéroport de Paris, etc.), lors de trois rencontres avec une entreprise et d'ateliers à l'université. Depuis deux ans, ceux-ci se font autour des thématiques de l'inclusion et de la diversité. Les relations avec le rectorat, par le fait qu'un nombre important d'étudiants obtiennent un contrat de préprofessionnalisation d'assistant d'éducation, s'avèrent assez déterminantes pour la licence.

Une attention particulière est accordée par la composante à la formation des étudiants à et par la recherche. Cela passe notamment par une unité d'enseignement (UE) de méthodologie du travail universitaire comprenant une initiation à la recherche documentaire (en partenariat avec la bibliothèque universitaire) et une sensibilisation à la fiabilité des sources et à la propriété intellectuelle. Une UE spécifique d'initiation à la recherche est proposée en L3 dans le parcours *Lettres modernes*, pour ceux qui souhaitent se diriger vers la recherche en master. Le fait qu'une bonne partie des cours disciplinaires soient assurés par des enseignants-chercheurs rattachés au laboratoire Littératures, savoirs et arts LISAA impacte leur contenu et stimule la participation des étudiants aux activités du laboratoire, sensibilisés par exemple aux enjeux du développement durable à travers des projets et des événements ponctuels (colloques, journées d'étude). L'engagement de la formation dans la pédagogie par projet (projets tutorés, création de livres) facilite aussi la participation des étudiants aux activités de recherche, quand celles-ci reposent sur le numérique ou des démarches de recherche-création.

L'internationalisation constitue le maillon faible de la formation. Il s'agit de l'axe stratégique le moins développé, avec une mobilité sortante très faible. Si des partenariats existent, présentés chaque année par le service des relations internationales (SRI) et relayés par le référent des programmes d'échange de l'équipe pédagogique (programme Erasmus avec l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne, partenariat avec l'université de Jeonbuk en Corée du Sud), les étudiants ne s'en saisissent que très peu. Les freins sont relatifs à la nature même de la principale discipline enseignée (la littérature française) et le profil des étudiants, dont beaucoup travaillent

pour financer leurs études. Des stratégies sont cependant à mettre en place, en partenariat avec le SRI, pour progresser sur ce point. En lien avec la faiblesse de l'internationalisation, l'enseignement des langues étrangères reste assez timide. Certes, tous les étudiants doivent suivre des cours d'anglais, qui peuvent donner lieu à une certification (45 étudiants en 2022-2023 l'obtiennent dans le niveau ciblé). Par le biais du dispositif des UE d'ouverture et de l'option complémentaire, il est aussi possible de suivre une autre langue au sein d'enseignements transversaux assurés par le Centre d'actions pédagogiques en langues CAPLA (allemand, chinois, coréen, espagnol, italien, langue des signes française, portugais, russe), mais peu d'étudiants semblent se saisir de cette opportunité.

Le dynamisme de la formation se fait malgré un taux d'encadrement assez faible. Les enseignants permanents (professeurs des universités, maîtres de conférences, professeurs agrégés du second degré) ne représentent qu'un quart de l'ensemble des enseignants de la formation. De très nombreux cours sont assurés par des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER), des vacataires et des contrats doctoraux. Ce déséquilibre pèse sur l'équipe, les enseignants permanents assurant pour la plupart de nombreuses responsabilités administratives (Mission égalité, Mission arts & culture, notamment) qui grèvent leurs activités de recherche et/ou d'enseignement. Le recrutement des vacataires s'avère par ailleurs de plus en plus difficile, qu'il s'agisse des enseignants du secondaire, ou celui des professionnels, dans les milieux du graphisme ou de de l'édition.

Conclusion

Points forts

- Un excellent adossement à la recherche ;
- Une démarche d'amélioration continue efficace ;
- Des liens solides avec le milieu socio-économique ;
- Des pratiques pédagogiques innovantes et originales.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement ;
- Une faible ouverture à la formation continue ;
- Une faible internationalisation.

Recommandations

- Renforcer le taux d'encadrement.
- Améliorer la proportion de formation continue, dans la perspective de soutenir les reprises d'études et de renforcer les ressources budgétaires.
- Améliorer l'internationalisation, en renforçant les collaborations avec le SRI et en stimulant l'apprentissage d'une deuxième langue vivante.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA MODE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la mode* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création, technologies (LACT). Cette LP en un an comprend un seul parcours diplômant proposé en formation initiale ou en alternance. Ses enseignements sont dispensés au sein de l'école Duperré à Paris. La formation compte 13 étudiants en 2022-2023 et aucun enseignant permanent.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la mode* s'appuie quasi exclusivement sur un partenariat avec l'école Duperré, où a lieu la totalité des cours. Cette coopération permet certes des enseignements professionnalisants de qualité, ainsi que l'accès à des infrastructures optimales, mais pose des problèmes sur le plan administratif. Si quelques unités d'enseignement (UE) transversales permettent une meilleure intégration au sein de la composante, elle reste dans une position un peu à part. Les débouchés sont globalement très cohérents avec la formation. Cependant, pour une licence professionnelle, il est à noter que 65 % des étudiants se retrouvent en poursuite d'études.

La LP, qui était à l'origine une formation post-BTS, est par nature tournée vers l'acquisition de compétences techniques et développe un lien efficace avec le milieu entrepreneurial. Se pose néanmoins la question du renforcement des partenariats. La LP *Métiers de la mode* compte pour moitié des alternants (6), des étudiants en stages longs (6), auxquels s'ajoute une validation des acquis de l'expérience (VAE). Visant une insertion immédiate, elle est intrinsèquement tournée vers le monde professionnel. La majorité de ses enseignants sont des vacataires (11) issus de l'industrie de la mode, tandis que la pédagogie se fait essentiellement par l'élaboration de projets pratiques. À long terme, la formation a cependant conscience de devoir renforcer ses partenariats avec des groupes importants (notamment Chanel) et de devoir mener une réforme du calendrier, de manière à laisser plus de place aux apprentis, pour atteindre un meilleur équilibre entre alternants et stagiaires. Côté alternance, la communication entre le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes et l'université gagnerait à s'améliorer (notamment concernant le suivi de l'assiduité des étudiants). Les infrastructures ne posent globalement pas problème, même si des améliorations peuvent être envisagées pour les formations d'ateliers, en particulier pour la sérigraphie et le prototypage.

Malgré sa forte spécialisation sur le plan technique, la formation parvient à conserver une flexibilité à travers ses matières transversales, qui permet des «micro-reconversions» et l'arrime au reste de la composante. L'enseignement d'éléments culturels transversaux (histoire de l'art, esthétique, techniques de mise en espace d'expositions, marketing) permet de tisser des ponts avec d'autres parcours et offre la possibilité aux étudiants qui le souhaitent de changer de spécialisation en cours d'apprentissage – la licence se conçoit ainsi comme une «plateforme de glissement dans les compétences». Cela la démarque d'autres formations du même type, fondées sur une approche des métiers beaucoup plus segmentée (Institut français de la mode, école supérieure des arts et techniques de la mode). Cependant, si ces ouvertures transversales lui permettent aussi de mieux s'insérer au sein de sa composante, elle n'en occupe pas moins une place à part, par la spécificité de son ancrage professionnel dans un milieu très ciblé. Il ne faudrait pas qu'à terme se développe un écart entre les besoins de la formation et la politique générale de sa composante de rattachement.

Une récente refonte des maquettes, qui commence à intégrer les blocs de compétences, vise à mieux prendre en compte les changements du secteur, notamment dans le domaine du développement durable. De manière générale, la pédagogie de la formation repose sur trois pôles (culture artistique, techniques professionnelles et stage de 12 à 24 semaines en entreprise). Les étudiants réalisent un projet tutoré qui, en fin d'année, est évalué

par des professionnels, puis présenté en vernissage à l'École. Cependant, au vu de l'évolution du milieu professionnel, il a été décidé récemment de favoriser davantage une pédagogie tournée vers le projet et le produit, selon un format rapide autour de la notion de « collection ». En conséquence, les ateliers avec les entreprises ont été abandonnés, au profit d'un travail de groupe (quatre ou cinq personnes), orienté vers la création d'une micro-collection. En outre, une attention particulière est désormais accordée à la connaissance du fonctionnement des diverses entreprises de mode (luxe et production de masse), ainsi qu'aux principes et techniques relevant des modes de production éthiques et durables. Le renouvellement d'une partie du corps enseignant (professeur de laboratoire, conception vêtements et conception textile) a aussi permis de diversifier l'offre et d'insuffler un nouveau dynamisme.

Le recrutement des étudiants, de plus en plus hétérogène et difficile, constitue déjà un défi pour la formation.

La formation s'adresse aux étudiants issus des diplômes de formations initiales bac +2 : BTS *Mode* ou bac +2/3 *Arts appliqués*, avec deux phases – une étape orale, au mois de juin, puis une deuxième session entre juillet et septembre. Elle prend chaque année 20 étudiants maximum pour une centaine de candidats. Ces dernières années, les candidatures et les inscriptions sont en berne (166 candidatures en 2020-2021 et 69 en 2022-2023), en partie du fait de la disparition des BTS dans les écoles d'arts appliqués, qui apportaient leur contingent d'élèves. Ce phénomène a des répercussions sur le niveau des candidats et donc des étudiants. De manière plus récurrente, des mises à niveau s'avèrent nécessaires.

La poursuite en master se fait à un niveau élevé, les étudiants visant alors à augmenter le degré de spécialisation.

Les débouchés apparaissent très cohérents avec les compétences acquises au cours de la licence. D'après la dernière enquête de l'observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), à l'issue de la LP, 65 % des diplômés sont en poursuite d'étude, dans des formations extérieures à l'établissement (notamment à l'École nationale de mode et matière). Parmi les emplois trouvés on peut citer assistant costumier, assistant-styliste, créateur de mode, designer bijoux, développeur produits (etc.). Le statut semble cependant un peu plus précaire que dans d'autres formations de l'université : 13 % des jeunes diplômés sont intermittents du spectacle, 25 % en CDD et seulement 50 % en CDI. À noter aussi qu'ils mettent un peu plus de temps à trouver leur emploi (4,6 mois, contre 2,1 mois en moyenne pour l'établissement).

L'internationalisation de la formation apparaît particulièrement faible. Les mobilités entrantes et sortantes sont quasi-inexistantes et aucune langue étrangère n'est enseignée à part l'anglais.

Si la maîtrise de l'anglais fait partie des compétences culturelles à acquérir en priorité et que les échanges avec l'étranger sont possibles, il est clair qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur les possibilités d'études à l'étranger. Le CFA offre, pour l'anglais, la possibilité aux étudiants de passer le TOEIC.

La dépendance très forte à l'école Duperré, où se situe la totalité des cours, permet aux étudiants d'accéder à des infrastructures optimales, mais nuit à l'identité de la formation en tant qu'émanation de l'université Gustave Eiffel et peut poser des problèmes sur le plan administratif.

De manière structurelle, la formation se trouve coordonnée conjointement par l'université Gustave Eiffel et l'École Duperré : des réunions de pilotage – conseil de perfectionnement (réunion du 19 février 2024), jurys de fin de semestre, ou réunions de service – permettent de penser ses grandes orientations. Ce partenariat de longue date avec l'école Duperré, école d'art appliqué en mode réputée nationalement, s'avère très précieux, mais aussi assez déséquilibré. Le fait que les cours prennent exclusivement place dans les locaux de Duperré suscite des contraintes sur le plan administratif : il est difficile, pour le secrétariat situé sur le campus de Copernic, de communiquer avec fluidité avec les étudiants. Parallèlement, cela nuit à la visibilité de la formation, au sens où l'identité « Gustave Eiffel » semble se diluer. Si la coordination entre le responsable de formation, enseignant-chercheur de l'université Gustave Eiffel, et le superviseur pédagogique en lien avec l'École Duperré se fait bien (ce dernier accueille les professeurs intervenants au démarrage du dispositif pédagogique et organise des réunions et suivis pour le programme de l'année), il conviendrait aujourd'hui de réfléchir à un meilleur équilibre et de retrouver une synergie entre les deux établissements, afin de redonner une direction forte et pérenne à cette LP.

L'adossement à la recherche est quasi inexistant.

De nombreuses ressources documentaires sont disponibles pour les étudiants, mais la maquette ne prévoit pas spécialement de cours de méthodologie. Centrée sur la professionnalisation, la LP n'intègre aucune intervention d'enseignants-chercheurs permanents. Les enseignants sont des spécialistes des métiers de la mode (journaliste/historien de la mode, directeur éditorial de magazine, responsable RSE et développement marketing de grandes maisons du luxe français, etc.).

Conclusion

Points forts

- Une pédagogie par projets qui prend en compte l'évolution de l'industrie pour améliorer l'adéquation avec les débouchés et inclure le développement durable ;
- Une excellente professionnalisation, axée sur un réseau performant de professionnels du secteur et une pédagogie par projets.

Points faibles

- Un faible adossement à la recherche (absence d'enseignants-chercheurs) ;
- Un taux de poursuite d'études trop important ;
- Une faible attractivité ;
- Une dépendance très forte à un seul partenaire (l'école Duperré) ;
- Une place au sein de la composante un peu marginale ;
- Une internationalisation très faible.

Recommandations

- Augmenter l'adossement à la recherche (nombre d'enseignants-chercheurs).
- Maintenir le taux de poursuite d'études en deçà de 50 %.
- Renforcer l'attractivité de la formation.
- Repenser la collaboration avec l'école Duperré, dans l'optique de renforcer la synergie entre les deux établissements et redonner une direction forte et pérenne à la LP.
- Veiller à bien arrimer la formation au sein de sa composante.
- Renforcer l'internationalisation de la formation par une attention accrue au dispositif d'études à l'étranger.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (absence d'enseignants-chercheurs dans les enseignements) ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ;
- Une attractivité insuffisante.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU LIVRE : ÉDITION ET COMMERCE DU LIVRE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du livre : édition et commerce du livre* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création, technologies. Cette LP en un an ouverte à l'alternance comprend deux parcours diplômants : *Fabrication de supports imprimés et numériques* et *Édition - innovation numérique*. Ses enseignements sont dispensés à l'école Estienne (école supérieure des arts et industries graphiques) à Paris. La formation compte 28 étudiants en 2022-2023 et huit enseignants permanents.

Analyse globale

La LP *Métiers du livre : édition et commerce du livre*, co-organisée avec la prestigieuse école Estienne, est une formation par alternance qui accorde une grande importance à la professionnalisation en adéquation avec la stratégie pédagogique de l'université Gustave Eiffel. La formation a réussi à mettre en place une organisation efficace fondée sur le co-pilotage et la collaboration régulière et harmonieuse entre les membres d'une équipe mixte où les professionnels (15) sont presque le double des enseignants-chercheurs (huit). La formation suit une pédagogie par projets déclinée en blocs de compétences et contenus disciplinaires. La LP *Métiers du livre* affiche des résultats excellents tant en ce qui concerne la réussite au diplôme que l'accès rapide à l'emploi. Elle accorde une grande importance à l'évaluation de ses enseignements par les étudiants qui s'expriment sur ce point autant dans le cadre du conseil de perfectionnement (CP) que dans des instances plus informelles où ils peuvent prendre la parole.

La LP *Métiers du livre* est une formation en alternance en adéquation avec la stratégie formation de l'université, et qui reste en contact avec l'enseignement et la recherche universitaire. C'est une poursuite d'études après un brevet de technicien supérieur (BTS) en édition, industries graphiques, communication/design graphique. Même si la pédagogie de la LP est axée sur des projets professionnels qui reproduisent les conditions d'exercice du métier et que 60 % des enseignements sont assurés par des professionnels, la formation fait des efforts concrets pour maintenir de bons contacts avec le monde universitaire. Les enseignements sont déclinés par blocs de connaissance et de compétences (BCC) en relation avec les contenus disciplinaires classiques. Le projet tutoré contient une part de réflexion culturelle. Dans la formation interviennent des enseignants-chercheurs (EC) des sections CNU Lettres et Littératures comparées et Histoire de l'art, un enseignement d'anglais obligatoire est dispensé dans l'année et la certification TOEIC doit être obligatoirement passée pour valider le diplôme. Dans une perspective d'amélioration, l'équipe de co-pilotage souhaite organiser un atelier de méthodologie de la recherche informationnelle et bibliographique avec la documentaliste du centre de l'école Estienne. Le co-pilotage de la mention est assuré par une équipe pédagogique mixte université/école Estienne à raison d'un responsable de l'université Gustave Eiffel et d'un responsable Estienne par parcours qui composent la mention. Même si l'équipe de pilotage a réussi à instaurer un fonctionnement régulier et harmonieux, la dispersion sur deux sites éloignés crée des difficultés et se fait essentiellement à distance.

La formation est attractive, mais elle s'adresse à un public très restreint et peine à élargir son bassin de recrutement. Le bassin naturel de recrutement de la LP est constitué par les titulaires d'un BTS *Étude de réalisation d'un projet de communication* de l'école Estienne. Les efforts faits pour élargir l'offre à des BTS issus d'autres établissements – mise en place d'une remise à niveau en début d'année – n'ont pas réussi à augmenter de manière significative le nombre d'inscrits en raison des prérequis nécessaires pour intégrer la LP. Dans la perspective d'élargir son bassin de recrutement, la formation envisage d'ouvrir un diplôme d'université (DU) ou

d'organiser une école d'été pour sensibiliser les étudiants de licence générale à l'acquisition des prérequis pour candidater en LP *Métiers du livre*.

Le taux de réussite au diplôme est élevé avec de bonnes perspectives d'emploi, mais le nombre des diplômés qui répondent aux enquêtes reste trop faible pour être significatif. Les résultats de la LP sont généralement excellents : 95 % de réussite au diplôme et le taux monte à 100 % pour ceux qui sont passés par un dispositif de remise à niveau (remise à niveau en début d'année ; suivi de projet tutoré accru et individualisé). La fiche de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), enquête à 18 mois après l'obtention du diplôme, indique que 67 % des diplômés accèdent au premier emploi en trois mois et que les autres sont en poursuite d'études. Les diplômés qui le souhaitent sont acceptés au master *Édition* de l'établissement. Aucun diplômé ayant répondu à l'enquête n'est au chômage, mais le nombre des diplômés qui répondent à l'enquête est trop faible pour être vraiment concluant.

Les équipes des deux parcours de la LP *Métiers du livre* associent les étudiants à l'évaluation et à l'amélioration continue des pratiques pédagogiques et professionnelles de la formation. Les questionnaires d'évaluation de la formation envoyés aux étudiants par l'OFIPE ne sont pas satisfaisants aux yeux de l'équipe qui pilote les deux parcours de la LP. Celle-ci a donc préféré s'appuyer sur les délégués des étudiants pour recueillir les réactions aux enseignements. Les jurys de fin de semestre et la réunion annuelle du conseil de perfectionnement sont l'occasion pour les délégués de faire remonter les réactions des étudiants aux responsables des différentes unités d'enseignement (UE) et à l'équipe du pilotage de la formation.

Le conseil de perfectionnement, mis en place sur les recommandations du Hcéres lors de la précédente évaluation, est un moment de dialogue fructueux entre les différentes instances qui le composent. Le conseil de perfectionnement aborde des problématiques générales et variées qui concernent la valorisation et la visibilité de l'offre de formation, le contact avec les anciens élèves diplômés de la formation, ainsi que des problématiques sociétales d'actualité. Il est composé des responsables universitaires des deux parcours, de représentants étudiants et d'anciens élèves, d'un représentant BIATSS, et d'un seul représentant du monde professionnel.

Conclusion

Points forts

- Un excellent taux de réussite au diplôme ;
- Une bonne insertion professionnelle ;
- Une forte synergie entre les équipes de l'université Gustave Eiffel et de l'école Estienne qui co-pilotent la LP *Métiers du livre*.

Points faibles

- Une initiation à la recherche perfectible ;
- Un bassin de recrutement restreint.

Recommandations

- Renforcer l'initiation à la recherche en augmentant la participation des enseignants-chercheurs.
- Ouvrir le bassin de recrutement à d'autres établissements en plus de l'École Estienne de manière à obtenir une plus grande visibilité locale et nationale.

LICENCE PROFESSIONNELLE TECHNIQUES DU SON ET DE L'IMAGE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Techniques du son et de l'image* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création, technologies (LACT). Cette LP en un an accessible uniquement en apprentissage comprend un seul parcours diplômant *Gestion de la production audiovisuelle*. Ses enseignements sont dispensés principalement à Gobelins Paris. La formation compte 26 étudiants en 2022-2023 et 15 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Techniques du son et de l'image* est une formation sélective en un an qui vise l'insertion professionnelle immédiate et non une poursuite d'études. Elle dispense deux parcours : le parcours *Images réelles, nouveaux médias numériques* et le parcours *Animation*. Cette licence professionnelle s'inscrit dans la continuité du parcours *Cinéma et audiovisuel* de la licence *Arts* de l'université Gustave Eiffel et s'adresse essentiellement aux étudiants diplômés de ce parcours de l'université qui sont de plus en plus nombreux à candidater. Elle est uniquement en apprentissage, de nombreux enseignements sont dispensés en anglais et elle comporte une ouverture à l'international qui est en voie de renouvellement. Unique en France, cette licence s'appuie sur l'expertise et les compétences de l'école Gobelins.

Une licence professionnelle unique avec une forte valeur ajoutée. Cette formation a réussi à construire un partenariat efficace et constructif avec l'École Gobelins : l'université Gustave Eiffel délivre un titre et des enseignements théoriques liés au cinéma et Gobelins Paris accueille les étudiants dans son centre de formation d'apprentis en amenant des connaissances spécialisées en cinéma d'animation. La pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité sont assurées par les deux spécialités différentes enseignées et accrues par les différentes origines des apprentis. L'offre de formation, 100 % en apprentissage et non ouverte à la formation continue, comporte 23 semaines obligatoires d'expérience professionnelle. La licence professionnelle *Techniques du son et de l'image* organise régulièrement des visites d'entreprises, des conférences, des partenariats pédagogiques et des master class afin de renforcer les liens entre la formation et le territoire.

Les données fournies sur l'adossement à la recherche de la formation sont contradictoires et devraient être mieux explicitées. Le mémoire de stage en entreprise et les deux projets tutorés demandés aux étudiants peuvent inclure des éléments de recherche, mais à ce jour il n'existe pas de dispositif spécifique pour créer un lien entre recherche universitaire et travaux des étudiants. En l'état actuel, aucune heure n'est consacrée à l'initiation à la recherche ni sous la forme d'initiation méthodologique ou de séminaires de recherche, ni sous celle de la formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie. Les unités de recherche auxquelles est adossée cette LP ne mettent en place aucun dispositif d'accueil, d'accompagnement ou de formation à la recherche. Pour leurs recherches documentaires, les étudiants sont renvoyés au centre de documentation des Gobelins ou à la bibliothèque de l'université, mais le dossier d'autoévaluation (DAE) ne dit pas s'il existe quelque forme d'encadrement. Finalement les informations fournies dans le DAE restent vagues et contradictoires. On aimerait mieux comprendre, par exemple, combien d'enseignants-chercheurs interviennent dans cette licence professionnelle qui compte 24 enseignants, dont 15 permanents.

Une offre de mobilité à l'international en voie de renouvellement. Il n'existe pour l'heure aucun dispositif préparant à la mobilité étudiante (aide à la préparation d'une candidature, formation à l'interculturalité) ni aucune double diplomation ou échange académique. Jusqu'à présent l'ouverture à l'international se structurait à travers un voyage d'études au Festival de cinéma de Berlin. Mais le coût du voyage, supporté par

l'établissement pour ne pas pénaliser les étudiants, a conduit les responsables de la licence à envisager d'autres formules de collaborations et des partenariats dans le respect de la dimension multiculturelle à travers la réalisation d'un dossier d'enquête en anglais. La formation permet néanmoins d'acquérir des compétences linguistiques utiles à l'insertion professionnelle en dispensant un enseignement de 31 heures étudiant d'anglais et 50 heures étudiant d'enseignements en anglais.

La formation met en œuvre une pédagogie qui est en cohérence avec ses objectifs et ceux de son public. La formation a mis en place une approche par compétences, ce qui a amené les responsables de la LP à redéfinir la maquette pour prendre en compte les besoins enregistrés dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Pour atteindre ses objectifs, la formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques (pédagogie par projet, interactive, réflexive, évaluation par les pairs). L'enseignement en présentiel dans des salles équipées est privilégié, mais l'enseignement à distance synchrone ou asynchrone, hybride ou pas, n'est pas proscrit si nécessaire.

Cette licence professionnelle est très attractive et bénéficie d'un taux de réussite et d'emploi de 100 %. La plupart des inscrits à la LP *Techniques du son et de l'image* ont des profils spécifiques. La notoriété de Gobelins et l'ampleur de son réseau exercent une forte attractivité que l'équipe entretient grâce à l'organisation de séances d'information en ligne et à la participation aux salons étudiants. Le taux de réussite au diplôme ainsi que l'employabilité à 30 mois sur la période 2020-2023 sont pratiquement de 100 % d'un public étudiant sélectionné à l'entrée de la LP.

La formation valorise les moments d'échanges étudiants-enseignants lors du conseil de perfectionnement dans une perspective d'amélioration continue. Un dispositif d'évaluation des enseignements par les étudiants n'a pas encore été mis en place. Les séances du conseil de perfectionnement sont des moments où les différentes instances (enseignants, professionnels, représentants des étudiants, personnel universitaire, etc.) peuvent échanger en vue de l'amélioration de la formation. Ainsi la séance du 25 janvier 2024 a-t-elle permis d'enregistrer certaines requêtes des représentants des étudiants (amélioration de la communication entre les diverses entités de la formation, planification des cours, meilleur échelonnement de la charge de travail des étudiants sur l'année scolaire, amélioration de la progression pédagogique) sur lesquelles a été engagée une réflexion qui portera ses fruits à la rentrée 2025.

Conclusion

Points forts

- Une licence professionnelle suspendue unique en France accessible seulement en apprentissage ;
- Un partenariat efficace et constructif entre l'université Gustave Eiffel et Gobelins Paris ;
- Un conseil de perfectionnement qui prend en compte les propositions des usagers dans sa démarche d'amélioration continue.

Points faibles

- Un adossement à la recherche inexistant ;
- Une ouverture à l'international peu lisible.

Recommandations

- Développer l'adossement à la recherche de la formation en assurant la participation d'enseignants-chercheurs aux enseignements et en proposant une initiation à la recherche.
- Mieux développer la position de la formation sur l'ouverture à l'international.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (sensibilisation à la recherche absente et participation des enseignants-chercheurs aux enseignements non connue).

DIPLÔME D'ÉTUDES EN ARCHITECTURE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le *Diplôme d'études en architecture (DEEA)* est une formation dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Est, conférant le grade de licence. La troisième année peut être effectuée en apprentissage. Un double diplôme architecte paysagiste est proposé en partenariat avec l'École de la nature et du paysage INSA Centre-Val de Loire en troisième année. La formation compte 341 étudiants en 2022-2023 et 42 enseignants permanents qui encadrent 2 256 heures étudiant.

Analyse globale

Le *Diplôme d'études en architecture (DEEA)* de l'ENSA Paris-Est est une formation qui mêle pluridisciplinarité et interdisciplinarité. Elle a une stratégie de développement de son internationalisation. Elle est en lien avec le monde social, économique et culturel : les partenariats mis en place récemment (apprentissage et double diplôme) montrent la dynamique mise en œuvre pour proposer une formation innovante. Toutefois elle ne réalise pas d'enquête sur l'insertion professionnelle ou sur les poursuites d'études de ses diplômés, et la démarche d'amélioration continue est encore balbutiante.

Le DEEA est une formation clairement positionnée au sein de l'ENSA Paris-Est et de l'université Gustave Eiffel. Les restructurations du DEEA de l'ENSA Paris-Est, menées efficacement en 2018 et 2020, permettent d'afficher aujourd'hui une formation en adéquation avec les objectifs pédagogiques et thématiques de l'université Gustave Eiffel. Ainsi, la professionnalisation de la formation et le lien avec le territoire et la société, sont en mis en œuvre tant dans l'organisation pédagogique que dans les thématiques enseignées. Il est à noter que la tutelle principale de l'ENSA Paris-Est est le ministère de la Culture, et que par conséquent, l'école doit atteindre des objectifs multiples du fait de son intégration dans l'université Gustave Eiffel, en évoluant avec des écarts de statuts et de moyens souvent générateurs de difficultés, par rapport à ses partenaires sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Néanmoins, l'école parvient à tirer parti de cette diversité afin d'enrichir les réflexions et les évolutions de la formation de DEEA. La formation est construite en lien avec les autres formations de l'ENSA Paris-Est, dans le continuum licence-master-doctorat. Le DEEA se décline en trois formats : formation initiale, formation par apprentissage (3e année uniquement - partenariat avec un centre de formation d'apprentis) et double diplôme architecte-paysagiste (partenariat avec l'École de la nature et du paysage). À l'issue du DEEA, la formation peut se poursuivre en *Diplôme d'État d'architecte (DEA)* et des passerelles vers d'autres masters de l'université Gustave Eiffel sont possibles. Les partenariats mis en place récemment par l'ENSA Paris-Est (apprentissage et double diplôme) montrent la dynamique mise en œuvre pour proposer une formation innovante. Il est à noter que l'ENSA Paris-Est est un pionnier de la mise en place de l'apprentissage dans les formations en architecture.

La formation mêle pluridisciplinarité et interdisciplinarité grâce à la grande variété des disciplines enseignées ainsi qu'au croisement de ces disciplines au sein d'enseignements les mettant en lien. Le recrutement d'enseignants ayant une pratique professionnelle diversifiée (activité en agence d'architecture notamment) permet de proposer aux étudiants une vision large des activités qu'ils pourront mener à l'issue de leur diplomation. L'ENSA Paris-Est s'empare progressivement des enjeux de développement durable pour développer leur prise en compte dans les enseignements. Le programme de la formation fait apparaître cette réflexion. L'ENSA Paris-Est n'appuie pas sa formation du DEEA sur des moyens issus de programmes d'investissement d'avenir (PIA). Elle est néanmoins impliquée dans quelques programmes PIA à travers sa participation au réseau des ENSA et à l'université Gustave Eiffel.

La formation s'inscrit dans une stratégie visant à développer son internationalisation, en développant les partenariats académiques, et à travers le recrutement d'enseignants de nationalité étrangère. La pertinence des collaborations est évaluée en amont et en aval.

La mobilité sortante est possible en 3^e année et est encouragée. Une aide financière Erasmus est possible ainsi qu'un soutien de la Région Île-de-France. L'accompagnement administratif de l'ENSA Paris-Est pour la stratégie à l'international est limité (moins d'un équivalent temps plein). La formation comprend des enseignements favorisant l'ouverture à l'international, à travers l'apprentissage de l'anglais. Il est à noter l'organisation d'un cycle de conférences en anglais, ainsi que la possibilité de suivre certains ateliers de projet de 2^e et 3^e année en anglais. Les étudiants préparent également le TOEIC (ou équivalent), mais il n'y a pas de score minimum requis pour la diplomation. Les mobilités entrantes et sortantes sont encouragées et soutenues par différents dispositifs proposés par l'école (livret d'accompagnement, réunions avec l'administration). L'école s'appuie également sur le dispositif de l'université Gustave Eiffel pour accueillir les entrants à travers les semaines d'intégration par exemple.

L'ENSA Paris-Est propose une initiation à la recherche en DEEA, principalement par le travail de rédaction du rapport d'étude de 3^e année (cours de méthodologie, analyse d'un sujet et restitution parfois complétée par un format de type poster). Cette initiation s'appuie sur les ressources documentaires de l'école et du réseau des ENSA et est accompagnée par les enseignants-chercheurs de l'ENSA Paris-Est titulaires d'un doctorat. Le service de documentation est associé à la formation. Il est à noter que le diplôme de doctorat n'est pas obligatoire pour accéder au statut d'enseignant-chercheur en ENSA : l'école dispose donc d'un vivier de docteurs restreints pour assurer et développer ces enseignements, ce qui est une difficulté relevée par l'école. Les étudiants ne peuvent pas être accueillis dans l'unité de recherche de l'ENSA Paris-Est, faute de moyens humains. L'école souhaite à l'avenir s'appuyer sur l'université Gustave Eiffel pour remédier à cette situation. Toutefois le DEEA n'inclut pas de formation à l'intégrité scientifique et déontologique. L'école considère que cet enseignement doit être dispensé en troisième cycle.

La formation est en lien avec le monde social, économique et culturel grâce à la participation forte de professionnels du secteur dans la formation (enseignants titulaires praticiens et intervenants extérieurs). Les partenariats institutionnels se sont renforcés depuis la dernière évaluation, mais l'école entrevoit d'autres perspectives avec l'université Gustave Eiffel. L'école va s'attacher à développer dans le programme du DEEA, les compétences décrites dans la nouvelle fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) associée, publiée début 2024. L'ENSA Paris-Est est la seule ENSA à proposer une formation par apprentissage dans le cadre du DEEA (3^e année uniquement). En revanche, elle ne développe pas de proposition de formation continue. Pour les étudiants en formation initiale, le cursus intègre seulement deux stages courts (10 jours et un mois), ce qui conduit à une petite première expérience professionnelle. La formation ne prépare pas à l'entrepreneuriat. Cependant, l'école est membre du dispositif PÉPITE et les étudiants souhaitant suivre cette démarche peuvent solliciter un accompagnement.

Le programme de la formation est établi par les conseils de l'école (conseil pédagogique et scientifique et commission de la formation et de la vie étudiante), à partir des directives nationales, mais les compétences ne sont pas encore correctement identifiées à travers le cursus. L'école souhaite développer la démarche d'approche par compétences pour favoriser l'alignement pédagogique, et a commencé une ébauche de ce travail qui est à poursuivre. Le contenu de la formation est explicité par unité d'enseignement, dans le livret des études, et pourra être amélioré par une harmonisation de la description des compétences attendues et de leur évaluation. La question de la valorisation des compétences dans le cursus n'a pas été correctement traitée dans le rapport d'autoévaluation de la formation. L'école a confondu « activités mettant en œuvre des compétences » et « valorisation des compétences acquises dans la formation ».

Les pratiques pédagogiques du DEEA sont diversifiées, comme c'est l'usage dans les formations en architecture. Une place importante est faite aux enseignements de type projet. La formation s'est adaptée à la période Covid-19 en mettant en place des enseignements à distance. Le format présentiel est cependant redevenu la norme, car plus adapté aux enseignements pratiques. L'ENSA Paris-Est dispose de locaux proposant des espaces d'enseignement variés et adaptés à la pédagogie proposée.

L'école utilise des moyens classiques pour communiquer sur le DEEA auprès des viviers de candidats (site web, réseaux, forums). Le nombre de candidats a augmenté de façon importante depuis quelques années, mais les raisons de cette hausse ne sont pas réellement étudiées. L'école ne donne pas d'éléments précis sur le suivi des candidatures et des admissions par vivier, ce qui lui permettrait de mesurer précisément son attractivité. Le recrutement en 1^{re} année est majoritairement régional.

L'école a mis en place plusieurs dispositifs adaptés pour accompagner la réussite des étudiants, mais ne montre pas de données chiffrées permettant d'évaluer leur efficacité.

L'ENSA Paris-Est ne réalise pas d'enquêtes sur l'insertion professionnelle ou sur les poursuites d'études de ses diplômés. Elle indique vouloir se rapprocher de l'université Gustave Eiffel pour étudier le sujet.

L'ENSA Paris-Est dispose d'un nombre d'enseignants titulaires et contractuels lui permettant d'assurer le volume horaire d'enseignements associés au DEEA. Le taux d'encadrement n'est pas précisé. Il est à noter que les statuts des personnels enseignants et enseignants-chercheurs du ministère de la Culture, tutelle principale des ENSA, sont différents de ceux des établissements relevant du MESR. Malgré les possibilités offertes par le dispositif Erasmus+, très peu de mobilités chez les personnels de l'équipe pédagogique sont effectuées. L'accueil d'enseignants invités est possible sur des supports d'enseignants contractuels. L'ENSA Paris-Est ne met pas en place de formations en lien avec la pédagogie pour les enseignants. Une formation « teaching in English » est proposée par l'université Gustave Eiffel. Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas d'éléments de suivi de la soutenabilité de la formation.

La démarche d'amélioration continue est à construire. Une évaluation des enseignements est organisée à l'aide d'un questionnaire transmis individuellement aux étudiants. Les résultats sont transmis aux enseignants et à l'administration, qui choisissent d'en tirer parti ou non. L'ENSA Paris-Est n'a pas mis en place d'instance tenant lieu de conseil de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- Une formation clairement positionnée dans l'université Gustave Eiffel ;
- Une présence forte d'enseignants praticiens dans la formation ;
- Une formation attractive au niveau régional ;
- Une formation accessible en formation initiale sous statut d'étudiant et sous statut d'apprenti ;
- Une bonne place de l'international dans les enseignements.

Points faibles

- Une faible professionnalisation des étudiants en formation initiale ;
- Une absence de suivi des diplômés ;
- Une fragilité du dispositif d'amélioration continue (pas d'instance tenant lieu de conseil de perfectionnement) ;
- Une approche par compétences et un alignement pédagogique à développer.

Recommandations

- Assurer une meilleure professionnalisation des étudiants hors formation par apprentissage, par exemple en augmentant la durée des stages.
- Mettre en place un suivi du devenir des diplômés.
- Consolider le processus d'amélioration continue en mettant en place une instance tenant lieu de conseil de perfectionnement.
- Développer l'approche par compétences pour assurer l'alignement pédagogique.

BUT GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le BUT *Gestion des entreprises et des administrations* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend quatre parcours diplômants : *Gestion comptable fiscale et financière (CG2F)*, *Contrôle de gestion et pilotage de la performance (CGPP)*, *Gestion et pilotage des ressources humaines (GPRH)*, et *Gestion, entrepreneuriat et management des activités (GEMA)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 200 étudiants en 2022-2023 et neuf enseignants permanents.

Analyse globale

La formation propose un cursus professionnalisant visant à former des gestionnaires polyvalents, qui contribuent au pilotage des organisations, en intégrant les mutations technologiques et les enjeux d'avenir (développement durable, responsabilité sociétale, éthique). Elle est structurée en trois blocs de compétences (analyser, décider, piloter), et propose une reconnaissance de la mobilité étudiante via un programme d'échange avec des universités partenaires et une mobilisation de l'équipe pédagogique pour la réussite en première année des bacheliers technologiques. Le lien avec la recherche n'est pas suffisamment affirmé et la démarche d'amélioration continue est partiellement déployée via la mise en place d'un conseil de perfectionnement uniquement dans les parcours en apprentissage. Le dossier manque de données quantitatives pour appuyer les éléments qualitatifs.

La structuration pédagogique de la formation place l'approche par blocs de compétences au cœur des apprentissages. Le programme national du BUT *GEA* répond à des référentiels de compétences-métiers selon la spécificité des parcours, déclinés dans des fiches RNCP (répertoire national des certifications professionnelles). Les modalités d'enseignement des ressources et des situations d'apprentissage évaluées (SAÉ) permettent la reconnaissance et la progression des compétences acquises durant les trois années du cursus. Les étudiants sont accompagnés dans l'élaboration et la gestion de leur portfolio numérique. Le nombre d'étudiants ayant obtenu une certification PIX n'est pas renseigné dans le dossier d'autoévaluation (DAE). Tous les cours sont en présentiel. Le site de Meaux s'est doté en 2022 d'une salle de coworking de 27 places pour faciliter les travaux en groupe.

La formation développe une politique poussée à l'international en proposant aux étudiants d'effectuer le semestre 5 à l'étranger via des conventions bilatérales établies avec des universités européennes (Portugal, Grèce, Espagne, Lituanie, Finlande, Écosse notamment) et le Canada. Le programme d'échange concerne 12 étudiants en BUT2 et BUT3. Si un accompagnement administratif est assuré par le service des relations internationales de l'université, les aides financières demeurent largement insuffisantes. L'enseignement de langue vivante étrangère est centré sur l'apprentissage du business English appliqué aux affaires, à raison de 86 heures, nombre d'heures insuffisant sur la globalité du cursus. Aucun enseignement en langue étrangère n'est en place. Dans le cadre de la formation, les étudiants ont l'opportunité de passer deux certifications, le Test of English for International Communication (TOEIC) ou la Certification en langues de l'université Eiffel (CLUE). Cinquante-huit étudiants ont obtenu une certification linguistique dans le niveau ciblé.

Le degré de professionnalisation de la formation est perfectible via le recrutement d'intervenants professionnels et le développement de l'alternance. La formation intègre les attentes du milieu professionnel, à raison de 600 heures de projet tutoré et de 26 semaines de stage minimum, mais modulables selon les projets de formation des étudiants. Complémentairement, la formation a fait des choix, selon les secteurs d'activité, d'ouverture de

certain parcours à l'apprentissage. Le parcours *GPRH* est ouvert en apprentissage durant les deux années de BUT2 et BUT3, car les missions en entreprise couvrent le champ de compétences du référentiel. En revanche, les parcours *GC2F* et *GEMA* ne le sont qu'en BUT3, compte tenu de la difficulté de définir des tâches dans les domaines concernés. La formation compte 55 alternants en contrat d'apprentissage en 2022-2023 attestant une belle progression (aucun apprenti en 2020-2021 et 11 apprentis en 2021-2022). Le dossier ne fournit aucune indication sur les modalités de l'apprentissage mises en place dans les parcours. Des professionnels complètent les fondamentaux théoriques par leurs compétences et leurs expériences pratiques, à travers leurs enseignements et l'encadrement des SAÉ. Les éléments quantitatifs (nombre de professionnels, nombre d'heures assurées par des professionnels) ne sont pas mentionnés dans le dossier. La formation précise que le faible taux horaire de rémunération constitue un frein au recrutement de ce type d'intervenants. La formation prépare à l'insertion professionnelle dès la première année du cursus, via le projet personnel et professionnel.

La formation fait état d'un taux de réussite (validation de tous les crédits ECTS) très insuffisant en première année du cursus d'à peine 40 %. Il est corrélé à la forte proportion de bacheliers technologiques intégrés dans les effectifs (52 % d'inscrits bacheliers technologiques), ne disposant pas des prérequis (en mathématiques et en français). Des mesures de remédiation sont en place, telles que des dispositifs de soutien (certification Voltaire), des modalités d'évaluation moins axées sur les compétences quantitatives et une approche pédagogique plus active et participative. Le taux de réussite en BUT3 est globalement de 90 %. L'effectif de la formation est stable au cours des trois dernières années, soit environ 200 étudiants (136 étudiants en première année, correspondant à la capacité d'accueil). Mais l'attractivité des parcours évolue : les parcours *CGPP* et *GPRH* sont en très nette régression (- 64 % d'effectifs pour *CGPP* et - 56 % pour *GPRH* durant les trois années évaluées), alors que le parcours *GEMA* compte 18 étudiants pour sa première année d'ouverture. La formation affiche une volonté d'accompagnement des étudiants en poursuite d'études (préparation, en adaptation locale, aux concours des écoles de commerce et des instituts d'administration des entreprises, et au diplôme de comptabilité et de gestion). En revanche, aucune donnée, ni quantitative ni qualitative, relevant d'une analyse de l'insertion professionnelle n'apparaît dans le dossier. La vocation première du BUT est pourtant d'intégrer 50 % des diplômés dans la vie active. Les données du DAE sont insuffisantes pour attester le réel adossement de la formation à la recherche. La formation déclare intégrer la thématique de l'intelligence collective, via l'unité de recherche en sciences de l'information et de la communication, Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique DICEN-IDF. Aucun élément quantitatif (nombre d'heures d'initiation à la recherche, nombre et profil des enseignants-chercheurs participant aux enseignements, etc.) ne permet d'apprécier la dimension recherche intégrée dans la formation. Un référent Intégrité scientifique de l'université va mettre en place un guichet unique pour traiter des questions d'intégrité scientifique et de déontologie. La formation s'appuie sur le service commun de documentation qui propose une méthodologie du travail universitaire, sous la forme d'une séance de 1 h 30, ce qui peut paraître insuffisant eu égard aux difficultés rencontrées par certains profils d'étudiants.

La démarche d'amélioration continue semble initiée, mais insuffisamment développée. La recommandation de la précédente évaluation du Hcéres a été prise en compte avec l'instauration progressive, à compter de la rentrée universitaire 2023-2024, d'une évaluation des enseignements selon une périodicité semestrielle. L'analyse des résultats des enquêtes a permis des ajustements pédagogiques (glissement de cours d'amphithéâtre en travaux dirigés). Se pose la question, au regard des commentaires qualitatifs du dossier, de l'instauration d'un conseil de perfectionnement uniquement dans les parcours en alternance (un seul parcours a été concerné en 2022-2023). Par ailleurs, ne sont pas précisés la qualité des membres constitutifs des conseils de perfectionnement ainsi que le nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation. Compte tenu de la charge horaire, aucun titulaire de l'équipe pédagogique ne participe à des sessions de formation pédagogique.

Conclusion

Points forts

- Des mesures de remédiation pour lutter contre l'échec en 1^{re} année ;
- Une professionnalisation centrée sur une modulation de la longueur des périodes de stage ;
- Une pédagogie axée sur les blocs de compétences ;
- Une dynamique à l'international.

Points faibles

- Une qualité de la réussite insuffisante (taux de réussite en BUT1 insuffisant) ;
- Une démarche d'amélioration continue insuffisamment développée : un conseil de perfectionnement pour un seul parcours ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique ;
- Un manque d'adossement à la recherche ;
- Un accès à l'alternance limité.

Recommandations

- Développer les dispositifs d'accompagnement à la réussite ;
- Instaurer un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention.
- Réfléchir à une réorganisation des parcours en lien avec les licences professionnelles du même domaine ;
- Renforcer le lien de la formation avec une approche recherche.
- Intégrer l'apprentissage dans tous les parcours.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité de la réussite insuffisante (taux de réussite en BUT1 insuffisant) ;
- Besoin d'informations complémentaires sur l'adossement à la recherche (initiation à la recherche et implication des enseignants-chercheurs) ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend cinq parcours : *Business développement et management de la relation client (BDMRC)*, *Stratégie de marque et événementiel (SME)*, *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat (MDEE)*, *Business international : achat et vente (BI)*, *Marketing & management du point de vente (MMPV)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Meaux pour la formation initiale et sur le site de Champs-sur-Marne pour l'alternance (avec le Centre de formation d'apprentis CFA Descartes). La formation compte 478 étudiants en 2022-2023 et 12 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Techniques de commercialisation* a profité du passage au BUT pour offrir un large panel de parcours et pour fortement accentuer la professionnalisation des étudiants à travers le développement de l'apprentissage. Elle propose également une forte ouverture à l'international grâce à de nombreux partenariats internationaux. Enfin, elle s'appuie sur des pratiques pédagogiques variées et innovantes. Le large éventail de l'offre proposée (parcours, international, modalité de formation) lui assure une forte attractivité. Toutefois, l'augmentation de cette offre s'est faite avec une équipe pédagogique constante et en délaissant le suivi d'amélioration de la formation.

La formation s'est approprié la stratégie de professionnalisation à travers un développement important de l'apprentissage (341 alternants pour 478 inscrits). La formation apparaît en lien étroit avec le monde socio-économique du fait de la place importante de l'apprentissage et de ses outils dédiés (suivi personnalisé des apprentis SPA et plateforme STUDEA). L'alternance est déléguée au CFA Descartes sur le site de Champs-sur-Marne et propose donc des modalités adaptées aux alternants (distanciel majoritaire) avec participation de l'équipe de Meaux pour l'élaboration de certains contenus.

L'implication de professionnels au sein de la formation n'est pas démontrée, la formation ne reportant aucune donnée relative au nombre de professionnels et au volume horaire qu'ils assurent, bien qu'elle indique une forte implication de ceux-ci. En outre, aucune distinction par parcours n'est faite à ce sujet. Aucune mention n'est faite de la formation continue que ce soit via le contrat de professionnalisation, la validation des acquis de l'expérience (VAE) ou la validation des acquis professionnels (VAP). L'interaction entre les sites pour le parcours en double modalité n'est pas explicitée.

La formation est pleinement ouverte à l'international puisqu'elle affiche sept partenariats ERASMUS (deux en Lituanie, deux en Espagne, Portugal, Roumanie et Finlande) et trois conventions bilatérales hors Erasmus avec trois établissements canadiens. Elle est en cours de développement d'un Collaborative Online international Learning avec une université roumaine. Cette mobilité concerne les étudiants, mais uniquement en formation initiale, pour un nombre toutefois réduit (13 et 6 pour près de 500 étudiants), ainsi que l'équipe pédagogique (non quantifié). La formation offre aux étudiants divers cours de langues étrangères (anglais, allemand et espagnol) et propose certains cours en anglais. Des intervenants étrangers présentant des parcours internationaux interviennent également dans le cursus. La formation dispose d'un référent international.

La formation intègre des pratiques pédagogiques innovantes telles que des serious games, des challenges, des créations d'entreprise en complément d'une pédagogie classique basée sur le programme national du BUT

Techniques de commercialisation en fonction des préconisations, des attendus et des objectifs de chaque parcours. Elle adapte également les pratiques d'enseignement selon le mode de formation (présentiel pour les initiaux, distanciel pour les alternants) et des espaces de travail en autonomie ont été mis en place pour répondre aux besoins du travail en SAÉ. La formation a mis en œuvre des passerelles avec différentes formations (DU, BTS) et possédait un partenariat avec l'Institut d'administration des entreprises (IAE) qui doit être réactualisé suite au passage au BUT. La formation intègre progressivement l'axe société durable mis en avant par l'université.

La formation n'a pas de module d'initiation à la recherche, mais les enseignants-chercheurs intègrent certains travaux directement dans leurs cours. De même, elle ne propose pas de module spécifique à la démarche et à l'éthique scientifique, mais une sensibilisation aux problèmes de plagiat, de propriété intellectuelle, etc. Le département ne comporte que quatre enseignants-chercheurs pour l'ensemble de la formation, tous parcours et modalités confondus. Ils sont principalement impliqués dans la formation initiale et collaborent aux formations par apprentissage. De manière globale, l'équipe pédagogique n'est que de 12 titulaires pour environ 500 étudiants (soit plus de 20 groupes travaux dirigés) répartis sur cinq parcours et deux sites, ce qui nécessite un nombre d'intervenants extérieurs et donc professionnels conséquents (plus de 70). L'ouverture du BUT3 va accroître ce besoin en professionnels (cinq parcours). Pour pallier partiellement cette sous-dotation, la formation a ouvert un poste sur les ressources de l'apprentissage.

La formation s'appuie sur les données transmises par l'OFIPE pour suivre son attractivité qui apparaît forte (augmentation des candidatures de 4 373 à 5 643 candidats) et permet une forte sélection (313 à 404 dossiers retenus pour 219 et 162 admis). La formation s'appuie sur les outils classiques pour sa promotion (forum, journées portes ouvertes, conférences dans les lycées, site web). La formation a quasiment atteint un équilibre entre son recrutement de bacheliers généraux et celui de bacheliers technologiques.

La formation présente un très bon taux de réussite (90 % ; données OFIPE), mais uniquement sur la promotion de BUT1. Les résultats 2022-2023 ne sont pas présentés, pour aucune des années ouvertes (BUT1 et BUT2).

La formation n'a pas transposé les évaluations des enseignements réalisées en DUT vers le BUT, ce qu'elle envisage de faire sur la prochaine période. La formation dispose des données d'enquête à 30 mois fournies par l'OFIPE. Comme elles concernent ici les diplômés de DUT, la formation n'en fait pas d'analyse. Les résultats à 30 mois fournis en document de preuve montrent qu'un nombre important des répondants sont en poursuite d'études (seulement 13 à 14 étudiants sont en emploi sur 120 répondants en moyenne) et un au plus est en recherche d'emploi. La formation indique également s'appuyer pour ce sujet sur un projet dédié au suivi des alumni et sur des rencontres de manière plus conviviale.

Enfin, la formation présente un fonctionnement du conseil de perfectionnement (CP) perfectible puisque chaque modalité (formation initiale et apprentissage) possède le sien avec des formalismes différents (composition, CP mutualisé pour les formations par apprentissage et porté par le CFA). Le département est en cours de structuration pour améliorer cet axe qu'il sait perfectible (outils de suivi et CP).

Conclusion

Points forts

- Une bonne attractivité ;
- Un fort développement de l'apprentissage ;
- Une bonne ouverture à l'international (nombreux partenariats et trois langues vivantes dispensées).

Points faibles

- Un taux d'encadrement dépendant des intervenants professionnels ;
- Un conseil de perfectionnement non réuni à l'échelle de la spécialité et au fonctionnement perfectible.

Recommandations

- Consolider l'équipe pédagogique en renforçant la part horaire d'enseignants permanents.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement à l'échelle de la spécialité et s'assurer de lui donner un véritable rôle stratégique.

LICENCE ÉCONOMIE ET GESTION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Économie et gestion* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et gestion et par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend six parcours diplômants : *Comptabilité, contrôle, audit, Économie, Gestion des entreprises, Management commercial et relations client (MCRC), Management, ingénierie des services et patrimoines immobiliers (MIPI) et Management, Ingénierie des services et numérique (MITIC)*. Ses enseignements sont dispensés sur le site de Champs-sur-Marne, à l'exception de deux parcours dispensés sur le site de Serris. La formation compte 834 étudiants en 2022-2023 et 35 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Économie et gestion* est une formation pluridisciplinaire qui bénéficie d'une forte attractivité et de très bons taux de réussite. Elle pourrait cependant être davantage ouverte à l'international.

La licence est pluridisciplinaire et propose, à l'exception d'un parcours, une approche par compétences. La pluridisciplinarité s'exerce dès la première année (gestion, économie, mathématiques, langues, droit, histoire notamment). Au niveau de la troisième année (L3), le parcours en gestion concentre 60 % des effectifs et constitue le parcours principal. La formation indique que les problématiques de la ville durable seront intégrées dans le prochain projet pédagogique, mais sans plus de précisions. Les enjeux du développement durable et de la transition socio-écologique pourraient aussi faire l'objet d'enseignements dédiés, ce n'est pas le cas pour le moment. Les contenus pédagogiques de la formation sont alignés sur les compétences définies par la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) (sauf pour le parcours *Management commercial et relations client*). La licence ne pratique aucun recours au distanciel, et utilise progressivement des outils numériques. La licence *Économie et gestion* est rattachée à l'UFR Sciences économiques et de gestion (SEG) en 1^{re} et 2^e année de licence, mais deux de ses sept parcours en 3^e année (*Management, ingénierie des services et patrimoines immobiliers, et Management Ingénierie des services et Numérique*) sont rattachés à l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) sans que l'on sache comment s'opère la coordination au sein du diplôme.

La formation est faiblement ouverte à l'international. Le nombre de mobilités Erasmus est relativement réduit (32 en 2022-2023 pour la mobilité sortante, et 26 pour la mobilité entrante). Il serait intéressant de développer les échanges internationaux dès la deuxième année (L2), ce qui permettrait davantage de mobilité sortante. Il existe un parcours *Management international* en L3 totalement dispensé en langue anglaise. L'effectif (14 inscrits seulement en 2022-2023 pour une capacité d'accueil de 25 places) est cependant en baisse. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue étrangère varie fortement d'une année sur l'autre (231 étudiants en 2021-2022, seulement 27 en 2022-2023). La formation est adaptée à l'accueil d'étudiants internationaux, grâce à des dispositifs mis en place par l'université. 436 heures de Français langue étrangère (FLE) sont proposées et 413 heures d'enseignement de la discipline en langue étrangère.

L'adossement à la recherche est correct avec l'intervention de 38 enseignants-chercheurs dans la formation. Cependant le volume horaire de l'initiation à la recherche reste limité (18 h). Même si certains enseignements présentent des problématiques de recherche, il serait souhaitable de consacrer plus d'heures à cette dimension.

La formation est bien professionnalisée avec notamment les opportunités de stage en L3 (stage obligatoire de huit semaines). Une ressource administrative permet utilement de renforcer le lien entre université et monde socio-économique. La formation propose de l'apprentissage en L3 pour les parcours *MCRC, MITIC* et *MIPI* (cela

représente 61 alternants en 2022-2023). Une personne administrative est dédiée à la recherche de contrats d'apprentissage. La formation continue n'est pas du tout développée.

La formation bénéficie d'une forte attractivité avec, pour une capacité d'accueil de 250 étudiants, 3 354 candidats néo-entrants enregistrés en 2023, 2 621 en 2022, et 3 001 en 2021, en provenance de bacs généraux quasi exclusivement. Cette attractivité est renforcée par la coopération mise en place avec plusieurs lycées. Les éléments précisant l'origine géographique des étudiants accédant à la L1 ne sont pas fournis.

La formation enregistre un taux de réussite important en première année : seuls 20 étudiants sur 306 en 2021-2022 n'ont validé aucun crédit ECTS de la première année (4 sur 314 en 2020-2021). Les données 2022-2023 ne sont pas renseignées. La réussite en licence est très satisfaisante et se positionne parmi les meilleures licences en France de ce point de vue. La formation présente des taux de poursuite d'études importants (à plus de 60 % dans un master de l'établissement).

La formation dispose d'un bon encadrement (35 enseignants titulaires et 57 intervenants non permanents) **et la démarche d'amélioration continue y est bien engagée**. Une évaluation systématique des enseignements est mise en place. Le taux de réponse des étudiants est cependant inférieur à 25 % en 2021-2022 (seule donnée disponible). La composition du conseil de perfectionnement laisse une place relativement réduite aux professionnels : une seule personne y représente le monde professionnel, ce qui reste faible. Les sujets d'attractivité, d'évaluation des enseignements et d'amélioration sont abordés. Ils pourraient cependant donner lieu à un plan d'action.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité de la formation ;
- De très bons taux de réussite ;
- Une équipe pédagogique comprenant un nombre conséquent d'enseignants permanents.

Points faibles

- Des parcours rattachés à des composantes différentes sans précisions sur la coordination ;
- Une représentation du monde professionnel encore faible dans le conseil de perfectionnement ;
- Peu d'enseignements consacrés aux enjeux de la transition socio-écologique ;
- Une ouverture à l'international encore faible.

Recommandations

- Renforcer la cohérence interne de la formation.
- Renforcer la représentation du monde professionnel dans le conseil de perfectionnement.
- Introduire des enseignements en lien avec les enjeux du développement durable.
- Développer la mobilité entrante et sortante (notamment en L2).

LICENCE PROFESSIONNELLE ACTIVITÉS JURIDIQUES : MÉTIERS DU DROIT DE L'IMMOBILIER

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Activités juridiques : métiers du droit et de l'immobilier* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 20 étudiants en 2022-2023. Les 450 heures étudiant sont assurées par trois enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Activités juridiques : métiers du droit et de l'immobilier* est un cursus professionnalisant en un an, répondant aux besoins d'emploi des professionnels locaux et aux problématiques d'avenir de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement. Elle accompagne les apprenants sur la voie de la réussite par une capitalisation régulière des compétences, académiques et professionnelles. La formation est inscrite dans une démarche d'amélioration continue. Elle est structurée en blocs de compétences. Il manque toutefois une évaluation des connaissances informatiques dans un secteur d'activité de plus en plus connecté et digital. Aucun enseignant-chercheur n'intervient dans les enseignements et le cursus n'est pas tourné vers l'international.

La formation, en s'inscrivant dans les enjeux immobiliers contemporains des villes et des territoires de demain, est au cœur des orientations stratégiques de l'établissement. La LP s'inscrit en complémentarité avec les autres formations en ingénierie de l'université (École d'urbanisme, École des ingénieurs de la Ville de Paris, École nationale supérieure d'architecture) et en continuum des BTS *Professions immobilières* de la région. Elle autorise une poursuite d'études en masters spécialisés (*Ville et environnements urbains, Urbanisme et aménagement, Management de l'innovation*). Le cursus mobilise des compétences et des savoirs interdisciplinaires via un jeu de rôle sur la création d'entreprise, et le mémoire professionnel. Les défis de transition énergétique et de développement durable sont abordés dans les modules d'architecture et de construction de bâtiments, de transaction immobilière et de copropriété.

La formation intègre les besoins socio-économiques des recruteurs locaux pour définir sa finalité. Elle entretient des rapports étroits avec les acteurs, économiques et institutionnels, de la région Île-de-France et aligne les contenus des enseignements sur les compétences clés du secteur et les exigences du marché du travail, visant l'employabilité des diplômés. La formation est ouverte à un public d'alternants (19 inscrits sous contrat d'apprentissage) et de formation continue (un inscrit). Le rythme de l'alternance est adapté à celui de la profession. Le projet tutoré est une étude de terrain portant sur des aménagements urbains. Le Centre de formation des apprentis (CFA) Descartes accompagne les alternants dans la recherche d'un contrat d'apprentissage via son réseau d'entreprises. Un stage de 16 semaines minimum est proposé aux stagiaires en formation continue.

Un suivi constant des compétences est en place sur la plateforme interactive du CFA partenaire, permettant de mesurer, en temps réel, l'évolution des savoirs et de l'expérience professionnelle des apprentis. Le taux de réussite des inscrits chute de 10 points en 2022-2023 pour enregistrer un niveau de 70 %. Aucune information qualitative n'explique cette dégradation.

La formation analyse l'insertion professionnelle, qui est bonne, ainsi que la poursuite d'études des diplômés via deux enquêtes complémentaires. Un sondage en fin de cursus permet d'évaluer le degré de confiance en

l'obtention d'un emploi, la pertinence de certaines activités du programme et l'efficacité des dispositifs d'accompagnement. Un rapport d'évaluation, mis en place par l'université, réalisé trois mois après la sortie (nature de l'emploi occupé, délai d'embauche, adéquation de la formation aux exigences du poste, suggestions) permet d'apprécier l'adéquation du cursus avec l'intégration professionnelle des diplômés et d'identifier les ajustements de la formation à opérer. L'enquête d'insertion de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), avec un taux de réponse de 63 %, atteste que tous les diplômés sont en insertion professionnelle après 18 mois. La formation a pris en compte la précédente évaluation du Hcéres et favorise désormais l'insertion immédiate après diplomation. En effet, 78 % des diplômés obtiennent un CDI dans le domaine d'activité ciblé.

Le cursus est bien ancré dans l'offre de formation régionale grâce à une démarche proactive de promotion auprès des différents publics. La participation aux salons et aux événements est relayée par le site web, les réseaux sociaux et les témoignages des alumni maximisant l'attractivité de la formation. Une analyse précise des inscrits est menée en termes d'origine géographique (partie est de l'Île-de-France), de profils des candidats (50 % issus de *BTS Négociation et digitalisation de la relation client*, *Notariat* et *Professions immobilières*) et de féminisation du public à hauteur de 90 %.

La formation place la démarche d'amélioration continue au centre de l'évolution du cursus. Une évaluation de la formation est organisée à mi-parcours afin d'apporter des ajustements au contenu des activités et tests, et des améliorations aux modalités pédagogiques. Le taux de retour de l'enquête n'est toutefois pas indiqué. Un conseil de perfectionnement, impliquant toutes les parties prenantes à la formation, est en place chaque année. L'analyse des résultats des inscrits, l'étude des réformes, l'évolution des métiers et des nouvelles compétences nécessaires sur le marché de l'emploi sont abordées. Le compte rendu du conseil de perfectionnement est cependant manquant.

La maquette pédagogique a évolué vers une approche par compétences (disciplinaires, transversales et professionnelles). Les méthodes d'enseignement s'appuient sur des modalités d'apprentissage actives (projets de groupe, études de cas, ludopédagogie) et l'utilisation de la plateforme pédagogique Moodle. Les enseignants sont formés à l'évaluation par compétences, il n'y a en revanche aucun enseignement du numérique. Aucun étudiant n'est titulaire de la certification PIX et n'a un compte portfolio. La formation se déroule en présentiel. 10 % des heures maquette pourront être suivis à distance, de manière synchrone, via Zoom et Moodle, à compter de la rentrée universitaire 2024. Les heures d'enseignement sont assurées par une équipe pédagogique constituée de trois enseignants permanents et huit enseignants professionnels du secteur. Des réunions informelles de partage de pratiques pédagogiques se tiennent régulièrement.

L'adossement à la recherche se limite à la participation à deux cycles de conférences sur les thématiques d'architecture, du génie urbain, de l'urbanisme et du management immobilier, à hauteur de six heures étudiant. Selon les recommandations du Hcéres, la formation a initié des prises de contact avec les écoles partenaires (École nationale supérieure d'architecture de Paris-Est, École des ingénieurs de la Ville de Paris, Institut d'urbanisme de Paris, Sciences Po Paris, École d'urbanisme de Paris). Toutefois, aucun enseignant-chercheur (EC) n'intervient dans le cursus. Avec le soutien du centre de documentation de l'université, la formation a intégré un module sur les ressources numérisées.

La formation n'envisage pas une ouverture à l'international compte tenu du format spécifiquement français d'une LP. Il n'existe aucun parcours diplômant équivalent, européen (hors bacheliers immobiliers belges en trois ans), voire international. Complémentairement, la modalité de l'alternance est difficilement conciliable avec une mobilité, entrante et/ou sortante, des étudiants. Vingt-huit heures maquette sont dédiées à l'anglais. Un focus va être mis sur la maîtrise de l'expression orale en anglais lors de la soutenance du mémoire professionnel, à compter de la prochaine rentrée universitaire. S'il est déclaré que la certification TOEIC est proposée aux étudiants, aucune donnée quantitative ne permet d'apprécier le degré d'appropriation de cette opportunité.

Conclusion

Points forts

- Une bonne intégration des attentes socio-économiques des professionnels ;
- Un suivi régulier de la progression des alternants ;
- Une analyse effective de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés ;

- Une démarche d'amélioration continue bien en place via le conseil de perfectionnement ;
- Une structuration programmatique de la formation en blocs de compétences.

Points faibles

- Un adossement limité à la recherche ;
- Aucune ouverture à l'international (la spécificité de cette LP s'y prête peu) ;
- Une absence d'évaluation des compétences informatiques.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en renforçant notamment la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements afin d'initier les étudiants à la méthodologie de la recherche.
- Déployer la formation à l'international en initiant par exemple l'apprentissage transfrontalier.
- Valoriser les compétences numériques via la référence de certification PIX.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (absence d'enseignants-chercheurs, de participation des enseignants-chercheurs aux enseignements, de sensibilisation à la recherche).

LICENCE PROFESSIONNELLE ASSURANCE, BANQUE, FINANCE : CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Meaux. Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Il s'agit d'une LP en un an qui se déroule en apprentissage. Les deux groupes d'apprentis sont gérés par le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes à Champs-sur-Marne et le CFA Stephenson à Paris. La formation compte 122 étudiants en 2022-2023. Le cursus est de 400 heures étudiant.

Peu de données quantitatives sont renseignées dans le dossier d'autoévaluation, ce qui n'a pas permis une analyse complète de la formation.

Analyse globale

La formation est un cursus en un an construit en partenariat avec les milieux académiques et socio-économiques régionaux pour former des gestionnaires de clientèle du secteur particulier dans les domaines de la banque et de l'assurance. Depuis 2023, la licence est déléguée dans son intégralité au CFA Descartes suite à la priorisation des moyens et des ressources de l'université Gustave Eiffel vers les bachelors universitaires de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* et *Gestion des entreprises et des administrations*. Le taux de réussite très satisfaisant résulte d'un processus de recrutement très sélectif des candidats et d'un suivi régulier des compétences des étudiants. La formation, structurée en blocs de compétences, s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue. Trois enseignants-chercheurs (EC) interviennent dans les enseignements pour initier une approche de recherche appliquée. Le cursus offre une opportunité de mobilité européenne. Cependant le dossier d'autoévaluation n'indique pas si celle-ci est saisie, ou non, par les diplômés.

Le CFA Descartes a développé des partenariats, académiques (lycées) et économiques (Banque Nationale et fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance). Il prépare à la professionnalisation et à l'insertion professionnelle via un dispositif d'aide pour la recherche d'un contrat (jobdating, accompagnement personnalisé pour mettre en adéquation le projet professionnel des candidats avec les offres d'emploi), des ateliers de développement des softs skills et des attitudes professionnelles et des séances d'orientation professionnelle. Deux points (à mi-parcours et en fin de parcours) pour évaluer la progression des compétences des étudiants sont formalisés sur une plateforme de suivi. Quinze professionnels (conseillers clientèle expérimentés, directeurs d'agence ou de secteur/territoire) participent aux enseignements. Toutefois, le volume horaire assuré par ces derniers n'est pas indiqué dans le dossier. L'alternance s'effectue selon le rythme 15 jours (formation)/15 jours (entreprise). L'ingénierie de formation est adaptée aux besoins spécifiques des parties prenantes : conception pédagogique, développement des ressources et mise en œuvre du programme. L'expérience professionnelle est valorisée par 10 crédits ECTS pour le projet tutoré et 15 pour le mémoire professionnel.

Le référentiel de compétences (disciplinaires, transversales et professionnelles) a été élaboré sur la base de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et des fiches ROME. Les enseignements sont fondés sur des méthodes d'apprentissage actives (résolution de problème, projets de groupe, études de cas, simulations et jeux de rôle) et des ressources de formation variées (supports de cours sur Moodle, modules en ligne, manuels). Les évaluations mesurent les compétences acquises lors des soutenances de projet tutoré et du mémoire professionnel et via un QCM de fin d'année portant sur les notions et la résolution de situations concrètes. Tous les intervenants sont formés à l'évaluation par compétences. La grande majorité des enseignements a lieu en présentiel dans des salles informatiques, co-modales, virtuelles et physiques. En

complément, la formation a mis en place un accompagnement (à distance en mode synchrone) et propose gratuitement le passage de la certification *Autorités des marchés financiers* (AMF) aux étudiants.

La formation enregistre une attractivité accrue (+ 15 % durant les trois années évaluées). Selon le compte rendu du conseil de perfectionnement, le taux moyen de réussite est de l'ordre de 93 %. Les données ne sont cependant pas fournies dans le dossier d'autoévaluation, ce qui ne permet pas d'apprécier pleinement la réussite. La formation indique procéder à une analyse précise des résultats des étudiants (par matière, par unité d'enseignement, par enseignement général et par enseignement professionnel). Une politique active de promotion (réseaux sociaux, journée portes ouvertes, visites dans les lycées) est menée et une sélection stricte passe par un entretien portant non seulement sur les motivations et le projet des candidats, mais aussi sur une présentation du déroulé pédagogique de la formation et des modalités d'évaluation. Les profils BTS sont prépondérants (70 % des inscrits). La promotion est féminine à hauteur de 65,6 %.

Toutes les parties prenantes sont impliquées dans l'évaluation du programme et l'évolution des compétences lors du conseil de perfectionnement annuel et du comité de pilotage du CFA. Les résultats des étudiants, le profil des entreprises d'accueil, l'adéquation des missions avec la formation, les retours des enquêtes d'insertion professionnelle et de poursuite d'études comme la détermination des orientations à venir sont analysés. Aucune information, qualitative et quantitative, n'est cependant transmise sur la mise en place d'une évaluation formelle des enseignements et de la formation par les étudiants.

Si les enseignements sont principalement appliqués, une approche de la recherche est réalisée via l'élaboration d'une revue de presse scientifique et la remise d'une fiche de lecture sur un livre publié par un expert. Les méthodologies de travail universitaire et de recherche sont appliquées dans le projet tutoré et le mémoire professionnel (problématique, positionnement et démarche, bibliographie). Les étudiants ont accès aux ressources numérisées mises en ligne par l'université. Trois enseignants-chercheurs (EC) interviennent dans le cursus. Le nombre d'heures d'enseignement assuré par les EC dans la formation n'est cependant pas mentionné dans le dossier. L'approche interdisciplinaire se caractérise par la mise en place de projets (création d'un nouvel établissement bancaire, analyse concurrentielle) et des thématiques traitées en projet tutoré. Les enjeux du développement durable sont abordés de manière transverse dans différents enseignements. Une sensibilisation à l'éthique (protection des droits d'auteur) et à l'utilisation de l'intelligence artificielle comme aide pour la recherche documentaire est en place en début d'année. Les apprenants signent un engagement de non-plagiat.

Le CFA Descartes fait partie du programme Erasmus+ qui s'adresse aux apprentis souhaitant effectuer une année de césure et perfectionner leur anglais. Durant les trois dernières années, six étudiants ont pu bénéficier de l'opportunité d'effectuer un stage de cinq mois dans un pays anglo-saxon. Toutefois, la réglementation bancaire étant distincte d'un pays à l'autre, aucun parcours diplômant, européen ou international, n'est établi. La langue étrangère proposée est l'anglais. Les étudiants bénéficient d'un accompagnement pour le passage du TOEIC. Depuis la rentrée 2023-2024, une plus grande importance est accordée à la langue vivante dans le cadre du mémoire écrit (résumé en anglais) et de la soutenance orale du mémoire professionnel. Aucune indication sur le nombre d'heures d'anglais intégré dans le cursus, ou sur le nombre d'étudiants validant le TOEIC dans le niveau ciblé n'est apportée dans le dossier.

Il est noté une croissance importante du nombre de poursuites d'études durant les trois années évaluées. De 58,7 % en 2020-2021, il passe à 60 % en 2021-2022 et 69,6 % en 2022-2023, principalement vers des écoles privées. Cette évolution est expliquée par la volonté du secteur d'activité de recruter des diplômés bac+ 5 spécialisés. Même si la formation ne fait pas la promotion des masters ni n'établit de lettres de recommandation, les taux affichés ne respectent pas l'objectif d'intégration dans le marché du travail des diplômés à hauteur de 50 %. Parallèlement, il est observé une légère augmentation des insertions professionnelles immédiates en CDD ou CDI dans les cœurs de métier et une diminution des réorientations professionnelles/académiques.

Conclusion

Points forts

- Un solide accompagnement des étudiants vers la professionnalisation ;
- Une structuration du programme en blocs de compétences ;
- Une approche notable de recherche appliquée dans le cursus ;

- Une opportunité de mobilité européenne via le programme Erasmus +.

Points faibles

- Une très forte croissance des poursuites d'études durant les trois années évaluées ;
- Une absence d'information sur une évaluation formelle des enseignements et de la formation ;
- Un manque d'informations sur la réussite.

Recommandations

- Favoriser l'insertion professionnelle des diplômés en s'appuyant par exemple sur les liens socio-économiques de la formation.
- Formaliser une évaluation de la formation.
- Mener un suivi et une analyse de la réussite des étudiants.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations sur l'évaluation des enseignements et de la formation ;
- Manque d'informations sur la réussite.

LICENCE PROFESSIONNELLE COMMERCE ET DISTRIBUTION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Commerce et distribution* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend un seul parcours diplômant *Management du point de vente : Commerce et services*. Cette LP en un an est accessible en alternance au centre de formation d'apprentis (CFA) de Champs-sur-Marne ou en validation des acquis de l'expérience (VAE). La formation compte 48 étudiants en 2022-2023 et un enseignant permanent.

Analyse globale

La formation est un cursus professionnalisant en un an répondant aux besoins des structures locales en responsables chargés de l'encadrement de rayons d'un magasin et, plus globalement, de la grande distribution. La formation, structurée en blocs de compétences selon une approche transversale et interdisciplinaire, atteste d'une forte employabilité des diplômés. La licence s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue et met en œuvre des dispositifs d'accompagnement à la réussite. Il manque toutefois une évaluation des connaissances informatiques dans un secteur d'activité largement digitalisé pour accompagner les comportements des consommateurs. Aucun enseignant-chercheur n'intervient dans les enseignements et le cursus ne développe pas de parcours diplômant en partenariat européen ou international.

La formation développe de bonnes relations avec le monde socio-économique et présente une bonne professionnalisation. Des partenariats sont établis avec de nombreuses structures locales à la recherche d'experts en distribution et gestion de points de vente. La formation est déployée quasi exclusivement en apprentissage. Pour l'année 2022-2023, les 44 alternants sont en contrat d'apprentissage. Seuls deux inscrits sont en formation initiale à temps plein. Le calendrier de l'alternance suit un rythme de deux jours en formation et trois jours en entreprise. Le CFA Descartes accompagne les candidats dans la recherche d'une entreprise d'accueil. L'ingénierie tient compte des exigences professionnelles en matière d'activités et de contenus pédagogiques, de méthodes et de supports de cours et de nature d'évaluations. 35 semaines de stage et/ou d'alternance sont obligatoires pour valider le diplôme. Vingt crédits européens (ECTS) sont accordés à l'expérience professionnelle, soit 10 crédits ECTS pour le projet tutoré et 10 crédits ECTS pour le mémoire professionnel. Cinq professionnels, dont les compétences et les responsabilités sont reconnues dans le monde industriel ou socio-économique, assurent 35 % du volume horaire et participent aux jurys d'évaluation du projet tutoré et du mémoire. L'université Gustave Eiffel est membre fondateur du dispositif pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PÉPITE 3EF) accompagnant les jeunes diplômés dans leur projet d'entrepreneuriat. Le référentiel de la formation en blocs de compétences permet une validation des acquis de l'expérience (VAE). Sur la période considérée, huit VAE totales et trois VAE partielles ont été délivrées.

La structuration en blocs de compétences et l'innovation pédagogique sont au cœur de l'évolution de la formation. La formation intègre une approche interdisciplinaire et transversale via les travaux de groupe, les études de cas, les sorties pédagogiques, le projet tutoré et le mémoire. Les enseignements adoptent des méthodes actives d'apprentissage par la pratique (résolution de problèmes ou par projet, études de cas, expériences des pairs, simulation et jeux de rôles, évaluation via woodclap, kahoot ou sur la plateforme d'e-learning Moodle). La formation privilégie le présentiel, avec une variable de 10 % du volume horaire maquette pouvant être suivie à distance, et dispensée dans des lieux et équipements dédiés (salles informatiques, salles de coworking, salles co-modales et équipées d'écrans interactifs). Les compétences complémentaires sont linguistiques (certification TOEIC), comportementales et motivationnelles (certification INNERMETRIX) et sociétales (certificat sauveteur secouriste du travail). La formation ne propose pas de certification informatique.

La majorité des étudiants (46 sur 48) en 2022-2023 ont un compte de e-portfolio sur la plateforme en ligne STUDEA développée par le CFA Descartes.

La formation est bien engagée dans une démarche qualité d'amélioration continue. Le CFA Descartes procède à une évaluation des enseignements en conformité avec la certification Qualiopi. Le taux de retour aux questionnaires d'évaluation de 96 % est excellent. Des évolutions sont ainsi apportées sur les pratiques pédagogiques (mise en place d'une pédagogie active, usage du numérique), les contenus et/ou les évaluations. La formation réunit annuellement un conseil de perfectionnement, réunissant l'ensemble des parties prenantes pour analyser les résultats de la formation, l'évolution des métiers et des compétences, les tendances de recrutement des entreprises. Selon la recommandation du Hcéres, un enseignant-chercheur associé (PAST) à temps plein de l'université assure le pilotage pédagogique de la licence dispensée au CFA Descartes, en coordination avec la responsable de la formation.

Le taux de réussite de la formation est correct (en moyenne autour de 88 % sur la période évaluée). Les dispositifs d'accompagnement (cours de soutien, projet Voltaire, contrats pédagogiques) répondent aux difficultés des étudiants en situation personnelle délicate et des apprentis évoluant dans les entreprises de grande distribution, et points de vente alimentaire, jugées « essentielles et de première ligne ». Pour les 10 étudiants ayant bénéficié de mesures de remédiation sur la période évaluée, huit ont validé leur diplôme. Un livret d'apprentissage numérique matérialise le suivi des compétences des alternants.

L'employabilité des diplômés de la formation est forte. Le taux d'insertion professionnelle est en forte hausse au cours des trois dernières années. De 48 % en 2021-2022, il grimpe à 69 % en 2022-2023, attestant de la bonne employabilité des diplômés apprentis. Il doit être précisé que les enquêtes réalisées en 2021 et en 2022 concernent les diplômés 2018 et 2019 et exclusivement le parcours *Management du point de vente (MPV)*, *Commerce & services* (la formation comprenait alors deux parcours, le parcours *MPV*, *Commerce & services* et le parcours *MPV - Commerce alimentaire*, non renouvelé dans l'offre de formation). Les secteurs d'activité intégrés, comme les métiers occupés, sont en concordance avec ceux visés par le diplôme : 89 % des diplômés se disent très satisfaits ou satisfaits de l'adéquation des acquis académiques avec ceux mis en œuvre en situation d'emploi. Aucune autre enquête n'est réalisée. La poursuite d'études, à concurrence de 19 % des diplômés de 2020, s'effectue majoritairement dans des écoles de commerce privées (aucune poursuite d'études dans l'établissement). Il est difficile d'endiguer le phénomène compte tenu de l'offre des masters professionnels dans ce domaine.

La formation conserve une attractivité stable sur les trois années évaluées. Le nombre de candidatures néo-entrantes se situe à 67 pour l'année 2022-2023, soit un taux de pression de 2,83. La promotion tend à se masculiniser (60,4 % des inscrits en 2022-2023). Une analyse précise du recrutement est menée (bassin de recrutement du Grand Est de l'Île-de-France, entre 75 à 80 % de BTS tertiaires). Le recrutement des néo-entrants est du ressort du CFA partenaire pour la formation en alternance, et de l'IUT de Meaux pour la formation initiale à temps plein.

L'adossement à la recherche de la formation est insatisfaisant. Aucun enseignant-chercheur (EC) n'intervient dans la formation. À la suite de la recommandation du Hcéres, une réflexion a été menée sur l'importance de la structuration d'une démarche de formalisation des savoirs et de la recherche documentaire associée. Dans le cadre des projets tutorés et du mémoire professionnel, la construction d'une problématique, l'analyse des concepts et l'émergence de propositions appuyées sur des références bibliographiques, sont exigées. Les apprenants bénéficient de séances méthodologiques (à hauteur de dix heures étudiant) et ont accès aux ressources numériques de la bibliothèque de l'université. Les apprenants signent un engagement de non-plagiat pour les travaux de groupe (projet tutoré) et individuel (mémoire professionnel). Une sensibilisation à l'éthique (respect des droits d'auteurs) est initiée.

L'ouverture à l'international de la formation est limitée. Trois étudiants ont intégré la formation via une mobilité entrante en 2021-2022. Deux étudiants ont bénéficié d'une mobilité sortante (un en 2020-2021 et un en 2022-2023). La modalité en apprentissage limite les possibilités de mobilité internationale durant le cursus. Le CFA Descartes offre aux apprentis diplômés l'opportunité d'effectuer une année de césure avec un stage long de cinq mois au Royaume-Uni (Irlande) dans le cadre du programme Erasmus +. La formation met en avant l'anglais, enseigné à hauteur de 35 heures étudiant. Les étudiants bénéficient d'un accompagnement pour la préparation de la certification TOEIC. Depuis 2024, une plus grande importance est accordée à l'expression orale en langue dans le cadre de la soutenance orale du mémoire professionnel. Quarante-six étudiants (sur 48 inscrits de la promotion) ont obtenu une certification en anglais en 2022-2023.

Conclusion

Points forts

- Une forte employabilité des apprentis diplômés ;
- Une mise en place de dispositifs efficaces d'accompagnement pour remédier et/ou anticiper les difficultés des étudiants ;
- Un développement notable de nombreux partenariats avec les entreprises clés du secteur d'activité ;
- Un déploiement constant d'innovations pédagogiques ;
- Un engagement de la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Points faibles

- Un réel défaut d'adossement de la formation à et par la recherche ;
- Une absence de valorisation des compétences numériques ;
- Un manque d'ouverture à l'international de la formation.

Recommandations

- Adosser la formation à la recherche par exemple en enrichissant l'équipe pédagogique avec la collaboration d'enseignants-chercheurs.
- Développer la valorisation des compétences numériques par exemple par une certification PIX.
- Offrir une expérience de mobilité sortante aux apprentis par exemple via l'apprentissage transfrontalier.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (absence d'enseignants-chercheurs).

LICENCE PROFESSIONNELLE COMMERCIALISATION DE PRODUITS ET SERVICES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Commercialisation de produits et services* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée situé à Champs-sur-Marne et dispensée à l'IUT de Meaux pour la formation initiale, et par le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes de Champs-sur-Marne pour l'alternance. Cette formation comprend un seul parcours diplômant : *Responsable du développement commercial*. Une double diplomation est possible avec le *Bachelor of Arts* de l'école Ferrières. La formation compte 131 étudiants en 2022-2023 et quatre enseignants permanents.

Analyse globale

La formation est un cursus professionnalisant en un an qui répond au besoin régional de commerciaux en charge d'animer un réseau de vente et de distribution d'une entreprise. Elle se décline en formation à temps plein à l'IUT de Marne-la-Vallée (un groupe), en formation en apprentissage au CFA Descartes (quatre groupes) et en double diplomation avec le bachelor Business and Administration international de l'école Ferrières (titre RNCP de niveau 6 *Responsable en hôtellerie et restauration internationales*). La formation s'inscrit dans le prolongement des brevets de technicien supérieur (BTS) tertiaires à coloration commerciale et des anciens diplômes universitaires de technologie (DUT) *Techniques de commercialisation* (TC) et *Gestion des entreprises et des administrations* (GEA), dont le recrutement est remis en cause par l'intégration de la LP dans un des parcours du bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation*. Elle est également accessible en validation des acquis de l'expérience (VAE). La formation est structurée en blocs de compétences en adéquation avec les requis des emplois occupés par les diplômés. Toutefois, la baisse notable des candidatures remet en cause l'attractivité du cursus et le taux d'insertion professionnelle des diplômés est en très net recul ces dernières années.

La formation est bien ancrée dans le milieu socio-économique régional. La formation a mis en place de nombreux partenariats avec les structures, privées et publiques. Les visites sur site, le projet tutoré et le mémoire professionnel sont l'occasion d'échanger avec les entreprises sur les objectifs et les compétences visés par le diplôme. Neuf intervenants professionnels interviennent dans les enseignements de la formation, à hauteur d'une moyenne (tous groupes confondus) de 138 heures étudiant, et participent aux jurys d'évaluation du projet tutoré et du mémoire. 85 % des apprenants de la formation sont inscrits en formation par apprentissage en 2022-2023 (aucun stagiaire de la formation continue, aucun contrat de professionnalisation) enregistrant une progression de cette modalité de 8,6 % par rapport à 2020-2021. En complément des périodes d'immersion (35 semaines d'apprentissage ou 12 semaines de stage), des travaux de projet tutoré et du mémoire professionnel, la formation propose des dispositifs de professionnalisation hors maquette (ateliers de recrutement et d'orientation, projet Voltaire, formation Qualité de vie et des conditions de travail). Vingt crédits européens (ECTS), soit 10 pour le projet tutoré et 10 pour le stage, sont accordés à l'expérience professionnelle. Sur la période considérée, quatre VAE totales et une VAE partielle ont été délivrées.

La structuration du cursus en blocs de compétences selon une approche interdisciplinaire et transversale est notable. Le référentiel de compétences, disciplinaires, transversales et professionnelles est disponible sur la plateforme collaborative STUDEA de l'apprenti. Des compétences complémentaires sont déclinées au CFA Descartes dans les domaines linguistique (certification TOEIC), comportemental (certification INNERMETRIX) et sociétal (certificat Sauveteur secouriste du travail). La formation ne propose pas de certification des compétences numériques pour valoriser les 42 heures étudiant en Outils informatiques du manager et du web. La mise en place d'un compte de e-portfolio concerne 87 % des étudiants en 2022-2023,

Les méthodes d'enseignement mises en place sont des méthodes actives privilégiant l'apprentissage par la pratique (études de cas, gestion de projet, partage d'expérience avec les pairs, simulation et jeux de rôles). Les pratiques pédagogiques font appel au numérique. La formation privilégie le présentiel (seuls 10 % du volume horaire maquette peuvent être suivis à distance au CFA Descartes). Toutefois, les sites disposent des équipements et espaces spécifiques et les intervenants sont formés pour l'enseignement à distance ou en hybride.

Le taux global de réussite des apprenants est satisfaisant, de l'ordre de 83 % en 2022-2023. Les prérequis académiques étant plus faibles chez les inscrits issus de BTS, un complément de méthodologie (dont le nombre d'heures étudiant maquette n'est pas précisé) en gestion comptable, droit et expression est intégré en début de cursus. Le livret numérique de l'alternance autorise le suivi et l'évaluation des compétences de l'apprenti. La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés. Le taux de réponse à l'enquête d'insertion à 30 mois est de 73 %. Les métiers exercés correspondent à ceux ciblés par la formation et les compétences mises en œuvre en emploi concordent aux acquis académiques. Il est à noter que le taux d'insertion professionnelle immédiate est très faible et en net recul, à hauteur de 31 % des diplômés en 2022-2023. Les étudiants se tournent vers les offres attractives des écoles et centres de formation privés pour accéder à des conditions d'emploi plus favorables que celles offertes aux diplômés de licence.

La formation s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue. Le CFA Descartes et l'école Ferrières procèdent à une évaluation des enseignements en respect des critères de certification Qualiopi. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement, selon une périodicité annuelle, avec l'ensemble des parties prenantes portant sur l'analyse des flux entrants et sortants, les profils des entreprises d'accueil, l'adéquation des missions aux compétences visées dans le diplôme, l'analyse des retours des enquêtes de devenir et la définition des nouvelles orientations de la formation. Néanmoins un compte rendu ainsi que la composition du CP manquent dans le dossier d'autoévaluation. Le pilotage de la licence est assuré par un enseignant-chercheur associé (PAST-MCF) à temps plein à l'IUT.

Dans le cadre d'une convention de partenariat entre le Groupe hôtelier ACCELIS et l'université Gustave Eiffel, la formation propose une double diplomation avec l'école Ferrières en troisième année de bachelor (titre RNCP de niveau 6 *Responsable en hôtellerie et restauration internationales*). En deuxième année de bachelor, l'école propose aux étudiants une année de césure, s'effectuant pour moitié à Barcelone et pour moitié dans le pays de leur choix. La certification linguistique proposée aux étudiants de l'école Ferrières est l'*International English Language Testing System* (IELTS). Le dossier ne précise pas le nombre d'étudiants concernés pendant les trois années d'évaluation. La formation intègre l'anglais, à hauteur de 42 heures étudiant. Les étudiants bénéficient d'un accompagnement dans le passage du TOEIC. Cent dix-neuf étudiants ont obtenu une certification linguistique en 2022-2023. Le CFA Descartes fait partie du programme Erasmus + et propose aux apprentis diplômés une année de césure dans un pays anglo-saxon. Durant les trois dernières années, cinq diplômés ont bénéficié de cette opportunité.

L'adossement de la formation à la recherche est faible : un seul enseignant-chercheur (EC) intervient dans la formation, à hauteur de 47 heures étudiant. Une approche de méthodologie de travail universitaire et de recherche est abordée dans la structuration du projet tutoré et du mémoire professionnel. Les apprenants bénéficient de 10 heures étudiant d'initiation à la formalisation des savoirs et à la recherche de sources bibliographiques. Une sensibilisation à l'éthique fait partie intégrante de la formation. Les thématiques relatives aux nouvelles normes environnementales et à la responsabilité sociétale des entreprises sont intégrées dans certains enseignements et, de manière transversale, dans le projet tutoré.

L'attractivité de la formation est en baisse. Les effectifs enregistrent une baisse globale de 27 % des flux entrants en 1^{re} année, désormais ouverte uniquement en alternance. S'il est constaté une forte attractivité de la formation en apprentissage, la réforme du BUT en trois ans induit une chute très sensible des effectifs de la LP en 2022-2023 sachant qu'un seul groupe en formation initiale à temps plein a pu être maintenu. Globalement, le taux de pression (hors école Ferrières) glisse de 1,69 en 2020-2021 à 1,25 en 2022-2023. Parallèlement, une baisse des néo-entrants en double diplomation est enregistrée, à la suite de la crise sanitaire et aux difficultés d'activité, dans les secteurs hôtellerie, gastronomie de luxe et événementiel. L'analyse du recrutement fait ressortir que les profils des inscrits sont issus la région Est de l'Île-de-France et sont issus à hauteur de 50 % de BTS et à 50 % des anciens DUT.

Conclusion

Points forts

- Un bon ancrage de la formation dans le milieu socio-économique régional ;
- Une structuration notable du cursus en blocs de compétences selon une approche interdisciplinaire et transversale ;
- Une pertinence des méthodes plurielles d'apprentissage par la pratique visant la réussite des étudiants ;
- Une co-diplomation opportune avec l'école Ferrières pour les étudiants visant un métier en hôtellerie et restauration internationales.

Points faibles

- Une insuffisance de l'adossement de la formation à la recherche ;
- Un recul important du taux d'insertion professionnelle ;
- Une chute de l'attractivité de la formation, hors modalité en apprentissage ;
- Une non-valorisation de l'acquisition d'une culture numérique solide par les apprenants.

Recommandations

- Consolider le lien de la formation avec la recherche en renforçant le nombre d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.
- Offrir des opportunités d'insertion professionnelle et d'évolution de carrière aux diplômés, notamment en sollicitant les entreprises partenaires.
- Augmenter l'attractivité de la formation, par exemple en élargissant les profils de recrutement.
- Certifier les connaissances et compétences numériques des étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle (taux très faible).

LICENCE PROFESSIONNELLE GESTION DES ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et de gestion. Cette formation comprend un seul parcours diplômant et est accessible en formation initiale, en alternance et en formation continue. Ses enseignements sont dispensés sur le site de Champs-sur-Marne et à l'Institut régional universitaire polytechnique (IRUP) de Saint-Étienne. La formation compte 50 étudiants en 2022-2023 et quatre enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire* est en cohérence avec la stratégie de formation de l'université et bénéficie de bons éléments de professionnalisation. Cependant, son adossement à la recherche est très limité ainsi que son ouverture à l'international. En outre, la formation pâtit d'une faible attractivité et présente un taux de poursuites d'études trop élevé. Un conseil de perfectionnement propre à la formation devrait être mis en place et se saisir de ces problématiques.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle est encadrée par la chaire d'économie sociale et solidaire (créée en 2010 et regroupant plusieurs formations) et s'inscrit dans la filière de formations en économie sociale et solidaire, comprenant également la LP *Management des structures sanitaires et médico-sociales*, et le master *Économie sociale et solidaire* parcours *Santé, protection et économie sociales*, parcours *Santé, médico-social et parcours de santé*, parcours *Insertion et entrepreneuriat social et solidaire*, et parcours *Ingénierie de la protection sociale et mutuelles*. L'évolution vers la prise en compte de la transition écologique est mentionnée, mais il n'y a pas beaucoup de précisions dans le dossier sur la façon d'y parvenir. Intégrer des enseignements en lien avec la transition socio-écologique permettrait de concrétiser l'évolution annoncée.

Les objectifs de la formation sont clairement exposés (conduite de projet dans les structures de l'économie sociale et solidaire - ESS). En revanche, l'IRUP (Institut régional universitaire polytechnique) n'est pas présenté précisément. Le fonctionnement concret du partenariat est très rapidement abordé. Cette absence d'information sur le contenu de ce partenariat avait déjà été soulignée lors de l'accréditation précédente. La dimension pluridisciplinaire est bien présente dans la formation (sociologie, droit, communication, économie, gestion). Les contenus pédagogiques de la formation vont être présentés progressivement par blocs de compétences.

La formation est faiblement ouverte à l'international. Cela est dû au fonctionnement en apprentissage (aucune mobilité). Cela dit, il est possible de nouer des partenariats internationaux sans organiser de mobilité géographique, voire d'organiser des enseignements de spécialité en anglais, au-delà de l'enseignement d'anglais. Actuellement quelques stages sont réalisés à l'étranger. Par ailleurs, la formation n'est pas adaptée à l'accueil d'étudiants internationaux. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue étrangère (TOEIC) est de 13 (26 %) et concerne les étudiants en apprentissage.

L'adossement à la recherche de la formation est très limité. Il ne tient que par le fait que quelques enseignants-chercheurs (un maître de conférences habilité à diriger des recherches, un maître de conférences, deux

professeurs d'université) interviennent dans la formation (115 heures au total). Le nombre d'heures affectées à l'initiation à la recherche est très insuffisant.

La professionnalisation de la formation est très satisfaisante avec le fonctionnement en apprentissage (28 alternants sur 50 en 2022-2023), un stage et un projet tutoré pour la formation initiale. De nombreux professionnels de l'ESS interviennent dans la formation (à hauteur de 284 heures). La formation continue est peu développée (trois personnes en 2022-2023).

La formation n'est pas très attractive, peu de données sont présentées. Le recrutement se fait essentiellement à partir de diplômés de BTS issus de départements limitrophes (77, 93). Il y a peu d'éléments sur les taux de réussite, mais on note que la formation enregistre un bon taux de réussite de 74 % (37 étudiants sur 50 en 2022-2023).

Le taux de poursuite d'étude est très élevé, supérieur à 50 % (même si les responsables ne délivrent qu'exceptionnellement des lettres de recommandation). Compte tenu de ce constat, il serait pertinent de transformer cette LP en parcours de licence *Économie et gestion*. Les débouchés hors poursuite d'études ne sont pas détaillés.

La formation est de plus dotée d'un encadrement fragile (4 enseignants permanents et 11 intervenants non permanents). L'ancrage dans une licence *Économie et gestion* permettrait de disposer de ressources supplémentaires.

La démarche d'amélioration continue est en partie déployée par la formation. Une évaluation des enseignements est mise en place (sauf en 2024). Le taux de réponse des étudiants est cependant inférieur à 25 % en 2021-2022 (seule donnée disponible). Aucune indication ne figure sur la manière dont les résultats sont exploités ni sur le plan d'action qui en découle. Le compte rendu du conseil de perfectionnement (commun à la Chaire) ne permet pas de savoir si des personnes représentant la formation étaient présentes. La formation est très rapidement mentionnée. Peu d'éléments figurent sur l'évolution du contenu, sur la façon d'améliorer son attractivité.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la chaire d'économie sociale et solidaire ;
- Des objectifs de formation clairs ;
- Une professionnalisation bien développée ;
- Une évolution pertinente vers la prise en compte de la transition socio-écologique.

Points faibles

- Un faible adossement à la recherche ;
- Un encadrement fragile ;
- Une attractivité peu importante ;
- Une absence de conseil de perfectionnement propre à la formation ;
- Une dimension internationale peu développée.

Recommandations

- Améliorer l'adossement à la recherche de la formation en augmentant le nombre d'heures affectées à l'initiation à la recherche.

- Renforcer l'encadrement, notamment en transformant cette formation en parcours de L3 *Économie et gestion*, ce qui permettra également d'améliorer l'attractivité de la formation.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement propre à la formation.
- Renforcer l'ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE GESTION DES STRUCTURES SANITAIRES ET SOCIALES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Gestion des structures sanitaires et sociales* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant, *Management des structures sanitaires et médico-sociales*, et est accessible en formation initiale, en apprentissage et en formation continue. Ses enseignements sont dispensés sur le site de Serris. La formation comptait 31 étudiants en 2022-2023 et huit enseignants permanents.

Analyse globale

La formation est un cursus professionnalisant en un an qui répond aux besoins de la région dans le domaine sanitaire et social. Elle s'inscrit dans les priorités pédagogiques de l'établissement en favorisant l'égalité des chances et l'insertion professionnelle. Elle répond donc à un double besoin à la fois des structures locales publiques et privées spécialisées dans le secteur sanitaire et social, et de la population de la région en matière de formations permettant une évolution sociale. Deux options sont proposées aux étudiants : gestion d'une part, handicap et dépendance d'autre part. Toute en étant correcte, l'insertion est légèrement en dessous de l'ensemble des licences professionnelles que ce soit en durée avant le premier emploi, en salaire ou en taux d'insertion.

La formation licence professionnelle s'inscrit dans un ensemble plus large de formations appuyées sur la Chaire Économie sociale et solidaire. Elle permet une poursuite d'études pour des diplômés de Brevet de technicien supérieur (BTS) et autorise, sous conditions, une poursuite d'étude en master *Économie sociale et solidaire* parcours *Santé, protection et économie sociales*. Ce rapprochement avec les autres formations attachées à la Chaire conduit à n'avoir qu'un conseil de perfectionnement commun à tous les diplômés, de la LP au master et ses différents parcours.

La formation est très professionnalisante, organisée selon un rythme d'alternance, principalement sous forme d'apprentissage (27 étudiants en apprentissage en 2021-2022, 26 en 2022-2023 et 2 étudiants en contrat de professionnalisation en 2021-2022) et, à la marge, en formation continue (un étudiant par an) et sous forme de stage alterné. Les professionnels réalisent les deux tiers des heures de formation, dispensées en présentiel et à distance pour 40 % des enseignements. Si les étudiants déclarent apprécier les enseignements à distance, le choix de cette modalité tient plus à la disponibilité des professionnels qu'à des considérations pédagogiques.

La formation ne rencontre pas de difficultés d'attractivité, mais présente une insertion inférieure aux licences professionnelles en général. La formation se fait connaître par les journées portes ouvertes de l'université, dans les salons étudiants ou par le site web de l'IFIS. Les alumni apportent également leurs témoignages. Le nombre d'inscrits était de 31 étudiants en 2021-2022 et 2022-2023 pour 139 et 103 candidats. Une analyse précise l'origine et le profil des étudiants ainsi que le caractère presque exclusivement féminin de la promotion d'étudiants dû au secteur d'activité concerné, le secteur sanitaire et social. L'insertion professionnelle est analysée par l'université et la formation suit ses alumni sur LinkedIn. Les chiffres de l'insertion professionnelle sont en retrait par rapport aux licences professionnelles en général (durée d'accès au premier emploi, pourcentage de diplômés accédant au premier emploi en moins de trois mois, taux de chômage ou salaire moyen à l'embauche). La poursuite d'études est de 22 % en 2020-2021 et de 30 % en 2021-2022.

Les enseignements sont regroupés en compétences et le suivi des compétences professionnelles est réalisé via la plateforme de l'apprentissage. L'organisation sous forme de compétence est en cours de déploiement. Le

nombre d'heures de cours est variable selon les rubriques renseignées. La maquette affiche 540 heures équivalent travaux dirigés, la présentation du dossier en affiche 556 et la répartition des volumes horaires entre enseignants et professionnels indique 310 h et 120 h de cours selon le type d'intervenant. Le nombre de ces intervenants est également variable, 20 annoncés en début de dossier, puis 4 enseignants et 13 professionnels puis encore plus loin 8 enseignants permanents et 13 non permanents.

L'approche est interdisciplinaire et la pédagogie active, tout particulièrement lors des projets tutorés. Une initiation à la recherche et une sensibilisation à l'éthique de la recherche sont réalisées dans le cadre des mémoires. Le nombre d'enseignants chercheurs est réduit (4 sur les 21 enseignants), mais certains enseignants sont adossés au laboratoire de recherche en gestion ce qui garantit l'articulation recherche-enseignement. La mobilité internationale est absente du fait du rythme de l'alternance. Les besoins des professionnels en anglais sont réduits, néanmoins, 21 h d'anglais sont dispensées. Les étudiants passent le Certificat en langues de l'université Eiffel (CLUE) et la quasi-totalité des étudiants obtient cette certification.

Conclusion

Points forts

- Une approche interdisciplinaire avec une pédagogie active ;
- Une diversité des régimes d'études favorisant la professionnalisation (apprentissage, formation continue, stage alterné).

Points faibles

- Une insertion professionnelle en retrait ;
- Une absence de conseil de perfectionnement propre à la formation ;
- Une ouverture à l'international inexistante.

Recommandations

- Renforcer l'accompagnement à l'insertion professionnelle.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement spécifique à la formation.
- Développer l'ouverture internationale.

LICENCE PROFESSIONNELLE MANAGEMENT ET GESTION DES ORGANISATIONS

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Management et gestion des organisations* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée situé à Champs-sur-Marne. Cette LP en un an comprend deux parcours diplômants. Le parcours *Management opérationnel des organisations* est proposé en formation initiale (IUT de Meaux) et en alternance (centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes de Champs-sur-Marne, CFA Utec d'Avon et École supérieure des affaires (ESA) de Casablanca au Maroc). Il est également accessible en validation des acquis de l'expérience (VAE) et à distance. Le parcours *Management par projet* est accessible en VAE et en alternance à l'UFA (unité de formation par apprentissage) Cabrini de Noisy-le-Grand et à Supexpertise à Courbevoie. La formation compte 190 étudiants en 2022-2023 et 13 enseignants permanents.

Analyse globale

Le caractère généraliste en management opérationnel de la LP *Management et gestion des organisations* (MGO) la positionne dans les orientations pédagogiques de l'établissement avec ses parcours dans la continuité des DUT *Gestion des entreprises et des administrations* (GEA) et *Techniques de commercialisation* (TC) de l'université Gustave Eiffel, et des DUT *Gestion administrative et commerciale des organisations* (GACO). Mais la réforme du BUT fait chuter les candidatures issues de ces DUT et conduit à viser surtout les détenteurs d'un BTS tertiaire. La formation a une vocation professionnalisante fondée en particulier sur une approche par compétences. Malgré cela, le taux d'insertion professionnelle des diplômés reste insuffisant. L'objectif de professionnalisation semble également poursuivi au détriment d'un adossement à la recherche : depuis 2022, l'équipe pédagogique n'a plus d'enseignants-chercheurs. La dimension internationale n'apparaît pas non plus comme prioritaire. Ces points faibles n'occulent pas un pilotage partenarial de la LP MGO et son inscription dans une démarche d'amélioration continue.

La formation s'inscrit clairement dans un processus d'amélioration continue partenarial. Elle a développé des partenariats avec les CFA et UFA partenaires labellisés Qualiopi depuis 2021 associés à son pilotage et cohérents avec sa démarche d'amélioration continue. Les partenaires sont associés au pilotage de la formation au niveau des maquettes, syllabii et modifications des contenus de la formation.

La formation bénéficie d'un processus d'évaluation interne qui soutient une démarche d'amélioration continue et dont le pivot central semble être le conseil de perfectionnement (CP) annuel. L'amélioration continue a notamment porté sur les grilles d'évaluation des projets tutorés et des mémoires professionnels afin d'intégrer l'approche interdisciplinaire par compétences, sur le contenu de la formation et sur les innovations pédagogiques. Plus globalement, on constate qu'un certain nombre de recommandations de la précédente évaluation du Hcéres sur le contenu et le pilotage de la formation ont été prises en compte. Cependant un compte rendu de CP aurait été apprécié.

La formation met l'accent sur la professionnalisation. Les trois quarts des effectifs ont choisi l'alternance auprès des CFA partenaires de l'université dont l'un des axes thématiques est le développement de l'alternance. Le nombre de contrats d'apprentissage est régulier (160 en moyenne). On note en revanche une baisse du nombre de stagiaires en formation continue et peu de contrats de professionnalisation (trois en 2022-2023). Le parcours *Management opérationnel des organisations* (MOO) est orienté vers les métiers du management de proximité : adjoint de manager, de dirigeant de PME/PMI, chef de service dans une grande structure. Le parcours *Management par projet* (MPP) est axé sur les compétences techniques et opérationnelles requises

pour le déploiement de la stratégie d'entreprise, appréhendées en mode projet dans une perspective intrapreneuriale ou entrepreneuriale. Ce parcours forme aux fonctions d'assistant-chef de projet, de chef de projet, et de chargé d'études ou de missions sur des projets tertiaires d'organisation, projets d'affaires, ou d'étude. La LP MGO est structurée autour de deux catégories de blocs de connaissances et compétences professionnelles (BCC) transversaux et interdisciplinaires : des BCC communs et de spécialisation. Le parcours MOO comprend 18 BCC et le parcours MPP en comprend 15. Vingt et un professionnels (professeurs et maîtres de conférences associés, vacataires) interviennent dans les modules de droit, culture économique, management, gestion des ressources humaines, management de projet, pilotage de la performance financière, contrôle budgétaire, veille et stratégie et responsabilité sociale des entreprises. La formation prévoit des dispositifs « classiques » de professionnalisation : stage obligatoire de 12 semaines en formation initiale (FI) ou 35 semaines d'apprentissage avec un rythme d'alternance de deux jours en formation et de trois jours en entreprise. La dimension professionnalisante est complétée par la conduite d'un projet tutoré et des mises en situation professionnelle durant l'année et est créditée de 20 ECTS (10 pour le mémoire professionnel et 10 pour le projet tutoré). Enfin, on note que l'université et les CFA partenaires ont noué des partenariats avec de nombreuses entreprises, qui accueillent les apprentis et les stagiaires.

La dimension professionnalisante de la formation se traduit paradoxalement par un faible taux d'insertion professionnelle. La formation propose hors maquette des dispositifs variés d'accompagnement à la professionnalisation et à l'insertion professionnelle des publics en FI et en alternance. Mais le bilan de la participation des étudiants à ces dispositifs n'est pas précisé. Selon les enquêtes de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) depuis 2020, le taux d'insertion professionnelle des diplômés en 2021 à 30 mois est de 31 %. Cette faiblesse peut s'expliquer entre autres par le choix des diplômés d'une poursuite d'études en master (64 % des diplômés de 2021). Sachant que la politique de l'établissement est de ne pas encourager cette tendance, les diplômés sont attirés par des offres de formation à Bac +4 (titres RNCP) en apprentissage des écoles et centres de formation privés accrédités par le Ministère. Il convient donc de poursuivre la réflexion sur les facteurs de la faible insertion professionnelle des diplômés de cette formation.

L'attractivité de la formation est impactée par la réforme du BUT. La LP MGO mobilise plusieurs dispositifs d'information qui sont classiques dans l'enseignement supérieur : journées portes ouvertes (JPO) à l'échelle de l'établissement ciblant lycéens et étudiants du premier cycle, salons, supports de communication (fiche diplôme, brochures) et sites internet de l'université et de l'IUT. Les CFA partenaires relaient l'information : plusieurs JPO par an, rencontre des étudiants de BTS. Mais le dispositif d'information de l'UFA Cabrini est à améliorer via une réflexion sur la coordination entre les services communication respectifs pour améliorer l'attractivité de la formation. Plusieurs facteurs peuvent expliquer le recul du nombre d'inscrits en 2022-2023 et en particulier à l'IUT de Meaux et l'UFA Cabrini : la non-ouverture du groupe à l'ESA Casablanca, une fin de cohorte à l'IUT de Meaux avant la fermeture de la FI sur fond de réforme de BUT, le peu de succès du parcours à distance. Le bassin principal de recrutement est le grand Est de l'Île-de-France (77, 93 et 94) sans risque de cannibalisation entre les sites dispensant le même parcours. Tous sites et parcours confondus, les étudiants viennent majoritairement de BTS tertiaires (*Support à l'action managériale SAM, Management commercial opérationnel MCO, Gestion de la PME*) ; toutefois, bien que l'articulation de la LP MGO avec les DUT *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* et *Techniques de commercialisation (TC)* de l'université Gustave Eiffel soit cohérente avec son caractère généraliste en management opérationnel, peu de candidats proviennent de ces DUT, voire du DUT *Gestion administrative et commerciale des organisations (GACO)* (entre 15 et 25 % des effectifs de la LP MGO). Le parcours MOO en FI a donc été intégré dans la troisième année du BUT GEA en 2023-2024. En parcours MPP, Supexpertise accueille près de 40 % de DUT, dont des DUT GACO. Or, le recentrage de ses activités a conduit Supexpertise à ne pas intégrer dans son offre de formation la LP MPP à compter de la rentrée universitaire 2024-2025. Une réflexion est menée entre l'université et Supexpertise pour son maintien. On note également une augmentation d'étudiants en reprise d'études. Lors de l'accréditation 2019, la réflexion a porté sur les impacts de la réforme du BUT : flux entrants à revoir à la baisse, prérequis académiques potentiellement plus faibles en BTS qu'en DUT. La maquette 2020-2024 intègre ainsi davantage de méthodologie et des journées d'homogénéisation en gestion comptable, droit et expression en début d'année.

Le pilotage de la formation est centralisé et coordonné entre l'université et la responsable de la formation. La responsable de la mention (maître de conférences associé à temps plein PAST-MCF) pilote, à l'IUT depuis 2018, un groupe de formations (trois mentions et quatre parcours) de LP dans les secteurs du management et du commerce (direction des études, coordination pédagogique, et suivi des partenariats). Le pilotage de la formation a pour principaux résultats le développement d'innovations pédagogiques (méthodes actives d'enseignement, recours à des supports numériques), la mobilisation de différents types d'espaces d'enseignement et une évolution des volumes et contenus des modules d'enseignement.

Le pilotage de la formation s'appuie sur une équipe pédagogique qui reste déséquilibrée. La participation des enseignants-chercheurs en sciences de gestion reste insuffisante en dépit d'actions d'initiation à la recherche mises en œuvre. Jusqu'en 2021-2022, le responsable du parcours MOO en FI à l'IUT de Meaux était un enseignant-chercheur, maître de conférences habilité à diriger des recherches en économie, qui participe

toujours aux évaluations du mémoire professionnel. Depuis son départ, un seul enseignant-chercheur intervient à hauteur de 14 heures dans la formation. Les équipes pédagogiques de la LP MOO ont été renforcées avec le recrutement, chez les partenaires, de titulaires d'un doctorat : un docteur en philosophie et lettres est coordinateur pédagogique depuis septembre 2022 au CFA Descartes, et un docteur en littérature générale et comparée, est, depuis septembre 2023, coordinatrice pédagogique à l'UTEC Avon. On note cependant que les sections CNU de ces docteurs ne représentent pas les enseignements majoritaires de la formation.

La formation affiche un taux de réussite des étudiants satisfaisant. Le taux de réussite, en moyenne de 88 % (FI, formation en alternance, VAE et formation à distance), est satisfaisant, et relativement homogène entre les deux parcours, même s'il est légèrement inférieur pour le parcours MOO. Ce taux satisfaisant est notamment lié à un contenu cohérent des enseignements avec les compétences visées et aux dispositifs d'accompagnement des étudiants, en particulier ceux ayant des besoins spécifiques : contrat pédagogique, cours de remédiation, Projet Voltaire, etc.

L'adossement à la recherche de la formation est à renforcer. Si l'articulation entre la formation et la recherche se justifie moins pour une LP, elle est pourtant mise en avant avec des dispositifs pédagogiques sensibilisant les étudiants à la méthodologie du travail universitaire et de recherche dans les projets tutorés et les restitutions de mise en situation professionnelle en entreprise. Plus généralement, les étudiants bénéficient de 12 h d'initiation axée sur les principes d'une démarche scientifique. Ils ont aussi un accompagnement personnalisé, par un tuteur, à la méthodologie de rédaction d'un mémoire universitaire, à la recherche de sources bibliographiques et à la structuration d'une démarche analytique/démonstrative. Ici encore, le rééquilibrage de l'équipe pédagogique entre enseignants-chercheurs et professionnels renforcerait l'acquisition de savoirs académiques qui sont pour les étudiants autant de grilles d'analyse des contextes professionnels.

La dimension internationale de la formation est à amplifier. La dimension internationale de la formation souffre de plusieurs faiblesses : un partenariat dormant avec l'ESA de Casablanca, une mobilité sortante des étudiants peu active malgré la possibilité pour les étudiants en alternance de bénéficier du dispositif Erasmus Pro (depuis 2020-2021, trois étudiants ont bénéficié de cette mobilité internationale : deux en 2020-2021 et un en 2021-2022) et l'absence de mobilité entrante. L'anglais est la seule langue étrangère enseignée à hauteur de 42 heures étudiant et aucun enseignement n'est dispensé en langue anglaise. La certification TOEIC semble perdre en attractivité.

Conclusion

Points forts

- Une formation inscrite dans un processus d'amélioration continue partenarial ;
- Une professionnalisation bien adaptée à la finalité de la formation ;
- Un pilotage efficace de la formation.

Points faibles

- Une dimension recherche insuffisamment mise en avant ;
- Un faible taux d'insertion professionnelle immédiate et une augmentation de la poursuite d'études après l'obtention de la LP ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique ;
- Une baisse de l'attractivité de la formation ;
- Une internationalisation de la formation quasi inexistante.

Recommandations

- Développer l'adossement à la recherche, notamment en augmentant la part des enseignants-chercheurs.
- Augmenter le taux d'insertion professionnelle et limiter la poursuite d'études après diplomation, en s'appuyant sur les partenariats avec les entreprises.
- Réfléchir à une meilleure articulation avec les formations du même domaine (BUT *Gestion des entreprises et des administrations* notamment).
- Renforcer l'attractivité de la formation, par exemple en développant la communication.
- Développer l'internationalisation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (nombre d'enseignants-chercheurs participant à la formation) ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA GRH : FORMATION, COMPÉTENCES ET EMPLOI

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Champs-sur-Marne. Cette LP en un an est dispensée en alternance et comprend deux parcours diplômants : *Gestion et pilotage des ressources humaines* (IUT de Champs et centre de formation d'apprentis - CFA - Utec) et *Management et stratégie ressources humaines* (avec SupExpertise Courbevoie). La formation comptait 65 étudiants en 2022-2023 et un enseignant permanent.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi* se positionne comme une formation polyvalente en ressources humaines structurée en deux parcours et dispensée sur trois sites. Certaines dimensions (recherche, internationalisation, communication sur la formation) sont peu ou pas valorisées. Les deux parcours se différencient en termes d'enseignements et donc de perspectives professionnelles : le parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines (GPRH)* a une visée opérationnelle, sans enseignement en management, contrairement au parcours *Management et stratégie ressources humaines (MSRH)*. Une responsable est dédiée à chaque parcours. La professionnalisation de la formation est renforcée par l'approche par blocs de compétences.

La formation affirme sa dimension professionnalisante. Tous les étudiants sont en alternance et encadrés suivant les modalités définies par l'université. Les liens avec les professionnels se concrétisent par les échanges avec les maîtres d'apprentissage pour identifier les besoins et les perspectives professionnelles, et plus généralement par l'association des acteurs sociaux et économiques au développement de la formation (majorité des enseignements, sélection des candidats, implication dans la construction du programme de formation, participation aux séminaires, conférences, etc.). Mais les responsables de la formation admettent que ces échanges et les participations des maîtres d'apprentissage pourraient être développés. La professionnalisation irrigue la formation à travers le contenu des enseignements pluridisciplinaires, les mémoires professionnels et les rapports d'activités des étudiants qui bénéficient de 37 semaines d'expérience professionnelle, notamment via les stages et l'alternance obligatoire dans le cursus. 46 crédits ECTS sont accordés à l'expérience professionnelle (dont stages, alternance, projets tutorés). Le nombre de contrats d'apprentissage est régulier, mais le dossier d'autoévaluation n'apporte pas d'informations sur les entreprises d'accueil et les missions confiées aux étudiants. L'accession à l'emploi des diplômés de 2021 est satisfaisante : les diplômés du parcours *MSRH* accèdent pour la première fois à l'emploi en moyenne en 1,6 mois et 75 % en trois mois (hors poursuites d'études). Les étudiants de *GPRH* accèdent à l'emploi en moyenne en 4,2 mois pour la première fois et 67 % en trois mois.

La formation propose deux parcours nettement différenciés en termes de niveaux d'insertion professionnelle : opérationnelle ou stratégique. Les deux parcours contiennent un tronc commun essentiellement autour du droit du travail (relations individuelles et collectives), d'une vision globale de la GRH, des compétences transversales et de la méthodologie des mémoires professionnels et des rapports d'activités. Si l'approche par blocs de connaissances et compétences (BCC) est annoncée, la maquette de présentation demeure succincte quant aux contenus des unités d'enseignement (UE). En parcours *GPRH*, des modules en gestion portent sur la maîtrise d'outils quantitatifs et l'initiation au diagnostic stratégique. Un focus est plus particulièrement mis sur la gestion des rémunérations. Les spécificités du parcours concernent la conduite de projets tutorés RH et la participation à un jeu de rôle. Les étudiants peuvent donc postuler à des postes généralistes comme de collaborateurs dans des cabinets d'expertise comptable (volet social et paie), mais aussi sur des postes spécialisés en recrutement :

contrats de travail, paie. Le parcours *MSRH* renforce les contenus de formation en management des RH avec une dimension projet et innovation, voire stratégique, répondant en particulier aux besoins des petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI). Différents métiers sont ciblés : assistant RH polyvalent, chargé de recrutement, chasseur de têtes dans un cabinet de recrutement, chargé d'études RH, de formation, de la mobilité professionnelle, des relations écoles/alternance, mission Handicap & Diversité, emploi en entreprise de travail temporaire, assistant-gestionnaire de carrière, relations sociales, etc. On peut toutefois s'interroger sur les critères de recrutement des candidats à cette LP entre les deux parcours.

La formation est caractérisée par un taux élevé de poursuites d'études en master des diplômés des deux parcours (*MSRH* 74 % et *GPRH* 58 %). La dissociation entre les deux parcours se retrouve également au niveau de la poursuite d'études en année n+1 : en 2022-2023, 9 sur 17 diplômés pour le parcours *GPRH* et 36 sur 38 diplômés en LP *MSRH*. Cette poursuite d'études peut être encouragée par le choix d'un master *Gestion des ressources humaines parcours Gestion des ressources humaines et des transformations du travail et des organisations* à l'université Gustave Eiffel, qui forme des cadres spécialistes de la fonction RH, mais aussi la possibilité d'une poursuite d'études en master *Ingénierie des RH* à SupExpertise, en apprentissage.

Le parcours *MSRH* connaît une baisse d'attractivité. On observe une baisse régulière des effectifs (une trentaine d'étudiants en moins depuis 2020-2021) dans le parcours *MSRH*. La communication sur la formation mériterait d'être repensée et développée. Les deux parcours de la formation sont dans la continuité du DUT *Gestion des entreprises et des administrations* (aujourd'hui BUT), option *RH*. Ils intègrent aussi des étudiants de BTS (communication, commerce, management, etc.) et de licences généralistes (droit, économie gestion, psychologie, etc.) voire de masters de ces disciplines qui souhaitent se professionnaliser. Le bassin de recrutement potentiel est donc large. Mais les demandes étant nettement plus nombreuses que les places disponibles, la communication sur la formation n'est pas jugée prioritaire et se limite essentiellement au site internet et à la journée portes ouvertes. En outre, l'analyse de l'évolution des candidatures et des inscriptions est à approfondir.

L'équipe pédagogique de la formation est sous-encadrée en enseignants-chercheurs. Elle comprend six enseignants permanents et huit enseignants non permanents. 29 professionnels (responsable RH, directeur RH, avocat, psychologue social, chargé de recrutement, responsable de formation, etc.) ont en charge la majorité des enseignements. Seule une maîtresse de conférences (MCF) habilitée à diriger des recherches (HDR) et titulaire enseigne dans la formation. Mais elle relève d'une section CNU (Études cinématographiques et audiovisuelles) qui ne représente que très partiellement les enseignements de la formation. Elle a en charge un volume horaire de 80 heures étudiant (maquette) : communication écrite et orale, expressions écrite et orale, CV, lettre de motivation et entretien d'embauche, méthodologie des travaux écrits et des soutenances. Cette MCF HDR enseigne aussi en deuxième année de master GRH à l'Institut d'administration des entreprises (IAE). Dans le parcours *MSRH*, des vacances de docteurs dans le cœur de cible de la formation complètent ces enseignements.

L'ouverture à l'international de la formation est limitée. Elle est en effet essentiellement axée sur le droit du travail français. Les étudiants suivent des cours d'anglais des RH (62 heures étudiant de langue étrangère) et passent le TOEIC, mais aucun cours n'est donné spécifiquement en anglais. On note toutefois que la proportion des étudiants des deux parcours qui obtiennent une certification en langue étrangère dans le niveau ciblé est croissante depuis 2020. En revanche, en lien avec la mise en place du BUT, le parcours *GPRH* est appelé à devenir un parcours *Gestion opérationnelle des ressources humaines*. Cette évolution prévoit notamment une diminution du volume d'enseignement en anglais.

La formation intègre a minima la dimension recherche. Les étudiants bénéficient de 36 heures d'initiation à la recherche : ateliers de recherche (recherches bibliographiques, validation de l'information, transmission des sources et sensibilisation au plagiat) en collaboration avec la bibliothèque universitaire (Cairn, ScholarVox, Europresse, Zotero, etc.), implication des étudiants dans l'organisation d'un séminaire de recherche auquel sont invités des professionnels et des chercheurs spécialisés, cours d'un enseignant-chercheur sur la méthodologie du mémoire professionnel et du rapport d'activité. La Bibliothèque nationale de France est aussi associée. Selon les responsables de la formation, ce dispositif pourrait être développé si d'autres enseignants-chercheurs rejoignaient l'équipe pédagogique.

Les pratiques pédagogiques sont diversifiées, mais relativement classiques dans l'enseignement supérieur. La formation mobilise de nombreux dispositifs pédagogiques qualifiés d'innovants comme le séminaire RH, le jeu de rôle lors d'une mise en situation professionnelle, le webinar, le MOOC, les conférences, la réalisation de vidéos en partenariat avec le centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN), etc.

La démarche d'évaluation continue est en place, mais certaines informations concernant le conseil de perfectionnement sont manquantes. Les données sur le conseil de perfectionnement (CP) annuel sont focalisées essentiellement sur les évolutions de la formation proposées par cette instance, ce qui laisse penser que le conseil de perfectionnement est mobilisé dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, mais sans

plus d'informations. En la matière un compte rendu de CP aurait été apprécié. Le pilotage s'appuie également sur les résultats de deux évaluations proposées aux étudiants : l'évaluation des formations, réalisée par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) et, dans un second temps, l'évaluation des enseignements par les étudiants (EEE) grâce, par exemple, à l'outil interne Evaluens.

Conclusion

Points forts

- La dimension professionnalisante de la formation ;
- Un pilotage de la formation coordonné à différents niveaux.

Points faibles

- Un trop faible adossement à la recherche (nombre insuffisant d'enseignants-chercheurs) ;
- Un faible taux d'insertion professionnelle immédiate et une poursuite d'études trop importante après la diplomation ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique.

Recommandations

- Développer l'adossement à la recherche, notamment en augmentant la part des enseignants-chercheurs.
- Développer une réflexion sur le devenir des diplômés (insertion professionnelle ou poursuite d'études).
- Mieux articuler la formation avec les formations du même domaine (BUT *Gestion des entreprises et des administrations* notamment).

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (part des enseignants-chercheurs dans les enseignements) ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle immédiate (taux inférieur à 50 %) ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU TOURISME : COMMERCIALISATION DES PRODUITS TOURISTIQUES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette LP en un an ouverte à l'alternance comprend deux parcours diplômants : *Webdesign et webmarketing* ; *Établissements de loisirs et de séjours*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Serris. La formation compte 14 étudiants en 2022-2023 et deux enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques* est une formation professionnalisante en un an qui répond aux besoins des entreprises et institutions publiques locales. Cette formation connaît une baisse d'attractivité qui se traduit par une chute des effectifs en 2022-2023. Le dossier d'autoévaluation manque parfois d'informations ou présente quelques incohérences dans les chiffres avancés : le volume horaire total varie, le nombre d'enseignants et leurs statuts (enseignants-chercheurs, enseignants permanents, enseignants non permanents, professionnels) sont également différents selon les rubriques renseignées. Enfin, la maquette pédagogique ne permet d'apprécier ni les disciplines enseignées dans chacun des parcours ni les mutualisations réalisées entre les deux parcours.

La formation s'inscrit tant dans la stratégie de l'université que dans celle de l'IFIS, et répond aux besoins des organisations touristiques du territoire. Des liens sont développés avec les institutions du territoire qui permettent la participation d'acteurs locaux à la formation. Des actions sur le territoire sont aussi développées via les projets tutorés.

L'adossement à la recherche est garanti par la participation de trois enseignants-chercheurs et de deux doctorants. L'initiation à la recherche et la déontologie sont présentées pour la rédaction des projets tutorés et les rapports d'activité.

La formation est fortement professionnalisante et l'insertion professionnelle est rapide. 60 % des étudiants sont en alternance ; les autres, inscrits en formation initiale, réalisent un stage long permettant la mise en pratique professionnelle. Les projets tutorés contribuent à la professionnalisation, comme la présence de nombreux professionnels dans l'enseignement. Ainsi dix professionnels interviennent dans la licence professionnelle et apportent une expertise dans les domaines du tourisme et du marketing digital. Ils réalisent 50 % du volume horaire d'enseignement. La formation est ouverte à la formation continue. L'insertion professionnelle est rapide avec 73 % des diplômés qui accèdent au premier emploi en moins de trois mois, et une durée moyenne d'accès à l'emploi très réduite, de 0,9 mois selon l'enquête de l'université réalisée en 2022-2023. En revanche, selon cette enquête, le taux de chômage est un peu plus élevé que dans l'ensemble des licences professionnelles et le salaire d'embauche plus faible. Parallèlement le taux de poursuite d'études (50 %) demeure élevé comme déjà souligné lors de la précédente évaluation. Le suivi des compétences est réalisé principalement par le livret d'apprentissage sur la plateforme du centre de formation d'apprentis (CFA).

Les pratiques pédagogiques de la formation sont variées. La formation recourt à des pratiques adaptées au public de la licence professionnelle et aux besoins des entreprises : études de cas, business games, projets tutorés, recours à la plateforme de formation de l'université. Les deux parcours sont mutualisés, mais la maquette ne permet pas de mesurer la part des enseignements mutualisés. La formation est, par essence, pluridisciplinaire associant économie, gestion, informatique et droit, mais la maquette pédagogique ne permet

pas de comprendre le réel contenu de la formation du fait de titres de cours très génériques notamment dans le domaine marketing. Cette absence avait été soulignée lors de la précédente accréditation.

L'attractivité de la formation est en forte baisse comme en témoigne le nombre d'inscrits sur la période considérée (36 en 2020-2021, 27 en 2021-2022 et seulement 14 en 2022-2023) alors que la période de crise sanitaire est passée. Le parcours *Établissements de loisirs et de séjours* comprend peu d'étudiants (quatre seulement en 2022-2023). Cette formation accueille des étudiants issus de la filière *Langues étrangères appliquées* de l'université, de la seconde année de DUT (recrutement issu de cette filière remis en cause par la création des BUT) et des BTS *Tourisme*. On observe une chute des effectifs en 2022-2023 liée à la transformation du DUT en BUT et à la concurrence d'écoles proposant une formation également en apprentissage. De plus, le nom des parcours a changé remettant en cause la visibilité et l'attractivité.

La formation bénéficie d'un pilotage suivi qui permet une amélioration continue. Un conseil de perfectionnement est organisé par parcours et permet de recueillir les éléments d'amélioration de la part des enseignants, des professionnels et des étudiants. Le compte rendu du conseil de perfectionnement de 2023 met en avant les besoins de communication pour renforcer l'attractivité. Une enquête de satisfaction est organisée par les services centraux de l'université et un comité de pilotage est organisé spécifiquement pour l'apprentissage. Néanmoins, il n'y a pas d'informations concernant l'évaluation des cours par les étudiants.

La dimension internationale est limitée. La formation n'est pas explicitement ouverte à l'international, même si elle comptait quelques étudiants internationaux en début de période. Un voyage pédagogique est organisé dans un pays étranger et quelques conférences sont réalisées par des professeurs appartenant à des universités partenaires anglo-saxonnes. Les étudiants peuvent obtenir la certification en anglais proposée par l'université Gustave Eiffel (CLUE), mais rien n'est signalé sur une certification comme le TOEIC qui pourrait être utile dans des entreprises de tourisme accueillant des clients internationaux.

Conclusion

Points forts

- Un fort lien avec le monde socio-professionnel ;
- Un pilotage s'appuyant sur un conseil de perfectionnement efficient.

Points faibles

- Des effectifs en forte baisse ;
- Peu d'enseignements de langue étrangère ;
- Une cohérence pédagogique peu explicite ;
- Une ouverture internationale marginale.

Recommandations

- Renforcer la communication de la formation pour augmenter l'attractivité.
- Développer les compétences en langue étrangère.
- Présenter une maquette de formation plus explicite.
- Renforcer l'ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE ORGANISATION ET GESTION DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS ET DE RESTAURATION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette LP en un an accessible en alternance comprend deux parcours diplômants : *Restauration collective et commerciale* ; *Management international de l'hôtellerie*. Ses enseignements sont dispensés à l'école de Paris des métiers de la table (EPMT). La formation compte 45 étudiants en 2022-2023 et un enseignant permanent.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration* avec ses deux parcours *Restauration collective et commerciale* (RCC) et *Management international de l'hôtellerie* (MIH) est une formation professionnalisante en un an qui répond aux besoins des entreprises du territoire du secteur du tourisme et de la restauration. Elle pâtit cependant d'une baisse d'attractivité qui se traduit par une baisse importante des effectifs. Le dossier manque parfois d'informations ou présente quelques incohérences dans les chiffres avancés rendant l'évaluation difficile. De plus la maquette de la formation n'est pas communiquée, il est donc difficile de comprendre la spécificité de chacun des parcours et d'éventuelles mutualisations entre les parcours.

La formation s'inscrit dans la stratégie de l'université dans le cadre des formations en appui aux politiques publiques, et répond aux besoins de l'hôtellerie et de la restauration. Des actions sont développées via les projets tutorés.

L'adossement à la recherche de la formation est insuffisant. Deux maîtres de conférences et un doctorant participent à la formation à raison de 105 heures étudiant sur 540. L'initiation à la recherche et à la déontologie est présentée pour la rédaction des projets tutorés et les mémoires professionnels.

La formation est fortement professionnalisante. 98 % des inscrits sont en apprentissage, et les autres sont des stagiaires de la formation continue. Les projets tutorés contribuent à la professionnalisation, comme la présence de nombreux professionnels dans les enseignements. Ainsi dix professionnels interviennent dans la formation et apportent une expertise dans les domaines de l'hôtellerie, du tourisme et du marketing digital. Ils réalisent 50 % du volume horaire d'enseignement. Néanmoins, les enquêtes de l'université annoncent une insertion professionnelle perfectible avec 44 % (parcours RCC) et 56 % (parcours MIH) des diplômés qui accèdent au premier emploi en moins de trois mois, soit un taux inférieur à la moyenne des LP de l'établissement. Parallèlement le taux de poursuite d'études demeure élevé (de l'ordre de 30 à 40 % et principalement dans des formations non universitaires selon le dossier d'autoévaluation). Le suivi des compétences est réalisé principalement par le livret d'apprentissage sur la plateforme du centre de formation d'apprentis (CFA).

Les pratiques pédagogiques de la formation sont variées, mais la formation s'appuie sur une équipe pédagogique composée en quasi-totalité d'enseignants non permanents. La formation recourt à des pratiques adaptées au public de la LP et aux besoins des entreprises : études de cas, business games, projets tutorés. L'absence de maquette ne permet pas de comprendre le réel contenu de la formation ni les mutualisations qui pourraient exister entre les deux parcours ou la multidisciplinarité du diplôme. Le très faible nombre

d'enseignants permanents (un seul enseignant, professeur agrégé du second degré PRAG) éloigne la formation de l'université d'autant plus que toute la formation est réalisée à l'EMPT.

L'attractivité de la formation est en forte baisse comme en témoigne le nombre d'inscrits pendant la période considérée (70 en 2020-2021, 61 en 2021-2022 et 45 en 2022-2023). De plus, les abandons sont nombreux, huit durant l'année 2022-2023, alors que la période de crise sanitaire est passée. Les causes de cette baisse d'attractivité sont peu analysées, la transformation des DUT en BUT est avancée, mais les abandons ne sont pas expliqués. Enfin, le taux de réussite est annoncé en hausse constante dans le dossier d'autoévaluation, mais les données ne confirment pas cette analyse puisqu'il est de 91 % en 2020-2021, seulement de 78 % en 2021-2022 et 95 % en 2022-2023, hors abandons.

La formation souffre d'un pilotage peu suivi qui limite la démarche d'amélioration continue. La composition du conseil de perfectionnement est communiquée : il rassemble les parties prenantes attendues, mais les comptes rendus fournis sont plutôt des comptes rendus d'activité du diplôme qui expose des faits sans analyse et sans actions correctrices. Les documents fournis souffrent d'incohérences dans les chiffres et dans les analyses qui témoignent également du peu de suivi du pilotage.

L'ouverture internationale est réduite. La formation ne bénéficie ni de mobilité entrante ni de mobilité sortante du fait de l'organisation en apprentissage. Vingt et une heures de cours d'anglais sont assurées et la certification en langue anglaise est proposée par l'université et a été obtenue par tous les étudiants. Le parcours *MIH* ne propose pas, selon le dossier d'autoévaluation, le renforcement de cette ouverture internationale qui pourrait être attendue dans un tel parcours.

Conclusion

Points forts

- Une formation fortement professionnalisante et appuyée sur un partenaire spécialisé dans le domaine de l'hôtellerie et la restauration : l'EPMT ;
- Une formation qui répond aux besoins du territoire.

Points faibles

- Un nombre d'enseignants-chercheurs permanents insuffisant ;
- Un pilotage insuffisant pour permettre une amélioration continue ;
- Une attractivité en baisse ;
- Une dimension internationale très marginale.

Recommandations

- Augmenter le nombre d'enseignants-chercheurs permanents ;
- Renforcer le rôle du conseil de perfectionnement dans le pilotage et l'amélioration continue ;
- Analyser, dans le cadre du conseil de perfectionnement, la baisse de l'attractivité et les abandons pour augmenter les effectifs ;
- Renforcer la dimension internationale de la formation, particulièrement dans le parcours *MIH*.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (part des enseignants-chercheurs dans les enseignements) ;
- Une attractivité insuffisante.

LICENCE GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Géographie et aménagement* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation comprend quatre parcours diplômants : *Enseignement, Études urbaines, Géographie sociale et culturelle, Sociétés et cultures numériques*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 218 étudiants en 2022-2023 et 10 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Géographie et aménagement* est parfaitement en phase avec la politique de l'établissement portant sur la ville durable et la transition écologique. Très interdisciplinaire, associant l'histoire, la sociologie et la géographie, elle se décline en quatre parcours qui trouvent chaque année leur public et permettent aux étudiants une poursuite d'études cohérente. La formation souffre cependant d'un sous-encadrement endémique qui n'a pas été résorbé et ne parvient pas à se projeter à l'international. Elle gagnerait à exploiter son important potentiel en matière de professionnalisation.

La formation est en forte adéquation avec la stratégie formation de l'établissement, proposant un premier cycle orienté vers l'urbain et la ville durable. L'introduction de nouveaux enseignements en géographie physique et en environnement, en soutien à une orientation portant sur l'écologisation des pratiques, apparaît une voie prometteuse à concrétiser dans une stratégie d'ouverture plus importante au développement durable, avec le renforcement d'enseignement dans le champ de l'environnement (ouverture envisagée d'un parcours en troisième année).

La licence développe une véritable pluridisciplinarité dès la première année (L1), avec les sciences humaines autour d'un socle commun de trois disciplines : histoire, géographie et sociologie. Ce programme commun de cours propose aux étudiants le développement de compétences transverses. L'objectif de pluridisciplinarité est maintenu en deuxième année (L2) avec des enseignements mutualisés avec l'architecture au niveau du parcours orienté vers la ville et l'urbain, ainsi qu'en troisième année (L3), avec l'introduction aux sciences politiques et au droit.

La formation est faiblement ouverte à l'international, principalement en raison d'une équipe pédagogique de taille modeste. La formation enregistre des mobilités Erasmus + en nombre globalement très réduit : en trois ans seuls un ou deux étudiants ont pu bénéficier d'une mobilité entrante et d'une mobilité sortante. Une initiative significative est à mentionner dans le cadre d'une coopération établie avec Madagascar, mais qui apparaît fragile, car reposant exclusivement sur une enseignante. Cette coopération reste par ailleurs dépendante du succès d'un appel à projets limité dans le temps, MadAtlas. La formation est adaptée à l'accueil d'étudiants internationaux, grâce à l'appui des dispositifs de l'université. Elle peut ainsi s'appuyer sur le Centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) mis en œuvre par l'université Gustave Eiffel qui propose notamment une certification en langue adaptée à la discipline : 23 h de Français langue étrangère (FLE) sont proposées, et 144 h d'enseignements de la discipline en langue étrangère. Par ailleurs entre 50 et 70 étudiants obtiennent une certification en langue étrangère chaque année. La formation met en place un programme de parrainage et d'accueil pour les étudiants entrants.

La formation à la recherche est notable, avec un volume de 90 h assurées sur l'ensemble de la licence par 15 enseignants-chercheurs (EC), dont huit géographes. Au niveau du semestre 2 (L1), un module original de formation « Enquêter en géographie/sociologie/histoire » propose une initiation à la recherche en 30 h. Un « Atelier de recherche » est également proposé en semestre 6 à l'échelle de l'ensemble des parcours (sauf la

préparation aux concours de l'enseignement) pour sept crédits ECTS, en lien notamment avec des commandes de recherche.

La formation bénéficie de très bons éléments de professionnalisation que ce soit à travers la participation des professionnels au conseil de perfectionnement, en progression à la suite des recommandations du précédent rapport, ou par l'opportunité offerte d'un stage qui n'est néanmoins pas obligatoire (en option aux semestres 4 et 6, pour 2 crédits ECTS). La réflexion sur le repositionnement de l'ancienne semaine d'examen de septembre en juin ne doit pas rendre impossible la réalisation d'un stage sur la période estivale, d'autant que le bilan sur les stages réalisés en option se révèle très positif, avec 1/5 des étudiants qui l'ont choisi et réalisé dans d'excellentes conditions (stage d'une durée moyenne de trois semaines). La formation gagnerait aussi à concrétiser les pistes d'un forum des métiers et à poursuivre la réflexion sur une L3 professionnelle en urbanisme portant sur les métiers de la transition écologique. La formation n'est pas adaptée à l'apprentissage ni à la formation continue.

Les contenus pédagogiques de la formation sont alignés sur les compétences définies par la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), et la formation développe nettement des unités d'enseignement (UE) par projet définies avec des partenaires du territoire du Grand Paris, majoritairement des institutions, ce qui est une force notable. Par ailleurs la formation propose des UE d'ouverture très suivie, notamment autour des pratiques artistiques. La formation ne pratique aucun recours à l'enseignement distantiel, et adapte progressivement les enjeux des outils numériques et de l'environnement, qui pourraient être renforcés en lien avec les enjeux de transition écologique, au-delà des systèmes d'information géographique (SIG) enseignés en semestre 5, à l'exception du parcours *Sociétés et cultures numériques*.

La formation bénéficie d'une bonne attractivité avec, pour une capacité d'accueil de 80 étudiants, 528 candidats néoentrants enregistrés en 2023, 332 en 2022 et 419 en 2021, majoritairement en provenance de baccalauréats généraux. Cette attractivité tient pour partie aux liens forts entretenus avec les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), et à un travail renforcé avec les lycées locaux malgré les ressources limitées de l'équipe. La formation dispose d'une excellente analyse des viviers, issus principalement des départements limitrophes, majoritairement de l'académie de Créteil à près de 60 %, et pour 10 % au-delà.

La formation enregistre un taux d'échec important en première année : 20 étudiants sur 63 en 2022-2023 n'ont validé aucun crédit ECTS de la première année, le taux est un peu plus faible en L2 et L3 – que la formation analyse comme une faiblesse de niveau d'expression et d'écriture. Elle y fait face en s'appuyant sur des dispositifs que l'établissement met à sa disposition comme le projet Voltaire (plate-forme numérique) pour améliorer son orthographe, et des dispositifs de tutorat spécifique. Par ailleurs, les étudiants ayant moins de 8 aux premières sessions d'examen sur le premier semestre se voient proposer des entretiens avec deux enseignants. Les passerelles vers d'autres formations, aujourd'hui inexistantes en raison du socle commun de trois disciplines, mériteraient d'être développées vers d'autres parcours.

La formation enregistre d'excellents taux de poursuite d'études, et les rares cas témoignent d'une insertion immédiate dans le monde professionnel (deux étudiants dans le parcours *Études urbaines*). 91 % des diplômés de la mention poursuivent leurs études, soit immédiatement (85 %) soit en reprise ultérieure d'études (6 %), 72 % des diplômés de la mention poursuivent leurs études dans la même mention, les taux de réorientation étant les plus importants dans le parcours *Enseignement*. Par ailleurs, la formation a un taux de mobilité sortante important : en 2021, 35 % des diplômés poursuivaient leurs études ailleurs que dans la même université – le taux le plus important étant pour le parcours *Études urbaines* (38 %).

La formation reste structurellement sous-encadrée en enseignants-chercheurs titulaires, ce que relevait déjà le précédent rapport, avec 30 % seulement de titulaires, 10 EC permanents, 25 non permanents. Le soutien aux activités pédagogique est aussi limité, la formation mobilisant les appels à projets internes de l'établissement pour financer des séjours d'études, par exemple.

La démarche d'amélioration continue est très bien engagée par la formation qui a répondu aux recommandations. La composition du conseil de perfectionnement laisse une place satisfaisante aux professionnels dont il est envisagé de les impliquer davantage ainsi que l'intégration de représentants de l'I-SITE FUTURE. Les sujets d'attractivité, d'évaluation des enseignements et d'amélioration sont traités avec précision, l'évaluation des enseignements étant une des sources mobilisées, avec cependant des taux de réponse trop faibles (78 pour 250 étudiants en 2021-2022).

Conclusion

Points forts

- Une formation en phase avec les orientations de l'établissement ;
- Une bonne professionnalisation ;
- Une pluridisciplinarité liée au socle commun de l'histoire, de la sociologie et de la géographie.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement ;
- Une internationalisation qui n'est pas une priorité ;
- Une part peu significative des enseignements en environnement et des outils numériques.

Recommandations

- Consolider le taux d'encadrement.
- Explorer des coopérations académiques diversifiant voire pérennisant l'unique partenariat existant avec Madagascar.
- Développer le potentiel d'enseignements en lien avec la transition écologique et les outils numériques.

LICENCE HISTOIRE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Histoire* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Enseignement, Histoire, ville et culture, Sociétés et cultures numériques*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus Champs-sur-Marne. La formation compte 253 étudiants en 2022-2023 et 16 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Histoire* s'inscrit résolument dans les axes stratégiques de l'université Gustave Eiffel, en particulier par son engagement sur des thématiques qui font l'identité de l'établissement, en formation comme en recherche, et dans divers projets structurants. Elle a une place cohérente dans l'offre de l'établissement, avec trois parcours qui contribuent à accompagner les étudiants dans la construction de leur projet personnel et professionnel comme dans leur poursuite d'études. L'accompagnement apporté se conjugue à des pratiques pédagogiques variées, qui contribuent à la réussite des étudiant(e)s tout au long du cursus. L'ouverture à l'international de la formation, en revanche, est très limitée malgré l'existence de dispositifs. Enfin, le pilotage doit dépasser les aspects organisationnels pour se fonder sur des indicateurs, des enquêtes, et devenir plus stratégique.

La licence *Histoire* est en très bonne adéquation avec les axes stratégiques définis par l'établissement. En effet, la recherche sur les villes, qui participe de l'identité de l'université Gustave Eiffel, irrigue la formation, avec un parcours explicitement dédié (*Histoire, ville et culture*) qui permet, notamment, une poursuite en master d'histoire urbaine, assez naturellement, mais aussi d'urbanisme ou d'aménagement, en cohérence avec le projet SFRI Futurs urbains. La licence *Histoire* est également engagée dans l'approche par compétences, dont le déploiement est encouragé par le projet Nouveaux cursus à l'université D.Clic. Elle est ainsi organisée en blocs de connaissances et de compétences, dont les intitulés comme les contenus n'expriment cependant pas les compétences visées. L'attribution d'un attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), sur des fonds de l'I-SITE FUTURE, permet cependant de dégager du temps pour les enseignants et facilite la réflexion sur l'évolution de la maquette pour l'offre à venir, ainsi que de renforcer encore l'inscription de la formation dans cette volonté de transformation, avec, le cas échéant, le déploiement du portfolio, jusqu'ici laissé de côté.

La formation accompagne les étudiants dans la construction de leur projet personnel et de formation. Les projets structurants, par les financements qu'ils apportent, ont permis d'améliorer l'encadrement et la mise en place d'enseignants-référents, facilitant la tenue d'entretiens pour les étudiants n'ayant pas obtenu 8 de moyenne semestrielle en début de formation. Ces dispositifs sont notables par leur existence même et essentiels dans un dispositif d'aide qui comprend aussi du tutorat et une consolidation des acquis en maîtrise de la langue française avec le Projet Voltaire, sans dispositif « oui si » cependant. Le choix d'un portail en première année (L1), ouvrant sur l'histoire, la géographie ou la sociologie à partir de la deuxième année (L2), participe de cet accompagnement, puisque s'il garantit aux étudiants une importante culture en sciences humaines et sociales, il est aussi une opportunité de mûrir son projet qui complète les dispositifs, plus classiques, de réorientation. L'élaboration du projet personnel et de formation se poursuivant au cours du cursus, c'est la présence de trois parcours en troisième année (*Enseignement, Histoire, ville et culture, Sociétés et cultures numériques*) qui aide encore les étudiants à se positionner et, ainsi, à définir leur projet professionnel, l'attention au continuum entre les deux cycles offrant des possibilités de poursuite d'études au sein de l'établissement. Dans ce contexte, l'absence de contrats pédagogiques de réussite étonne, comme le nombre limité de contrats d'aménagement d'études, d'autant que, communiqués par le Service de santé et social de l'université, ils semblent concerner les seuls étudiants malades ou en situation de handicap, l'engagement, le travail salarié ou les statuts particuliers, comme les sportifs de haut niveau, ne paraissant pas en bénéficier.

Les pratiques pédagogiques sont diversifiées et contribuent à la réussite des étudiants. Dispensée entièrement en présentiel dans des salles classiques par leur équipement, mais adaptées aux enseignements, la licence *Histoire* propose cependant des activités variées, associant aux cours magistraux et travaux dirigés, des visites de sites ou d'expositions, un voyage annuel en Grèce, mais aussi des jeux de rôle, des réalisations de podcasts. S'y ajoute une pédagogie par projet en troisième année (L3) qui permet aux étudiants d'acquérir autrement des compétences, mais aussi d'exprimer celles qui, plus traditionnellement, ne seraient pas valorisées. En ce sens, ces projets et ces pratiques contribuent, à leur manière et à leur place, associés aux ressources déposées sur la plateforme d'e-learning, à la réussite des étudiants. Malgré l'importance des dispositifs mis en place, cette dernière n'est pas véritablement suivie. Considérée comme correcte à partir de la L2, la réussite connaît cependant, en L2, une nette progression durant les deux premières années de référence (la part des étudiants de L2 obtenant tous leurs crédits ECTS passe de 70 à plus de 81 %) pour rester stable en L3 (autour de 85 %), cette évolution n'étant ni notée ni analysée, car les données chiffrées ne sont pas étudiées en conseil de perfectionnement. Les chiffres pour 2022-2023 ne sont pas indiqués dans le dossier d'autoévaluation (DAE) et ne permettent pas d'apprécier la tendance.

La formation assure une formation à et par la recherche qui encourage la poursuite d'études. En effet, les étudiants sont progressivement formés à la méthodologie, à la lecture et à l'analyse des sources, à la constitution et à l'usage de la bibliographie, à l'historiographie également comme aux règles d'éthiques élémentaires, avec, en point d'orgue, la préparation d'un mini-mémoire en L3. L'adossement à la recherche est également assuré par l'intervention des 14 enseignants-chercheurs, tout au long du cursus, mais dans une part qu'on ne peut néanmoins pas mesurer puisque les volumes horaires ne sont pas renseignés. Ainsi accompagnés, les étudiants poursuivent assez largement leurs études - le taux de poursuite (86 % des diplômés 2021) est dans la moyenne de l'établissement -, et massivement à l'université Gustave Eiffel, bien plus que dans les autres formations de l'université (100 % des diplômés 2021 contre 72 % en moyenne à l'université Gustave Eiffel). Le devenir des diplômés est suivi puisqu'il fait l'objet d'une enquête régulière, à 18 mois, mais cette enquête n'est pas forcément exploitée. On y note, en effet, que la réussite en première année de master de ces diplômés est relative puisque seuls 66 % des diplômés dont la situation est connue sont inscrits en bac +5 à 18 mois, mais cette donnée n'est pas exploitée. La professionnalisation, dans ce contexte, prend toute son importance. Or les dispositifs proposés sont classiques et pourraient être développés, même si les parcours prévus en L3 sont des éléments notables. Si le stage est possible chaque semestre de L2 et L3, pour un maximum de huit crédits ECTS, il n'est le plus souvent retenu que par les étudiants souhaitant devenir enseignants qui font un stage dans un établissement de l'Éducation nationale. La part des professionnels est également limitée : huit pour 221 heures, en parcours *Sociétés et cultures numériques* auxquels s'ajoutent des enseignants du secondaire pour le parcours *Enseignement*, mais sans précision sur leur nombre et la nature de leurs interventions. Un forum des métiers est envisagé à destination des L3 : l'initiative ne peut qu'être encouragée.

La formation doit s'engager pleinement dans une démarche d'amélioration continue. Si le dialogue avec la présidence est fluide, il semble porter avant tout sur la gestion des groupes. La part de professionnels et de partenaires extérieurs dans le conseil de perfectionnement (CP) est à revoir et à élargir puisqu'elle se limite à un représentant d'un lycée portant des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Le CP se tient annuellement, mais il n'assume pas pleinement son rôle. Il « permet de régler beaucoup de questions de communication entre étudiants, enseignants et personnels administratifs », mais n'a - à la lecture du compte rendu fourni - pas investi son rôle stratégique d'analyse de la formation et de réflexion sur l'évolution de la formation. Attractivité, effectifs, réussite ne sont pas observés alors que si l'attractivité est bonne, voire croissante vu l'évolution des candidatures, les effectifs selon les parcours posent davantage de questions, car le parcours *Sociétés et cultures numériques* a vu le nombre d'inscrits passer de 5 à 0 durant les années de référence. De même, l'évaluation de la formation a été menée en 2021-2022, mais ses résultats ne sont pas considérés, ce qui nuit à l'intérêt de cette démarche pourtant positive. Plus que la fréquence des conseils de perfectionnement, c'est donc plutôt sa démarche qui est à revoir.

L'internationalisation est très limitée alors que les dispositifs existent. Les étudiants sont formés aux langues étrangères, volontiers encouragés à en apprendre deux, mais si les enseignements de langues sont en lien avec la discipline, aucun cours strictement disciplinaire n'est assuré en langue étrangère. Les accords et partenariats avec les établissements étrangers existent, sans être exploités par les étudiants, car les mobilités, tant entrantes que sortantes, varient entre 0 et 1 selon les années. La concurrence des universités franciliennes et parisiennes est un des éléments d'explication. S'il y a des efforts à faire - et l'équipe pédagogique en est pleinement consciente - dans la promotion des dispositifs et des aides, internes à l'établissement ou non (ministère, Région), il convient de noter aussi l'investissement des collègues dans l'invitation de chercheurs étrangers qui interviennent ponctuellement dans les enseignements de licence.

Conclusion

Points forts

- Une très bonne adéquation avec la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un accompagnement important des étudiants dans leurs apprentissages et dans la construction de leur projet ;
- Des pratiques pédagogiques variées qui contribuent à la réussite.

Points faibles

- Une professionnalisation à amplifier, en nombre et en nature des dispositifs proposés ;
- Une démarche d'amélioration continue qui doit être développée ;
- Une internationalisation très limitée, avec des mobilités inexistantes.

Recommandations

- Développer les dispositifs de professionnalisation, en encourageant davantage les expériences en milieu professionnel en lien avec la formation et en améliorant l'information sur les métiers et en élargissant les liens avec les professionnels.
- Engager une véritable démarche d'amélioration continue en donnant un rôle plus stratégique au conseil de perfectionnement.
- Améliorer la communication sur les modalités de mobilités et les dispositifs d'aide.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ÉDUCATION ET MOTRICITÉ

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 352 étudiants en 2022-2023 et 17 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : éducation et motricité* partage la première et la deuxième année (L1 et L2) avec la licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : management du sport*, sans que cela soit clairement indiqué, entraînant dès lors une confusion dans l'analyse des résultats de réussite notamment. On note d'ailleurs des effectifs différant de quelques étudiants sur le nombre total d'inscrits administrativement, cette différence étant probablement due à de nouvelles entrées en troisième année (L3). Cette licence a une place tout à fait cohérente et indispensable dans l'offre de formation de l'établissement, avec une finalité professionnelle clairement énoncée : former de futurs enseignants en éducation physique et sportive. La professionnalisation est, dans la formation, exemplaire, avec un stage obligatoire durant chaque année de licence, et la poursuite d'études en master est très satisfaisante. L'approche par compétences encadrée par le programme D.Clic de l'établissement devrait se concrétiser pour la prochaine accréditation. La formation est très attractive au regard du nombre de candidatures déposées (4 500 en moyenne durant les trois dernières années), mais le taux de remplissage reste assez moyen au regard d'une filière dite en tension. Les taux de réussite sont bons, voire excellents en licence 3.

L'adossement à la recherche de la formation est modéré. Davantage d'informations au sujet de cet adossement auraient été appréciables. Ainsi, il n'est jamais fait mention du ou des laboratoires auxquels la mention est adossée. En outre, en termes de formation, il est spécifié qu'une initiation à la recherche est réalisée sur un volume de 24 h équivalent travaux dirigés au semestre 6 sur des sujets de recherche en lien avec l'expertise des enseignants-chercheurs, sans que les thématiques soient exemplifiées et surtout que les attendus au niveau de l'acquisition de compétences soient indiqués.

La formation a su créer et consolider des éléments de professionnalisation (un stage par année de licence), mais le taux d'encadrement est trop faible. En effet, l'offre de trois stages est remarquable avec un partenariat de longue date avec le rectorat qui œuvre pour faciliter l'accès aux classes de primaire, collèges et lycées. Il est significatif qu'à la marge, des stages peuvent être réalisés auprès d'associations sportives, celles-ci auraient pu être référencées. Il est tout à fait remarquable de pouvoir encadrer autant d'étudiants (un peu plus de 350 étudiants par an) au regard du taux d'encadrement qui est faible (presque 21 étudiants par enseignant permanent). Outre ces stages, les étudiants élaborent un ePortfolio et soutiennent à l'oral leur expérience de stage. Ceci constitue un élément majeur de professionnalisation pour les étudiants. On doit noter aussi qu'il existe des liens forts avec le master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)* pour préparer les étudiants aux différents types de concours (CAPES et CRPG). De la même façon, et c'est important dans les choix d'orientation des étudiants, un parcours *Licence accès santé (L.AS)* est ouvert pour que certains étudiants (26 étudiants en moyenne) puissent intégrer une filière médicale (médecine, maïeutique, kinésithérapie, par exemple).

La formation ne semble pas concernée par la formation continue, ce qui est surprenant, voire regrettable. Cet aspect aurait mérité des explications, car c'est inhabituel. Il est même signifié que les validations des acquis de l'expérience (VAE) sont exclues, sans qu'aucune explication soit donnée.

L'ouverture à l'international est mentionnée, mais extrêmement timide et peu explicitée dans le rapport. En effet, même s'il est signifié que les étudiants peuvent partir en mobilité en Finlande, au Canada, aux USA, aucun chiffre n'est mentionné. De même, aucune référence n'est faite à la mobilité entrante, ce qui est surprenant au regard de la discipline. Le dossier d'autoévaluation ne permet pas de comprendre si l'apprentissage d'une langue étrangère, indispensable pour l'ouverture à l'international, s'effectue via un enseignement obligatoire durant les trois années de licence et/ou un enseignement optionnel. Il est déclaré que 60 h de langue anglaise sont dispensées, mais il est signifié par ailleurs que l'anglais est optionnel. Ce point mérite d'être éclairci. On doit noter aussi que seulement 44 étudiants ont demandé une certification de leur niveau en langue étrangère en 2021-2022, et 0 les autres années.

Les méthodes pédagogiques restent classiques et l'approche par compétences reste à déployer comme le souligne l'équipe pédagogique. L'utilisation des classes inversées, la formation par projet sont référencées, mais peu d'explications sont données pour en apprécier leur contenu. C'est regrettable d'autant que la formation obtient régulièrement des financements pour des projets pédagogiques concernant le sport en plein air. Des travaux pratiques comme recommandé lors de la précédente évaluation du Hcéres ont été ajoutés. Il est mentionné dans le compte-rendu du conseil de perfectionnement de la L2, que les sportifs de haut niveau se sentent à l'aise, sans que des précisions d'aménagement précises soient consignées.

La formation est très attractive au regard du nombre de dossiers déposés sur la plateforme Parcoursup, mais on peut considérer qu'un nombre de 350 étudiants durant les trois années de licence est relativement faible. La formation reçoit en effet en moyenne 4 500 candidatures par an et compte environ 200 nouveaux inscrits en L1 par an (ce qui est peu pour une discipline comme STAPS, filière en tension au niveau national). 90 % des étudiants inscrits sont des bacheliers issus de baccalauréats généraux.

Le taux de réussite est bon, voire très bon en L3, mais le suivi de l'insertion professionnelle est classique. L'équipe pédagogique estime que le taux de réussite est élevé même s'il est en baisse depuis le changement du régime des compensations. Ce point aurait mérité une analyse et des précisions au sujet des taux de réussite en fonction des années de licence auraient été appréciables. On doit noter que dans le compte-rendu du conseil de perfectionnement de la L3, il y a une réelle attention portée au profil des étudiants et à leur projet professionnel en sus de ce qui pourrait être amélioré dans la formation. La poursuite d'études concerne 90 % des étudiants qui ont obtenu leur licence STAPS : EM à l'université Gustave Eiffel.

Les évaluations des enseignements sont effectives même si elles ne sont pas toujours systématisées et le conseil de perfectionnement est en place, pas à l'échelle de la mention cependant. Le compte rendu du conseil de perfectionnement de la L3 propose des pistes d'amélioration intéressantes concernant l'évaluation des enseignements. On note que deux comptes-rendus (dont un identique aux deux licences en L2) sont fournis, sans que la L1 soit référencée. Le conseil de perfectionnement devrait se réaliser au niveau de la mention et non par année afin d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution de la formation ; ceci n'empêchant aucunement des réunions pédagogiques par année. Ce point est important, car il permettrait de comprendre pourquoi l'équipe pédagogique souhaite introduire dans la maquette une spécialisation du projet professionnel dès la L2 sans qu'aucune argumentation soit réellement donnée, en contradiction avec le principe de spécialisation progressive des licences.

Conclusion

Points forts

- Une très bonne professionnalisation des étudiants ;
- Un très bon taux de réussite, en particulier en licence 3 ;
- Des débouchés métiers bien ciblés ;
- Une élaboration d'un ePortfolio très intéressant pour les étudiants.

Points faibles

- Une lisibilité défailante entre les deux mentions *STAPS* ;
- Une faible acquisition de compétences linguistiques ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas tenu à l'échelle de la mention ;
- Un adossement à la recherche timide ;
- Une approche par compétences à développer ;
- Une ouverture à l'international faible ;
- Pas d'ouverture à la formation continue.

Recommandations

- Bien préciser que la spécialisation et la différenciation entre les deux mentions *STAPS* se situent au niveau de la L3.
- Renforcer l'acquisition des compétences linguistiques en augmentant le nombre d'heures d'enseignement d'anglais.
- Placer le conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Renforcer l'adossement à la recherche en développant les liens avec des laboratoires de recherche.
- Mettre en place l'approche par compétences.
- Renforcer l'ouverture à l'international en développant les mobilités.
- Mener une réflexion quant à l'encadrement d'étudiants en formation continue et en validation d'acquis d'expérience.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : MANAGEMENT DU SPORT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 342 étudiants en 2022-2023 et 17 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : management du sport* est en adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel. La recherche est rendue visible par le référencement du laboratoire et une initiation à la recherche pour les étudiants. La professionnalisation est exemplaire, avec l'obligation d'un stage durant chaque année de licence et la poursuite d'étude en master est très satisfaisante. L'approche par compétence encadrée par le programme D.Clic devrait se concrétiser pour la prochaine accréditation. La formation est très attractive, mais le taux de remplissage reste assez moyen au regard d'une filière dite en tension. Les taux de réussite sont bons, voire excellents en licence 3.

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : management du sport* a une place tout à fait cohérente et indispensable dans l'offre de formation de l'établissement, avec une finalité professionnelle clairement énoncée : former des professionnels de l'organisation et de la gestion qui interviennent dans le secteur du sport. Elle partage la première et la deuxième année (L1 et L2) avec la licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : éducation et motricité*, sans que cela soit clairement indiqué, entraînant dès lors une confusion dans l'analyse des résultats de réussite notamment. On note d'ailleurs des effectifs différant de quelques étudiants dans le nombre total d'inscrits administrativement, cette différence étant probablement due à de nouvelles entrées en troisième année (L3).

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche et implique des étudiants dans les projets de recherche. En effet, la formation précise que des liens se font avec le laboratoire Analyse comparée des pouvoirs (ACP), quelques étudiants sont ainsi associés à un projet de recherche financé par l'Agence nationale de la recherche. En outre, il est spécifié qu'une initiation à la recherche a été créée en cours d'accréditation et est réalisée sur un volume de 24 h équivalent travaux dirigés au semestre 6 sur des sujets de recherche en lien avec l'expertise des enseignants-chercheurs. Les thématiques de recherche auraient pu être exemplifiées.

La formation a su créer et consolider des éléments forts de professionnalisation avec un stage par année de licence. En effet, l'offre de trois stages est remarquable avec une ouverture culturelle et un intérêt fort pour leur organisation. Il est tout à fait remarquable de pouvoir encadrer autant d'étudiants (un peu plus de 350 étudiants par an) au regard du taux d'encadrement qui est faible et ce d'autant que le stage de L3 dure neuf semaines. On recense en effet seulement neuf enseignants-chercheurs, même si l'équipe pédagogique est complétée par l'appui notamment d'intervenants extérieurs. Outre le suivi de ces stages, les étudiants élaborent un ePortfolio et soutiennent à l'oral leur expérience de stage. Ceci constitue un élément majeur de professionnalisation pour les étudiants. Par ailleurs, il existe des liens forts avec le master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)* pour préparer les étudiants aux différents types de concours (CAPES et CRPG). De même, et c'est important dans les choix d'orientation des étudiants, un parcours *Licence accès santé (L.AS)* est ouvert pour que certains étudiants (26 étudiants en moyenne) puissent intégrer une filière médicale (médecine, maïeutique, kinésithérapie, par exemple). La formation réfléchit à l'ouverture

d'une formation par l'apprentissage. Cet aspect est intéressant, mais une réflexion doit être menée au regard de la fermeture de la licence professionnelle. L'équipe pédagogique annonce que la formation continue est possible, mais qu'à ce jour aucun stagiaire n'en a fait la demande.

L'ouverture à l'international, même si elle peut être renforcée, est présente. L'anglais est obligatoire excepté au semestre 2. Même s'il est signifié que les étudiants peuvent partir en mobilité en Finlande, au Canada, aux USA, aucun ne se saisit de cette possibilité. Les étudiants peuvent faire certifier leur niveau en langue étrangère, cependant on ne connaît pas le nombre d'étudiants ayant obtenu cette certification.

Les méthodes pédagogiques restent classiques et l'approche par compétences reste à déployer comme le souligne l'équipe pédagogique. L'utilisation des classes inversées, la formation par projet sont mentionnées, mais peu d'explications sont données pour en apprécier le contenu. Il est indiqué dans le compte rendu du conseil de perfectionnement de la L2, que les sportifs de haut niveau (SHN) se sentent à l'aise, sans que des précisions d'aménagement précises soient consignées, alors qu'il est noté par ailleurs qu'il y a entre 5 et 10 étudiants SHN, qui sont salariés. Ces aménagements mériteraient d'être mis en avant comme une plus-value.

La formation est attractive au regard du nombre de dossiers déposés sur la plateforme Parcoursup. La formation reçoit en effet en moyenne 4 500 candidatures chaque année pour une capacité d'accueil de 200 inscrits en L1. 90 % des étudiants qui sont sélectionnés sont des bacheliers généraux. Une cinquantaine d'étudiants provenant de BTS ou d'autres filières de STAPS intègrent par ailleurs la L3 chaque année. Cependant, le nombre de 350 étudiants inscrits dans les trois années de licence est relativement faible pour une discipline comme les STAPS, filière en tension au niveau national.

Le taux de réussite est bon, voire très bon en L3, et le suivi de l'insertion professionnelle est bien mené. L'équipe pédagogique estime que le taux de réussite est élevé. On doit noter que dans le compte rendu du conseil de perfectionnement de la L3, il y a une réelle attention portée aux étudiants et à leur projet professionnel en sus de ce qui pourrait être amélioré dans la formation. La poursuite en master pour 81 % des étudiants est tout à fait cohérente.

L'évaluation de la formation est effective et est menée par la formation elle-même, ce qui est rare. Le taux de retour du questionnaire d'évaluation est de 91 %, ce qui est exceptionnel. Le compte rendu du conseil de perfectionnement de la L3 est sur ce point précieux, car il propose des pistes d'amélioration. Le conseil de perfectionnement devrait se tenir à l'échelle de la mention et non par année afin d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution de la formation ; ceci n'empêchant aucunement des réunions pédagogiques par année.

Conclusion

Points forts

- De très bons taux de réussite, en particulier en licence 3 ;
- Une très bonne professionnalisation des étudiants ;
- Des métiers bien ciblés ;
- Une évaluation de la formation en interne précieuse.

Points faibles

- Une lisibilité défailante entre les deux mentions STAPS ;
- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas à l'échelle de la mention ;
- Une approche par compétence qui reste à déployer.

Recommandations

- Bien préciser que la spécialisation et la différenciation entre les deux mentions *STAPS* se situent au niveau de la L3 ;
- Replacer le conseil de perfectionnement au niveau de la mention de licence ;
- Mettre en place l'approche par compétences.

LICENCE SOCIOLOGIE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Sociologie* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation comprend cinq parcours diplômants ; *Études urbaines, Sociétés et cultures numériques, Métiers de l'enseignement, Métiers des politiques sociales et environnementales, Organisation : ressources humaines, communication et numérique*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 345 étudiants en 2022-2023 et 14 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence *Sociologie* est en très bonne adéquation avec la politique de formation de l'université Gustave Eiffel. Elle bénéficie d'un bon adossement à la recherche. L'internationalisation de la formation reste à renforcer. L'attractivité de la troisième année est préoccupante et des leviers sont à trouver (mutualisations ou réduction de l'offre des parcours) pour que l'offre de formation reste soutenable.

La licence *Sociologie* est en très bonne adéquation avec la politique de formation de l'université Gustave Eiffel. Elle a une place tout à fait cohérente dans le paysage de la formation en Sciences humaines et sociales et se situe au cœur de problématiques mises en avant par l'établissement comme les problématiques urbaines, environnementales, organisationnelles, communicationnelles et numériques. Elle propose une première année (L1) de licence pluridisciplinaire avec la géographie et l'histoire, ce qui permet aux étudiants d'envisager une double licence et/ou de faire des choix d'orientation pour la deuxième année (L2) et de se spécialiser en troisième année (L3).

La formation à la recherche par la recherche est bien assurée avec une équipe de 12 enseignants-chercheurs et des unités d'enseignement destinées à l'acquisition des méthodes en recherche, et les ateliers «recherche et langues» sont tout à fait appropriés. On doit noter aussi un effort, ce qui est plutôt rare en licence, pour faire bénéficier les étudiants de conférences de professeurs de renommée. La réalisation d'une enquête collective commanditée par une structure extérieure, un travail exemplaire qui fait l'objet d'un rapport, est menée en L3. En outre, une autre enquête est menée par les étudiants (encadrée par un enseignant), durant deux ans après la L1, et débouche sur un rapport d'étude et de recherche. La visibilité des deux laboratoires LATTS et LISIS est réelle et des stages pour les étudiants y sont réalisés.

La formation propose des éléments de professionnalisation variés. L'équipe pédagogique est très soucieuse d'accompagner au mieux ses étudiants. La licence forme les étudiants à des techniques professionnalisantes (observation, entretien, analyse quantitative par exemple). Outre les savoirs théoriques fondamentaux, la formation propose des initiatives de visite de structures hors les murs (par exemple, le Familistère de Guise) et des partenariats stables avec des associations locales (par exemple Les petits débrouillards, Cresus - structure contre le surendettement, la fondation Emmaüs), et des entreprises (comme Orange). La formation va bénéficier du projet AVID (Apprendre pour des villes durables) du Programme d'investissements d'avenir afin d'intégrer davantage la question des enjeux de la transition écologique. Les étudiants ont la possibilité de réaliser un stage validé par un rapport de stage (au semestre 4 en L2 et au semestre 6 en L3), sans que celui-ci soit systématique.

L'ouverture à l'international reste encore timide, même si la formation en langues est assez conséquente. Aucune mobilité entrante et sortante n'a eu lieu durant la période de référence. Toutefois, la formation en langue est bien présente et assez conséquente, offrant l'opportunité de suivre deux langues (anglais, allemand, espagnol, mais aussi chinois, coréen, etc.).

Les méthodes pédagogiques sont somme toute assez classiques (cours magistraux, travaux dirigés, classes inversées, jeux de rôle, mise en situation). On notera en particulier la pédagogie par projet, en particulier en L3. L'approche par compétences au regard du programme D.Clic est enclenchée. Les certifications PIX (plateforme en ligne d'évaluation et de certification des compétences numériques) et en langues sont bien inscrites dans la formation.

Si l'attractivité de la formation en L1 est tout à fait correcte, celle de la L3 est préoccupante, notamment pour quatre parcours (*Études urbaines*, en moyenne 5 étudiants ; *Sociétés et cultures numériques*, en moyenne 7 étudiants ; *Métiers de l'enseignement* 14 étudiants en moyenne ; *Métiers des politiques sociales et environnementales* 12 étudiants en moyenne). Ce point avait déjà été souligné lors de la précédente évaluation du Hcéres. Des leviers d'action sont évoqués en conseil de perfectionnement, notamment à travers des ateliers de tutorat. On aurait aimé connaître le taux de fréquentation de ces ateliers qui souvent dans les disciplines des SHS sont peu fréquentés et quand ils le sont, pas forcément par les étudiants qui en ont le plus besoin. En outre, une réflexion est menée sur le niveau d'exigence et la quantité de travail à fournir, afin de les adapter aux étudiants. Une réflexion doit être menée sur la mutualisation voire l'agglomération de parcours pour que la formation soit soutenable au regard des effectifs et des forces d'encadrement. Un parcours *Métiers de la politique* est en projet, on voit mal comment un nouveau parcours pourrait se créer sans suppression par ailleurs. D'ailleurs, un parcours supplémentaire a été ajouté lors de la période de référence passant de 4 à 5. L'ouverture à la formation continue est possible, mais l'équipe pédagogique reconnaît qu'il reste à développer des actions pour attirer ce public.

L'équipe pédagogique mène une réelle politique de soutien à ses étudiants et suit l'insertion professionnelle de ses diplômés. La réussite en L1 est aux alentours de 60 %, ce qui est un bon taux de réussite. Des entretiens sont systématiquement réalisés auprès des étudiants qui ont moins de 8 de moyenne générale, on aurait d'ailleurs apprécié d'en connaître le nombre. Des entretiens de réorientation sont aussi possibles. Comme mentionné dans le rapport, et malgré des taux de réponse assez faibles dans ce type d'enquête, 85 % des diplômés sont en poursuite d'études dont 70 % en master 18 mois après l'obtention du diplôme de licence. La formation propose aussi des sorties en licence professionnelle, ce qui est intéressant pour les étudiants.

Le conseil de perfectionnement est bien en place et mène une activité d'analyse, reste à amplifier les évaluations des enseignements, comme signalé par l'équipe pédagogique. Seules deux enquêtes sont menées par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) de l'établissement avec des taux de retours assez restreints, sans doute y aurait-il à gagner en menant des évaluations de proximité.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une attention particulière portée aux méthodes de professionnalisation ;
- Une équipe pédagogique soucieuse de ses étudiants ;
- Un bon enseignement des langues.

Points faibles

- Une trop faible attractivité pour quatre parcours en L3 ;
- Une évaluation des enseignements trop rare et pas au bon niveau ;
- Pas de mobilité entrante et sortante.

Recommandations

- Améliorer l'attractivité, notamment en refondant des parcours à faible attractivité.

- Mener des évaluations des enseignements de proximité à la fin de chaque semestre par exemple.
- Actionner la mobilité entrante et sortante en proposant des partenariats, par exemple les liens internationaux dans les laboratoires de recherche.

LICENCE PROFESSIONNELLE GUIDE CONFÉRENCIER

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Guide conférencier* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Cette LP en un an est accessible en alternance (apprentissage et formation continue) sur le site de Serris et en formation continue (cours du soir en deux ans) au Groupement d'établissements publics locaux d'enseignements (GRETA) METEHOR à Paris. La formation compte 66 étudiants en 2022-2023 et trois enseignants permanents.

Analyse globale

Cette licence professionnelle (LP) *Guide conférencier* est une formation solide et cohérente, menée par une équipe impliquée, très en lien avec le monde du tourisme. Elle est conforme aux attentes universitaires et l'équipe pédagogique a conscience des évolutions en cours dans le métier, certaines auxquelles elle s'est adaptée (entrepreneuriat individuel), d'autres qui soulèvent des préoccupations pour l'avenir (impact du développement des nouvelles technologies).

La formation est en conformité avec la politique d'établissement d'un lien fort entre l'académique et le professionnel, et notamment les acteurs du tourisme. Rattachée au département Tourisme de l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS), la formation existe depuis vingt ans et recrute à bac + 2 des étudiants majoritairement venus des sciences humaines et de la région parisienne. Le partenariat avec le GRETA METEHOR, pour la formation continue, est efficient, ancien et régi par une convention de partenariat réévaluée tous les ans. La pluridisciplinarité est au cœur de la formation et répond aux différentes attentes des étudiants en vue de ce métier. Les professionnels en sont tout autant les porteurs que les enseignants titulaires, ce qui accentue la cohérence du parcours. Les enjeux relatifs au développement durable sont intégrés dans la formation de manière transversale au sein des interventions des professionnels. Un cours spécifique est envisagé pour l'avenir. Enfin, des dispositifs d'accompagnement numérique dédiés au guidage sont mis en place pour les enseignements hors les murs.

L'ouverture à l'international n'est pas un enjeu pour cette formation étant donné la prévalence locale des débouchés professionnels. Ce sont en effet prioritairement des guides touristiques pour la région parisienne et le territoire national qui sont ici formés. Il n'y a donc ni mobilité entrante ni mobilité sortante. En revanche, l'internationalisation du parcours est liée à la capacité des futurs guides à accueillir des groupes internationaux. Des étudiants étrangers sont également régulièrement inscrits dans la formation.

L'adossement à la recherche de la formation est limité. La LP ne donne pas lieu à un mémoire, mais à un rapport d'activité professionnelle. On retrouve néanmoins au cœur du cursus une initiation à la recherche à hauteur de 70 heures, menée par des enseignants-chercheurs qui sont au nombre de trois à intervenir dans la formation. Deux unités de recherche (laboratoire Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique DICEN-IdF et laboratoire Ville Mobilité Transport) sont liées à la formation, mais ne sont pas des lieux d'accueil de stage. L'intégrité scientifique est prise en compte et des ressources électroniques très riches existent dans la bibliothèque de l'université.

L'un des points forts de la formation est son lien avec le monde social et professionnel. C'est l'ADN même de la formation du fait de l'articulation avec le monde des professionnels du tourisme. De nombreux partenariats existent avec les structures culturelles et muséales. Une partie de l'équipe pédagogique est composée de professionnels. Les professionnels sont au cœur de la formation, accueillent des stagiaires, participent au conseil de perfectionnement. L'évolution dans la professionnalisation est dès lors l'un des enjeux majeurs de la formation, avec une meilleure appréhension de l'entrepreneuriat individuel lié à ce métier au cours des années.

L'approche par compétences est en cours de déploiement. Un portfolio de compétences sera prochainement introduit. L'organisation des enseignements en cours théoriques et pratiques permet d'ores et déjà de répondre aux spécificités du métier, et constitue le préalable à la déclinaison à venir de la formation autour d'un référentiel de compétences.

Les innovations pédagogiques sont adaptées aux attentes du métier. Des dispositifs techniques innovants sont utilisés pour la mise en situation professionnelle des étudiants (guidage devant les pairs, organisation de circuits touristiques, etc.). Les équipements sont nombreux dans le bâtiment Érasme (salle de conférence, salle de co-working, salle avec grand écran tactile, vidéoprojecteur dans toutes les salles, etc.) qui accueille la formation pour permettre son déploiement dans des espaces variés et adaptés.

Le développement des compétences linguistiques est important dans la formation. L'anglais a une place centrale, mais c'est l'anglais de guidage qui est la spécificité apportée par la formation. 35 heures de langue étrangère sont dispensées, et 28 h de la discipline en langue étrangère. D'autres langues sont proposées (espagnol, portugais, japonais, coréen, chinois, allemand) pour permettre l'ouverture à un public touristique plus large. L'interculturalité est également un point fort de la formation, indispensable à un métier où l'on accueille des voyageurs sans voyager soi-même. Plusieurs certifications existent (TOEIC, Voltaire, Qioz, PIX, Ecrit plus et au choix de l'étudiant) : 42 étudiants ont obtenu une certification en 2021-2022 et 27 en 2022-2023. Les étudiants étrangers non francophones sont incités à suivre des cours en Français langue étrangère (FLE).

L'adaptation aux publics de la formation continue est une priorité de la formation. Le partenariat avec le GRETA METEHOR permet un accompagnement au plus juste des attentes de ces étudiants (cours du soir, formation en deux ans).

L'analyse des flux confirme une formation solide et cohérente. Son périmètre de recrutement est essentiellement francilien en raison des besoins importants de la région et notamment de la capitale en matière d'accueil touristique et de guidage. Beaucoup d'étudiants ont déjà une formation allant au-delà du bac +2 (par exemple licence ou master en histoire ou histoire de l'art). Au-delà des actions de communication internes à l'établissement, des alumni et du lien avec les organisations professionnelles, la formation est valorisée depuis la création du réseau national des écoles universitaires du tourisme. L'attractivité est correcte (seule formation en la matière de l'Est parisien), même si l'équipe a conscience que les nouvelles technologies pourraient impacter un peu plus ce secteur dans les années à venir.

La formation suit et analyse la réussite des étudiants. Les taux de réussite sont à améliorer (entre 65 % et 76 % durant les trois années de référence). Un suivi personnalisé et de qualité existe, mais repose surtout sur une équipe pédagogique impliquée et disponible.

L'insertion professionnelle est satisfaisante (en moyenne 76 % des diplômés en emploi à 18 mois). Elle est l'enjeu majeur et la finalité directe de cette licence professionnelle. Le salariat n'étant plus majoritaire dans la profession, c'est l'entrepreneuriat individuel qui se développe le plus à l'issue de la formation. La poursuite d'études, notamment en master *Tourisme* ou *Médiation culturelle*, est, quant à elle, très peu développée. Elle ne concerne que deux étudiants par an (moins de 3 %) et concerne surtout des étudiants qui ne souhaitent pas se concentrer sur le métier de guide, mais se destinent à la gestion de structures.

La formation semble disposer des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Trois enseignants titulaires et onze vacataires interviennent, et l'équipe est très soudée autour d'objectifs clairement définis. Le soutien du Centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) et de l'ingénieur pédagogique de la composante est important pour accompagner l'équipe pédagogique dans la dynamisation des enseignements et l'adossement au numérique. La soutenabilité est interrogée dans le cadre du dialogue de gestion, et l'articulation existe entre le niveau du responsable de formation, celui de la composante de rattachement et la présidence de l'établissement.

Le conseil de perfectionnement est mis en place et actif. Outre l'amélioration continue de la formation, il travaille à proposer des orientations en vue de consolider l'orientation professionnelle, ce qui témoigne de son dynamisme. Il est notamment mobilisé autour des enjeux de l'entrepreneuriat individuel, ou encore des préoccupations environnementales. La formation double l'enquête interne à l'université d'une enquête annuelle auprès des étudiants de la promotion. L'étude des résultats en comité de pilotage de la formation et en conseil de perfectionnement permet de réaliser les ajustements nécessaires.

Conclusion

Points forts

- Une formation très en lien avec le monde professionnel ;
- Une insertion professionnelle très bonne ;
- Une équipe pédagogique très impliquée ;
- Un conseil de perfectionnement dynamique.

Points faibles

- Un adossement à la recherche limité ;
- Une approche par compétences qui manque d'un référentiel ;
- Des taux de réussite mitigés ;
- Une internationalisation peu développée.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en développant la part des enseignements dispensés par des enseignants-chercheurs.
- Finaliser le déploiement de l'approche par compétences.
- Améliorer le taux de réussite en renforçant les dispositifs d'accompagnement.
- Développer l'internationalisation, en augmentant les mobilités entrantes et sortantes.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA COMMUNICATION : CHARGÉ DE COMMUNICATION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la communication : chargé de communication* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette LP en un an comprend un parcours diplômant : *Chargé.e de communication digitale en collectivités territoriales* et est proposée en alternance et en formation continue. Ses enseignements sont dispensés en partenariat avec le GRETA Metehor à l'École nationale de commerce (ENC) Bessières à Paris. La formation compte 13 étudiants en 2022-2023 et un enseignant permanent.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la communication : chargé de communication* est bien intégrée dans son domaine et répond à un besoin important du terrain professionnel, mais a subi une baisse d'effectifs récemment. Cela fragilise quelque peu son bilan d'ensemble et a conduit l'équipe à prendre des mesures d'amélioration. Le faible nombre d'enseignants titulaires dans la formation demeure tout de même une interrogation.

La formation est en conformité avec la politique d'établissement et notamment avec son objectif général de réinventer la ville du futur. Rattachée à l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS), la licence professionnelle vise à former des spécialistes de la communication publique territoriale et s'inscrit dans les ambitions relatives aux transformations durables des territoires. Les enjeux du développement durable structurent entièrement la formation, dans chaque cours et de manière transversale. Les partenariats académiques sont entièrement liés aux publics du diplôme et concernent de manière très étroite le Greta METEHOR (formation continue) et le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes (alternance).

La formation n'est pas ouverte à l'international et ne propose pas d'enseignement de langue étrangère. Le calendrier ne permet pas une internationalisation dans un temps si court (un an de formation), et surtout l'engagement auprès des structures publiques (qu'il s'agisse d'alternance ou de formation continue) n'est pas compatible avec les attentes de l'internationalisation (et sa durée effective lorsqu'elle existe). Une réflexion est quand même engagée sur les conditions de possibilité d'une mobilité sortante. L'enseignement d'une langue étrangère n'est pas présent dans la maquette. C'est néanmoins un enjeu désormais de l'intégrer, car certaines collectivités importantes attendent cette compétence chez leurs collaborateurs (notamment des villes très touristiques ou labellisées).

L'adossement à la recherche est très limité. Il s'agit d'une LP dont le mémoire conserve une dimension fortement professionnelle. On retrouve néanmoins dans le cursus une initiation à la recherche portée par le responsable de la formation, professeur des universités, directeur adjoint de l'unité de recherche Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique DICEN-IDF (qui n'accueille pas d'étudiants en stage). Cette initiation s'éleve à sept heures, ce qui paraît faible pour avoir une idée distincte des enjeux de la recherche. Mais elle est complétée dans d'autres cours par la réflexivité sur les pratiques professionnelles. L'intégrité scientifique et la déontologie sont prises en compte et des ressources électroniques très riches existent dans la bibliothèque de l'université.

L'un des points forts de la formation est son lien avec le monde social et professionnel. C'est l'ADN même de la formation du fait de l'articulation avec le monde des professionnels de la communication publique. De nombreux partenariats existent et sont présentés dans un portefeuille des structures partenaires, où l'on trouve

prioritairement des collectivités territoriales, mais aussi des administrations publiques, des établissements publics et des ministères. La moitié des intervenants de la formation sont des professionnels. L'alternance est très prisée.

L'approche par compétences n'est pas encore mise en place. La maquette semble cependant répondre aux enjeux de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Mais il n'en demeure pas moins que la formalisation de cette approche est désormais attendue et doit constituer une priorité lors du travail autour de la future maquette. Les innovations pédagogiques sont adaptées aux attentes du métier. Elles s'articulent prioritairement aux demandes des professionnels. Les enseignements sont diversifiés et l'ensemble des techniques relatives aux nouvelles technologies sont appropriées. Le travail en équipe est favorisé, l'oralité valorisée et les sorties extérieures apportent une cohérence supplémentaire à l'ensemble (visites institutionnelles, passage au salon des maires, etc.). Lorsque cela est pertinent, le passage au distanciel est réalisé. Mais les cours en présentiel sont privilégiés par les étudiants.

L'analyse des flux semble indiquer une baisse d'attractivité. Il n'y a pourtant que deux formations présentes en Île-de-France dans le domaine. Les étudiants viennent de toute la France et sont issus pour la majorité de BTS *Communication*. On constate cependant une baisse des effectifs : 23 étudiants en 2020-2021, 31 en 2021-2022, 13 en 2022-2023. Cette inflexion est expliquée par la démultiplication des formations possibles après un BTS en communication. À cette baisse répond cependant une hausse de la qualité des candidatures.

La formation suit et analyse la réussite des étudiants. Les taux de réussite sont très importants (plus de 90 %). Un suivi personnalisé et de qualité existe, mais repose surtout sur une équipe pédagogique impliquée et disponible. Les principaux échecs s'expliquent par une alternance difficile.

L'insertion professionnelle est l'enjeu majeur et la finalité de cette licence. Les besoins sont identifiés dès le début de la formation, notamment grâce à la présence des professionnels. Le marché des métiers de la communication est complexe : moins de la moitié des étudiants en bac + 3 s'insère immédiatement. L'insertion est donc plus longue. Certains étudiants poursuivent également leur cursus pour renforcer leur profil et tendre vers des postes à responsabilité.

La formation dispose de moyens pour atteindre ses objectifs, mais peu de ressources stables : un seul enseignant titulaire et quinze vacataires interviennent. On peut s'interroger sur le déséquilibre évident que cela génère. On peut supposer que plusieurs vacataires sont réguliers, parmi les professionnels, mais ce n'est pas précisé. Plusieurs projets sont en effet en cours dans ce contexte, comme la création d'un site internet pour la formation, ce qui suppose une équipe régulière, au moins un noyau. L'enjeu principal demeure la soutenabilité de la formation, qui exige que le nombre d'étudiants soit entre 18 et 25. Le pilotage tient surtout à la direction de la formation, et au secrétariat pédagogique qui lui est associé.

Le conseil de perfectionnement est mis en place et actif. Il travaille à proposer des axes d'amélioration à court et moyen terme. La dernière évaluation, si elle confirme une satisfaction globale des étudiants (64 %), témoigne aussi de points d'amélioration à envisager : disponibilité du responsable de formation, charge de travail importante, répartition inégale des cours dans la semaine, etc. Certains éléments pouvaient expliquer une baisse de dynamisme et ont conduit à prendre des mesures pour rendre possibles les évolutions attendues.

Conclusion

Points forts

- Une formation innovante en parfaite adéquation avec la politique d'établissement ;
- Une formation très en lien avec le monde professionnel ;
- Un conseil de perfectionnement opérationnel.

Points faibles

- Un adossement à la recherche limité (des enseignants-chercheurs en nombre très limité et un volume d'initiation à la recherche faible) ;

- Une insertion professionnelle insuffisante ;
- Une absence d'enseignement de langue étrangère ;
- Une baisse d'attractivité ;
- Une approche par compétence non mise en place.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche, notamment en augmentant la part d'enseignants-chercheurs titulaires dans les enseignements.
- Améliorer l'insertion professionnelle, par exemple en initiant une réflexion en lien avec les professionnels du secteur.
- Mettre en œuvre un enseignement de langue vivante étrangère.
- Renforcer les mesures d'amélioration du recrutement, par exemple en communiquant davantage sur la formation.
- Déployer l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (participation insuffisante des enseignants-chercheurs aux enseignements, sensibilisation à la recherche) ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle ;
- Une absence d'apprentissage des compétences linguistiques.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). Cette LP en un an comprend un parcours diplômant : *Assistant à chef de projet en aménagement de l'espace* et est accessible en formation initiale, en alternance et en formation continue. La formation se déroule à l'EIVP mais aussi à l'École nationale supérieure d'architecture Paris Belleville (ENSAPB) et l'École nationale supérieure d'architecture Paris Est (ENSAPE). La formation compte 19 étudiants en 2022-2023 et neuf enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (MATU)* se distingue des autres formations dans les champs du génie urbain, de la géographie, et du génie civil par sa pluridisciplinarité (génie urbain, génie civil, aménagement et urbanisme, architecture), sa dimension professionnalisante (apprentissage, professionnels intervenant dans la formation) et une ouverture plus affirmée vers le champ de l'architecture. Toutefois, le positionnement de la LP dans l'offre de formation de l'établissement semble encore en émergence et plusieurs pistes d'amélioration sont soulevées. On regrette le caractère lacunaire de certaines informations et en particulier l'absence d'un document de présentation de la formation et d'un compte rendu du conseil de perfectionnement,

La formation est différenciée par sa dimension professionnalisante. La LP *MATU* se distingue en particulier de la licence *Génie urbain (GU)* de l'EIVP par sa dimension professionnalisante (apprentissage, professionnels intervenant dans la formation) et une ouverture plus affirmée vers le champ de l'architecture. On note par ailleurs la progression régulière du nombre d'apprentis qui représentait en 2022-2023 la quasi-totalité de la promotion (15 apprentis pour 19 inscrits). La formation est également accessible via la validation des acquis de l'expérience (VAE). Outre les cours opérationnels et professionnalisants, la LP propose des ateliers dédiés à l'insertion professionnelle des étudiants (ateliers de projets, atelier de synthèse, projet tutoré, atelier CV et lettre de motivation). Les étudiants en formation initiale ont un stage obligatoire de trois mois (12 semaines). Dix-neuf crédits ECTS sont accordés à l'expérience professionnelle (dont stages, alternance, projets tutorés) dans le cursus.

La formation est animée par une équipe pédagogique pluridisciplinaire. Cette équipe est équilibrée entre enseignants permanents et non permanents et professionnels. Sa composition reflète la pluridisciplinarité de la formation : architecture, aménagement et urbanisme, génie urbain, génie civil, géomatique, systèmes d'information géographique. La pluridisciplinarité est renforcée par des partenariats avec l'EIVP, l'ENSAPB et l'ENSA Paris-Est. Neuf enseignants de ces différentes structures sont impliqués dans l'équipe pédagogique et couvrent 208 heures étudiant de la maquette. Les sept enseignants professionnels (professeurs associés, maîtres de conférences associés, vacataires) ont aussi des profils divers même si l'architecture domine. Ils assurent 210 heures étudiant des enseignements (hors suivi de stages et de projets). Ces profils restent donc à diversifier pour mieux couvrir les divers enseignements.

Le devenir des diplômés se partage entre insertion professionnelle et poursuite d'études. Le taux de réussite des étudiants est satisfaisant. L'enquête de l'observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) sur les 15 diplômés de 2021 indique que seuls huit d'entre eux occupent un emploi dans des conditions globalement satisfaisantes en termes de rapidité d'accès et de nature d'emploi. L'autre moitié (sept diplômés) a opté pour une poursuite d'études, notamment en master. Cette tendance à la poursuite d'études

semble confirmée par les résultats de l'enquête conduite en 2023-2024 auprès des étudiants à l'initiative de la responsable de la formation : durant les six dernières années, sur 35 étudiants répondants, 18 étaient en études trois mois après leur diplôme, 13 étaient en emploi et 4 sans emploi. Parmi ceux qui ont intégré le monde professionnel directement après la licence, trois ont repris leurs études plus tard (master à distance en parallèle de leur emploi). La tendance à la poursuite d'études fait l'objet d'une réflexion, notamment en conseil de perfectionnement et conduit à interroger les maîtres d'apprentissage sur l'opportunité de recruter au niveau LP.

La dimension internationale ou européenne est absente de la formation. Les autres arguments qui justifient ce choix sont la limite du format en alternance (une semaine sur deux en entreprise) et l'absence d'une réelle vocation internationale d'une LP. Les stages peuvent néanmoins se dérouler à l'étranger (cas d'un étudiant par an environ : Sénégal et Maroc). L'enseignement des langues étrangères est limité à 15 heures d'anglais et la maquette ne propose pas de cours en anglais, ce qui constitue là aussi un frein à l'internationalisation de la formation notamment en termes de mobilité sortante des étudiants. Toutefois, les étudiants passent la certification en langue propre à l'université Gustave Eiffel (CLUE) : 12 l'ont obtenu en 2021-2022 et 17 en 2022-2023.

La formation s'adosse a minima à la recherche. Le projet tutoré comprend des enseignements de méthodologie de recherche (recherche de données, analyse). Les étudiants doivent aussi rédiger un rapport sur leur expérience d'apprenti ou de stagiaire qui se fonde notamment sur un travail d'analyse. Une sensibilisation des étudiants à la recherche est également proposée par les enseignants-chercheurs de la formation, notamment pour la méthodologie informationnelle et documentaire. Toutefois, les problématiques du plagiat et de l'intelligence artificielle ne sont pas réellement abordées. La sensibilisation à la recherche des étudiants de la LP pourrait être renforcée, sachant que les partenaires institutionnels gèrent ou sont intégrés dans des structures de recherche (unités mixtes de recherche UMR, équipes de recherche, etc.).

La formation s'appuie sur une approche pédagogique qui privilégie le mode projet. L'implication des étudiants dans la conduite de projets, y compris sur le terrain, permet de développer des innovations pédagogiques à la fois pluridisciplinaires et transversales. La réalisation de ces projets bénéficie d'un soutien de l'université. Cependant la formation ne propose pas de réelles innovations pédagogiques.

Une approche par compétences émerge dans la formation. Dans le cadre de la création de la licence *Génie urbain*, une étude des compétences des étudiants et des besoins des maîtres de stage et d'apprentissage a été réalisée par un ingénieur d'études durant l'année 2023-2024. Ce travail a comporté différents volets : analyse des compétences acquises lors du stage ou de l'apprentissage ; enquête auprès des étudiants des six dernières années ; enquête auprès des maîtres d'apprentissage des six dernières années. L'approche par compétences devrait donc se développer sur la base des compétences identifiées.

Le bassin de recrutement de la formation reste à stabiliser. Sur une centaine de candidatures par an, 35 en moyenne sont admises et les effectifs d'inscrits, entre 15 et 19, sont relativement stables depuis 2020. Les données sur la communication autour de la LP *MATU* sont lacunaires. La formation est depuis sa création accessible aux étudiants de deuxième année de licence (*Géographie, architecture*), aux diplômés de BTS (*Professions immobilières, Métiers du bâtiment, Génie civil, Géomètre, etc.*), ou de l'IUT du campus dans des disciplines comme la géographie ou le génie civil. Mais l'émergence du BUT (*Carrières sociales option Gestion urbaine et Génie civil*) a un impact sur le profil des candidatures. De plus, la perspective du développement de la licence *Génie urbain*, dont la première année a été ouverte en 2023-2024, peut faire évoluer le recrutement des étudiants ; notamment si la LP *MATU* constitue un parcours de cette licence.

Le pilotage de la formation s'inscrit dans un processus d'amélioration continue. Le pilotage mobilise différents dispositifs : tableaux de données, comité de pilotage et conseil de perfectionnement, enquêtes. Le conseil de perfectionnement annuel réunit des enseignants de l'équipe pédagogique, des maîtres de stage ou d'apprentissage, des représentants du CFA et des étudiants. Le dernier conseil de perfectionnement a eu lieu en décembre 2023 ; on regrette cependant l'absence d'un compte rendu de cette réunion. En plus des dispositifs d'évaluation de l'université, les étudiants répondent chaque année, à l'issue de la formation, à un questionnaire sur le bilan de leur année de formation. Le pilotage de la formation s'appuie, entre autres, sur ces données. Plusieurs pistes de réflexion sous-tendent le processus d'amélioration continue de la formation et sont abordées dans le cadre de son pilotage et concernent notamment la coordination des trois partenaires porteurs, la poursuite d'études, l'approche par compétences.

Conclusion

Points forts

- Une bonne dimension professionnalisante ;
- Une riche pluridisciplinarité.

Points faibles

- Un manque d'informations sur le conseil de perfectionnement (absence de compte rendu) ;
- Une tendance à l'augmentation de la poursuite d'études après diplomation ;
- Une faible internationalisation de la formation.

Recommandations

- Préciser le rôle et le fonctionnement du conseil de perfectionnement.
- Élargir la réflexion sur la poursuite d'études, en lien avec les partenaires socio-économiques.
- Rechercher des partenariats institutionnels à l'international.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations sur le rôle et le fonctionnement du conseil de perfectionnement.

LICENCE PROFESSIONNELLE TOURISME ET LOISIRS SPORTIFS

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Tourisme et loisirs sportifs* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Cette LP en un an comprend un parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 13 étudiants en 2022-2023 et quatre enseignants-chercheurs permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Tourisme et loisirs sportifs* présente une bonne articulation avec la recherche. Elle se caractérise aussi par une professionnalisation passant par un stage long obligatoire. Toutefois, ne sont pas suffisamment présentés, à la fois les partenariats et/ou structures typiques d'accueil des étudiants, mais aussi la composition de l'équipe pédagogique, notamment du côté des professionnels et de leurs secteurs d'activités alors même qu'ils assurent deux fois plus d'enseignements que les enseignants-chercheurs. L'insertion professionnelle est correcte à trois mois et excellente à 18 mois, mais les postes occupés ne sont que partiellement en adéquation avec les objectifs de la formation. Enfin, la formation souffre d'un manque d'attractivité, non sans lien avec un manque de visibilité, si bien que l'UFR Sciences et techniques des activités physiques et sportives a fermé cette formation pour l'année 2023-2024. Aucune information n'est donnée quant à sa potentielle réouverture.

La LP *Tourisme et loisirs sportifs* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'établissement par son inscription dans un champ thématique soutenu par l'établissement, et dans le réseau Association tourisme recherche et enseignement supérieur (AsTRE). Cependant, l'insertion dans ce réseau ainsi que les liens potentiels avec les autres formations (LP *Métiers du tourisme : commercialisation de produits touristiques* ; master *Tourisme* portés par l'Institut francilien d'ingénierie des services) auraient mérité d'être mieux contextualisés au regard des enjeux sociétaux actuels et mieux explicités.

La formation présente une articulation avec la recherche, même si celle-ci n'est pas sa priorité. Elle prévoit la présentation des travaux de recherche (notamment sur le tourisme sportif) des quatre enseignants-chercheurs intervenants dans la formation, ainsi que la réalisation d'un travail d'étude et de recherche, un accompagnement des étudiants à la revue de la question, la problématisation et un exercice de réflexion. Une sensibilisation aux bonnes pratiques de la recherche est aussi effectuée.

La licence intègre un élément de professionnalisation essentiel avec un stage obligatoire de 12 semaines, mais les partenariats et les structures types d'accueil des étudiants manquent de visibilité. C'est regrettable d'autant que la formation identifie bien les sites touristiques majeurs en Seine-et-Marne (p. ex. Disney, Fontainebleau). Les liens avec le monde socio-économique devraient être mis en avant. Il est également mentionné que des intervenants organisent des visites guidées et des conférences, mais l'absence d'informations concernant leur expertise et leur apport dans l'acquisition de compétences constitue une faiblesse pour une LP, ce qu'avait déjà souligné la dernière évaluation par le Hcéres.

L'organisation pédagogique de la formation est cohérente, même si la répartition des heures de formation entre professionnels et enseignants-chercheurs interroge. En effet, presque 300 heures sont effectuées par des professionnels et 152 h par quatre enseignants-chercheurs de STAPS, soit deux tiers des enseignements assurés par les professionnels pour un tiers par les enseignants-chercheurs. Un rééquilibrage en faveur de ces derniers serait nécessaire. En outre, il est notifié que la formation par nature pluridisciplinaire comprend une formation

en sciences de gestion et en marketing, mais on ne sait pas qui assure ces enseignements de spécialité. Enfin, concernant les questions de développement durable, des sensibilisations sont faites sans que cela soit clairement identifié dans la maquette, alors que les enjeux sociétaux sont forts, en matière de transports touristiques en particulier.

L'ouverture internationale de cette LP se limite à l'apprentissage de l'anglais et de l'espagnol avec respectivement 20 heures étudiant allouées à chacune des deux langues. Même si l'on note un étudiant en mobilité sortante, en matière de tourisme, on aurait pu s'attendre à davantage d'échanges ou du moins des stages réalisés à l'étranger au regard du secteur d'activité concerné qui s'est fortement mondialisé. L'équipe pédagogique ne donne pas d'éléments explicatifs sur ce point qui pourtant mériterait d'être mis en avant, ne serait-ce que pour notifier un besoin de renforcement de l'équipe ou des dispositifs de suivi de stage.

L'attractivité de la formation constitue un problème majeur de la formation qui va nécessiter une réflexion stratégique de la part des équipes aux différents niveaux de l'établissement. Il est mentionné que le vivier des étudiants se trouve en STAPS et en BTS *Tourisme*, mais, en l'état, aucune information concernant la provenance des étudiants n'est apportée. La fermeture de la formation pour l'année 2023-2024 consécutive à une chute récurrente des effectifs (20 étudiants en 2020 pour 13 étudiants en 2022) impose la réflexion sur l'évolution de la formation, sur son articulation avec les autres formations de l'établissement, voire sur sa fermeture. L'ouverture des BUT, qui a pu affecter cette LP, ne peut constituer à elle seule la cause de cette baisse d'effectifs. La communication pour présenter cette formation est à renforcer largement. En outre, il est mentionné que la formation est ouverte à l'alternance et à la formation continue, sans qu'aucun dispositif d'accompagnement soit pensé pour ces publics potentiels. Le conseil de perfectionnement, bien en place et conforme pour la formation, devrait être une instance à mobiliser pour réfléchir à la relance de cette formation.

L'insertion professionnelle est très bonne (86 % à trois mois sans que soit précisé s'il s'agit de CDD ou de CDI et 100 % à 18 mois, en CDI avec un salaire moyen de 1 796 euros). Cependant, les avis des diplômés sont mitigés quant à la correspondance entre le poste occupé et la formation reçue. Même si les résultats des enquêtes opérées par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) sont à prendre avec prudence au regard du nombre de répondants, ce manque d'adéquation doit être réinterrogé puisque ce point avait déjà été signalé auparavant. La proposition est mentionnée que le major de promotion puisse accéder à un master, cet objectif est tout à fait en adéquation avec la philosophie d'une LP.

L'autoévaluation des formations par les étudiants doit être améliorée. Elle serait réalisée au niveau de l'UFR STAPS, mais le rapport ne précise ni comment elle est effectuée, ni comment les résultats sont transmis et pas davantage comment l'équipe pédagogique s'en empare et en fait usage. Le conseil de perfectionnement devrait engager une réflexion profonde quant à ce point.

Conclusion

Points forts

- Une excellente insertion professionnelle à 18 mois ;
- Une thématique très ancrée dans celles mises en avant par l'établissement.

Points faibles

- Une faible attractivité ayant conduit à une fermeture temporaire de la formation en 2023-2024 ;
- Une évaluation des enseignements par les étudiants dont les modalités sont floues ;
- Un manque de visibilité des partenaires socio-économiques et de leur expertise ;
- Un conseil de perfectionnement peu mobilisé au regard de la situation de fermeture ;
- Une très faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité de la formation par une politique de communication auprès des publics lycéens par exemple et des licences existantes dans l'établissement, en insistant sur les enjeux sociétaux défendus par l'établissement.
- Formaliser l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Rendre visibles les partenariats et structures d'accueil des stages.
- Solliciter le conseil de perfectionnement pour trouver des leviers d'action au maintien de cette formation nécessaire dans le paysage de la formation professionnelle.
- Développer les mobilités sortantes.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE CIVIL-CONSTRUCTION DURABLE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Travaux bâtiment (BAT)*, *Travaux publics (TP)*, *Bureaux d'études conception (BEC)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 160 étudiants en 2022-2023 et 22 enseignants permanents.

Analyse globale

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable (GCCD)* souffre d'un manque de positionnement par rapport aux autres formations de même cycle et même secteur de l'établissement. La formation s'appuie sur le référentiel de compétences national du BUT sans toutefois le mettre très bien en évidence. Malgré sa bonne attractivité, le taux de réussite en première année (BUT1) est faible et pas commenté. Le processus d'amélioration continue peine vraiment à se mettre en place.

La formation souffre d'un manque de cohérence et de complémentarité avec les autres formations du même cycle : la licence professionnelle (LP) *Métiers du bâtiment : bâtiment et construction*, portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) et le lycée François Mansart et la LP *Métiers du bâtiment : Génie civil et construction*, portée par l'École d'Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). La réalisation des deux premières années de BUT GCCD et la mise en place de la troisième année (BUT3) se sont donc faites sans clarification du positionnement stratégique de la formation par rapport à ces LP existantes. Une ressemblance possible est juste évoquée par la formation, mais le positionnement de la troisième année de BUT GCCD par rapport aux LP existantes n'est pas du tout commenté alors que le rapport d'autoévaluation de l'établissement met en avant les liens entre les formations.

L'adossement à la recherche ne se fait que par l'intervention d'enseignants-chercheurs dans la formation. Une incohérence est à noter dans les chiffres donnés dans les différentes parties du dossier d'autoévaluation (DAE) concernant le nombre d'enseignants-chercheurs intervenants, ce qui rend l'appréciation impossible. Aucune heure d'initiation à la recherche n'a été prévue dans le BUT3. De même, aucun détail n'est donné sur d'éventuels liens avec les unités de recherche de l'université Gustave Eiffel.

La formation entretient des relations avec le monde socio-professionnel de différentes façons : participation au Campus des métiers de la construction, après-midi entreprises du BTP organisée pour permettre aux professionnels de présenter les métiers, les offres de stages et d'alternance. Les seuls intervenants issus du monde professionnel sont les trois professeurs associés (PAST) de la formation. On peut regretter le manque d'intervenants professionnels en activité. La préparation à l'insertion professionnelle se fait donc uniquement pour l'instant par les stages de BUT1 (trois semaines) et BUT 2 (six semaines).

Les objectifs et les méthodes pédagogiques de la formation sont définis en s'appuyant sur le programme national du BUT et son référentiel de compétences. L'absence de documents (maquette, fiche du répertoire national des certifications professionnelles - RNCP) ne permet pas d'apprécier correctement la mise en œuvre de cette approche par compétences. Rien n'est précisé ni sur l'adaptation locale mise en place, ni sur l'évaluation des compétences. On peut toutefois apprécier la mise en place par la formation du portfolio numérique avec l'aide du Centre d'innovation pédagogique et numérique. Tous les étudiants bénéficient d'une formation à Mahara.

Les pratiques pédagogiques se font par des moyens traditionnels (cours, travaux dirigés et travaux pratiques), complétés par des situations d'apprentissage et d'évaluation (Saé) qui ne sont malheureusement pas détaillées, de même que les projets tutorés qui représentent pourtant un nombre d'heures important dans le BUT.

La formation a un environnement intéressant qui s'appuie sur de nombreux plateaux techniques : halle béton, laboratoire d'acoustique, laboratoire thermique, laboratoire de mécanique des structures, de mécanique des fluides, laboratoire géotechnique. Quatre salles informatiques permettent aux étudiants d'utiliser des logiciels métiers dédiés.

Le caractère international de la formation se réduit à l'enseignement de l'anglais. Le chiffre de 150 h est cité sans que l'on puisse savoir à quoi il correspond réellement. Des possibilités offertes aux étudiants pour l'apprentissage ou le perfectionnement d'une autre langue étrangère sont citées, mais aucune analyse n'est faite sur l'utilisation ou pas de ces possibilités par les étudiants de la formation, ce qui est dommage. Aucune donnée factuelle n'est précisée ni sur le nombre ni sur l'accompagnement des étudiants souhaitant faire une mobilité. Des partenariats sont cités avec différentes universités européennes, mais sans aucune précision. La formation dispose pourtant d'une enseignante référente mobilité.

La structuration du BUT rend les contenus tout à fait adaptés au public de l'alternance. Celle-ci est proposée pour au moins un parcours de BUT3 sans précision sur le nombre d'apprentis. Il n'y a en revanche aucune mise en place de modalités adaptées à la formation continue. De même, aucune validation des acquis de l'expérience (VAE) n'est citée au cours des trois dernières années, ce qui est surprenant compte tenu du contexte professionnel de la formation.

L'attractivité de la formation est très bonne, avec environ 25 candidatures pour une place et la formation suit le cadrage national avec 50 % des inscrits issus de baccalauréat technologique. Dans ce contexte, **le taux de réussite en BUT1 est faible (46 %) sans aucun commentaire de la formation.** Celle-ci donne le nombre d'étudiants n'ayant validé aucun crédit ECTS ou moins de 30, mais ne fait aucune analyse de ces chiffres, ce qui est démontre une évaluation interne peu efficace. Aucun dispositif d'accompagnement et d'aide à la réussite n'est mis en place, la raison invoquée étant un manque crucial de moyens. Un suivi de cohorte totale de BUT permettra d'apprécier la réussite durant les trois années afin de mettre en place des actions afin de la renforcer. De même, l'insertion professionnelle très faible (8 %) après le DUT (sur la base du document fourni) n'est pas analysée.

Le dossier met en évidence une équipe pédagogique très fragilisée du fait d'un manque de moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Les chiffres donnés dans le DAE concernant le nombre d'intervenants dans la formation sont contradictoires et il est donc très difficile de s'appuyer sur ces données. Toutefois, l'analyse faite par la formation conduit à un état des lieux inquiétant. Certains enseignements du parcours *Travaux publics* du BUT3 n'ont pu être mis en place par manque d'intervenants, ce qui est totalement incompatible avec l'ouverture du troisième parcours *Travaux bâtiment*.

Enfin, le processus d'amélioration continue peine à se mettre en place : la formation a formé un conseil de perfectionnement dont la première réunion devait avoir lieu en juin 2024. La phase de mise en place du BUT aurait cependant mérité plus de régulation dans les dispositifs existants. En effet, le conseil de département existait déjà pour le DUT, mais aucun compte rendu n'est fourni pour apprécier la teneur des discussions lors de la mise en œuvre de la réforme.

Aucune évaluation des enseignements et de la formation n'est mise en place par la formation. Cette évaluation est réalisée par l'OFIPE (Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations) en central avec un taux de réponse pour le BUT GCCD extrêmement faible en 2021-2022 et nul en 2022-2023. Le processus d'évaluation interne est donc totalement défaillant.

Conclusion

Point fort

- Une très bonne attractivité.

Points faibles

- Un manque de cohérence dans le positionnement de la formation dans son environnement académique ;
- Des taux de réussite faibles en 1^{er} année, sans aucune analyse et aucun dispositif d'aide à la réussite ;
- Une absence d'évaluation des enseignements et de la formation ;
- Une absence de conseil de perfectionnement en fonctionnement sur la période d'évaluation.

Recommandations

- Mettre en place une analyse précise du positionnement de la formation dans son environnement académique, notamment par rapport aux LP existantes de l'université Gustave Eiffel dans ce domaine professionnel, ce qui permettrait de mieux définir les attendus.
- Analyser les taux de réussite et mettre en place des dispositifs d'aide à la réussite.
- Mettre en place impérativement une évaluation des enseignements par les étudiants et un conseil de perfectionnement opérationnel.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique ;
- Une qualité de la réussite insuffisante (taux de réussite et dispositifs de remédiation) ;
- Une absence de démarche d'évaluation de la formation et des enseignements.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) INFORMATIQUE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 70 étudiants en 2022-2023 et 14 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Informatique* propose de nombreuses passerelles entrantes et sortantes avec d'autres formations tant internes qu'externes afin de favoriser la réussite étudiante. Il présente également un fonctionnement intégré avec les formations du domaine de l'université Gustave Eiffel pour ce qui concerne les moyens humains, ce qui se traduit par la mise en place de pratiques pédagogiques innovantes. Ces divers éléments lui assurent une forte attractivité auprès des candidats. La formation pourrait accentuer cette attractivité par le développement de l'internationalisation. Enfin, elle doit poursuivre la mise en place du processus de suivi de l'amélioration continue de la formation.

Le BUT *Informatique* s'inscrit dans la politique de l'établissement visant au développement de l'apprentissage et à l'interconnectivité des formations afin de mutualiser les moyens et de mettre en place des passerelles (licence, école d'ingénieur ESIEE). La formation s'appuie sur un programme national structuré en blocs de compétences et de connaissances (BCC) avec des objectifs clairs (parcours en fonction de métiers cibles), des compétences métiers identifiées et laissant place à l'innovation et à l'évaluation des compétences à travers les SAÉ. L'évaluation par compétences n'est pas encore complètement satisfaisante. Concernant la pédagogie, la professionnalisation est mise en place par l'intégration d'entreprises ou d'institutionnels (UNESCO) dans le cadre de SAÉ. Du fait de l'orientation professionnalisante du diplôme, la formation ne sensibilise pas ses étudiants à la recherche que ce soit par l'organisation de séminaires ou de conférences, de modules sur la recherche et la démarche scientifique ou la mise en place de stages dans des laboratoires (uniquement envisagé pour des étudiants de troisième année).

Les enseignants-chercheurs font partie de l'équipe pédagogique et appartiennent tous à la même unité de recherche. Ils assurent leur service dans toutes les formations du domaine portées par l'université (spécificité du domaine). Du fait de cette politique, la formation dispose des moyens humains nécessaires pour assurer ses missions, avec la mutualisation des ressources humaines par une commission *ad hoc* dans la discipline ; les moyens matériels et notamment les salles de travail sont plus problématiques à la suite du passage au BUT. Si les personnels titulaires sont mutualisés dans la thématique, la formation gère elle-même ses vacataires qui constituent environ la moitié de son équipe (16 non-titulaires pour 14 permanents). La formation peut s'appuyer sur un service d'innovation pédagogique (CIPEN) pour améliorer ses pratiques ainsi qu'un projet pédagogique «Platon» pour les ressources en ligne.

La formation entretient des liens avec le monde socio-économiques (intervenants, participation au conseil de perfectionnement) et cherche à développer les enseignements en lien ou assurés par des acteurs du monde socio-économique.

La formation, récemment ouverte à l'apprentissage, priorise le développement de cette modalité avant d'envisager de proposer également de la formation continue ou de développer la validation des acquis de l'expérience (VAE) ou la validation des acquis professionnels (VAP). Par ailleurs, la formation n'a pas de mobilité

entrante/sortante effective depuis la mise en place du BUT, et ce malgré les dispositifs mis à disposition par l'université (référént international, service international, conventions de l'université).

La formation présente un taux de pression important et en croissance (passage de 1 978 à 2 471 candidats pour 45 places ; classement de 200 candidats environ), signe de son attractivité basée essentiellement sur la participation à des salons et des forums. Cette attractivité permet à la formation d'attirer de bons candidats. Elle s'appuie sur l'OFIPE de l'université pour analyser ce paramètre. La formation recrute désormais de manière équitable entre bacheliers généraux et bacheliers technologiques.

Les données transmises sur le suivi étudiant ne portent que sur une promotion et une année, données qui en outre ne représentent que deux tiers de la promotion montrant un manque de suivi de la réussite étudiante. Ces données indiquent un taux de réussite en BUT1 de 47 % seulement. Aucune action d'accompagnement à la réussite n'est mise en place depuis le passage au BUT.

Quant au suivi des diplômés, la formation présente des données qui indiquent un fort taux de poursuite d'études (30 diplômés sur 45) principalement dans la même université (70 % des poursuites environ : 20 sur 31 et 15 sur 20). Les résultats sont consolidés et fiables, la formation indiquant un taux de retour de plus de 70 % au moins voire de 95 % sur les enquêtes à 30 mois. Ces enquêtes concernent des étudiants de DUT engagés majoritairement dans des études longues puisque très peu indiquent être en emploi 18 mois après l'obtention du diplôme.

La formation commence la mise en place d'un processus d'évaluation pédagogique (premier conseil de perfectionnement en 2024 ; hors période d'évaluation). La formation a conservé les pratiques usuelles d'un département d'IUT (réunions pédagogiques, conseil de département, auxquels commencent à se greffer les conseils de perfectionnement). Une réflexion sur l'évaluation pédagogique tant de la formation que des enseignements est amorcée, mais sans cadrage ou outils définis.

Conclusion

Points forts

- Une bonne cohérence de la formation dans son environnement académique ;
- Une forte attractivité ;
- Un développement et une mise en place d'outils et de pratiques pédagogiques innovantes.

Points faibles

- Un processus d'amélioration continue de la formation en construction (une seule réunion du conseil de perfectionnement et absence d'évaluation formalisée des enseignements et de la formation) ;
- Un taux de réussite en BUT1 faible et une absence de suivi de la réussite ;
- Aucune mobilité entrante ou sortante effective.

Recommandations

- Finaliser la mise en place effective d'un processus d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation des enseignements par les étudiants).
- Mettre en place un suivi et une analyse de la réussite et développer les dispositifs d'accompagnement.
- Développer la mobilité sortante et nouer des partenariats internationaux en s'appuyant sur les outils et services de l'université.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MÉTIER DE LA TRANSITION ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire technologique (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Exploitation des installations énergétiques pour le bâtiment et l'industrie (EXPLOIT)*, *Management de l'énergie pour le bâtiment et l'industrie (MANé)*, *Optimisation énergétique pour le bâtiment et l'industrie (OPTIM)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 135 étudiants en 2022-2023 et 12 enseignants permanents.

Analyse globale

La mise en place du BUT *Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques (MT2E)* s'est faite de façon très cohérente avec les autres formations de l'université Gustave Eiffel. La formation s'appuie bien sur le référentiel de compétences national du BUT qui fait l'objet d'une mise en place progressive claire. La formation souffre d'un taux important de réorientation en BUT1, problématique dont s'est emparé le conseil de perfectionnement. Le processus d'évaluation interne et d'amélioration continue est débutant, mais en très bonne voie.

La formation est en parfaite adéquation avec la stratégie de formation de l'université Gustave Eiffel au sein du Cluster Descartes, pôle d'excellence de la ville durable. La mise en place du BUT *MT2E* a été faite en cohérence avec les autres formations. L'incorporation des deux licences professionnelles LP *PEEB (Performance énergétique et environnementale des bâtiments)* et LP *GMIE (Gestion et maintenance des installations énergétiques)* a notamment contribué à la stabilisation de l'offre de formation. Le BUT *MT2E* ne présente pas de recouvrement avec d'autres formations de l'université. Des passerelles et des partenariats académiques intéressants existent : en entrée, notamment pour les titulaires de BTS en lien avec la spécialité et pour les étudiants en réorientation, même si cette possibilité reste, pour l'instant, peu utilisée. En sortie, on peut citer la double diplomation avec la première année du cycle d'ingénieur en apprentissage de l'École supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique de Paris (ESIEE) de Paris pour les étudiants de deuxième année de BUT.

L'adossement à la recherche est léger. Il ne se fait que par la faible participation des enseignants-chercheurs (EC) dans la formation qui assurent environ 30 % des heures de BUT1 et BUT2. Il n'est pas indiqué de projets tutorés ou stages proposés par les EC dans un laboratoire associé qui permettrait une initiation à la recherche pour les étudiants. On peut toutefois apprécier une initiative mise en place cette année par le département : un module interactif *Expédition BU* qui permet aux étudiants de première année de découvrir la bibliothèque et ses services (recherche sur le catalogue, emprunt d'ouvrages, connexion au compte lecteur, etc.) suivi d'une séance de travail en groupes.

La formation développe ses relations avec le monde socio-professionnel de différentes façons : il existe un partenariat avec deux fédérations professionnelles, la fédération professionnelle des entreprises de services pour l'énergie et l'environnement (FEDENE) et la fédération des Distributeurs d'équipements et solutions électriques, génie climatique, plomberie & sanitaires (COEDIS), qui sont représentées dans le conseil de perfectionnement. Des stages ont lieu lors des trois années (respectivement 3, 8 et 15 semaines) et, pour

renforcer la professionnalisation, la formation a décidé l'ouverture de la troisième année de BUT en apprentissage pour les trois parcours proposés.

Plusieurs initiatives louables sont proposées pour renforcer les liens avec les industriels : la communication via le site internet des fédérations, la présentation de la formation lors des 27^e rencontres annuelles de la transition énergétique, la participation au concours Women's Energy in Transition, l'organisation d'un stage d'été en partenariat avec l'école ÉNERGIE TECH.

Les intervenants professionnels sont trois professeurs associés (PAST), responsables des trois parcours, auxquels s'ajoutent quelques intervenants professionnels en activité. Il y a une incohérence entre les chiffres donnés dans le dossier d'autoévaluation (DAE) concernant le nombre d'heures assurées par ces professionnels et les pourcentages indiqués dans le compte-rendu du conseil de perfectionnement. La part des interventions de ces professionnels mériterait d'être précisée et harmonisée durant les trois années.

Les objectifs et les méthodes pédagogiques de la formation sont clairement définis en s'appuyant sur le programme national du BUT et son référentiel de compétences. L'approche par compétences existe. Toutefois, le lien entre les différentes ressources et les situations d'apprentissages et d'évaluation (SAÉ) et les blocs de compétences dans les unités d'enseignement (UE) mériterait d'être détaillé. Un effort évident a été fait de mise en place des SAÉ. L'organisation générale est bien décrite. Un exemple concret aurait certainement permis d'apprécier plus finement cette organisation. Le portfolio est bien mis en place sans qu'il ne soit toutefois précisé comment il est pris en compte dans l'évaluation des étudiants. La mise en place de la réforme du BUT n'a pas permis au département de valoriser de compétences complémentaires. L'équipe en est consciente et a fait un effort de réflexion pour améliorer ce point en intégrant par exemple pour la suite, le suivi d'UE consacrées au développement durable et à la responsabilité sociétale, la proposition aux étudiants de la formation certifiante « Ateliers numériques » leur permettant d'évoluer efficacement dans un monde digital ou encore la mise en place de la certification PIX.

Les modalités d'enseignement sont classiques : cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques complétés par des SAÉ. La formation dispose d'un plateau technique intéressant avec notamment une halle thermique rénovée récemment permettant aux étudiants de travailler sur des installations à taille industrielle réelle. Un ensemble intéressant de dispositifs d'aide à la réussite est mis en place avec notamment des questionnaires en ligne, une approche de travail par projet en équipe pour les enseignements de programmation et une remise à niveau en mathématiques (le cross Maths). Ces initiatives sont très appréciables pour favoriser l'intégration et la réussite des étudiants. Une analyse de l'effet de ces dispositifs mériterait d'apparaître dans le bilan fait par le conseil de perfectionnement.

La structuration du BUT et l'intégration des deux LP (GMIE et PEEB) rendent les contenus tout à fait adaptés au public de l'alternance. Celle-ci est proposée en BUT3. Par manque de visibilité sur l'ensemble du BUT, il n'y a, pour l'instant, aucune mise en place de modalités adaptées au public de la formation continue. Cet accueil est toutefois prévu par la formation à la rentrée 2024 en contrat de professionnalisation.

Le caractère international de la formation se réduit à l'enseignement de l'anglais. Aucun dispositif n'existe, favorisant les mobilités entrantes ou sortantes. On regrette que cette expérience ne puisse être proposée aux étudiants et alternants alors qu'elle est facilitatrice pour l'insertion professionnelle et le parcours des diplômés. L'équipe a conscience de ce point d'amélioration puisqu'elle prévoit de relancer une collaboration qui existait avec le département Mécanique du Bâtiment du Cégep de Trois-Rivières au Québec, ce que l'on ne peut que soutenir.

L'attractivité moyenne de la formation ne permet pas, ou péniblement, d'atteindre la capacité d'accueil, alors que ses débouchés correspondent à un secteur d'emploi en tension. Malgré la participation de la formation aux événements classiques de communication (salons étudiants, Journées portes ouvertes, rencontres avec les professeurs principaux, visites en lycées, etc.), elle est peu connue du grand public. Un projet, à l'initiative du département, est en cours pour cibler la communication en organisant, à l'IUT, une journée de rencontre des différents acteurs.

La formation suit de façon claire et détaillée les taux de réussite de ses étudiants. Ce taux souffre d'un fort pourcentage de réorientations à la fin du BUT1. Le conseil de perfectionnement s'est saisi de cette problématique et des pistes d'améliorations sont proposées. L'analyse de l'insertion professionnelle est très légère puisqu'elle ne concerne que celle de la LP GMIE qui est l'une des deux LP intégrées au BUT. L'insertion à 18 mois pour cette LP est excellente (100 % avec 82 % de répondants). L'autre LP n'est malheureusement pas analysée par manque de réponses à l'enquête de l'OFIPE. Il est dommage que la formation n'ait pas approfondi l'analyse en donnant l'insertion professionnelle et la poursuite d'études du DUT avec une réflexion sur l'effet potentiel de la réforme.

Le taux d'encadrement de la formation est faible (53 %), ce qui conduit à une fragilisation de l'équipe pédagogique qui souffre de ne pouvoir mettre en place un certain nombre de projets, faute de moyens humains (communication ciblée, compétences complémentaires). Des difficultés apparaissent pour assurer l'ensemble des enseignements de la troisième année, qui pourraient se résoudre partiellement par l'intégration d'un nombre de professionnels plus important dans la formation. Malgré cela, sept formations ont pu être suivies par les enseignants, ce qui montre une implication importante de l'équipe pédagogique.

Le processus d'évaluation interne et d'amélioration continue est débutant, mais en très bonne voie. Un conseil de perfectionnement a été mis en place et s'est réuni une première fois en janvier 2024. Même si les PAST du département sont présents, ce conseil souffre encore d'un manque de professionnels en activité, point qu'il faudrait améliorer. Les résultats de l'évaluation des enseignements et de la formation par l'OFIPE ne sont pas analysés, car les chiffres indiqués dans le DAE montrent un taux de réponse aux enquêtes quasi nul et ne concernant que la LP *GMIE* intégrée dans le BUT. Ce point aussi doit impérativement être amélioré, mais la formation en a conscience puisqu'elle a mis en place, en 2023, une évaluation par un outil interne au département qui permettra une réelle analyse. Malgré ces points d'amélioration, sur la base des documents fournis, il apparaît que le conseil de perfectionnement, récemment installé, joue pleinement son rôle par une analyse SWOT pertinente qui inscrit bien la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Conclusion

Points forts

- Une équipe pédagogique fortement impliquée ;
- Une mise en place solide de l'approche par compétences ;
- Une réussite des étudiants bien suivie et analysée.

Points faibles

- Un nombre trop faible de professionnels intervenant dans la formation ;
- Une attractivité limitée ;
- Un taux de réorientation très important en BUT1 ;
- Un conseil de perfectionnement récemment installé ;
- Une analyse de l'insertion professionnelle lacunaire.

Recommandations

- Renforcer la part des interventions de professionnels intervenants dans la formation.
- Renforcer l'attractivité en ciblant mieux la communication sur la formation ;
- Diminuer le taux de réorientation en BUT1 en améliorant le recrutement et en développant l'accompagnement des étudiants.
- Pérenniser le conseil de perfectionnement.
- Compléter l'analyse de l'insertion professionnelle du BUT.
- Veiller à pérenniser le conseil de perfectionnement.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Création numérique et Développement web et dispositifs interactifs*. Ses enseignements sont dispensés sur les campus de Champs-sur-Marne et de Meaux. La formation compte 244 étudiants en 2022-2023 et 10 enseignants permanents.

Analyse globale

Le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* (MMI) est une formation présentant une forte attractivité qui lui permet une sélectivité à l'entrée. Cette attractivité s'explique par la mise en place de pédagogies innovantes, une forte ouverture à l'international et les passerelles sortantes mises en place. Revers de la médaille, la formation s'appuie très fortement sur des intervenants extérieurs compte tenu du fort ratio étudiants/permanents. Enfin, la double localisation peut être source de disparité tant d'attractivité que de niveau et de moyens.

La formation est en adéquation avec les objectifs de l'université dans le cadre de la thématique « ville durable » à travers la communication et la digitalisation responsable et durable, mais également dans le cadre de l'axe réseau de campus et enfin en ce qui concerne le développement de l'apprentissage et de la réussite étudiante. La formation a participé à quatre appels à projets pédagogiques innovants (notamment le projet Bonus Qualité Enseignement à Champs-sur-Marne combinant étude d'une réalisation réelle - la visite virtuelle d'un musée, intervention du professionnel et réalisation d'un produit analogue ou des salles dédiées à Meaux - réalité virtuelle ou réalité augmentée - pour la réalisation de SAE). Les SAE sont une ressource prépondérante pour la mise en place de nouvelles pratiques et leur diversification tout en permettant aux étudiants une approche pluridisciplinaire et professionnelle. Malgré le domaine de la formation, aucun cours en distanciel n'est proposé. Enfin, elle collabore et structure des passerelles avec les écoles internes, mais réalise un partage de bonnes pratiques avec les autres départements MMI.

Comme tout BUT, la formation propose également des modalités de formation classique avec une attention toute particulière à la professionnalisation et à l'acquisition de compétences via les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAE) et encourage à la mise en application des compétences acquises lors des journées portes ouvertes (JPO), du portfolio et de divers événements. Les SAE sont adaptées en fonction des parcours et présentées tant sous un angle de projets (phases, attendus et objectifs) que de compétences. Le département MMI de Champs-sur-Marne propose le passage de la certification Oquast (BUT2).

La formation entretient des relations fortes avec le monde social, économique et culturel, une majorité des enseignements étant assurés par des intervenants extérieurs et elle intègre des éléments de professionnalisation notamment via la mise en place de l'apprentissage (BUT3) avec une forte attractivité (70 %). Pour répondre au mieux aux besoins du bassin économique, l'ouverture d'un nouveau parcours est en réflexion sur le site de Meaux. Les formations bénéficient de cinq professionnels permanents pour le département MMI (trois PAST et deux CDD à mi-temps). La formation n'accueille pas de public relevant de la formation continue ni n'a été sollicitée pour de la validation des acquis de l'expérience (VAE) ou de la validation des acquis professionnels (VAP).

La formation propose à ses étudiants une forte ouverture à l'international à travers deux partenariats internationaux (UQAC à Chicoutimi et CEGEP de Sainte Foy au Québec) à destination des étudiants de BUT2 (huit étudiants). L'un des partenariats s'oriente vers une bidualité. Les deux partenariats sont réciproques ; toutefois seule la mobilité sortante est effective actuellement. La mobilité sortante des étudiants s'appuie sur un accompagnement par des référents internes ainsi que par le service des relations internationales et l'obtention de bourse de mobilité. La mobilité entrante semble beaucoup moins présente. Une certification en anglais est proposée en BUT3 (TOEIC ou CLUe selon la modalité suivie).

Pour assurer cette offre de formation, le BUT MMI dépend très fortement de ressources humaines extérieures tant d'un point de vue quantitatif (10 permanents pour 32 vacataires) qu'en volume horaire (seulement 24 % des heures assurées par des permanents). Des difficultés dans les équipes transparaissent que la réforme du BUT a accentuées (charges pédagogique et administrative plus importantes). Précédemment, la différence de composition des équipes et les difficultés en découlant avaient déjà été évoquées (site de Meaux principalement). Les départements MMI s'appuient sur des procédures et des services pour leur fonctionnement.

Cela se traduit également par un adossement à la recherche hétérogène selon le site (Champs-sur-Marne est plus pertinent sur cet item), mais les deux formations proposent toutefois des modules de sensibilisation à la recherche, à la démarche et à l'éthique scientifiques. L'accès au laboratoire est possible sur le site de Champs-sur-Marne. Cette disparité, résultant de la situation géographique du laboratoire de recherche (au détriment de Meaux), impacte de fait la composition des équipes entre enseignants-chercheurs (EC) et enseignants (équilibre à Champs-sur-Marne ; déséquilibre à Meaux).

La formation est attractive grâce à des actions classiques (forums, JPO) et le site interne dédié du BUT et celui des départements MMI ; et sélective (environ 3 000 candidatures post-bac pour 400 admis et 120 étudiants inscrits). Là encore, on observe une disparité de situation entre Champs-sur-Marne (plus attractif) et Meaux (moins attractif), toujours pour une raison géographique (facilité d'accès, services universitaires réduits, etc.).

La formation suit et analyse les résultats de ses étudiants et met en avant une disparité de réussite, meilleure à Champs qu'à Meaux, qu'elle lie à l'attractivité et donc à la qualité du recrutement des sites. Les données fournies étant globalisées, seule une baisse importante des taux de réussite en première année (-50 %) et en deuxième année (-30 %) lors de la dernière année d'évaluation transparaît. La formation s'appuie sur le service commun CIPEN pour améliorer ses procédures pédagogiques ainsi que sur des évaluations d'enseignements (essentiellement les SAÉ) dont le traitement n'est pas formalisé.

Le conseil de perfectionnement (CP) est mis en place depuis 2024 (seul le compte rendu du département de Meaux est fourni) et semble être lié à l'ouverture à l'apprentissage, ce qui dénote une méconnaissance du rôle et de l'objet de ce dernier. Le compte rendu met en évidence une composition du conseil de perfectionnement déséquilibrée, mais semble toutefois permettre l'émergence d'axes d'amélioration.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité et sélectivité ;
- Un développement de pratiques pédagogiques innovantes ;
- Une bonne ouverture à l'international.

Points faibles

- Un processus d'amélioration continue en construction (conseil de perfectionnement récent) ;
- Une faible cohérence interne entre les sites ;
- Une baisse des taux de réussite en BUT1 ;
- Un faible taux d'encadrement par des enseignants titulaires.

Recommandations

- Finaliser la mise en place d'un conseil de perfectionnement à l'échelle du BUT et développer des outils de pilotage communs et représentatifs des différents acteurs de la formation.
- Homogénéiser les pratiques entre les sites, par exemple grâce aux données de l'OFIPE.
- Améliorer les taux de réussite en BUT1, par exemple en mettant en place des dispositifs d'accompagnement.
- Être attentif au volume horaire enseigné par des titulaires.

LICENCE INFORMATIQUE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Informatique* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM). Cette formation comprend actuellement un seul parcours diplômant composé d'un portail Mathématiques/Informatique en première année (L1) et d'un parcours Informatique en deuxième (L2) et troisième année (L3). Deux parcours ont été fermés durant la période d'évaluation. Elle dispose aussi d'une licence option accès santé (L.AS). Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 613 étudiants en 2022-2023. L'équipe pédagogique compte 51 enseignants permanents et la formation compte 1 646 heures étudiant.

Analyse globale

La formation procède sérieusement au suivi de la réussite de ses étudiants. Elle jouit d'une bonne attractivité dans son bassin géographique. Elle définit aussi un processus d'évaluation interne satisfaisant tout en lui permettant d'évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Cependant, la formation ne met pas suffisamment en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et elle n'est pas en très bonne adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Néanmoins, elle pourrait profiter du soutien du projet D.Clic pour mettre en place des dispositifs d'accompagnement afin d'améliorer ses taux de réussite. Enfin, son processus d'évaluation interne n'est pas satisfaisant.

La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants de façon sérieuse. La formation est exigeante, notamment par sa nature bidisciplinaire en L1. Cela explique aussi pourquoi les taux d'échec et d'abandon en première année sont élevés. Toutefois, les taux de réussite en L1 sont en progression au cours des dernières années de 2021 à 2023 (29 %, 33 %, 47 %). Par ailleurs, la formation a mis en place plusieurs dispositifs pour accompagner les étudiants au cours de la L1 ainsi que pour ceux qui se réorientent ou qui redoublent.

Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions permet de bien mesurer l'attractivité de la formation. Selon les critères de Parcoursup, la licence *Informatique* est une formation en tension. Cela explique notamment pourquoi il n'y a que très peu de recrutements en L2/L3. Cependant, la formation est attractive. La formation comptait notamment 347 inscrits (dont 178 néobacheliers) en L1 Mathématiques-Informatique en 2022-2023. Enfin, la formation recrute principalement ses étudiants dans son bassin géographique.

La formation ne met pas suffisamment en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. Des membres de l'équipe pédagogique participent à des communautés de recherche sur l'enseignement de l'informatique et des unités d'enseignement (UE) intègrent des pédagogies innovantes. La plupart des étudiants obtiennent la certification PIX en L2 (environ 125 étudiants par an au cours des années 2021-2022 et 2022-2023). L'évaluation par compétence et une maquette structurée en blocs de connaissances et compétences (BCC) pourraient aussi être mises en place, en harmonie avec la formation. Une refonte partielle des maquettes d'enseignement afin d'explicitier les prérequis et les apprentissages visés dans chaque unité d'enseignement, en mettant ces éléments en rapport avec le référentiel de compétences, vont dans ce sens. La formation pourrait aussi bénéficier d'un soutien grâce au projet D.Clic.

La formation n'est pas en très bonne adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, mais elle pourrait améliorer ses taux de réussite grâce au projet Nouveaux cursus à l'université (NCU) D.Clic. Cette formation qui est bidisciplinaire (mathématiques, informatique) en L1 jouit d'un partenariat privilégié avec la licence *Mathématiques* de l'université Gustave Eiffel à travers un portail commun en L1 et une double licence *Mathématiques-Informatique* ouverte à partir de la rentrée 2024. La formation donne accès principalement au master *Informatique* de l'établissement. Des poursuites en écoles d'ingénieurs sont aussi possibles. Elle est

ouverte à l'apprentissage, qui est un axe prioritaire de l'université Gustave Eiffel, ainsi que sur les enjeux de la transition écologique à travers une option en L1. Une fragilité concerne les équipes pédagogiques qui manquent de disponibilité pour se réunir. Celles-ci pourraient bénéficier du soutien du projet D.Clic pour mettre en place des dispositifs d'accompagnement ou d'aide à la réussite afin d'améliorer ses taux de réussite.

La formation pourrait définir un processus d'évaluation interne plus satisfaisant pour lui permettre d'évoluer vers une meilleure démarche d'amélioration continue. Un conseil de perfectionnement qui représente l'ensemble des acteurs de la formation a été mis en place en suivant les recommandations passées du Hcéres. Il s'est réuni en 2024 pour faire un bilan de l'année 2022-2023, mais n'intègre aucun représentant du monde socio-économique. Par ailleurs, des réunions d'échange avec les étudiants ont lieu en fin de L3, et une autre consultation des étudiants sur l'évaluation des enseignements et l'organisation de la formation devait être mise en place par l'université en fin d'année 2023-2024. Cependant, une proportion trop faible d'étudiants (inférieure à 15 % en 2021-2022) répond aux questionnaires de l'évaluation organisée par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) deux fois par contrat quinquennal.

Conclusion

Point fort

- Une bonne attractivité de la formation dans son bassin géographique.

Points faibles

- De faibles taux de réussite ;
- Une formation qui ne met pas suffisamment en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées ;
- Un processus d'évaluation interne de la formation qui n'est pas satisfaisant.

Recommandations

- Améliorer les taux de réussite en profitant du soutien du projet D.Clic.
- Mettre en place une évaluation par compétences et une maquette structurée en BCC en s'appuyant sur le projet D.Clic.
- Organiser des réunions du conseil de perfectionnement plus régulièrement et améliorer l'organisation de l'évaluation des enseignements de la formation par les étudiants.

LICENCE MATHÉMATIQUES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) *Mathématiques*. Cette formation comprend quatre parcours diplômants : *Mathématiques et applications*, *Ingénierie mathématique*, *Enseignement*, *Double licence mathématiques/physique, chimie*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 493 étudiants en 2022-2023. L'équipe pédagogique compte 30 enseignants permanents. Le nombre d'heures étudiant est compris entre 1550 et 2150 selon le parcours choisi.

Analyse globale

La formation jouit d'une bonne adéquation avec la stratégie de l'université Gustave Eiffel. À travers différents dispositifs, elle suit la réussite de ses étudiants de façon sérieuse, et elle analyse bien la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs. Par ailleurs, la formation met bien en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées en appuyant sa démarche sur une approche par compétences tout en valorisant les compétences acquises par ses étudiants. Les contenus et les dispositifs de la formation sont aussi bien adaptés pour permettre son ouverture à l'international grâce à l'acquisition de compétences linguistiques et un accompagnement à la mobilité.

La formation est en bonne adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Cette licence qui vise un niveau de formation élevé en mathématiques avec des bases solides en informatique est construite en cohérence et en complémentarité avec les autres formations du même cycle (double licence *Mathématiques/Physique, chimie MPC*, licence *MIASHS*, double licence *Mathématiques Informatique* ouverte à la rentrée 2024). La formation a un portail commun en première année (L1) avec la licence *Informatique* et ses enseignements sont mutualisés dans des proportions cohérentes avec chacune des autres formations du même cycle. Par ailleurs, la formation intègre l'apport de la pluridisciplinarité dans son contenu, en particulier à travers son portail commun avec l'informatique en L1, ainsi que dans sa finalité, les compétences solides en informatique étant nécessaires pour la poursuite d'études en mathématiques.

La formation suit et analyse sérieusement la réussite de ses étudiants à travers des dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et d'aménagement des études. Les taux de réussite en L1 ont progressé assez largement durant la dernière décennie. Un dispositif de contrat pédagogique permet à une proportion non négligeable d'étudiants ajournés, mais tangents de valider leur L1 l'année suivante. La formation est très exigeante, notamment par sa nature bidisciplinaire en L1, ce qui explique le taux d'échec relativement élevé (environ 33 %) en première année. Parmi les dispositifs d'accompagnement mis en place dans la formation figurent notamment des entretiens de suivis au semestre 1 et un semestre 2 adapté pour préparer un redoublement ou une réorientation. Les taux de réussite en deuxième et troisième années (L2 et L3) sont assez constants et satisfaisants. Dans le parcours *MPC*, les résultats sont excellents.

La formation analyse finement la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs. La quasi-totalité des diplômés de la licence *Mathématiques* poursuit ses études en master disciplinaire (master *Mathématiques* ou master *Actuariat*) pour la plupart (73 %) ou en master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* (21 %), et principalement à l'université Gustave Eiffel (80 % des étudiants). Une très faible proportion des diplômés de cette formation intègrent le marché de l'emploi. Après un an de recul, les diplômés de la double licence *MPC* accèdent principalement à des écoles d'ingénieurs (dont CentraleSupélec ou Supaéro) par voie universitaire (75 %) ou poursuivent en master.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées en s'appuyant sur une approche par compétences et une valorisation des compétences acquises. La formation qui s'appuie depuis plusieurs années sur une approche par compétences mise en place dans plusieurs unités d'enseignement (UE) a relancé cette année ce travail dans le cadre du projet D.Clic en élaborant un référentiel de compétences pour la formation. Par ailleurs, les étudiants de L2 passent la certification PIX, la majorité d'entre eux obtiennent le niveau 4 attendu. En dehors de leur formation, les étudiants peuvent aussi valoriser leurs pratiques artistiques, associatives, citoyennes, entrepreneuriales ou sportives à travers une UE d'ouverture.

La formation est bien adaptée pour permettre son ouverture à l'international grâce à l'acquisition de compétences linguistiques et d'un accompagnement à la mobilité. La formation dispensée en anglais est obligatoire du semestre 1 au semestre 5. Les étudiants peuvent choisir aussi une UE d'ouverture de langue étrangère en L1. Le Centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) de l'université propose aussi une offre supplémentaire de huit langues étrangères européennes ou asiatiques hors formation. Les étudiants passent la certification en langue de l'université Eiffel (CLUE) en L3 avec un niveau attendu supérieur au B2. Par ailleurs, même s'il n'y a que peu de candidats à la mobilité, les étudiants bénéficient d'un dispositif personnalisé complet d'accompagnement en mobilité entrante ou sortante avec un suivi pédagogique au sein de l'UFR et un suivi administratif du service des relations internationales.

Le conseil de perfectionnement de la formation est en place, mais son fonctionnement est perfectible. Le conseil de perfectionnement pourrait exploiter les études de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) ou ses enquêtes de satisfaction interne pour améliorer des points identifiés comme problématiques. Par ailleurs ce conseil n'intègre aucun membre du monde socio-économique.

Conclusion

Points forts

- Une formation en bonne adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel ;
- Des dispositifs de remédiation nombreux ;
- Un taux de poursuite d'étude élevé ;
- Des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées ;
- Une formation bien adaptée pour permettre son ouverture à l'international.

Point faible

- Un fonctionnement du conseil de perfectionnement perfectible (représentation du monde professionnel, dimension stratégique).

Recommandation

- Améliorer le fonctionnement du conseil de perfectionnement.

LICENCE MATHÉMATIQUES ET INFORMATIQUE APPLIQUÉES AUX SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Mathématiques. Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 106 étudiants en 2022-2023. L'équipe pédagogique compte 35 enseignants permanents et 16 non-permanents.

Analyse globale

La licence *MIASHS* intègre bien l'apport de la pluridisciplinarité dans son contenu et sa finalité, en cohérence avec les autres licences. Elle met bien en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées en s'appuyant sur une approche par compétences tout en valorisant les compétences acquises par ses étudiants. Cependant, les contenus ou les dispositifs de la formation ne sont pas toujours adaptés pour permettre son ouverture à l'international. La formation analyse bien la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs. Cependant, malgré son attractivité et le suivi de ses étudiants, la formation a des taux de réussite en première année qui sont assez faibles et auxquels des dispositifs d'accompagnement ou d'aide à la réussite ne remédient pas.

En intégrant l'apport de la pluridisciplinarité dans son contenu et sa finalité, et en cohérence avec les autres licences, la formation est en bonne adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel. La formation bidisciplinaire entre mathématiques et économie est complétée par de l'informatique. Elle intègre l'apport de ces disciplines dans son contenu à travers des unités d'enseignement (UE) à cheval entre disciplines, par exemple entre mathématiques et économie (UE Théorie des jeux) ou entre économétrie et informatique (UE Traitement statistique de l'information). Elle intègre aussi l'apport de ces disciplines dans sa finalité en préparant les étudiants à poursuivre leurs études en master (Actuariat, Data Analyst, Banque) à l'université ou dans d'autres masters de mathématiques appliquées ou d'économie. Par ailleurs, plusieurs cours des licences *Mathématiques* et *Économie et gestion* sont mutualisés avec cette formation, ce qui permet aussi aux étudiants de s'y réorienter par des passerelles.

La formation met bien en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées en s'appuyant sur une approche par compétences tout en valorisant les compétences acquises par ses étudiants. La formation s'appuie sur une approche programme et une approche par compétences développée dans la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et mise en place partiellement, ainsi que sur une structuration par blocs de connaissances, et sur une évaluation des compétences attendues et acquises. Par ailleurs, les étudiants de deuxième année (L2) passent la certification PIX et la plupart d'entre eux obtiennent le niveau ciblé. Les étudiants acquièrent aussi d'autres compétences en informatique au cours de la formation, notamment des bases de programmation en Python, l'utilisation de logiciel pour les statistiques, ainsi que les bases de données.

Grâce à des enquêtes de suivi, la formation analyse bien la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs. Les poursuites d'études des diplômés sont conformes aux objectifs fixés : poursuite d'études en master pour des métiers dans la banque, l'assurance, le traitement des données ou l'enseignement. Une très faible proportion des diplômés de la licence *MIASHS* intègre le marché de l'emploi. La quasi-totalité des diplômés poursuit leurs études en master : 86 % en master disciplinaire (Actuariat, Data Analyst, Banque), principalement dans l'établissement (89 % des étudiants), et 9 % en master enseignement. Les étudiants

n'obtiennent pas tous leur premier choix de master, mais la plupart sont satisfaits et certains intègrent aussi des masters sélectifs ailleurs.

Malgré son attractivité et son suivi des étudiants, la formation a des taux de réussite assez faibles en première année, auxquels des dispositifs d'accompagnement ou d'aide à la réussite ne remédient pas. La formation a de très bons taux de réussite en deuxième et troisième années où les effectifs sont assez réduits, mais les taux de réussite en première année sont beaucoup plus faibles (48 % en 2020-2021, 31 % en 2021-2022, 44 % en 2022-2023). La formation a des difficultés en particulier à suivre des étudiants qui doivent se réorienter en L1. Des étudiants se retrouvent notamment en très grande difficulté en première année, car ils n'ont pas suivi la spécialité Mathématiques en Terminale et se réorientent vers la licence *Économie et gestion*.

Les contenus ou les dispositifs de la formation ne sont pas toujours adaptés pour permettre son ouverture à l'international grâce à l'acquisition de compétences linguistiques. La formation dispensée en anglais est obligatoire tous les semestres et les étudiants peuvent faire leur TPE en anglais. Les étudiants peuvent choisir aussi une UE d'ouverture de langue étrangère en L1. Le Centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) de l'université Gustave Eiffel propose aussi une offre supplémentaire de huit langues étrangères européennes ou asiatiques hors formation. Les étudiants passent la certification en langue de l'université Eiffel (CLUE) en L3 avec un niveau attendu supérieur au B2. Cependant un seul étudiant parmi 23 a obtenu cette certification en 2022-2023.

Conclusion

Points forts

- Une formation en bonne adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel ;
- Une bonne mise en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées ;
- Une bonne analyse de la poursuite d'études de ses diplômés.

Points faibles

- Des taux de réussite assez faibles en première année ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer les taux de réussite en L1, avec le soutien possible de D.Clic pour mettre en place des dispositifs d'accompagnement ou d'aide à la réussite.
- Améliorer le taux de réussite de la certification CLUE en renforçant l'acquisition de compétences linguistiques.

LICENCE PHYSIQUE, CHIMIE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Physique, chimie* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA). Cette formation comprend sept parcours diplômants : *Électronique, énergie électrique, automatique, Mécanique, Chimie et applications, Physique, chimie : enseignement 2nd degré, Physique et applications, Sciences physiques - anglais, Double licence Mathématiques - Physique, chimie*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 316 étudiants en 2022-2023 et 70 enseignants permanents.

Analyse globale

La formation s'inscrit dans les ambitions, dans les orientations pédagogiques et dans les priorités thématiques de l'établissement. La formation est construite en cohérence et en complémentarité avec la licence *Sciences pour l'ingénieur*, et en articulation avec les masters de l'établissement. L'attractivité est importante et on observe un bon taux de réussite en deuxième et troisième année (L2 et L3) conduisant à un excellent taux de poursuite d'études en master. Comme souvent en licence, le taux d'échec est important en première année (L1). La formation met en œuvre une grande diversité de méthodes pédagogiques, mais dans une approche classique. Plusieurs parcours présentent un faible effectif, qui varie en fonction des promotions.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement en répondant à trois axes prioritaires stratégiques de l'université Gustave Eiffel : stabiliser l'offre de formation, fortifier le lien formation-recherche, renforcer l'usage du numérique et la pédagogie active. La licence propose un vaste champ disciplinaire en complément des formations scientifiques de 1^{er} cycle de l'université. La L1 est commune avec la mention *Sciences pour l'ingénieur*, ce qui permet une mutualisation des enseignements et offre aux étudiants la possibilité d'un choix conséquent d'orientation de parcours ainsi que la possibilité d'intégration en cycle d'ingénieur. L'ouverture à l'international est à améliorer, car elle ne concerne que très peu d'étudiants : il n'y a aucune mobilité entrante et seulement deux étudiants au maximum par an en mobilité sortante.

Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions permet de mesurer et d'améliorer l'attractivité de la formation auprès de ses différents publics. L'attractivité de la formation est très importante : plus de 2 000 candidatures pour 135 places en L1. La communication se fait essentiellement par le service d'information et d'orientation de l'université sous la forme de : Journées portes ouvertes, salon postbac, rencontres dans les lycées, et Université à l'essai pour les terminales. Cependant on note une variation importante des effectifs suivant l'année et les parcours. Les effectifs de certains parcours (*Électronique, énergie électrique, automatique, Physique, chimie enseignement 2nd degré, Physique et applications, double licence Mathématiques - Physique, chimie*) en L3 sont très faibles et parfois en diminution sur la période au point de poser question sur leur pérennité.

La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants. Le taux de réussite est faible en L1 de l'ordre de 50 %, du fait d'un fort taux d'abandon et de réorientation, ce qui est fréquent en 1^{re} année. La formation, consciente de ce problème, a mis en place plusieurs dispositifs d'aide à la réussite : tutorat, semaine d'ateliers de préparation à la licence ; déroulement des enseignements sous forme de cours-travaux dirigés, évaluations sous forme de contrôle continu au premier semestre, suivi individuel des étudiants. Un contrat pédagogique a été créé pour les étudiants en situation délicate nécessitant un suivi pédagogique individuel à la suite de la période de pandémie. Le taux de réussite est satisfaisant pour l'ensemble de la licence en L2 et en L3 (80 %). La formation analyse la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs. Les réponses aux enquêtes sont très satisfaisantes (90 %) et indiquent que pratiquement 100 % des étudiants sont en poursuite d'étude dont la moitié au sein de l'établissement.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. La démarche d'amélioration s'appuie sur un conseil de sa composante (IFSA), un conseil de perfectionnement, et une enquête effectuée auprès des étudiants. Le conseil de perfectionnement correspond à ce qui est attendu, il se réunit une fois par an et les discussions portent sur : les effectifs, les taux de réussite des étudiants par année, les conditions d'accueil, l'utilisation des locaux, l'analyse des enquêtes sur la formation (enquête OFIPE) et des actions à envisager pour l'amélioration des enseignements et la réussite de nos étudiants. Il est recommandé de veiller à ce que le conseil comporte bien des représentants du monde professionnel et qu'ils soient présents.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. La licence est organisée de façon modulable au cours des trois années regroupant des unités d'enseignement (UE) disciplinaires et transversales qui répondent à un ou plusieurs référentiels de compétences de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). L'organisation des enseignements pédagogiques fait que l'ensemble des compétences sont acquises progressivement tout au long des trois années du cursus. Une restructuration prenant en compte les compétences acquises en blocs de connaissances et de compétences (BCC) est envisagée afin de favoriser leur lisibilité ainsi que les échanges universitaires en s'appuyant sur les projets lauréats du programme d'investissements d'avenir (D.Clic, Apprendre pour la ville durable AVID).

La formation laisse toute liberté d'organisation pédagogique à l'appréciation des enseignants. Ceci offre une grande diversité pédagogique : classe inversée, test d'autoévaluation, plateforme numérique, quizz, escape game. Cependant la part représentée par l'ensemble des pédagogies nouvelles mises en place n'est pas quantifiée dans le dossier d'autoévaluation. La licence a bénéficié du financement de 15 projets Bonus qualité enseignement BQE (AIP depuis 2020) afin de dynamiser certains travaux pratiques ou d'intégrer de nouvelles pédagogies (pédagogie par projet) et d'organiser des visites sur sites (Soleil – Saclay). Si durant la pandémie, la formation a adapté sa pédagogie pour la rendre possible à distance et en hybride, l'ensemble des cours est maintenant dispensé en présentiel.

Conclusion

Points forts

- Une formation scientifique pluridisciplinaire bien en ligne avec la politique de l'établissement ;
- Un excellent adossement à la recherche ;
- Une forte attractivité en L1 ;
- Un taux de poursuite d'études en master excellent ;
- Un bon suivi des cohortes ;
- Un bon taux de réussite en L2/L3.

Points faibles

- Un taux de réussite faible en L1 ;
- Une démarche d'approche par compétences pas encore aboutie ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en L1, notamment en confortant les dispositifs d'accompagnement des étudiants.

- Finaliser la démarche d'approche par compétences en s'appuyant sur les projets PIA et l'outil portfolio.
- Réfléchir à la mise en place de dispositifs pour développer l'internationalisation de la formation.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : activité physique adaptée et santé (APAS)* est une formation comprenant deux parcours : *STAPS APAS + STAPS kinésithérapie/ergothérapie* et *STAPS accès santé*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation et sciences sociales (SESS) - STAPS et est co-accréditée avec l'université Gustave Eiffel (UGE). Elle contient 1 500 heures étudiant. Elle compte 562 étudiants et 57 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La formation de licence *STAPS : APAS* répond à une demande du territoire et s'inscrit de manière pertinente au sein de l'offre de formation de l'UPEC. La formation est professionnalisante, accueillant de nombreux intervenants extérieurs et organisant plusieurs stages en milieu professionnel. La formation est adossée à la recherche, mais les données fournies laissent penser que la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements est relativement faible et nécessite un complément d'information. Un conseil de perfectionnement est en place, mais aucune donnée d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études n'est disponible. L'approche par compétences est utilisée, mais pourrait être encore davantage renforcée pour permettre une ouverture à la formation continue.

La formation est une filière pertinente dans l'offre de formation de l'UPEC. La licence *STAPS : APAS* répond aux enjeux stratégiques de l'UPEC dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation. Elle s'appuie sur deux années communes de licence (L1 et L2) apportant un socle disciplinaire transversal, puis sur une année de spécialisation (L3) visant l'acquisition de connaissances et de compétences scientifiques. Des passerelles sortantes pour les étudiants diplômés sont possibles vers les instituts de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie, après la L3. Cependant, les modalités d'accès à ces passerelles ne sont pas explicitées. Il en est de même pour les passerelles entrantes. Les étudiants peuvent s'orienter vers le master *STAPS : APAS* à la suite de la licence.

La formation prépare correctement les étudiants à intégrer le monde socio-économique. La licence *STAPS : APAS* est fortement liée à de nombreux acteurs de terrain et institutionnels lui permettant de développer de riches partenariats avec des structures et des associations du tissu socio-économique local. De nombreux professionnels (23) font partie de l'équipe pédagogique et interviennent pour 35 % des heures d'enseignement. Leur connaissance des milieux socio-professionnels aide les étudiants à la construction de leur projet personnel et professionnel. Pour cela, les étudiants bénéficient aussi de plusieurs stages répartis sur l'ensemble du cursus : en L1, un stage d'observation de 10 heures au sein d'un milieu professionnel choisi puis un stage de co-animation en club de 24 heures ; en L2, 40 heures d'intervention dans un milieu professionnel relatif à l'orientation choisie par l'étudiant ; en L3, un stage d'intervention de 280 à 308 heures. Aucun stagiaire de la formation continue n'est présent dans la formation et deux validations des acquis de l'expérience (VAE) ont été réalisées en trois ans. La formation n'est pas ouverte à l'alternance, un sondage des milieux socio-économiques pourrait déterminer la nécessité ou non de cette ouverture.

Le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études est inexistant. Aucune information n'est disponible quant à l'insertion professionnelle des étudiants. Le travail de positionnement de la licence au sein du monde socio-économique doit pourtant s'appuyer sur l'analyse de cette insertion. De même, concernant la poursuite d'études, aucune information n'est donnée pour connaître l'insertion en master *STAPS : APAS*, ni

dans d'autres formations. Ces données permettraient de positionner la formation par rapport à des forces ou des manques identifiés en lien avec le conseil de perfectionnement.

L'attractivité de la formation connaît quelques faiblesses, mais elle est peu analysée. Le nombre de néo-bacheliers généraux est en diminution depuis trois ans, passant de 285 à 258, malgré un nombre d'étudiants plus important en L1. Le nombre d'étudiants inscrits en troisième année est en diminution, avec une baisse de plus de 47 % du nombre d'inscrits entre 2020-2021 et 2022-2023. Sa co-accréditation avec l'UGE permet à la formation d'accueillir, en 2022-2023, 74 étudiants en L3. Il est à noter que la proportion d'étudiantes au sein de la formation est faible (14 sur 40 à l'UPEC et 12 sur 34 à l'UGE).

La formation présente un taux de réussite en baisse pour la L1. Les taux de réussite de la L1 à la L3 sont très variables d'une année à l'autre. Plusieurs dispositifs d'accompagnement de la réussite étudiante existent, dont les « Oui si », mais le dossier d'autoévaluation ne précise pas leurs modalités, leurs contenus, leurs objectifs ou l'impact de ces dispositifs sur la réussite étudiante, et aucun contrat pédagogique n'est mis en place. De plus, la baisse de réussite des néo-bacheliers de L1 ne trouve pas d'explication dans le dossier d'autoévaluation (250 étudiants ayant validé tous les crédits ECTS sur 337 néo-bacheliers inscrits en 2020-2021, soit 74 %, contre 224 sur 386 en 2022-2023, soit 58 %). La réussite en 2022-2023 en L3 (27 diplômés sur 37 inscrits) est peu élevée, mais elle n'est pas non plus analysée.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche limité. Plusieurs enseignements de licence abordent la méthodologie de la recherche, mais le nombre d'enseignants-chercheurs est faible : seulement sept sont impliqués dans la formation, n'assurant que 147 heures étudiant de la maquette sur les 1 500 des trois années du cycle. Dans la mesure où le dossier d'autoévaluation indique également que les professionnels n'assurent que 177 heures étudiant des enseignements, il est possible que ces données ne portent que sur une seule année d'études et non pas sur les trois années du cycle. Cette incertitude suscite un besoin d'informations complémentaires à ce sujet. Aucun rattachement à des laboratoires n'est présenté dans le dossier d'autoévaluation de la L1 à la L3, malgré des enseignements d'initiation à la recherche et une demande forte dans le cadre du mémoire de stage.

Le processus d'évaluation interne est présent, mais il nécessite une attention plus importante. Le dossier d'autoévaluation fait état de la mise en place de plusieurs modalités d'évaluation de la formation : le conseil de perfectionnement et l'évaluation des enseignements. Le compte rendu du conseil de perfectionnement fait état des problématiques et des forces de la formation, mais aucune analyse de son impact n'est réalisée. L'évaluation des enseignements (disponible dans le compte rendu du conseil de perfectionnement) présente une moyenne de « satisfaction » des étudiants vis-à-vis des enseignements, suite à un taux de réponse des étudiants de moins de 50 %. Cependant, l'équipe pédagogique doit être plus attentive à ce que cette évaluation ne devienne pas l'évaluation des enseignants. Des moyennes et des noms d'enseignants sont présentés, présentant davantage l'évaluation de l'enseignant que de l'enseignement et des méthodes pédagogiques.

L'approche par compétences est déployée dans la formation, mais elle manque de concrétisation dans l'évaluation. La formation présente son intérêt pour une approche par compétences, pour un alignement entre les pratiques de terrain et les pratiques pédagogiques, et pour la conception de situations en lien avec le référentiel de compétences. Cependant, il n'est fait référence à aucune modalité d'évaluation permettant d'apprécier le niveau de compétences des étudiants et de faire évoluer ces approches.

La formation est très faiblement ouverte à l'international. Malgré plusieurs dispositifs, la présence d'une personne-ressource et la possibilité de réaliser des terrains de stage à l'étranger, la formation ne compte qu'une seule mobilité sortante étudiante en 2021-2022, et aucune mobilité étudiante entrante. La formation offre des enseignements de la langue anglaise pour les trois années de licence (du semestre 1 au semestre 4, et de l'anglais scientifique en L3) et intègre son utilisation dans plusieurs enseignements de recherche, ainsi que pour le mémoire de stage par l'utilisation de publications scientifiques en anglais. La place des langues étrangères dans la formation est à consolider par une certification de niveau : la formation propose à ce sujet plusieurs axes de réflexion (certification du niveau de langue *Test of English for International Communication* (TOEIC) et conférences en anglais).

Conclusion

Points forts

- Une formation fortement ancrée dans le monde socio-professionnel ;
- Des stages réalisés chaque année et un nombre d'heures de stage conséquent en L3.

Points faibles

- Une part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs à clarifier ;
- Une attractivité qui connaît quelques faiblesses mais est peu analysée ;
- Une baisse de la réussite des étudiants ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une opérationnalisation de l'approche par compétences qui ne présente pas les évaluations ;
- Une absence de stagiaires de la formation continue ;
- Un manque d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Clarifier la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs, et si nécessaire la renforcer, pour conforter la qualité de l'adossement à la recherche.
- Renforcer l'analyse de l'attractivité pour être à même d'assurer la qualité du recrutement dans la formation.
- Veiller à la qualité de la réussite des étudiants, en analysant cette réussite pour proposer notamment des dispositifs de remédiation à la baisse de réussite en L1.
- Mettre en place un processus complet de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études.
- Opérationnaliser l'approche par compétences associée à un référentiel d'évaluation de ces compétences.
- Favoriser l'ouverture à la formation continue.
- S'appuyer sur les moyens disponibles afin de dynamiser l'ouverture à l'international.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur l'adossement à la recherche, notamment la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs ;
- Besoin d'informations complémentaires sur l'attractivité et la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études.

LICENCE SCIENCES POUR L'INGÉNIEUR

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour l'ingénieur* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Génie industriel (GI)*, *Ingénierie des organisations (IO)* et *Génie des procédés pour l'environnement (GPE)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 188 étudiants en 2022-2023 et 48 enseignants permanents.

Analyse globale

La formation s'inscrit dans les ambitions et dans les priorités thématiques de l'établissement. La formation est construite en cohérence et en articulation avec les autres cycles de l'université Gustave Eiffel et associe les acteurs sociaux, économiques à ses activités pédagogiques. Le taux de réussite est faible en première année (L1), induisant une forte dépendance au recrutement extérieur et une fluctuation importante des effectifs dans certains parcours en deuxième et troisième année (L2 et L3). La démarche pédagogique est classique et l'approche par compétences n'est pas déployée. La formation ne développe pas son ouverture à l'international en dehors de l'apprentissage de l'anglais.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement au sein de l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Le contenu pédagogique de la formation est réalisé en accord avec les prérequis des masters locaux. La première année de licence est commune avec la licence *Physique, chimie*. Ceci permet aux étudiants d'acquérir un socle scientifique de base commun et de choisir leur orientation en fonction de leur projet professionnel avec la possibilité de s'orienter vers des parcours diplômants dans des formations transdisciplinaires ou vers les écoles d'ingénieurs.

La formation entretient de bonnes relations avec le monde social, économique, au niveau local ou national essentiellement dans le cadre des visites et soutenances des stages et lors du conseil de perfectionnement. Le parcours *GPE* est ouvert partiellement à l'alternance ce qui favorise l'insertion professionnelle des étudiants. La licence est ouverte à la formation continue avec très peu de succès : trois stagiaires sur la période et pas de demande de validation des acquis de l'expérience (VAE). Un stage d'une durée de 3-4 mois est obligatoire dans le cursus et crédité de six ECTS.

L'attractivité de la formation est excellente en L1. Elle n'a aucun mal à atteindre sa capacité d'accueil avec plus de 14 candidatures par place. Le recrutement se fait pour l'essentiel dans le département. En L1, le profil des candidats admis est très diversifié avec un pourcentage important de bacheliers technologiques (entre 20 et 25 %), issus majoritairement du baccalauréat Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D). En L2 et L3, la formation accueille un nombre important d'étudiants extérieurs en provenance de BTS, de classe préparatoire et de DUT/BUT. Deux parcours sont en difficulté : on note un faible effectif en L2, en progression de 4 à 11 étudiants en *GPE* et en régression pour le parcours *IO* de 10 à 2 étudiants. En L3, l'effectif du parcours *IO* remonte vers une moyenne de 40 étudiants sur la période, essentiellement par le recrutement d'étudiant provenant de BTS. Ceci peut soulever la question de l'organisation et du maintien de trois parcours différents en L2 et de l'organisation globale du parcours *IO*. La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants via l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE). Le taux de réussite est faible en L1 (40 %) avec un nombre important d'étudiants (15 %) qui ne valide aucun crédit ECTS en L1, et un taux de redoublement important. Le dossier d'autoévaluation ne fait pas référence à l'existence de dispositif d'accompagnement à la réussite des étudiants ni de détail sur une possible évolution de la politique de recrutement de la formation. Le taux de réussite augmente au fur et à mesure du cursus pour atteindre le bon résultat de 80 % en L3.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi lors du conseil de perfectionnement. Les taux de réponse aux enquêtes de l'OFIPE sont très bons (de 75 à 90 %). Ils montrent un taux important (94 %) de poursuites d'études, en grande partie (80 %) dans les masters de l'établissement, ce qui confirme la bonne articulation licence-master.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques classiques adaptées aux compétences visées en utilisant une approche programme et une évaluation par contrôle continu. La définition de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la licence *SPI* est en cours et l'approche par compétences n'est pas déployée. La formation développe et diversifie peu ses pratiques pédagogiques ; ceci se fait principalement par l'utilisation d'une plateforme numérique. Les cours se font exclusivement en présentiel.

Conclusion

Points forts

- Une formation en accord avec la stratégie de l'établissement ;
- Un processus de suivi des cohortes et d'évaluation interne bien organisé ;
- Un fort taux de poursuites d'études en master ;
- Une bonne attractivité globale de la formation.

Points faibles

- Un taux de réussite faible en L1 ;
- Une faible attractivité d'un parcours de L2 (*Ingénierie des organisations*).

Recommandations

- Améliorer le taux de réussite en L1, notamment en mettant en place un accompagnement à la réussite des étudiants.
- Réfléchir à des dispositifs d'amélioration de l'attractivité des parcours à faibles effectifs.

LICENCE PROFESSIONNELLE AGENCEMENT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Agencement* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Chargé d'affaires en agencement* et *Économiste en agencement* accessible uniquement en validation des acquis de l'expérience (VAE). Ses enseignements sont dispensés sur le site de Serris, mais aussi chez les partenaires (école Boule à Paris (fin du partenariat pour la prochaine accréditation) et lycée François Mansart à Saint-Maur-des-Fossés). La formation compte 16 étudiants en 2022-2023 et deux enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Agencement* a une place cohérente dans la thématique « Villes de demain », portée par l'Université Gustave Eiffel, avec ses deux parcours proposés en alternance et en VAE. La formation définit un processus de pilotage orienté vers son objectif principal : l'insertion professionnelle de ses diplômés. Elle est en conséquence caractérisée par une professionnalisation très importante des enseignements, un taux de réussite excellent et une insertion professionnelle de qualité, directement dans le champ de la formation. La formation ne développe pas assez de liens avec l'université, ni en ce qui concerne l'implication des enseignants-chercheurs, trop faible, ni en ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique, qui repose essentiellement sur le partenaire (lycée François Mansart). L'adossement à la recherche est pratiquement inexistant, ce qui conduit à interroger sur la nature universitaire de la formation. L'ouverture internationale est inexistante et jugée non pertinente par l'équipe pédagogique. En conséquence, l'adaptation des contenus de la formation aux évolutions technologiques et aux besoins du secteur professionnel, pourtant identifiée comme stratégique par l'équipe pédagogique, est très limitée.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation et bénéficie d'une insertion professionnelle de grande qualité, qui pourrait toutefois être analysée plus finement et mise en valeur plus activement. La formation est organisée en alternance (un mois/un mois) ou proposée à la VAE. Le suivi des alternants est réalisé en partenariat avec le Centre de formation des apprentis (CFA) Descartes. Les enseignements intègrent un projet tutoré et un stage en entreprise obligatoire (durées et nombre de crédits ECTS non précisés). L'équipe pédagogique est en majorité constituée de professionnels (12 sur 17 intervenants), et un tiers des crédits ECTS sont reliés à des enseignements professionnalisants, représentant annuellement 450 heures étudiant sur 500. Les partenaires socio-économiques, notamment la chambre professionnelle de l'agencement et les entreprises accueillant les stagiaires participent au conseil de perfectionnement et contribuent à l'évolution des contenus. L'insertion professionnelle des diplômés est excellente à 18 et 30 mois, avec un taux de réponse satisfaisant. Une analyse plus approfondie des types d'emplois occupés, de leur répartition géographique et de leur continuité éventuelle avec la structure d'accueil en alternance pourrait toutefois être utile à la caractérisation de la formation et à sa promotion auprès des futurs candidats. Aucun portfolio de compétences n'a encore été mis en place par la formation pour ses étudiants. Dans cette optique, le chantier d'identification des compétences, encore peu apparentes pour les étudiants comme l'indique le relevé du conseil de perfectionnement, doit être engagé en profondeur. L'équipe pédagogique, qui a bien identifié ce besoin, est encouragée à persévérer en ce sens, au-delà du simple changement de dénomination des unités d'enseignement, et à s'appuyer pour cela par exemple sur le programme D.Clic de l'université Gustave Eiffel.

La formation définit un processus d'évaluation interne solide ouvrant des perspectives d'amélioration continue. Le pilotage de la formation, mené conjointement par l'université et le lycée partenaire, s'appuie sur des enquêtes internes auprès des étudiants, des diplômés récemment insérés, et auprès des entreprises partenaires, ainsi que sur un conseil de perfectionnement annuel. Le suivi des apprentissages en alternance est réalisé par l'intermédiaire d'un outil (plateforme Studea) que la formation contribue activement à développer. L'intégration des objectifs de l'université dans le pilotage est trop peu documentée pour pouvoir être

appréciée, ce qui souligne la faiblesse apparente des liens de la formation avec l'université Gustave Eiffel. De façon surprenante, l'évolution rapide des technologies dans le domaine est vécue comme une menace pour la formation et non comme une opportunité pour son amélioration. L'équipe pédagogique dispose cependant d'un solide réseau de professionnels particulièrement impliqués, sur lequel il serait opportun de s'appuyer pour définir une stratégie globale. De façon générale, les recommandations issues de la précédente évaluation du Hcéres ont été partiellement prises en compte, mais l'interrogation sur la réalité du pilotage par l'université demeure posée.

La formation jouit globalement d'une attractivité correcte, mais fluctuant à la baisse, et elle accueille un public peu diversifié. La formation accueille une vingtaine d'étudiants pour une capacité d'accueil maximale non précisée. Les étudiants du parcours *Chargé d'affaire en agencement* sont uniquement issus de BTS, en lien direct avec les formations dispensées par le partenaire majeur, le lycée François Mansart, après le repositionnement de l'autre partenaire historique, l'École Boule, sur d'autres objectifs. La promotion de la formation est soutenue par des outils classiques, à destination des familles et des candidats, et s'adresse essentiellement aux élèves des lycées. Le nombre d'étudiants est globalement en baisse durant les trois années référencées. Bien que la formation soit quasiment unique en France, il n'y a pas de stratégie de diversification des publics accueillis, ni localement vers les étudiants issus d'autres formations de l'université Gustave Eiffel, ni plus largement au plan national. Les dispositifs de promotion et de communication internes à l'université apparaissent sous-utilisés. En outre, le parcours *Économiste en agencement*, ouvert uniquement en VAE, est peu attractif ; il n'a accueilli qu'un seul étudiant en trois ans. Ses données caractéristiques ne sont donc pas analysables, le dossier ne concerne ainsi quasiment que le parcours *Chargé d'affaire en agencement*.

La formation est organisée sur deux parcours très dissymétriques et manquant de coordination. Si le parcours *Chargé d'affaire en agencement* paraît clairement identifié, le parcours *Économiste en agencement* manque de visibilité et sa distinction pédagogique apparaît peu claire. Les objectifs et l'organisation pédagogique du parcours *Économiste en agencement* sont peu définis et ne sont pas évoqués dans le compte rendu du conseil de perfectionnement ni dans la stratégie de l'équipe pédagogique. Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas de réflexion sur la coordination de ces deux parcours de la mention.

Bien qu'atteignant ses objectifs en matière de réussite étudiante, la formation reste pédagogiquement peu innovante et souffre d'un manque d'universitarisation. Le taux de diplomation est quasiment de 100 % des inscrits. Les enseignements sont dispensés de manière traditionnelle, mais intègrent néanmoins certains aspects plus dynamiques (simulation, apprentissage par projet, utilisation des nouvelles technologies informatiques), non détaillés dans le dossier et qui pourraient être plus développés. La grande majorité des enseignements est dispensée dans les locaux du partenaire, le lycée François Mansart, et par des intervenants extérieurs à l'université (en volume, 450 heures sur 500). La part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique apparaît très faible (2 sur 17) et dans des disciplines (droit, communication) qui, bien qu'importantes au regard de la finalité de la formation, ne font pas partie de son cœur technologique. Les cours sont ainsi en majorité dispensés par des personnels non universitaires, enseignants du secondaire ou professionnels. La faiblesse des liens avec l'université interroge sur son caractère réellement universitaire. Par ailleurs l'approche par blocs de connaissances et de compétences (BCC) n'est pas finalisée et il est simplement fait mention d'une réflexion pour sa mise en place sans autre précision.

La formation n'est que très peu adossée à la recherche et ne manifeste aucune ambition en ce sens. Une sensibilisation minimale à la documentation scientifique est proposée à l'entrée dans la formation (accès aux ressources documentaires universitaires). De façon classique et nécessaire, une sensibilisation à l'éthique et à l'intégrité scientifique (abordée par le biais de la déontologie) est intégrée à l'évaluation des projets tutorés et du mémoire professionnel.

La formation ne définit pas de stratégie d'ouverture à l'international, au-delà d'une formation linguistique minimale. L'enseignement de l'anglais est intégré au cursus pour un volume horaire de 26 heures annuel. Par l'intermédiaire du CFA Descartes, les diplômés sont tous certifiés TOIEC. Néanmoins, aucune mobilité, entrante ou sortante, n'est constatée, ni pour les étudiants ni dans l'équipe pédagogique. Même si la perspective d'insertion professionnelle est excellente sur le territoire, l'intégration de perspectives internationales, proposées notamment dans le cadre de l'alliance PIONEER à laquelle participe l'université Gustave Eiffel, pourrait constituer un plus pour la formation.

Conclusion

Points forts

- Un excellent taux de réussite ;
- Une insertion professionnelle des diplômés de qualité, dans le champ de formation ;
- Un réseau très développé et actif de partenaires socio-économiques.

Points faibles

- Un adossement à la recherche inexistant ;
- Une faible cohérence interne entre deux parcours aux effectifs particulièrement déséquilibrés ;
- Une démarche d'approche par compétences encore partielle ;
- Une faible ambition d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche notamment en augmentant la part des enseignants-chercheurs et leur participation aux enseignements.
- Engager une réflexion sur la structuration de la mention, par exemple en interrogeant la finalité de chacun des parcours, en développant la mutualisation des enseignements.
- Consolider la démarche d'approche par compétences.
- Développer l'ouverture à l'international.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (part d'enseignants-chercheurs et participation aux enseignements).

LICENCE PROFESSIONNELLE MAINTENANCE DES SYSTÈMES INDUSTRIELS, DE PRODUCTION ET D'ÉNERGIE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (ESIEE). Cette formation comprend un seul parcours diplômant : *Maintenance industrielle et sûreté des process*. Cette LP en un an est proposée en alternance sur le site de Champs-sur-Marne de l'université Gustave Eiffel d'une part et à l'École des nouvelles sciences et ingénierie de Tanger (ENSIT), d'autre part. La formation compte 32 étudiants (dont 18 à Tanger) en 2022-2023 et un enseignant permanent.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie* est une formation généraliste dont le positionnement est original en France. De façon assez logique pour une LP, la professionnalisation est bien présente dans la formation. L'attractivité est bonne et la réussite excellente pour le parcours en France. On regrette toutefois un manque d'implication des enseignants-chercheurs de l'établissement. Le parcours délocalisé au Maroc pourrait être un élément intéressant, mais le manque total de données concernant cette cohorte interroge sur la part de pilotage assurée par l'établissement.

Le positionnement de la formation est généraliste en maintenance, ce qui la rend relativement originale en France. Elle est proche de la formation d'ingénieurs en maintenance et fiabilité de l'université dont elle profite indirectement des investissements. Elle est complémentaire de la LP *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* proposée par l'établissement, mais qui est plutôt orientée vers la maintenance des véhicules. Il n'y a donc pas de concurrence directe entre ces deux LP. Un partenariat intéressant a été créé en 2017 avec l'école des nouvelles sciences et ingénieries de Tanger (ENSIT) qui permet à l'université de délivrer la LP au Maroc pour un public en formation continue durant trois à quatre jours par semaine de 19 à 21 heures et les week-ends. Ce parcours délocalisé au Maroc est destiné aux professionnels du complexe industriel Tanger Med ayant des besoins importants en agents de maîtrise de maintenance.

L'adossé à la recherche est quasi inexistant. Un seul enseignant-chercheur intervient dans l'équipe pédagogique, mais qui n'enseigne que 14 h et aucune initiation à la recherche n'est incluse dans la formation, sous quelque forme que ce soit.

La professionnalisation est bien présente dans cette formation, ce qui est attendu pour une LP : cursus en alternance, présence de nombreux intervenants professionnels dans la formation (environ 45 % du volume horaire), réalisation d'un projet tutoré. La maquette de la formation montre une réflexion pour établir un lien entre les enseignements et les compétences, lien qui aurait gagné à être prolongé jusqu'à la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Deux réunions par an sont citées (comité de pilotage et conseil de perfectionnement) pour réaliser cette réflexion, mais aucun compte rendu n'est communiqué, ce que regrette le comité.

La formation a fait un travail appréciable de mise en lien de ses contenus avec les compétences visées. Il n'y a toutefois pas de valorisation de compétences particulières en dehors du cœur de métier. Le portfolio mériterait d'être mis en place pour aider les étudiants dans leur approche par compétences.

Les pratiques pédagogiques sont très classiques : cours magistraux, travaux dirigés (TD) et travaux pratiques (TP), mais la maquette ne distingue pas les heures de TD de celles de TP (seul un chiffre de 50 % par unité

d'enseignement (UE) est donné sans autre explication, difficile à interpréter sur chaque UE). Il est donc impossible d'apprécier la part d'enseignements pratiques de cette formation, ce qui est très regrettable. La comptabilisation des heures de projets tutorés en heures TD interroge également sur la mise en place de ces projets. Il n'y a pas de possibilité d'enseignement à distance pour la formation en France. Une telle possibilité est citée pour le parcours au Maroc, mais, là encore, sans aucune précision.

Il n'y a pas d'ouverture à l'international, aucune mobilité entrante et sortante pour le parcours français. Seul l'apprentissage de l'anglais est réalisé (21 h par an). Même si la mobilité internationale est toujours délicate à mettre en place dans une LP en alternance, le lien fort avec le Maroc pourrait être un véritable tremplin. La validation des acquis de l'expérience (VAE) est possible pour cette formation. Deux à trois VAE totales sont assez logiquement délivrées chaque année, compte tenu du contexte professionnel.

La formation est attractive et elle suit l'évolution de ses candidatures. Son attractivité est bonne (environ 150 candidatures pour 30 places) et la capacité d'accueil est atteinte. Les chiffres donnés pour les effectifs au Maroc sont plus faibles, mais pas commentés. On ne connaît pas, par exemple, la capacité d'accueil ni le degré d'intervention du responsable de formation dans le recrutement à Tanger.

Le taux de réussite est excellent sur la période d'évaluation (~100 %). Là encore on ne sait pas si ce taux inclut aussi la formation au Maroc. Les chiffres donnés sont ceux de la formation en France.

L'insertion professionnelle des diplômés est très bonne puisque 89 % des diplômés accèdent à leur premier emploi en trois mois. Cependant, il n'y a pas d'enquête propre à la formation pour analyser l'insertion professionnelle et sa qualité. Celle-ci se fait uniquement par l'enquête de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) à 18 mois, uniquement sur la formation en France. Le taux de réponse est correct (77 %). Compte tenu des effectifs, il pourrait largement être amélioré par une enquête de la formation, recommandation déjà formulée par le Hcéres lors de la précédente évaluation. De même, compte tenu des chiffres, cette enquête ne concerne a priori pas les diplômés de Tanger dont on ne connaît donc pas le devenir.

Les enseignants-chercheurs titulaires n'interviennent quasiment pas dans cette licence professionnelle (un maître de conférences dispense 14 h de gestion de projet) ce qui est regrettable pour une formation universitaire. Cette faiblesse était déjà connue lors de la précédente évaluation et la très faible évolution continue donc d'interroger sur l'investissement de l'établissement dans le pilotage de ce diplôme. Le reste de la composition de l'équipe pédagogique est cohérent dans l'ensemble : professeurs invités et associés (PAST), professeur agrégé du second degré (PRAG), professeur titulaire du CAPES, du CAPET (PRCE), professionnels du secteur privé (qui font environ 45 % du volume horaire) et vacataires. Le responsable de la formation est assisté d'une secrétaire pédagogique. La cohorte de Tanger est gérée par l'ENSIT sans qu'aucune information ne soit donnée, ce qui interroge également sur la part du pilotage assurée par l'établissement.

Le pilotage souffre de manques importants : d'une part, l'évaluation des enseignements et de la formation n'est pas (ou insuffisamment) formalisée, d'autre part, aucun étudiant ne siège au sein du conseil de perfectionnement (CP). Ces deux points avaient déjà été signalés lors de la précédente évaluation et n'ont pas été pris en compte. Les étudiants devaient siéger au CP à partir de 2018, ce qui n'a manifestement pas été le cas. Le seul compte rendu fourni est celui du conseil du 5 février 2024, qui ne couvre donc pas la période d'évaluation et qui ne reflète surtout que le travail d'un conseil pédagogique. La formation y met en avant la mise en place de Studea qui est avant tout un outil de suivi, pas de réflexion sur les objectifs de la formation dans le cadre de l'amélioration continue. Aucune discussion ne concerne la cohorte de Tanger. Aucun compte rendu n'avait également été fourni lors de la précédente évaluation, ce qui interroge sur la fréquence des réunions.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec les professionnels du secteur ;
- D'excellents taux de réussite pour la cohorte en France.

Points faibles

- Une participation quasi inexistante des enseignants-chercheurs à la formation ;
- Un manque de formalisation de l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une absence d'étudiants dans le conseil de perfectionnement ;
- Un manque d'analyse du devenir des diplômés ;
- Un manque total d'informations sur la cohorte de Tanger.

Recommandations

- Consolider l'adossé à la recherche en augmentant la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
- Mettre en place de façon formelle l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
- Inclure des étudiants dans le conseil de perfectionnement.
- Faire une analyse détaillée du devenir des diplômés.
- Assurer un suivi de la cohorte de Tanger.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossé à la recherche (participation insuffisante des enseignants-chercheurs aux enseignements).

LICENCE PROFESSIONNELLE MAINTENANCE ET TECHNOLOGIE : SYSTÈMES PLURITECHNIQUES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Cette LP en un an comprend deux parcours diplômants : *Organisation et management des services maintenance engins, transports et équipements (OMSMETE)* et *Technologies et équipements du véhicule (TEV)*, ouverts exclusivement à l'alternance sous contrat d'apprentissage. Les enseignements sont dispensés sur le campus de Noisy-le-Grand, mais aussi chez des partenaires tels le lycée polyvalent Joseph Cugnot de Neuilly-sur-Marne ou le GARAC (groupement d'apprentissage de la réparation automobile et du cycle) d'Argenteuil. La formation compte 25 étudiants en 2022-2023 et cinq enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* est une formation en parfaite adéquation avec la stratégie pédagogique de l'établissement et en cohérence avec les autres formations. Ses liens avec le monde socio-économique sont forts. On peut regretter toutefois le manque d'implication des enseignants-chercheurs de l'université dans la formation, rendant ainsi la communication avec la composante plus difficile et complexifiant l'organisation.

La formation est bien inscrite dans les orientations pédagogiques de l'établissement, notamment concernant les thématiques liées à la mobilité au sein de la ville de demain. L'environnement industriel est en effet très riche : constructeurs ou équipementiers, exploitants de réseaux de transports (centre bus RATP, TRANSDEV, KEOLIS). Le mode de fonctionnement exclusivement par alternance permet de développer une complémentarité entre les objectifs de formation et ceux des entreprises, permettant une très bonne intégration professionnelle.

La formation est totalement en cohérence avec les autres formations du cycle et des autres cycles. Des complémentarités existent avec la LP *Organisation et management des services de l'automobile* (une partie de l'équipe pédagogique, certaines unités d'enseignement (UE) et activités communes). La formation constitue une poursuite d'études logique pour les étudiants issus de BTS *Maintenance véhicule ou du secteur industriel*. Ainsi, des partenariats existent avec les lycées locaux : lycée Joseph Cugnot de Neuilly-sur-Marne, lycée Fernand Léger d'Ivry-sur-Seine, lycée GARAC d'Argenteuil, lycée LEA-CFI d'Orly assurant efficacement le lien bac -3/bac +3. Elle peut être une finalité pour les étudiants de licence du cursus général (licence *Sciences pour l'ingénieur*) ou de DUT/BUT (*Génie thermique et énergie* ou *Génie industriel et maintenance*), cette dernière possibilité étant plus difficile maintenant du fait de la réforme du BUT. Afin de suivre les évolutions importantes du marché automobile (électrification du parc automobile), une réflexion concernant les parcours a été menée, conduisant notamment pour la rentrée 2024, au transfert du parcours *OMSMETE (Organisation et management des services maintenance équipements, transports et engins)*, vers la LP *OMSA (Organisation et management des services de l'automobile)* et la création d'un groupe supplémentaire dans le parcours *TEV*.

L'adossement à la recherche est faible. Environ 10 % seulement des heures d'enseignement sont assurées par deux enseignants-chercheurs (EC), ce qui est très faible pour une formation certes à vocation professionnalisante, mais qui reste une formation universitaire.

Les relations avec le monde socio-économique sont évidentes, avec un contexte professionnel très favorable : la formation possède un réseau d'entreprises partenaires très important, des conférences sont proposées pour assurer le suivi de l'évolution technologique et des visites de plateformes logistiques sont proposées aux

étudiants. Les professionnels, qui assurent plus de 35 % des heures d'enseignement, participent activement au conseil de perfectionnement.

La formation met clairement en œuvre ses objectifs en s'appuyant sur un programme cohérent dans une approche par compétences. Un travail appréciable de liaison de chaque UE aux blocs de compétences est proposé. Une cohérence doit être faite entre l'évaluation des connaissances et celle des compétences qui se fait plutôt par les projets et activités professionnelles, mais ce point est en cours d'appropriation par l'équipe pédagogique. De même, la certification PIX, non encore proposée, devrait être mise en place en 2024.

Les pratiques pédagogiques sont classiques : cours, travaux dirigés (TD) et travaux pratiques (TP). Certains enseignements technologiques sont réalisés dans les ateliers des lycées partenaires ou chez certains constructeurs, mais les espaces d'enseignement restent classiques.

Le caractère international se réduit à l'enseignement de l'anglais : 35 h, pour trois crédits ECTS. On peut noter la possibilité de passer la certification TOEIC par le Centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes, sur un créneau dédié, mais le dossier ne donne aucune information sur le nombre d'étudiants potentiellement concernés par cette possibilité et aucune analyse n'est faite des résultats à ce test, ce qui est dommage.

L'alternance est la voie privilégiée de la formation. Aucune mise en place de modalités adaptées à la formation continue n'est décrite, ce qui peut être étonnant compte tenu du contexte professionnel favorable. La validation des acquis de l'expérience (VAE) est possible pour cette formation, avec deux à trois validations par an.

La formation suit et analyse précisément son recrutement via la plateforme E-Candidat. L'attractivité est bonne (102 candidats pour 28 inscrits en 2022-2023) et permet d'atteindre la capacité d'accueil. Le recrutement se fait par une commission de recrutement dont la composition et le fonctionnement mériteraient d'être détaillés.

Le taux de réussite est correct, environ 84 %. La formation ne donne pas d'analyse particulière des échecs, ce qui est dommage. Une aide à la réussite est toutefois citée, pour la partie professionnelle sans que rien ne précise sa mise en place, ce qui ne permet pas d'apprécier pleinement l'initiative. Cette analyse devrait être faite en conseil de perfectionnement.

L'insertion professionnelle est analysée par le biais de l'enquête à 18 mois organisée par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), avec en moyenne 83 % de taux de retour. L'insertion professionnelle est quantitativement bonne (85 % des diplômés accèdent à leur premier emploi en trois mois ou moins) avec toutefois un bémol sur l'adéquation des emplois avec le domaine de formation. L'analyse est faite en conseil de perfectionnement. On peut regretter un manque d'analyse du taux de poursuite d'études, pourtant non négligeable (environ 30 %).

Le nombre d'enseignants-chercheurs impliqués dans la formation est trop faible (4 pour environ 13 % des heures). Les enseignements sont assurés par des enseignants (peu de précisions sont données) et, pour environ 40 % des heures étudiant, par des professionnels en activité. Le pilotage de la formation est assuré par un professeur agrégé du second degré (PRAG). Le bilan fait apparaître une communication difficile avec la composante, ce qui complexifie l'organisation de la formation et freine le développement de certains projets. Le lien avec la composante doit être renforcé. Une implication plus importante d'enseignants-chercheurs pourrait, par exemple, améliorer les liens.

La formation dispose d'un conseil de perfectionnement (CP) opérationnel. Ce conseil joue son rôle d'évaluation interne dans une démarche d'amélioration continue. Toutefois, le processus est lacunaire puisque l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants n'est pas réalisée. Cette évaluation a été stoppée par la situation pandémique et n'a pas été reprise. Même si les étudiants sont représentés au conseil de perfectionnement, il est important que ces évaluations soient formalisées à nouveau et que le conseil de perfectionnement s'approprie toutes les analyses pour un pilotage plus rigoureux. Il serait également intéressant de renforcer la communication de la formation avec la composante par une participation active de celle-ci au conseil de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- Une très bonne cohérence des objectifs de la formation avec les besoins socio-économiques ;
- Des liens forts avec les professionnels du secteur ;
- Une bonne insertion professionnelle des étudiants ;
- Une approche par compétences bien structurée.

Points faibles

- Un nombre trop faible d'enseignants-chercheurs participant à la formation ;
- Un manque d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

Recommandations

- Augmenter le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant dans la formation.
- Mettre en place l'évaluation formalisée des enseignements et de la formation par les étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une trop faible participation des enseignants-chercheurs dans la formation ;
- Une absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA PROTECTION ET DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA). Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne et à Orléans. La formation compte six étudiants en 2022-2023 et deux enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement* de l'université Gustave Eiffel forme sous le régime d'alternance ou en validation des acquis de l'expérience (VAE) des techniciens spécialisés dans la dépollution des sols. Elle intègre parfaitement les orientations thématiques de son établissement « Villes durables ». Malgré des effectifs trop faibles, la formation se caractérise par un taux de réussite excellent et une insertion professionnelle de très grande qualité, basée sur un réseau d'entreprises partenaires actives et impliquées. Cependant, la formation souffre d'un manque relatif d'intégration à son environnement universitaire, malgré la mise en place d'un processus de pilotage cohérent et réaliste.

Bien que n'ayant pas totalement mis en place l'approche par compétences, la licence professionnelle *Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement* est une formation de niche présentant un excellent taux d'insertion professionnelle. La formation s'appuie sur un large réseau de professionnels (une trentaine) et d'entreprises. Ainsi, le BRGM participe aux enseignements pratiques sur son site d'Orléans. Ce réseau s'investit activement dans la formation ou dans l'accueil des alternants ou des stagiaires de formation continue. Les professionnels transmettent leurs observations au conseil de perfectionnement ou bien y participent et s'intègrent ainsi dans le processus d'amélioration continue mené par l'équipe pédagogique. Le taux d'insertion professionnelle des diplômés est excellent (voisin de 100 % selon une étude menée par l'équipe pédagogique), mais la faiblesse du taux de réponse aux enquêtes institutionnelles ne permet pas une analyse fine du type d'emplois occupés ni de leur localisation géographique. De façon surprenante, la formation ne semble pas avoir mis en place la totalité des outils d'identification des compétences qui lui sont associées, sans doute profitant de sa position de quasi-monopole auprès de son réseau d'entreprises. La formation ne s'appuie pas non plus sur la démarche d'approche par compétences de l'université Gustave Eiffel. La démarche d'identification des compétences n'a pas été révisée depuis 2015 et n'est pas en place : les étudiants ne disposent pas de portfolio d'identification.

La formation s'appuie sur une pédagogie classique, mais efficace, mais dont la coordination globale présente quelques défauts. La formation est organisée selon un rythme d'alternance périodique d'un mois/un mois qui convient aux entreprises comme à l'équipe pédagogique. Une partie des enseignements se déroule en partenariat avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) à Orléans pour ce qui concerne les techniques d'échantillonnage des sols. Les méthodes pédagogiques sont classiques pour une licence professionnelle, incluant une grande part d'enseignements pratiques et un projet tutoré. Une attention particulière est portée de manière transversale à la déontologie dans le cadre des échantillonnages. Les étudiants bénéficient d'une formation de Sauveteur secouriste du travail (SST) assurée par les entreprises d'accueil et d'autres formations de type hygiène et sécurité en entreprises si besoin. L'équipe pédagogique comporte deux enseignants-chercheurs, assurant 70 heures (soit 18 % du volume horaire de la formation), et 30 professionnels ou assimilés, assurant 315 heures de formation. Ce morcellement de l'équipe pourrait conduire à un défaut de coordination des enseignements ; un certain niveau de redondance a été identifié en conseil de perfectionnement.

Malgré ces atouts, la formation n'est pas suffisamment intégrée à son environnement universitaire et pâtit d'un manque d'ouverture : elle présente un adossement limité à la recherche et ne développe aucune stratégie à l'international. L'adossement à la recherche de la formation est faible : seuls deux enseignants-chercheurs participent à l'équipe pédagogique (soit moins de 7 %), pour un volume horaire limité (moins de 20 %). Si les étudiants ont accès aux ressources documentaires de l'université, aucun accompagnement aux méthodes de la recherche ne semble réellement mis en place. Néanmoins, les enseignements dispensés par le BRGM sont l'occasion d'une sensibilisation à l'intégrité scientifique. Bien que sa finalité ne soit pas celle d'une formation à la recherche, l'intégration d'une formation par la recherche pourrait s'avérer pertinente dans une perspective d'ouverture de la formation. L'ouverture internationale est inexistante et n'est pas prise en compte dans la stratégie d'amélioration continue identifiée par l'équipe pédagogique. Aucune mobilité entrante ni sortante n'est rapportée, ni pour les étudiants ni pour l'équipe pédagogique. Même si les étudiants bénéficient tous d'une certification TOEIC, le volume d'enseignement consacré à l'anglais semble faible (10 à 12 heures annuelles, un crédit ECTS). Bien que la finalité de la formation soit très liée à une réglementation nationale spécifique, il pourrait être pertinent d'assurer aux diplômés une meilleure ouverture sur des perspectives d'évolution de leur futur métier ou de leur carrière.

Malgré un taux de réussite excellent et des perspectives d'insertion professionnelle prometteuses, l'attractivité et les effectifs de la formation restent faibles. La LP recrute essentiellement des diplômés de BTS, avec une attractivité faible : 5 à 6 admis annuels, pour 40 candidats. L'équipe pédagogique y voit une chance pour faciliter l'accès aux entreprises. La communication sur cette LP est essentiellement faite dans les lycées et pourrait sans doute s'appuyer davantage sur les outils internes de l'Université. L'équipe pédagogique est consciente de cette limite et envisage, sans détailler, de développer une information interne à l'université, en direction des étudiants de la licence *Sciences pour l'ingénieur*. Cet effort est à encourager, d'autant que le dynamisme et l'implication des entreprises du secteur ne semblent pas constituer un obstacle à l'augmentation des effectifs. Une meilleure intégration dans l'environnement universitaire ainsi qu'un effort sur l'identification des compétences pourraient soutenir cet effort dans la promotion et le développement de cette formation à des métiers émergents.

Conclusion

Points forts

- Une formation de niche, dispensant des enseignements en association étroite avec les professionnels et avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Une excellente insertion professionnelle dans le secteur de la formation ;
- Un excellent taux de réussite.

Points faibles

- Une participation limitée des enseignants-chercheurs à l'enseignement ;
- Un manque d'attractivité ;
- Une démarche d'approche par compétences incomplète ;
- Pas d'ouverture internationale.

Recommandations

- Augmenter la part des enseignants-chercheurs dans la formation.
- Poursuivre la diversification des recrutements et soutenir les effectifs.
- Mettre en place une démarche d'approche par compétences.
- Développer l'internationalisation.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE : ADMINISTRATION ET SÉCURITÉ DES SYSTÈMES ET DES RÉSEAUX

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-La-Vallée. Cette LP en un an comprend trois parcours : *Administration de réseaux scéniques* en partenariat avec le centre de formation professionnelle aux techniques du spectacle (CFPTS) à Bagnole, *Réseaux entreprises* en partenariat avec le centre de formation d'apprentis (CFA) Utec sur le site d'Emerainville et *Systèmes audiovisuels numériques* en partenariat avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA) à Bry-sur-Marne. La formation est accessible en formation initiale, en apprentissage, en formation continue et en validation des acquis de l'expérience (VAE). La formation compte 102 étudiants en 2022-2023 et sept enseignants permanents.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* est une formation répondant à la demande territoriale en techniciens supérieurs. Un de ses trois parcours (*Réseaux entreprises*) interroge toutefois particulièrement, car l'université n'intervient aucunement dans son pilotage. La formation possède un lien fort avec le monde industriel, mais un adossement à la recherche inexistant, ce qui est regrettable pour une formation universitaire. Bien que les taux de réussite des deux parcours *Administration de réseaux scéniques* (ARS) et *Systèmes audiovisuels numériques* (SAN) soient très bons, le pilotage de la mention est problématique, notamment au niveau du parcours *Réseaux entreprises* (RE), dont le taux de réussite est plus faible et surtout dont l'insertion professionnelle est beaucoup trop faible (23 %).

La cohérence interne de la formation est problématique. Elle regroupe trois parcours indépendants, chacun en partenariat avec un autre établissement. Le parcours RE, classique car existant ailleurs sur le territoire, interroge particulièrement puisqu'il est géré intégralement par l'Utec, école de la CCI de Seine-et-Marne. L'université n'intervient que pour la délivrance du diplôme de licence professionnelle, ce qui en fait une formation totalement en marge des orientations pédagogiques de l'établissement. Les deux autres parcours sont plus originaux nationalement et régionalement et l'université Gustave Eiffel intervient pour les enseignements académiques sur les disciplines du réseau et de l'informatique. L'articulation de la formation avec les autres formations de même cycle se réduit à son positionnement comme poursuite d'études pour les étudiants diplômés de BTS.

L'adossement à la recherche est inexistant. Un seul enseignant-chercheur intervient dans la formation pour un nombre d'heures négligeable (21 h, soit moins de 5 % des heures d'enseignement). Aucune initiation à la recherche n'est incluse dans la formation, sous quelque forme que ce soit, car jugée inutile par l'équipe encadrante. Même si l'on peut comprendre que le secteur d'activité soit orienté vers l'industrie, ce manque est regrettable pour une formation universitaire.

La LP *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* répond à la demande du territoire en techniciens supérieurs spécialisés. Un lien fort existe avec le monde industriel et notamment les entreprises proposant les contrats d'apprentissage. Elles sont associées au conseil de perfectionnement et précisent les besoins en termes d'emplois. Elles représentent une aide précieuse pour une orientation efficace des objectifs de la formation. Il n'y a pas de dispositif particulier d'adaptation aux publics de la formation continue, ce qui est étonnant pour une formation autant en lien avec le milieu professionnel.

Un travail de lien entre une approche programme et une approche par compétences a été initié dans le parcours ARS. Cette démarche reste donc à finaliser. On peut noter une valorisation de compétences ou certifications supplémentaires, comme la sensibilisation aux enjeux environnementaux du numérique via la réalisation de la fresque du numérique pour le parcours SAN, la certification Audinate Dante niveau 3 pour le parcours ARS et la certification CISCO dans le cadre de la « Cisco Networking Academy » pour le parcours RE.

Les pratiques pédagogiques restent classiques : cours magistraux (CM), travaux dirigés, travaux pratiques, avec quelques ajustements pour stimuler l'attention des étudiants (mélange phases CM et phases exercices). Les espaces d'enseignement spécifiques et le matériel professionnel sont surtout ceux des partenaires tels que l'INA et le CFPTS. Un constat est fait sur le risque que constitue la tendance à la diminution des investissements de ces partenaires due à la baisse des niveaux de prise en charge par les opérateurs de compétences (OPCO). Aucune réflexion n'est faite sur la façon de pallier ce problème.

La formation ne présente pas d'ouverture à l'international. Elle ne propose pas de dispositif favorisant la mobilité entrante ou sortante s'appuyant sur le fait que les emplois visés sont essentiellement en France. On peut regretter que cette expérience ne puisse être proposée aux étudiants alors qu'elle est facilitatrice pour l'insertion professionnelle et le parcours des diplômés. Le dossier fait mention de l'anglais comme langue obligatoire pour les trois parcours sans que les maquettes précisent le nombre d'heures consacrées à son apprentissage. Il est donc impossible d'apprécier ce critère d'accréditation. La certification TOEIC proposée par le CFA Descartes n'est pas suivie par les étudiants, faute d'encadrement.

Les effectifs sont stables. Un travail de promotion des parcours est réalisé à la fois par l'université et par les partenaires impliqués. Le recrutement se fait via E-candidat uniquement pour le parcours SAN. Pour les deux autres parcours, le recrutement est assuré par les partenaires. Aucun détail n'est fourni concernant le nombre de candidatures et leur origine, ce qui ne permet de déterminer ni le taux de pression ni l'attractivité de la formation. Des commissions de recrutement sont citées sans aucun détail, ce qui rend impossible d'apprécier l'implication de l'université Gustave Eiffel.

Les taux de réussite sont excellents (supérieurs à 95 %) pour les parcours ARS et SAN. Ils sont plus faibles pour le parcours RE (~75 %), sans qu'aucune analyse soit faite pour l'expliquer ni aucune solution proposée pour limiter l'échec.

L'insertion professionnelle est suivie par l'intermédiaire des enquêtes à 18 mois effectuées par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE). L'analyse de la qualité de cette insertion professionnelle est effectuée en conseil de perfectionnement. Elle est bonne pour le parcours SAN (79 %), correcte pour le parcours ARS (60 %), mais très faible pour le parcours RE (23 %). Le taux de poursuite d'études pour ce parcours est, en effet, très élevé (77 %), ce qui pose la question du réel besoin à Bac +3 dans ce domaine. Cette situation était déjà problématique lors de la précédente évaluation et n'a fait qu'empirer. Le constat est fait en conseil de perfectionnement, mais aucune proposition n'est faite pour tenter de résoudre le problème.

Le pilotage de la mention est problématique. L'équipe pédagogique n'est malheureusement pas détaillée. Les quelques informations données permettent de voir des liens dans le suivi des parcours ARS et SAN mais aucun pilotage commun avec le parcours RE qui ne relève en rien de l'université. Il n'y a, de plus, quasiment aucune implication des enseignants-chercheurs de l'université dans cette formation, ce qui n'est pas acceptable pour une formation universitaire.

L'évaluation des enseignements et de la formation n'est pas mise en place, ce qui constitue un manque important dans le processus d'autoévaluation. Cette évaluation avait été annoncée lors de la précédente évaluation, mais n'a pas été effectuée, ce qui est très regrettable. Ce point critique doit être corrigé. Le conseil de perfectionnement a été mis en place depuis trois ans pour l'ensemble de la mention. Sa composition affichée est conforme, mais l'exemple de compte rendu fourni laisse toutefois apparaître la non-participation des étudiants. Les moyens sont annoncés comme suffisants, car les trois parcours se font en alternance sous contrats d'apprentissage. Des conventions sont établies avec les établissements partenaires, mais rien n'est précisé sur ces conventions. Le parcours RE est présenté par la formation comme celui qui génère le plus de ressources propres, car regroupant les deux tiers des apprentis avec des dépenses minimales dans une gestion faite uniquement par l'Utec. Il apparaît clairement que l'université Gustave Eiffel n'est en aucun cas engagée efficacement dans le pilotage de ce parcours, qui est, de surcroît, celui posant le plus de problèmes d'insertion professionnelle. Le fait que ce parcours apporte beaucoup de ressources ne peut en aucun cas justifier le désengagement de l'université dans son pilotage. Trois points (implication des enseignants-chercheurs, processus d'évaluation des enseignements et de la formation et taux de poursuite d'étude) avaient déjà été signalés lors de la précédente évaluation et sont en évolution défavorable.

Conclusion

Points forts

- Un lien fort avec l'environnement socio-économique ;
- Un très bon taux de réussite pour les parcours *ARS* et *SAN*.

Points faibles

- Un adossement à la recherche quasi inexistant ;
- Une absence de processus d'évaluation des enseignements et de la formation ;
- Une absence totale de pilotage par l'université Gustave Eiffel du parcours *RE* ;
- Un taux de poursuite d'étude très élevé pour le parcours *RE*.

Recommandations

- Développer l'adossement à la recherche en augmentant la présence d'enseignants-chercheurs dans la formation.
- Mettre en place une évaluation des enseignements et de la formation.
- Mettre en place un pilotage effectif du parcours *RE* par l'université Gustave Eiffel.
- Augmenter l'insertion professionnelle immédiate du parcours *RE*, notamment en engageant une réflexion à ce sujet en conseil de perfectionnement.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (part des enseignants-chercheurs, participation des enseignants-chercheurs aux enseignements, initiation à la recherche) ;
- Une absence d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une défaillance du pilotage du parcours *Réseaux entreprises* ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle pour le parcours *Réseaux entreprises*.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : BÂTIMENT ET CONSTRUCTION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du BTP : bâtiment et construction* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) et propose deux parcours : *Conducteur.trice de travaux en maisons individuelles (CTMI)* et *Chargé.e d'affaires en bâtiment écoresponsable (CABE)*. Elle se déroule en alternance, accessible en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation et peut accueillir le public en formation continue. Chaque parcours comporte 450 h d'enseignement, dont 60 % de mutualisation et 33 semaines de stage. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Serris et au lycée François Mansart à Saint-Maur-des-Fossés. La formation compte 38 étudiants en 2022-2023 et un enseignant permanent.

Analyse globale

La licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* a une forte dimension professionnalisante et s'intègre pleinement dans les thématiques phares de l'université Gustave Eiffel, mais sa dimension universitaire n'est pas suffisante.

La formation est bien intégrée dans le projet de l'établissement en s'inscrivant pleinement dans le thème de « la ville de demain » et tire parti de nombreuses relations avec le monde socio-économiques. La LP est bien positionnée par rapport aux autres formations relevant du BTP notamment par la spécificité de ces deux parcours *CTMI* et *CABE*. Elle dispose de deux partenariats académiques avec le lycée François Mansart et le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes. Les partenaires socio-économiques sont nombreux et variés, incluant la fédération française du bâtiment FFB et le pôle habitat ainsi que des entreprises du BTP œuvrant aussi bien dans la construction que dans le conseil technique, la rénovation et la commercialisation. Ces partenaires sont parties prenantes dans la formation à la fois pour l'accueil des alternants, pour leur participation aux enseignements, pour la définition et l'évolution des contenus pédagogiques et pour valider l'adéquation de la formation aux métiers. Ainsi, le parcours *CTMI* va être réorienté vers le secteur de la rénovation et de la réhabilitation des bâtiments. La licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) alors que des formations du même domaine sont portées par l'École des ingénieurs de la ville de Paris (LP *Métiers du BTP : génie civil et construction*) et par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée (BUT *Génie civil – construction durable*). Le positionnement de la licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* à l'IFIS interroge, d'autant que cette composante ne porte aucune autre formation dans ce domaine.

La forte pluridisciplinarité des enseignements permet d'avoir une compréhension globale des évolutions dans le domaine du BTP et ouvre la voie des emplois visant les pratiques durables dans le bâtiment. La formation associe des enseignements de droit, de communication, d'économie de projet et de développement durable aux enseignements techniques, ce qui facilite l'acquisition de compétences transversales. Les pratiques pédagogiques sont variées : apprentissage par projet, cycle de conférences, travaux de groupes, études de cas, simulations, mais il n'est pas précisé combien d'heures cela représente par rapport au format classique (cours, travaux dirigés, travaux pratiques). La formation propose le passage de différentes certifications TOIEC, Projet Voltaire, PIX, mais il est regrettable qu'aucune donnée ne soit communiquée sur le nombre d'étudiants s'inscrivant dans ces certifications ni sur les résultats obtenus.

L'équipe pédagogique, bien qu'équilibrée entre enseignants et professionnels, souffre d'un manque conséquent d'enseignant-chercheur. L'équipe pédagogique se compose de 11 enseignants du secondaire, 8 intervenants professionnels et d'un seul enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la

communication qui intervient pour 19 h uniquement. Cette faiblesse bien identifiée dans l'analyse «Swot» de la LP, interroge sur la dimension universitaire de la formation d'autant que le volume horaire consacré à l'initiation à la recherche se limite à 12 h et que la dimension recherche de la LP est exclusivement confiée aux professionnels du secteur R&D des entreprises.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés pour permettre aux étudiants d'acquérir les compétences métiers, mais la structuration de la formation en blocs de connaissances et de compétences (BCC) n'est pas effective. Les objectifs, contenus et acquis d'apprentissage de la formation sont clairement explicités en début d'année aux étudiants qui bénéficient d'un livret d'accueil et tous les étudiants disposent d'un e-portfolio. Les deux parcours sont décrits par un référentiel métier établi conjointement par les professionnels et les enseignants et la plateforme Studea permet un suivi actif des étudiants. La déclinaison des unités d'enseignement en BCC est en cours de finalisation et bénéficie du soutien du centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN).

La LP Métiers du BTP : bâtiment et construction bénéficie d'une bonne attractivité comme en attestent la diversité des publics et la sélectivité du recrutement. Son taux de réussite est élevé. De nombreuses actions de communication sont réalisées pour faire connaître la formation (site web, portes ouvertes, réseaux sociaux, envoi systématique d'un mail aux établissements délivrant des BTS) auxquelles s'ajoute le réseau de la FFB et celui des professionnels du secteur. Entre 180 et 200 dossiers de candidatures sont déposés chaque année pour des promotions de 40 inscrits. Dans le parcours *CTMI*, la majorité des étudiants sont issus de différents BTS (*Bâtiment, Étude et réalisation d'aménagement, Étude et économie de la construction, Systèmes constructifs bois et habitat*) auxquels s'ajoutaient des DUT ; dans le parcours *CABES* la plupart des étudiants sont issus d'une filière technique et quelques-uns d'une filière de commerce. En 2021-2022, la répartition des publics était de 37 apprentis, deux stagiaires en formation continue et deux autres en contrat de professionnalisation. L'accompagnement des étudiants est un point fort de la LP. Le CFA organise des speed datings et une formation à la rédaction de CV et de lettres de motivation pour aider les étudiants dans leur recherche d'alternance. La formation a, par ailleurs, été motrice dans la mise en place du livret numérique de l'alternance Studea. Enfin, la LP affiche dans ses deux parcours un taux de réussite de 90 %.

La formation définit un processus d'évaluation interne lui permettant d'évoluer dans une démarche d'amélioration continue, mais le taux d'insertion professionnelle est inégal selon les parcours. L'équipe pédagogique a fait le choix de réaliser chaque année ses propres enquêtes d'évaluation des enseignements en interrogeant les étudiants sur les contenus de formation et le déroulement de l'alternance. En dehors des enquêtes institutionnelles menées par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) sur le devenir de ses diplômés, la formation réalise son propre suivi via les réseaux sociaux et le contact avec les anciens diplômés. L'enquête sur l'insertion à 18 mois réalisée par l'OFIPE (85 % de répondants) indique un accès à l'emploi très rapide (0,1 mois en moyenne pour le parcours *CTMI* et 1,2 mois en moyenne pour le parcours *CABE*). Le taux de poursuite d'études est inégal selon les parcours et reste élevé pour le parcours *CABE* (50 %) alors qu'il est acceptable pour le parcours *CTMI* (25 %). L'ensemble des données (évaluation des enseignements, taux de réussite, insertion professionnelle, poursuite d'études) alimentent les discussions du conseil de perfectionnement (CP). Le compte rendu du CP 2023 atteste que celui-ci joue bien son rôle, mais il est regrettable qu'aucun professionnel n'ait pu y participer. Les étudiants de chaque parcours sont interrogés sur le déroulement de l'alternance, la gestion des projets tutorés, le passage des certifications, la mutualisation des enseignements, etc. Le CP s'empare également des données caractérisant la typologie du recrutement et l'attractivité de la formation et discute d'une éventuelle évolution des contenus.

Conclusion

Points forts

- Une réussite élevée des étudiants ;
- Un fort aspect professionnalisant ;
- Une formation qui s'inscrit pleinement dans une démarche d'amélioration continue.

Points faibles

- Une intervention et une représentation beaucoup trop faible des enseignants-chercheurs ;

- Un taux de poursuite d'études trop important pour le parcours *CABE* ;
- Un positionnement de la formation à l'IFIS qui interroge ;
- Une approche par compétences et une structuration en BCC à finaliser.

Recommandations

- Augmenter et diversifier le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant dans la formation pour garantir la dimension universitaire de la LP.
- Veiller à maintenir le taux de poursuite d'études en deçà de 50 % pour le parcours *CABE*.
- Réfléchir à une mise en cohérence du positionnement de la formation par rapport aux formations du même domaine.
- Poursuivre la démarche de structuration du diplôme par compétence et déployer de manière effective l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (participation insuffisante des enseignants-chercheurs aux enseignements, initiation à la recherche) ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle (taux inférieur à 50 % pour le parcours *Chargé.e d'affaires en bâtiment écoresponsable*) ;
- Un manque de cohérence du positionnement de la formation dans son environnement académique.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : GÉNIE CIVIL ET CONSTRUCTION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du BTP : génie civil et construction* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). Cette formation comprend cinq parcours diplômants : *Économie de la construction durable - processus BIM* ; *Management de la conduite de travaux en bâtiment* ; *Projeteur. teuse BIM - Corps d'état techniques* ; *Projeteur. teuse BIM -Gros oeuvre bâtiment* ; *Projeteur. teuse BIM - Travaux publics et souterrains*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 110 étudiants en 2022-2023.

L'absence de trois annexes ayant valeur de preuve (présentation succincte de la formation, maquette déclinée en blocs de connaissance et de compétences (BCC) et compte rendu du conseil de perfectionnement) n'a pas permis une analyse détaillée de la formation.

Analyse globale

La licence professionnelle *Métiers du BTP : génie civil et construction* entretient des liens forts avec le monde socio-économique et favorise la professionnalisation des étudiants. La LP bénéficie d'une bonne attractivité. Les taux de réussite sont élevés et l'insertion professionnelle est rapide. La démarche d'amélioration continue de la formation n'a pas pu être évaluée en raison de l'absence d'informations dans le dossier d'autoévaluation.

La licence professionnelle *Métiers du BTP : génie civil et construction* est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement, mais il est plus difficile d'apprécier son positionnement par rapport à d'autres formations du même domaine. La LP s'inscrit pleinement dans la thématique phare de l'établissement concernant les villes et territoires durables et plus spécifiquement dans la thématique du génie urbain portée par l'EIVP. Sa forte dimension professionnalisante rejoint le choix stratégique affiché par l'université Gustave Eiffel. Si la LP se distingue de la licence *Génie urbain* par son aspect professionnalisant, son positionnement par rapport aux autres formations du même domaine (BUT *Génie civil - construction durable*, LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction*) n'est pas explicité. Le dossier manque, par ailleurs, de cohérence par rapport à la LP *Aménagement du territoire et de l'urbanisme : assistant chef projet aménagement espace* qui est citée à la place de la LP *Métiers du BTP : génie civil et construction* dans le dossier d'autoévaluation.

La formation entretient des liens forts avec le monde socio-économique et favorise la professionnalisation des étudiants. Elle a défini ses cinq parcours en accord avec les entreprises du domaine. Les différents parcours sont constitués par un ensemble d'enseignements fondamentaux et techniques mutualisés et assurés par quatre enseignants-chercheurs. Les unités d'enseignements cœur de métiers spécifiques à chaque parcours sont réalisées par 28 professionnels. Une place importante a été donnée au développement durable (DD) avec des enseignements spécifiques sur les matériaux durables, les matériaux biosourcés, l'économie et la présence d'un cours commun avec les étudiants du master en architecture *Économie de la construction durable* de la faculté d'architecture et d'urbanisme de l'université de Mons. L'absence de maquette fournie ne permet pas une analyse plus fine quant aux volumes horaires des enseignements fondamentaux, transversaux ou professionnels ni aux crédits ECTS accordés aux unités d'enseignement ni de savoir si des mutualisations existent avec d'autres LP (LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction* par exemple). La plus grande partie des apprenants sont en contrat d'apprentissage (89 % en moyenne durant les trois années), en formation continue (6 %), en contrat de professionnalisation (4 %) ou ont bénéficié d'une validation des acquis de l'expérience totale (1 %).

La formation favorise la diversité des publics en ouvrant en alternance sous contrat d'apprentissage, sous contrat de professionnalisation, en formation continue et en facilitant l'accès aux étudiants en situation de handicap. La LP a développé un partenariat avec l'établissement public national Antoine Koenigswarter (EPNAK) et intègre en moyenne chaque année, cinq étudiants en situation de handicap qui bénéficient d'un accompagnement spécifique. Les étudiants bénéficient du réseau interne développé depuis plusieurs années par la LP et sont aidés dans la recherche de leur alternance. Le stage d'une durée de 17 semaines est crédité de 18 ECTS et fait l'objet systématique d'une visite. Les discussions avec les tuteurs de stage permettent d'envisager l'adaptation des contenus à l'évolution des métiers. Les étudiants sont régulièrement amenés à se déplacer dans des salons professionnels ou en voyage d'études.

Bien que le nombre de candidatures enregistre une baisse importante (environ - 51 %) entre 2020-2021 et 2022-2023, la sélectivité de la formation reste convenable. La LP garde une bonne attractivité, mais elle souffre de la concurrence des BUT, ainsi en 2021-2022 elle a reçu 1 136 candidatures, en a classé 410 pour au final recruter 107 étudiants. En 2022-2023 le nombre de candidatures est tombé à 558 pour une promotion de 110 étudiants.

La formation est en cours de structuration en blocs de compétences et le déploiement de l'approche par compétences n'est pas effective à ce jour autant qu'on puisse en juger au regard des documents fournis. La certification PIX n'est pas mise en place et il n'y a pas d'exploitation d'un e-portfolio. Une certification en anglais propre à l'université Gustave Eiffel (CLUE) est proposée aux étudiants qui peuvent également choisir de passer le TOEIC proposé gratuitement par le centre de formation d'apprentis (CFA).

Le taux de réussite de chaque parcours est élevé et l'insertion professionnelle rapide. Durant les trois années évaluées, le taux de réussite est de 90 % et selon le parcours, les étudiants accèdent à l'emploi entre 0,1 mois (parcours *Projeteur. teuse BIM - Travaux publics et souterrains*) et 3,3 mois (*Économie de la construction durable – processus BIM*) après l'obtention du diplôme. Le taux de poursuite d'études est inégal selon les parcours et reste élevé dans les parcours *Management de la conduite de travaux en bâtiment* (45 %) et *Projeteur. teuse BIM - Travaux publics et souterrains* (40 %).

L'absence d'informations et d'analyses dans le rapport d'autoévaluation, ajoutée au manque d'éléments de preuve, ne permet pas d'analyser le pilotage et l'amélioration continue de la formation. L'absence de données sur le nombre d'enseignants permanents et non permanents ne permet pas d'évaluer la qualité de l'encadrement pédagogique. L'équipe pédagogique est détachée du suivi et de la maîtrise de la soutenabilité de la formation et se repose sur les conventions signées par l'université avec les CFA. Le pilotage de la formation n'est pas détaillé et explicite. L'évaluation des enseignements et l'évaluation de la formation sont conduites deux fois pendant la durée du contrat par l'université ou par le CFA, mais aucun résultat n'est présenté et analysé. Enfin, l'absence de compte rendu du conseil de perfectionnement ne permet pas de valider sa composition ni de se positionner sur son fonctionnement.

Conclusion

Points forts

- Une formation en adéquation avec la stratégie de l'établissement et avec une forte professionnalisation ;
- Des liens forts avec les professionnels du secteur ;
- Une formation bien adaptée aux publics de l'alternance et à la formation continue.

Points faibles

- Une approche par compétences à consolider ;
- Un manque d'informations sur l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Un manque d'informations sur la mise en place du conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Finaliser l'approche par compétences, notamment pour l'organisation des unités d'enseignement en blocs de compétences et en mettant en œuvre un portfolio.
- Renforcer l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants en la réalisant chaque année.
- S'approprier la démarche d'amélioration continue à travers l'analyse des données d'évaluation et en précisant le rôle du conseil de perfectionnement.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations sur l'évaluation des enseignements par les étudiants et sur le conseil de perfectionnement.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU DÉCISIONNEL ET DE LA STATISTIQUE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du décisionnel et de la statistique* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Mathématiques. Cette LP en un an comprend un seul parcours diplômant : *Décision et traitement de l'information (data-mining)* et est accessible en alternance. Ses enseignements sont dispensés sur le site de Noisy-Champs. La formation compte 20 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Métiers du décisionnel et de la statistique* est une formation ouverte à tous les types de public et s'appuyant fortement sur le monde socio-économique tant pour favoriser l'alternance que pour s'assurer de l'intervention de professionnels dans la formation. Cependant, l'insertion professionnelle se révèle faible en regard de ses liens et le pilotage de la formation ainsi que le suivi de la formation se révèle défaillant pour analyser et adapter la formation à sa mission d'insertion de ces diplômés.

La formation accueille tout aussi bien des étudiants en formation initiale, continue, en apprentissage ou en contrat de professionnalisation, chacun de ces publics étant suivi par un référent de la formation. L'apprentissage concerne la majorité des étudiants (75 % en général) suivie par la formation continue (15 %) et enfin le contrat de professionnalisation et la formation initiale (5 % chacun). La modalité de formation initiale n'est donc pas la règle, le stage pouvant d'ailleurs s'effectuer sur des périodes d'apprentissage.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique par les modalités de formation proposées (alternance, formation continue), et intègre des éléments de professionnalisation avec une part significative des enseignements assurés par des professionnels (260 h sur 540 h projets inclus). La formation rentre donc a priori pleinement dans le cadre de la politique d'insertion professionnelle de l'université puisqu'elle répond à un besoin des acteurs socio-économiques et permet la professionnalisation d'étudiants de deuxième année de licence *Mathématiques* ou *Informatique* de l'université.

D'un point de vue pédagogique, la formation n'est pas encore passée à l'approche par compétences, même si la démarche est en cours. Une structuration est actée et la mise en place du projet Apprendre pour les villes durables (AVID) doit permettre de faire émerger des compétences complémentaires. Cette démarche est effectuée en concertation avec le centre de formation d'apprentis (CFA) partenaire, de ce fait, il n'est pas fait usage de e-portfolio. La formation ne fournit aucun élément quant à des pratiques pédagogiques innovantes ou la mise en place de projets financés (hors projet AVID démarré postpériode d'évaluation).

La formation est ouverte à l'international au regard de la mobilité entrante (25 % des étudiants environ), mais n'encourage pas la mobilité sortante. L'anglais fait partie du cursus de formation, mais sans certification exigée, le passage du TOEIC pouvant être proposé, mais uniquement aux apprentis. La formation est en cours d'intégration des enjeux de société durable notamment à travers le projet Apprendre pour des villes durables commun avec la licence *Mathématiques*.

L'adossement à la recherche est limité. Concernant les moyens humains et matériels, quatre enseignants-chercheurs (EC) et 10 professionnels interviennent pour assurer 540 h de formation, dont 200 h de projets. Cependant, les quatre EC n'assurent que 60 h d'enseignement. Aucun module de sensibilisation à la recherche n'existe et aucun stage en laboratoire n'est répertorié.

Le taux d'insertion professionnelle très bas interroge sur l'adéquation réelle de la formation par rapport aux besoins socio-économiques. Concernant les diplômés, la formation ne fournit qu'une seule enquête à 18 mois de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) pour les diplômés 2021, qui se révèle partielle (en comparaison de celles des autres formations) et met en évidence un très fort taux de poursuite d'études puisque seuls 25 % des diplômés (4 sur 16 répondants) sont en emploi à 18 mois.

Sur les aspects de pilotage de la formation, les données sont très parcellaires et pas ou très peu analysées. Ainsi, aucune donnée ni commentaire n'est fourni quant à l'attractivité et l'origine des candidats et des étudiants. La formation indique uniquement le nombre de diplômés qui reflète un bon taux de réussite (supérieur à 85 %). Toutefois, aucune analyse de ses résultats et en particulier des non diplômés n'est faite. Compte tenu de la composition de la formation du point de vue des modalités de formation (voir précédemment), cette analyse paraît nécessaire, les échecs concernant très certainement des étudiants relevant d'une modalité de formation « financée ».

La formation possède un conseil de perfectionnement dont le compte rendu ne met pas en évidence son utilité dans le cadre de l'amélioration continue de la formation. Les étudiants et anciens étudiants sont peu représentés d'autant plus au regard de toutes les modalités de formation présentes au sein de la formation.

Conclusion

Point fort

- Une accessibilité de la formation à tous les types de publics (formation initiale, formation continue, alternance, VAE, VAP).

Points faibles

- Un adossement à la recherche faible ;
- Un faible taux d'insertion professionnelle immédiate (25 %) et des poursuites d'études trop nombreuses.

Recommandations

- Développer l'adossement à la recherche en augmentant la part des enseignants-chercheurs dans les enseignements et en mettant en place des modules d'initiation à la recherche.
- Améliorer l'insertion professionnelle, par exemple en menant une réflexion sur les besoins socio-économiques en lien avec les partenaires.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (participation des enseignants-chercheurs aux enseignements) ;
- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle (taux inférieur à 50 %).

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU DESIGN

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du design* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création, technologies (LACT) et l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette LP en un an accessible en alternance comprend deux parcours diplômants : *Management de projets en communication et industries graphiques (MPCIG)*, en partenariat avec GOBELINS Paris et *Design packaging et objet graphique (DPOG)* en partenariat avec l'école Estienne (école supérieure des arts et industries graphiques) à Paris. Ses enseignements sont dispensés à Paris. La formation compte 56 étudiants en 2022-2023 et 16 enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Métiers du design* propose une articulation autour des dimensions artistiques, techniques, managériales permettant une bonne professionnalisation. La formation s'appuie sur une forte implication des acteurs du monde socio-économique et présente d'excellents taux de réussite. Malgré des dimensions communes, les deux parcours fonctionnent de façon totalement indépendante, en s'appuyant fortement sur les établissements partenaires. Les fonctions et les rôles opérationnels de l'université et des écoles partenaires dans la gestion administrative et pédagogique de la formation restent peu lisibles. L'approche par compétences n'est pas encore en place. L'implication d'un seul enseignant-chercheur dans la formation questionne sur le caractère universitaire de la formation.

La licence professionnelle *Métiers du design*, constituée de deux parcours fonctionnant de façon totalement indépendante, s'inscrit dans l'offre de formation de l'établissement avec des partenariats (École Estienne et Gobelins Paris) bien établis depuis de nombreuses années. Elle contribue au développement de l'apprentissage de l'université Gustave Eiffel avec un nombre élevé d'alternants inscrits dans la formation (53 et 56 en 2022-2023). L'interdisciplinarité dans la formation est mise en avant à travers un projet professionnel (70 heures de suivi de projet et 80 heures de projet étudiant) dans la maquette du parcours *DPOG*. Les maquettes des deux parcours ne font pas apparaître d'enseignement spécifique aux enjeux du développement durable, mais le dossier d'autoévaluation indique que les aspects écologiques sont traités dans certains modules disciplinaires (gestion de projet, choix de matériaux, écoconception, etc.). Les étudiants peuvent bénéficier des animations du service Développement durable & responsabilité sociétale de l'université, mais le nombre d'étudiants s'appropriant ces possibilités n'est pas mentionné.

La formation favorise la professionnalisation de ses étudiants. Elle bénéficie d'une forte implication d'entreprises partenaires (Nathan par exemple) et d'un nombre extrêmement élevé d'intervenants professionnels (260). Pour le parcours *MPCIG*, les relations avec le monde social, économique et culturel se font via des visites d'entreprises, des conférences, des interventions de professionnels dans les enseignements et dans l'accompagnement des étudiants en projet (projet TRANSFORM). Les deux parcours sont accessibles en apprentissage. Le parcours *DPOG* est ouvert à la validation des acquis de l'expérience et à la formation continue, mais aucune inscription n'est à noter sur la période évaluée. La formation comprend 56 semaines d'expérience professionnelle valorisées par 10 crédits ECTS en parcours *DPOG* et 15 crédits ECTS pour le parcours *MPCIG* répartis dans les blocs de connaissances et de compétences (BCC) en semestres 1 et 2 respectivement.

La mise en œuvre de l'approche par compétences (APC) par la formation est récente et partielle. Seule la maquette du parcours *MPCIG* est structurée en BCC, mais le contenu n'est pas structuré en approche par compétences. Le suivi de l'apprentissage est effectué via la plateforme STUDEA pour le parcours *DPOG*. En

2022-2023, seuls 25 étudiants sur 56 disposaient d'un e-portfolio géré par le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes. La certification PIX n'est pas proposée.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche limité. Un seul enseignant-chercheur intervient dans la formation à hauteur de 20 heures. Des actions d'initiation à la recherche sont menées via les travaux réalisés par les étudiants (perspective recherche dans le rapport d'activité professionnelle, projet TRANSFORM dans le parcours MPCIG). Les étudiants du parcours DPOG bénéficient d'une formation à la recherche documentaire et à l'usage de l'outil bibliographique Zotero. Le nombre d'heures d'initiation à la recherche est estimé à 40, mais ne correspond pas à un module particulier apparaissant clairement dans les maquettes des deux parcours. Des interventions ponctuelles d'enseignants-chercheurs dans le parcours MPCIG sont mentionnées. L'équipe pédagogique justifie cela par le côté très professionnalisant de la LP, notamment du parcours DPOG. Des stages de recherche sont possibles au sein du laboratoire Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique (DICEN) de l'université Gustave Eiffel, mais aucun étudiant de la LP n'y a à ce jour été accueilli. Les étudiants ont accès aux ressources de la bibliothèque universitaire, dont le personnel vient présenter les outils en début d'année aux étudiants du parcours DPOG. Les étudiants du parcours MPCIG disposent également d'un accès à la médiathèque des Gobelins Paris. Des modules d'e-learning sur la méthodologie et l'intégrité scientifiques peuvent être suivis par les étudiants qui le souhaitent, mais aucun indicateur chiffré n'est donné.

La formation n'est pas ouverte à l'international, mais les dispositifs du parcours MPCIG et un projet de collaboration en cours pour le parcours DPOG permettent de l'envisager. Sur la période évaluée, aucune mobilité entrante ou sortante n'a été enregistrée. On note un seul étudiant international en parcours DPOG en 2021-2022. Un projet de collaboration avec une école de la ville de Stuttgart (Allemagne) pour le parcours DPOG est en cours. L'équipe pédagogique justifie l'absence d'internationalisation de la formation du fait de l'apprentissage et de la durée de la formation (un an). Le parcours MPCIG contient cependant un BCC Sensibilisation aux enjeux de l'international incluant un projet en contexte international (projet TRANSFORM) de 35 heures (quatre crédits ECTS) et un séminaire professionnel à l'étranger de 35 heures (quatre crédits ECTS). Les maquettes font apparaître des volumes horaires d'enseignement de la langue anglaise (30 heures en DPOG et 31,5 heures en MPCIG). Le TOEIC est demandé aux étudiants du parcours DPGO. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue anglaise est en forte augmentation (18 en 2020-2021, 12 en 2021-2022, 53 en 2022-2023).

L'attractivité de la formation est en baisse. Le nombre de candidatures est en baisse sur la période évaluée (100 en 2020-2021 pour 73 en 2022-2023) et par rapport à la précédente évaluation (200 candidatures par an). Le pourcentage d'admis se situe autour de 40 %, ce qui est inférieur à la capacité d'accueil, sauf si les valeurs indiquées dans le dossier ne concernent qu'un seul des deux parcours. La baisse du nombre de candidatures est attribuée aux réformes des bachelors universitaires de technologie (BUT) et du brevet de technicien supérieur (BTS) *Design graphique*. Cependant le recrutement est qualifié d'encore très qualitatif par l'équipe pédagogique. Un besoin de communication pour attirer des étudiants est mentionné, mais aucune action concrète n'est décrite.

La réussite des étudiants dans la formation est excellente. En parcours MPCIG, les taux de réussite oscillent entre 95 et 100 %. Ils sont de 100 % pour les étudiants du parcours DPOG allant au bout de leur formation.

La formation et les établissements partenaires assurent un suivi des diplômés, mais les données sont difficilement analysables. La fiche qualité fournie pour le parcours MPCIG indique un taux de poursuite d'études de 48 %. Pour ce même parcours, l'accès à l'emploi est rapide (2,3 mois en moyenne). Pour le parcours DPOG, le dossier indique que 60 % des étudiants sont en emploi dès leur diplomation et 90 % au bout d'un an.

Le pilotage de la formation est explicite, mais les rôles de l'université et des écoles partenaires sont difficiles à appréhender. Pour le parcours DPOG, le suivi de l'apprentissage est assuré par le coordonnateur de l'école Estienne, mais les conseils de pilotage et de perfectionnement sont pilotés de manière conjointe entre le responsable de l'université et l'école partenaire, avec association du CFA. Pour le parcours MPCIG, aucune information n'est fournie si ce n'est que le pilotage est à renforcer. La formation s'appuie sur une équipe de 30 enseignants permanents et non permanents (environ 50 %/50 %), dont 16 pour le parcours MPCIG et 14 pour le parcours DPOG. Les deux équipes pédagogiques disposent des moyens mis en œuvre par l'université pour faire évoluer la formation (mise en œuvre de l'APC, diversifications des pratiques pédagogiques, mobilités internationales), mais ne s'en saisissent pas. L'évaluation des formations est réalisée par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) deux fois par quinquennat. Pour l'année 2021-2022, le nombre de répondants (5 sur 13 du parcours DPOG) est très faible. Un conseil de perfectionnement est mis en place annuellement sans présence d'anciens étudiants pour le moment. Un compte rendu pour le parcours DPOG est fourni, mais peu d'analyse et d'actions concrètes sont proposées (modification du calendrier de l'alternance, plus forte sensibilisation aux progiciels).

Conclusion

Points forts

- Des partenariats bien établis avec des écoles renommées dans le domaine ;
- Une excellente réussite des étudiants dans les deux parcours de la mention ;
- Une très bonne professionnalisation des étudiants grâce à l'apprentissage et l'implication de partenaires du secteur social, économique et culturel.

Points faibles

- Une participation insuffisante des enseignants-chercheurs aux enseignements ;
- Une attractivité en baisse ;
- Une absence de structure commune et de mutualisation entre les deux parcours entraînant des disparités en termes de pilotage, de suivi des diplômés et de mise en œuvre de l'approche par compétences ;
- Un pilotage de la formation à clarifier et à renforcer pour le parcours *MPCIG*.

Recommandations

- Renforcer la participation d'enseignants-chercheurs dans les enseignements.
- Améliorer l'attractivité de la formation, en renforçant sa visibilité.
- Développer la mutualisation et les échanges entre les deux parcours afin de réduire les disparités en termes de pilotage, de suivi des diplômés et d'approche par compétences.
- Clarifier le pilotage de la formation, notamment pour le parcours *MPCIG*.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (participation des enseignants-chercheurs aux enseignements, sensibilisation à la recherche).

LICENCE PROFESSIONNELLE ORGANISATION, MANAGEMENT DES SERVICES DE L'AUTOMOBILE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Organisation, management des services de l'automobile* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Cette LP en un an accessible en alternance comprend deux parcours diplômants : *Après-vente ; Recyclage et valorisation des véhicules*. Ses enseignements sont dispensés à Champs-sur-Marne (Centre de formation d'apprentis Descartes) et à Ploufagran (section délocalisée en partenariat avec la Chambre des métiers et de l'artisanat des Côtes-d'Armor). La formation compte 46 étudiants en 2022-2023 et cinq enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle (LP) *Organisation, management des services de l'automobile* entretient des liens forts et étroits avec le monde socio-professionnel et assure pleinement son rôle de professionnalisation et d'insertion. Le taux de réussite est excellent, cependant la formation présente un adossement à la recherche et une ouverture à l'international limités.

La formation est en adéquation avec la thématique ville durable de l'université à travers les thématiques de mobilité (gestion, organisation, recyclage, etc.) ainsi que la volonté de professionnalisation et d'insertion professionnelle des étudiants, la formation n'étant proposée qu'en alternance. La formation est intégrée avec le bassin amont de formation tant interne (deuxième année de licence et éventuellement BUT) qu'externe (BTS). Elle interagit également avec l'Association nationale pour la formation automobile (ANFA) partenaire de l'université afin de répondre aux mieux aux besoins du bassin économique.

La formation entretient des relations fortes avec le monde socio-économique à travers des partenariats avec des constructeurs automobiles (Mercedes, Renault, Stellantis, etc.), le parrainage de la promotion par un industriel, la collaboration avec l'ANFA et une forte implication des professionnels dans les enseignements (huit professionnels assurant 190 h soit plus de 40 % des heures de cours). La formation s'appuie également sur les outils de suivi des alternants (e-portfolio, plateforme STUDEA, grille d'évaluation).

Pour répondre aux besoins socio-économiques, la formation a identifié les compétences visées et les a associées aux modules de la structuration historique, permettant essentiellement une évaluation par compétences ainsi qu'en projet et expérience professionnelle. La formation envisage la mise en place de certification (PIX acté pour 2024) et l'utilisation renforcée du e-portfolio afin de finaliser la mise en place de l'approche par compétences amorcée. Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés pour les publics de l'alternance (apprentissage ou contrat de professionnalisation) et à la suite de l'identification des compétences, des modules de la formation peuvent être proposés en formation courte. La validation des acquis de l'expérience (VAE) et la validation des acquis professionnels (VAP) sont possibles, mais aucun dossier n'a été validé sur la période, un problème administratif (désormais résolu) en étant la raison.

La formation ne propose pas de pratiques pédagogiques spécifiques, le distanciel restant limité aux projets et les expériences en entreprise servant d'illustrations et de supports pour les enseignements. L'utilisation des situations en entreprise comme support de cours est facilitée par l'homogénéité des missions des alternants en entreprise.

La formation n'est que peu ouverte à l'international puisqu'elle ne permet pas de mobilité sortante et que la mobilité entrante est très limitée (un à deux étudiants) ce qui s'explique par le mode de formation (alternance)

et les postes visés (relation client). La formation souhaite réinstaurer le voyage d'études international interrompu par le COVID à la rentrée 2024. Elle offre également la possibilité de passer le TOEIC, mais sans exigence sur le niveau à atteindre.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche limité puisque seuls deux enseignants-chercheurs (EC) y interviennent pour un volume d'heures représentant environ 10 % du volume horaire (48 h sur 470 h). Les étudiants peuvent à travers les projets et de manière individuelle être initiés à la recherche et à la démarche et l'éthique scientifiques. Ces deux derniers points sont également abordés à travers une visite de la bibliothèque universitaire (BU) ou les cours de droit et management des organisations.

La formation dispose d'une équipe pédagogique équilibrée (cinq titulaires et 11 intervenants), mais dont les interactions du fait des deux sites distants sont perfectibles pour améliorer la cohésion de l'équipe et l'homogénéité de la formation. Les deux sites sont indépendants dans leur gestion des heures puisque dépendant de deux CFA distincts. La recomposition partielle de l'équipe suite à des départs (retraite) est une opportunité pour mettre en œuvre de nouvelles pratiques. Une baisse d'attractivité sur le site de Marne-la-Vallée conduit à une réflexion sur l'organisation des enseignements (réduction de groupes, mutualisation) complémentaire de la recomposition évoquée.

Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions est fait en interne par un processus établi qui permet d'attirer des candidats (collaboration avec des lycées), de les sélectionner (double entretien) et de les recruter (taux d'admission de 50 % et taux d'inscription de 90 %). Via ce processus, la formation a constaté une baisse sensible (- 25 % de candidatures) dans la dernière année d'évaluation liée à un environnement plus concurrentiel et un niveau de sélection maintenu. Des solutions sont étudiées en fonction de la persistance de la situation.

La formation accompagne ses étudiants vers la réussite par la mise en place d'une session de rattrapage en accord avec l'entreprise quant aux compétences professionnelles, ce qui permet un taux de réussite de 100 %. La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés grâce aux enquêtes fournies par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) pour lesquelles on constate un bon taux de réponse (supérieur à 75 %). L'enquête à 18 mois fournie présente un très bon taux d'embauche (plus de 85 % en emploi) en sortie de diplôme. Cette enquête montre également que le salaire est supérieur à la moyenne de l'ensemble des diplômés de LP de l'université et un bon taux de satisfaction (plus de 70 %). L'insertion professionnelle à 30 mois reste très bonne (plus de 80 % des répondants) et le taux de chômage à 30 mois est faible (5 % en moyenne). La formation est en cours de création d'un réseau d'anciens et invite ces derniers pour rencontrer les étudiants et échanger. Ceux-ci peuvent également intervenir dans la formation ou devenir maîtres d'apprentissage.

La formation est dotée d'un conseil de perfectionnement (CP) mutualisé avec la LP Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques intégrant bien toutes les parties prenantes et dont le compte rendu démontre une volonté d'amélioration de la formation. Les évaluations des enseignements sur lesquelles s'appuie le CP en plus des enquêtes de l'OFIPE ne sont toutefois réalisées que deux fois tous les cinq ans et sont suspendues depuis la période COVID pénalisant de facto l'amélioration des contenus.

Conclusion

Points forts

- Un lien fort et étroit avec le monde socio-professionnel ;
- Une formation assurant pleinement son rôle de professionnalisation et d'insertion ;
- Un accompagnement des étudiants de la phase de recrutement jusqu'à leur insertion professionnelle.

Points faibles

- Un faible adossement à la recherche ;
- Un site double, créateur potentiel d'hétérogénéité entre les promotions (interaction entre les équipes, modalités de formation, etc.).

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en augmentant la participation des enseignants-chercheurs à la formation.
- Finaliser le fonctionnement et les outils de pilotage pour harmoniser le fonctionnement entre sites.

LICENCE PROFESSIONNELLE QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ, SANTÉ, ENVIRONNEMENT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* de l'université Gustave Eiffel est portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette LP en un an en alternance comprend un seul parcours diplômant : *Qualité, hygiène, santé, sécurité au travail, environnement*. Ses enseignements sont dispensés sur le site de Serris. La formation compte 15 étudiants en 2022-2023 et deux enseignants permanents.

Analyse globale

La licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* est une formation qui bénéficie d'une bonne renommée (nombre important d'offres d'alternance), mais dont l'attractivité est en baisse en fin de période d'évaluation. Une faiblesse en personnel permanent dans l'équipe pédagogique constitue une fragilité potentielle. Les poursuites d'études des diplômés déjà mentionnées lors de la précédente évaluation sont encore trop nombreuses pour ce type de formation dont l'objectif premier doit être l'insertion professionnelle directe et rapide des diplômés. Le pilotage de la formation est encore à renforcer et une réflexion devrait être menée sur l'ouverture à l'international.

La licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* s'inscrit globalement dans les ambitions stratégiques de l'université Gustave Eiffel, excepté en ce qui concerne l'internationalisation. Le contenu de la formation est en lien direct avec la thématique Ville et territoires durables. Les risques environnementaux font partie intégrante de la maquette de la formation à hauteur d'une soixantaine d'heures même si les thématiques prédominantes sont la qualité et la sécurité au travail. L'interdisciplinarité dans la formation est mise en avant à travers un projet tutoré de 70 heures s'appuyant sur les quatre compétences de la maquette (coordonner et mettre en œuvre des contrôles qualité et de conformité, identifier, évaluer et analyser les risques professionnels, proposer et mettre en œuvre des démarches d'amélioration en qualité, agir en professionnel). Seule licence professionnelle de ce type au sein de l'université, la formation est proposée exclusivement en alternance et en formation continue (un à quatre stagiaires de formation continue par an) et participe ainsi à la professionnalisation des étudiants.

La formation n'est pas ouverte à l'international. Elle ne développe pas d'offre spécifique ni de partenariat à l'international. Aucune mobilité entrante ou sortante n'a été enregistrée au cours de la période évaluée. Une trentaine d'heures de cours d'anglais sont dispensées, mais n'apparaissent pas explicitement dans la maquette fournie. Le TOEIC est indiqué comme obligatoire en fin d'année, mais aucune information supplémentaire n'est donnée (aide à la préparation, flux d'étudiants, acquisition d'un niveau).

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche correct pour ce type de formation. Deux enseignants-chercheurs (17 % de l'effectif enseignant) interviennent dans la formation et assurent 18,4 % des enseignements de la maquette (83 heures sur 451 heures), en informatique et physique-chimie notamment. Un cours de méthodologie d'une quinzaine d'heures permet aux étudiants d'apprendre à identifier et synthétiser des informations fiables et sourcées. Les étudiants ont accès aux ressources de la bibliothèque universitaire, dont le personnel vient leur présenter les outils en début d'année. Des modules d'e-learning sur la méthodologie et l'intégrité scientifiques peuvent être suivis par les étudiants qui le souhaitent, sans information supplémentaire.

La formation favorise l'insertion professionnelle de ses étudiants. La maquette de formation est déclinée en quatre blocs de connaissances et de compétences. Elle a été élaborée en partenariat avec le Centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes et en suivant la fiche adaptée du répertoire national des certifications

professionnelles (RNCP). Une part importante des enseignements (254 heures sur 451) est assurée par des vacataires issus du monde socio-économique. Dans la maquette, les mises en situation professionnelle sont effectives grâce au projet tutoré pluridisciplinaire (huit crédits ECTS) et à l'intégration professionnelle (12 semaines, 10 crédits ECTS). Aucun exemple de projets tutorés n'est fourni ce qui ne permet pas de vérifier la bonne adéquation des sujets avec une organisation en approche par compétences (APC) et le domaine de la formation. L'évaluation des compétences est gérée en collaboration avec le CFA Descartes via un livret électronique/portfolio sur la plateforme STUDEA auquel l'expérience en entreprise est intégrée. Pour les étudiants qui ne poursuivent pas leurs études post-formation, les taux d'insertion professionnelle à 18 et 30 mois avoisinent les 100 %.

L'attractivité de la formation est bonne, mais en baisse en fin de période évaluée. Le nombre de candidatures reçues est stable sur la période (106 en 2022-2023 pour 120 en 2020-2021) pour une capacité d'accueil de 25 chaque année. Le pourcentage d'admis est d'environ 35 %. Le taux de remplissage a chuté fortement en 2022-2023 (60 %). L'équipe pédagogique attribue cette diminution à la réforme des BUT (bachelors universitaires de technologie) et à la concurrence des établissements privés proposant des bachelors similaires. Ceci malgré un besoin important des entreprises : la formation reçoit de la part des entreprises plus d'offres d'alternance qu'elle n'a de candidats. L'équipe pédagogique est consciente de la nécessité d'accroître la visibilité de la formation, mais manque de moyens humains pour s'y atteler. Elle participe aux journées portes ouvertes de l'établissement et mise aujourd'hui sur le bouche-à-oreille via les entreprises, les anciens étudiants ainsi que sur les organisations et associations professionnelles.

Les taux de réussite des étudiants dans la formation sont excellents. Ils sont compris entre 95 et 100 % selon les années. Aucune explication n'est fournie concernant les rares étudiants n'ayant pas validé tous les crédits ECTS en 2020-2021 et 2021-2022. Aucun dispositif d'aide à la réussite n'a été mis en place à ce jour.

La poursuite d'études est élevée pour ce type de formation. Le suivi des étudiants post-formation est assuré par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) de l'université. Les taux de réponse à l'enquête d'insertion à 18 et 30 mois sont assez élevés (entre 72 et 84 % selon les années). Les taux de poursuite d'études, calculés sur les répondants, étaient de 58 % en 2020-2021 et 65 % en 2022-2023. Les deux meilleurs de la promotion peuvent intégrer le master *Qualité, hygiène, sécurité* de l'établissement. Les autres étudiants sont recrutés dans des masters d'autres établissements.

Les documents communiqués ne permettent pas d'évaluer la qualité du pilotage de la formation et du processus d'amélioration continue mis en œuvre. L'équipe pédagogique est constituée de deux enseignants-chercheurs permanents et de dix intervenants extérieurs. Un manque de moyens humains pour assurer la communication autour de la formation est mentionné. L'équipe pédagogique s'appuie le CFA Descartes et le centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) de l'université Gustave Eiffel pour la mise en œuvre de l'APC et le suivi des alternants. Elle met en place un processus d'évaluation interne grâce à l'évaluation des formations assurée par l'OFIPE deux fois par quinquennat et une évaluation de type radar plus spécifique à l'issue de chaque cours. Un conseil de perfectionnement (CP) constitué d'enseignants, d'étudiants, de personnels administratifs et de personnalités extérieures est mis en place. Un compte-rendu de CP succinct et datant d'avril 2024 est fourni. Les résultats des enquêtes et des évaluations des enseignements ne sont ni présentés ni analysés dans le CP. Aucune action concrète à mettre en œuvre n'est décrite.

Conclusion

Points forts

- Une formation en adéquation avec plusieurs axes stratégiques de l'établissement ;
- Un fort ancrage avec le monde socio-économique ;
- Des taux de réussite excellents.

Points faibles

- Une insertion professionnelle immédiate faible et des taux de poursuite d'études élevés ;
- Un pilotage interne de la formation à renforcer ;

- Une attractivité en déclin ;
- Une absence d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Limiter le taux de poursuite d'études, en développant une réflexion sur les débouchés professionnels immédiats en lien avec les partenaires socio-économiques.
- S'approprier la démarche d'amélioration continue à travers l'analyse des données d'insertion professionnelle et d'évaluation.
- Renforcer l'attractivité en réorganisant de façon plus explicite les blocs de connaissances et de compétences de la maquette de formation pour faciliter le développement de la formation continue.
- Développer des partenariats académiques nationalement et internationalement pour renforcer l'attractivité et favoriser les mobilités entrantes et sortantes.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'insertion professionnelle (taux inférieur à 50 %).

Observations de l'établissement

Champs-sur-Marne, le 26 juin 2025

A l'attention de Madame la Présidente
du Haut Conseil de l'évaluation de la
recherche et de l'enseignement supérieur

Observations sur le rapport définitif d'évaluation des formations du 1^{er} cycle de l'Université Gustave Eiffel

Table des matières

1.	Observations générales	2
2.	Observations par mention	3
2.1	Licence professionnelle Commerce & Distribution	3
2.2	Licence professionnelle Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux	6
2.3	Bachelor Universitaire de Technologie Génie civil - construction durable	7
2.4	Licence Professionnelle Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration	11
2.5	Licence Professionnelle Métiers du design	13
2.6	Licence Lettres	15
2.7	Licence professionnelle Métiers du livre : édition et commerce du livre	16
2.8	Licence Economie et gestion.....	16

1. Observations générales

Madame la Présidente,

Je souhaite vous faire part, par la présente, de nos observations concernant les évaluations des formations de premier cycle de l'Université Gustave Eiffel et en particulier votre rapport global sur le premier cycle. Tout d'abord nous souhaitons vous remercier des efforts fournis et des évaluations précieuses concernant notre offre de formation.

Votre rapport met notamment en avant la diversité de nos formations couvrant un large spectre disciplinaire, la forte professionnalisation adossée notamment à notre thématique « Villes et territoires durables », ainsi que sur la réussite de nos étudiants en déployant l'approche par compétences (APC) et en proposant des dispositifs d'information et d'orientation. Ces éléments ont bien sûr vocation à être pérennisés voire renforcés sur le prochain quinquennal. Et nous partageons aussi votre analyse concernant l'internationalisation de nos formations qui reste à améliorer en développant les mobilités entrantes avec des dispositifs et/ou des parcours dédiés.

Par ailleurs votre rapport met en lumière un manque de cohérence et de lisibilité de l'offre de formation. Or les indicateurs d'attractivité et notamment les candidatures sur Parcoursup ne cessent d'augmenter globalement. Si certaines disciplines ou domaines comme le génie civil peuvent, au niveau administratif, sembler séparés dans plusieurs composantes de formation, cela n'impacte en rien leur visibilité auprès de notre public cible. Par ailleurs, le rapport reproche à notre université de ne pas s'être saisie de la réforme des BUT en maintenant plusieurs Licences Professionnelles. C'est au contraire un choix fort de l'université de maintenir ces Licences Professionnelles, notamment celles citées dans le rapport, avec nos partenaires, car leur existence est importante pour notre territoire et certains lycées de notre territoire. Elles permettent de maintenir un lien fort de l'enseignement supérieur avec le monde socio-professionnel dans une partie non négligeable de notre territoire.

Concernant enfin l'adossement recherche de certaines de nos Licences Professionnelles, s'il est vrai que cet adossement peut sembler mineur, l'université porte une grande attention au pilotage de ses formations, qu'elle a renforcé pendant le quinquennal qui s'achève. A l'exception d'un parcours sur une de ces mentions, la qualité du pilotage de nos Licences Professionnelles déléguées nous semble maintenant satisfaisante, notamment autour des mémoires ou projet tuteuré, pour s'assurer que l'exigence scientifique est bien présente et en particulier pour certaines filières qui se doivent d'être prioritairement professionnalisantes. Si l'adossement recherche restera un point d'attention pour ces filières de formation comme par exemple notre Licence Professionnelle « Commerce et Distribution », nous souhaitons les maintenir car elles offrent de formidables débouchés aux jeunes de nos territoires. Cela nous semble révéler une mauvaise adéquation entre le référentiel d'évaluation de ces parcours et la réalité de ces formations.

Par ailleurs, vous trouverez ci-dessous les observations remontées par certaines de nos formations, que je souhaitais porter à votre connaissance.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes respectueuses salutations.

Gilles ROUSSEL
Président de l'Université Gustave Eiffel



2. Observations par mention

2.1 Licence professionnelle Commerce & Distribution

Observations sur l'analyse globale de la formation

- **L'adossement à la recherche de la formation est insatisfaisant (p. 73) : « *Aucun enseignant-chercheur (EC) n'intervient dans la formation* ».**

Au cours de la période quinquennale 2020-2025, des activités de sensibilisation et pédagogiques ont été mises en place pour prendre en compte les recommandations du HCERES lors de la précédente vague d'évaluation.

- Activités de sensibilisation et d'accompagnement pédagogique : visites et ateliers thématiques en partenariat avec la Bibliothèque Universitaire George Perec, incluant des formations sur les bases de données adaptées aux sciences de gestion (Cairn,...),
- Enseignements de méthodologie du travail universitaire (MTU) dans le cadre du mémoire professionnel et du projet tuteuré.

Ces activités continueront d'être proposées dans la nouvelle offre de formation et seront renforcées :

- La nouvelle offre de formation prévoit les enseignements de méthodologie du travail universitaire (MTU) sous forme d'ateliers en petits groupes (10-12 étudiants), avec un volume horaire renforcé. Cette approche vise à offrir un accompagnement adapté aux étudiants issus de filières courtes, en réponse à un besoin croissant d'encadrement. L'objectif est de les aider à gagner en autonomie et à surmonter les difficultés rencontrées dans la formalisation à l'écrit d'une démarche analytique et démonstrative, notamment dans le cadre du mémoire.
- Pour ces enseignements MTU, nous veillerons à nous appuyer autant que possible sur des enseignants-chercheurs.

Pour autant, il est important d'avoir à l'esprit que mobiliser les enseignants-chercheurs sur une licence professionnelle peut s'avérer compliqué : en effet, ces profils académiques sont déjà fortement sollicités pour leurs obligations d'enseignement et de recherche, ainsi que par des charges horaires supplémentaires, en licence générale et master.

Malgré ces contraintes, nous nous engageons à maintenir une exigence scientifique dans la formation en privilégiant, autant que faire se peut, l'intervention d'universitaires pour encadrer ces enseignements.

- Par ailleurs, nous prévoyons d'adosser cette formation à un ou plusieurs laboratoires de recherche. Une cartographie des laboratoires des établissements de l'Université Gustave Eiffel, en Île-de-France permettra d'identifier les collaborations scientifiques les plus pertinentes et favoriser une meilleure articulation entre les enseignements et les axes de recherche portés par ces structures.
- En collaboration avec les bibliothécaires de la Bibliothèque Universitaire George Perec, des ateliers seront proposés au cours de l'année universitaire : Zotero, éducation aux médias et à l'information...

De nouvelles initiatives viendront, dans la nouvelle offre de formation, enrichir les dispositifs actuels :

- Lectures critiques d'articles (LCA) : exercices de lecture et d'analyse structurée d'articles scientifiques en sciences de gestion, afin de développer la capacité des étudiants à mobiliser des sources académiques et à s'approprier une démarche analytique rigoureuse. Ces activités pédagogiques pourront être intégrées aux enseignements de comportements du consommateur, connaissance de la distribution et du e-commerce...
- Conférences thématiques inter-formations sur les enjeux du management et/ou du commerce : interventions d'experts, de chercheurs et de praticiens sur des questions managériales actuelles, les nouvelles tendances du retail et du commerce ... afin de permettre aux étudiants d'établir des ponts entre la recherche académique et les réalités professionnelles.

- Intégration d'un état de l'art structuré dans le mémoire professionnel : il s'agira, dans sa mise en œuvre, d'insister davantage sur la nécessité d'une revue littéraire en début de mémoire, d'encourager l'usage d'un cadre conceptuel pour guider l'analyse de la problématique et d'apprendre, dans le cadre de l'accompagnement méthodologique (MTU), aux étudiants à mobiliser des articles académiques (ex. accès à Cairn, Zotero...).

L'ensemble de ces actions vise à renforcer l'adossé de la formation à la recherche et répondre ainsi aux recommandations du HCERES.

- **Une absence de valorisation des compétences numériques (p.74) : « Il manque toutefois une évaluation des connaissances informatiques dans un secteur d'activité largement digitalisé pour accompagner les comportements des consommateurs » (p. 69). « La formation ne propose pas de certification informatique (p.72).**

Afin de répondre aux recommandations du HCERES, la formation proposera une certification informatique adaptée dans la nouvelle offre de formation. Pour ce faire, nous collaborerons avec le CIPEN (Centre d'Innovation Pédagogique et du Numérique) de l'Université Gustave Eiffel pour structurer une offre en adéquation avec les réalités du secteur.

Par ailleurs, l'évolution rapide de l'Intelligence Artificielle (IA) transforme profondément les pratiques managériales et la relation clients. Elle nécessite une adaptation des contenus pédagogiques afin de préparer les étudiants aux nouvelles réalités du marché du travail. Dans cette perspective, plusieurs axes d'intégration de l'IA sont envisagés au sein de la formation dans le cadre de la nouvelle offre :

- Intégration de la thématique IA dans les contenus pédagogiques

L'IA impacte de nombreux métiers liés au management ainsi que les métiers du commerce, notamment en matière de prise de décision, d'automatisation des tâches, de gestion des données et de relation client. Il est essentiel d'intégrer cette thématique dans les enseignements, afin de permettre aux étudiants de comprendre les opportunités et les défis liés à l'IA dans leur futur environnement professionnel.

- L'IA générative et les évaluations

Les outils d'IA générative modifient les méthodes d'apprentissage et de production de contenu. Dans ce contexte, il est nécessaire de repenser les modalités d'évaluation, en veillant à développer des compétences en esprit critique, en analyse et en validation des informations générées par l'IA. Cela implique l'intégration d'exercices pratiques évaluant la capacité des étudiants à utiliser ces outils de manière éthique et pertinente.

- Méthodologie d'utilisation de l'IA générative dans la recherche et le mémoire

L'IA générative peut également être mobilisée comme outil d'aide à la recherche dans le cadre du mémoire professionnel ou du projet tuteuré. Un cadre méthodologique (dans le cadre des enseignements de MTU) sera proposé pour guider les étudiants dans l'utilisation raisonnée de l'IA, notamment pour :

La recherche documentaire et la synthèse d'informations.

L'analyse et la structuration des données.

La rédaction assistée, en insistant sur la nécessité de vérifier et valider les sources.

- **L'ouverture à l'international de la formation est limitée (p. 73). Un manque d'ouverture à l'international de la formation (p. 74)**

Comme mentionné dans le RAE, le rythme spécifique de la formation en alternance, alternant périodes académiques et périodes en entreprise, constitue un frein à la mobilité internationale entrante et sortante. Afin de contourner cette contrainte, plusieurs leviers sont actuellement à l'étude pour une mise en œuvre dans la nouvelle offre de formation :

- Développement d'une mobilité hybride et virtuelle

Mise en place d'échanges virtuels avec des universités partenaires sous la forme de projets collaboratifs internationaux de type *Collaborative Online International Learning* (COIL) appliqué notamment autour de problématiques liées au management du point de vente et à la relation client dans un contexte international.

Ce format en mode projet permettrait aux étudiants d'interagir avec des équipes multiculturelles, tout en développant des compétences en commerce international, gestion de la relation client transfrontalière et adaptation des stratégies de vente à des environnements culturels variés.

- Mise en place de séjours courts à l'étranger
Organisation de semaines immersives dans une université partenaire, sous forme de séminaires intensifs (1 à 2 semaines).
- Intégration d'une approche transversale de l'interculturalité dans les enseignements existants

Ajout d'une dimension interculturelle dans les cours de management des équipes, de techniques de vente et de relation client, de communication et de négociation commerciale (cas concrets de gestion d'équipes multiculturelles en point de vente, adaptation des stratégies de management et de relation client en fonction des contextes culturels).

Sensibilisation aux attentes des consommateurs internationaux, aux différences comportementales dans la négociation et la fidélisation client selon les pays.

- Augmentation des cours en anglais avec études de cas internationaux

Renforcement des enseignements en anglais, notamment sur des thématiques liées au marketing international, au marketing de détail et aux tendances du commerce globalisé.

Intégration de cas réels d'entreprises internationales de retail, d'enseignes de grande distribution, de franchises internationales ou de plateformes de e-commerce, permettant aux étudiants de se confronter à des problématiques multiculturelles et logistiques.

Invitation de professionnels et d'enseignants étrangers pour intervenir dans la formation, en présentiel ou en visioconférence.

Introduction progressive d'enseignements en anglais, notamment sur des thématiques transversales.

Certification linguistique : une réflexion doit être engagée avec le Centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) de l'Université Gustave Eiffel pour proposer la certification la plus en adéquation avec les compétences linguistiques requises. Actuellement, la formation propose le TOEIC.

- Encouragement de la mobilité sortante en entreprise

La mobilité sortante en entreprise est déjà proposée dans la formation par le CFA Descartes via le dispositif ERASMUS +, mais peu d'étudiants ont souhaité bénéficier de ce dispositif. Plusieurs actions peuvent être mises en place pour favoriser l'internationalisation de la formation :

- Encourager la mobilité en entreprise via Erasmus + et les filiales internationales des entreprises partenaires, notamment dans les groupes de grande distribution, les chaînes de restauration et les franchises internationales (webinaires d'information, accompagnement administratif simplifié).
- Sensibiliser les entreprises partenaires à l'intérêt d'envoyer leurs alternants dans une filiale à l'étranger pendant une période définie. Cette sensibilisation peut se faire au moment de la contractualisation mais également lors des comités de pilotage ainsi qu'à l'occasion des rendez-vous avec les entreprises partenaires.
- Faciliter l'intégration de missions à l'étranger dans le cadre de l'alternance, notamment pour les enseignes ayant une forte implantation internationale (grandes chaînes de distribution, e-commerce, tourisme et services).

Ces initiatives permettent de renforcer la dimension internationale de la formation tout en maintenant l'équilibre entre formation académique et période en entreprise.

2.2 Licence professionnelle Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux

Observations sur l'analyse globale de la formation

➤ L'adossement à la recherche est inexistant

L'équipe enseignante du parcours Réseaux entreprises (RE) compte 7 Docteurs et 1 Ingénieur de recherche, soit 9 personnes ayant effectué des activités de recherche sur 14 intervenants (64% de l'équipe enseignante). Les apprentis ont un travail d'étude bibliographique dans des thématiques de recherche à réaliser, dans le cadre de l'UE51 d'étude de cas intégrée aux projets tuteurés. Dans les parcours Administration de réseaux scéniques (ARS) et Systèmes Audiovisuels Numériques (SAN), un module de veille technologique initie les apprentis à la recherche d'informations scientifiques et techniques, à la synthèse de documents, et à la présentation orale et écrite de leurs résultats. Ce module est piloté par un professeur agrégé de l'Université Gustave Eiffel pour le parcours ARS et pour le parcours SAN par plusieurs intervenants professionnels, essentiellement des ingénieurs.

Pour faire face à la baisse des niveaux de prise en charge par les opérateurs de compétences (OPCO), les partenaires Institut national de l'audiovisuel (INA) et Centre national de formation professionnelle aux techniques du spectacle (CFPTS) ont mis en place un reste à charge pour les entreprises depuis la promotion 2022-2023 (donc avant le rapport d'auto-évaluation) qui est pour l'instant bien accepté par les entreprises.

Le nombre d'heures d'anglais ne figure pas dans les maquettes simplifiées du dossier d'auto-évaluation, elles font parties des compétences transversales et représentent un module de 21 heures dans le parcours SAN, 35 heures dans le parcours RE, et 21 heures dans le parcours ARS. Depuis cette année (2024-2025), le TOEIC devient obligatoire pour le parcours SAN (payé par le CFA), et la CLUE (certification propre à l'Université Gustave Eiffel) obligatoire pour le parcours ARS.

Le nombre de candidatures et leurs origines n'a pu être détaillé dans le format proposé du dossier d'auto-évaluation mais apparaît bien dans les compte-rendu du conseil de perfectionnement.

- Pour le parcours SAN nous avons entre 50 et 70 dossiers chaque année pour 24 places. Les meilleurs étudiants de BTS audiovisuels de la France entière postulent et le nombre de candidats suit les effectifs de ces diplômés avec une légère baisse depuis la mise en place de quotas pour les bacs professionnels. La commission d'examen des candidatures est mixte avec un enseignant de l'Université Gustave Eiffel et un enseignant de l'INA, la sélection est sur dossier et entretien.
- Pour le parcours ARS, la sélection est réalisée par le CFPTS et validée par un enseignant de l'Université Gustave Eiffel. Le nombre de candidatures augmente chaque année sur cette formation jeune (une trentaine de candidatures pour 14 places), les étudiants proviennent également de BTS audiovisuels sur toute la France et plus de la moitié des candidats ont un titre professionnel du CFPTS ou d'un DN MADE.
- La sélection pour le parcours RE est opérée par l'UTEC, la liste finale est validée par un enseignant de l'Université Gustave Eiffel. En 2020-2021, il y a eu 69 candidatures pour 54 admis. En 2021-2022 il y a eu 116 candidatures pour 70 admis. En 2022-2023, il y a eu 120 candidatures pour 52 admis. Les candidats ont soit un BTS Systèmes numériques option Informatique et réseaux après un bac STI2D ou un BTS SIO option SISR après un bac STMG. La sélection se fait sur l'obtention d'un contrat d'apprentissage, et environ 45% des étudiants proviennent d'un BTS de l'UTEC. Chaque année plus de 70% des apprentis de ce parcours habitent en Seine-et-Marne, les autres ne sont pas très loin (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Paris).

Taux de réussite dans le parcours RE, les chiffres sont très bons également après correction des nombres d'inscrits.

- 2020-2021 : 54 inscrits, 44 se sont présentés à l'examen (période COVID), 43 l'ont obtenu, soit un taux de réussite de 98% (80% en comptant les abandons) ;
- 2021-2022 : 70 inscrits, 68 se sont présentés à l'examen, 65 l'ont obtenu, soit un taux de réussite de 96% (93% en comptant les abandons) ;
- 2022-2023 : 52 inscrits, 50 se sont présentés à l'examen, 48 l'ont obtenu, soit un taux de réussite de 96% (92% en comptant les abandons).

Le taux de réussite des personnes s'étant présentées aux examens est de 96%. Lors de l'année universitaire 2020-2021, il y a eu de nombreux abandons liés à la période COVID et la mise en place de cours en distanciel.

La formation organise l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants et prend en compte les résultats de cette évaluation dans son évolution. Les chiffres fournis correspondent à l'Enquête sur la formation, conduite deux fois par contrat quinquennal par l'OFIPE : les deuxièmes et cinquièmes années du contrat. L'évaluation des enseignements n'apparaît donc pas dans les chiffres fournis. Ces évaluations ont lieu chaque année, dans les trois parcours :

- Parcours ARS : 100 % des étudiants participent à la fin de chaque période de cours à des enquêtes suivies de temps d'échanges avec les enseignants et responsables pédagogiques. Les résultats de ces échanges permettent d'adapter certains enseignements, de trouver de nouveaux intervenants et alimentent les discussions du conseil de perfectionnement.

- Parcours SAN : environ 50 % des étudiants répondent à une enquête annuelle, les résultats alimentent la réunion pédagogique qui suit et le conseil de perfectionnement annuel.

- Parcours RE : une enquête annuelle est réalisée (50 % de réponses en moyenne), mais les résultats sont conservés et analysés uniquement par la direction de l'UTEC.

2.3 Bachelor Universitaire de Technologie Génie civil - construction durable

Observations sur la présentation de la formation

Le BUT *Génie civil - construction durable* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Marne-la-Vallée. Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Travaux bâtiment (BAT)*, *Travaux publics (TP)*, *Bureaux d'études conception (BEC)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 160 étudiants en 2022-2023 et 22 enseignants permanents.

En 2024-2025 la formation compte 214 étudiants et 28 enseignants de l'Université Gustave Eiffel dont seulement 10 enseignants effectuant l'entièreté de leur service statutaire au sein du département Génie Civil Construction Durable.

Observations sur l'analyse globale de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) Génie civil - construction durable (GCCD) souffre d'un manque de positionnement par rapport aux autres formations de même cycle et même secteur de l'établissement. La formation s'appuie sur le référentiel de compétences national du BUT sans toutefois le mettre très bien en évidence. Malgré sa bonne attractivité, le taux de réussite en première année (BUT1) est faible et pas commenté. Le processus d'amélioration continue peine vraiment à se mettre en place.

Le taux de réussite en 2022-2023 a été exceptionnellement bas car les enseignements en distanciel à cause du Covid dans une dominante technologique à créer une perte considérable des effectifs. Aucun moyen n'a pu permettre la mise en place d'accompagnement et de remise à niveau de cette cohorte.

Il y a actuellement 105 étudiants en BUT1 et 78 étudiants en BUT2, le processus d'amélioration est donc mis en place.

La formation souffre d'un manque de cohérence et de complémentarité avec les autres formations du même cycle : la licence professionnelle (LP) Métiers du bâtiment : bâtiment et construction, portée par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) et le lycée François Mansart et la LP Métiers du bâtiment : Génie civil et construction, portée par l'École d'Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). La réalisation des deux premières années de BUT GCCD et la mise en place de la troisième année (BUT3) se sont donc faites sans analyse précise du positionnement de la formation par rapport à ces LP existantes. Une ressemblance possible est juste évoquée par la formation, mais le positionnement de la troisième année de BUT GCCD par rapport aux LP existantes n'est pas du tout commenté alors que le rapport d'autoévaluation de l'établissement met en avant les liens entre les formations.

La 3^{ème} année du Bachelor Universitaire de technologie Génie Civil Construction Durable a été imposée par le programme national. Cette 3^{ème} année est alimentée par le flux montant des étudiants de BUT2. Les licences professionnelles existantes ont un vivier de recrutement constitué essentiellement de BTS.

L'adossement à la recherche ne se fait que par l'intervention d'enseignants-chercheurs dans la formation. Une incohérence est à noter dans les chiffres donnés dans les différentes parties du dossier d'autoévaluation (DAE) concernant le nombre d'enseignants-chercheurs intervenants, ce qui rend l'appréciation impossible. Aucune heure d'initiation à la recherche n'a été prévue dans le BUT3. De même, aucun détail n'est donné sur d'éventuels liens avec les unités de recherche de l'Université Gustave Eiffel.

Le programme national ne prévoit pas d'initiation à la recherche.

Il y a actuellement 4 Professeurs des Universités correspondant à 1,52 équivalent temps plein, 6 Maitres de Conférences correspondant à 5,11 E.T.P. au sein du département GCCD.

Au total, il y a 12 ATER, post doctorants et doctorants des labos MSME, de l'ENPC, de l'ex-IFSTTAR et de l'ENSG qui interviennent pour faire bénéficier les étudiants de BUT GCCD de leurs savoirs.

La formation entretient des relations avec le monde socio-professionnel de différentes façons : participation au Campus des métiers de la construction, après-midi entreprises du BTP organisée pour permettre aux professionnels de présenter les métiers, les offres de stages et d'alternance. Les seuls intervenants issus du monde professionnel sont les trois professeurs associés (PAST) de la formation. On peut regretter le manque d'intervenants professionnels en activité. La préparation à l'insertion professionnelle se fait donc uniquement pour l'instant par les stages de BUT1 (trois semaines) et BUT 2 (six semaines). Le dossier ne mentionne aucun crédit ECTS pour ces stages, ce qui est très surprenant. L'absence de document maquette ne permet pas de le vérifier.

Il y a actuellement 9 Professionnels en activité (architecte, directeur BIM et BIM manager, directeur de travaux et directeur d'exploitation dans des entreprises multinationales, chef de projet BTP, ingénieur cabinet de conseil, assistant à la maîtrise d'ouvrage urbaniste, Ingénieur CSTB) réalisant environ 490 heures d'enseignement en vacation.

Les objectifs et les méthodes pédagogiques de la formation sont définis en s'appuyant sur le programme national du BUT et son référentiel de compétences. L'absence de documents (maquette, fiche du répertoire national des certifications professionnelles - RNCP) ne permet pas d'apprécier correctement la mise en œuvre de cette approche par compétences. Rien n'est précisé ni sur l'adaptation locale mise en place, ni sur l'évaluation des compétences. On peut toutefois apprécier la mise en place par la formation du portfolio numérique avec l'aide du Centre d'innovation pédagogique et numérique.

Tous les étudiants bénéficient d'une formation à Mahara.

Les pratiques pédagogiques se font par des moyens traditionnels (cours, travaux dirigés et travaux pratiques), complétés par des situations d'apprentissage et d'évaluation (Saé) qui ne sont malheureusement pas détaillées, de même que les projets tutorés qui représentent pourtant un nombre d'heures important dans le BUT.

Le socle de connaissance défini par le Programme National (heures CM-TD & TP) est respecté. L'adaptation locale est établie en fonction de l'expertise des intervenants à hauteur de 30%.

La mise en place des SAÉ est programmée après l'acquisition des connaissances lors des CM-TD-TP des ressources.

Elle s'articule globalement autour de la même organisation :

- Présentation du support de travail en lien avec les ressources et les apprentissages critiques à valider par blocs de compétences. (Un même dossier technique peut servir à plusieurs SAÉ afin de donner une notion transversale)
- les étudiants travaillent en groupe ou individuellement ou les deux
- Le responsable de la SAÉ pilote les livrables intermédiaires et finaux en accompagnant les étudiants dans leurs rendus et en établissant des corrections.
- Le responsable de la SAÉ pilote les livrables intermédiaires et finaux en accompagnant les étudiants dans leurs rendus et en établissant des corrections.
- Chacune des compétences sont validées par des appréciations permettant d'élaborer une démarche réflexive par l'apprenant (voir le document ci-dessous)

NOTE SAE 2.02	Validation vis-à-vis du Bloc de compétence	Apprentissages critiques					
		AC 123 Classer des sols en vue de leur réemploi routier	AC 121 Décrire différents procédés et technologie de TP	AC 122 Analyser et produire des plans et des détails techniques de voirie, de réseaux et d'ouvrages de TP	AC 122 Analyser et produire des plans et des détails techniques de voirie, de réseaux et d'ouvrages de TP	AC 122 Analyser et produire des plans et des détails techniques de voirie, de réseaux et d'ouvrages de TP	AC 123 Classer des sols en vue de leur réemploi routier

271610	13,8	Conforme aux attentes	En deçà des attentes	Au-delà des attentes	Au-delà des attentes	Conforme aux attentes	Au-delà des attentes	Insuffisant
275314	11,9	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	En deçà des attentes
276188	11,2	Conforme aux attentes	Insuffisant	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	En deçà des attentes	En deçà des attentes	En deçà des attentes
276448	11,8	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	En deçà des attentes	En deçà des attentes
277101	10,6	En deçà des attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	En deçà des attentes	En deçà des attentes	En deçà des attentes
276706	10,3	En deçà des attentes	Conforme aux attentes	Au-delà des attentes	En deçà des attentes	Conforme aux attentes	Insuffisant	Insuffisant
276477	12,4	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Au-delà des attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	Insuffisant
276724	9,7	En deçà des attentes	En deçà des attentes	Conforme aux attentes	Conforme aux attentes	En deçà des attentes	En deçà des attentes	Non traité ou hors sujet

La formation a un environnement intéressant qui s'appuie sur de nombreux plateaux techniques : halle béton, laboratoire d'acoustique, laboratoire thermique, laboratoire de mécanique des structures, de mécanique des fluides, laboratoire géotechnique. Quatre salles informatiques permettent aux étudiants d'utiliser des logiciels métiers dédiés.

Le caractère international de la formation se réduit à l'enseignement de l'anglais. Le chiffre de 150 h est cité sans que l'on puisse savoir à quoi il correspond réellement. Des possibilités offertes aux étudiants pour l'apprentissage ou le perfectionnement d'une autre langue étrangère sont citées, mais aucune analyse

n'est faite sur l'utilisation ou pas de ces possibilités par les étudiants de la formation, ce qui est dommage. Aucune donnée factuelle n'est précisée ni sur le nombre ni sur l'accompagnement des étudiants souhaitant faire une mobilité. Des partenariats sont cités avec différentes universités européennes, mais sans aucune précision.

La formation dispose pourtant d'une enseignante référente mobilité.

Les 150h d'anglais inscrites dans le Programme National sont dispensées. L'éventuelle possibilité de l'apprentissage ou le perfectionnement d'une autre langue étrangère sont en lien avec le Centre d'Actions Pédagogiques en Langues (CAPLA) de l'Université Gustave Eiffel.

En 2023-2024, 1 étudiant de BUT3 a bénéficié du programme Erasmus au Semestre 5 en Espagne à Las Palmas.

En 2024-2025, 3 étudiants de BUT3 sont intégrés dans un parcours imbriqué à l'ETS de Montréal.

La structuration du BUT rend les contenus tout à fait adaptés au public de l'alternance. Celle-ci est proposée pour au moins un parcours de BUT3 sans précision sur le nombre d'apprentis. Il n'y a en revanche aucune mise en place de modalités adaptées à la formation continue. De même, aucune validation des acquis de l'expérience (VAE) n'est citée au cours des trois dernières années, ce qui est surprenant compte tenu du contexte professionnel de la formation.

Le manque de ressources ne permet pas de mettre en œuvre la formation continue ainsi que la validation des acquis de l'expérience.

L'attractivité de la formation est très bonne, avec environ 25 candidatures pour une place et la formation suit le cadrage national avec 50 % des inscrits issus de baccalauréat technologique. Dans ce contexte, le taux de réussite en BUT1 est faible (46 %) sans aucun commentaire de la formation. Celle-ci donne le nombre d'étudiants n'ayant validé aucun crédit ECTS ou moins de 30, mais ne fait aucune analyse de ces chiffres, ce qui est démontré une évaluation interne peu efficace. Aucun dispositif d'accompagnement et d'aide à la réussite n'est mis en place, la raison invoquée étant un manque crucial de moyens. Un suivi de cohorte totale de BUT permettra d'apprécier la réussite durant les trois années afin de mettre en place des actions afin de la renforcer. De même, l'insertion professionnelle très faible (8 %) après le DUT (sur la base du document fourni) n'est pas analysée.

La réforme du BUT (annualisation, passage en BUT2 avec 3/5 Bloc de Compétences acquis et effacement de dettes de l'année antérieure par BC) a permis la montée en charge des cohortes. Le taux de réussite durant ces deux dernières années est plus élevé et sera meilleur dans les années à venir.

La raison d'une faible insertion professionnelle est liée à la poursuite d'études. La très grande majorité des étudiants ayant obtenu un DUT, une équivalence de DUT dans un cursus BUT se sont dirigés vers des écoles d'ingénieurs en formation initiale et alternance.

Le dossier met en évidence une équipe pédagogique très fragilisée du fait d'un manque de moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Les chiffres donnés dans le DAE concernant le nombre d'intervenants dans la formation sont contradictoires et il est donc très difficile de s'appuyer sur ces données. Toutefois, l'analyse faite par la formation conduit à un état des lieux inquiétant. Certains enseignements du parcours Travaux publics du BUT3 n'ont pu être mis en place par manque d'intervenants, ce qui est totalement incompatible avec l'ouverture du troisième parcours Travaux bâtiment.

Enfin, le processus d'amélioration continue peine à se mettre en place : la formation a formé un conseil de perfectionnement dont la première réunion devait avoir lieu en juin 2024. La phase de mise en place du BUT aurait cependant mérité plus de régulation dans les dispositifs existants. En effet, le conseil de département existait déjà pour le DUT, mais aucun compte rendu n'est fourni pour apprécier la teneur des discussions lors de la mise en œuvre de la réforme.

Le compte rendu du conseil de perfectionnement du 13 juin 2024 a été transmis a posteriori au HCERES.

Aucune évaluation des enseignements et de la formation n'est mise en place par la formation. Cette évaluation est réalisée par l'OFIPE (Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations) en central avec un taux de réponse pour le BUT GCCD extrêmement faible en 2021-2022 et nul en 2022-2023. Le processus d'évaluation interne est donc totalement défaillant.

La priorité étant la mise en place du BUT avec la création des 3 parcours de BUT3 en initial et alternance sans licences suspendues au sein du département, l'Évaluation des Enseignements par les Étudiants (EEE) n'a pas été mise en œuvre.

Jusqu'à présent, l'ensemble de l'équipe pédagogique opérait au fil de l'eau grâce aux retours directs des étudiants durant les conseils de départements et d'enseignements.

L'Évaluation des Enseignements va être mise en place dans les plus brefs délais grâce à l'outil interne en cours de mise à l'Université Gustave Eiffel.

2.4 Licence Professionnelle Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration

Observations sur la présentation de la formation

Augmenter le nombre d'enseignants-chercheurs permanents :

Notre formation dispose actuellement d'une équipe pédagogique composée de deux enseignants-chercheurs permanents et d'une doctorante, tous engagés dans des activités de recherche pertinentes pour notre domaine (notamment en Revenue Management).

Nous prévoyons de renforcer cette équipe à court terme en intégrant un collègue supplémentaire de la 71ème section (Sciences de l'information et de la communication). Cette intégration portera l'effectif permanent à trois enseignants-chercheurs aux profils complémentaires :

- Un enseignant-chercheur de la 06ème section (Gestion)
- Un enseignant-chercheur à double compétence 27ème et 71ème sections (Informatique et Sciences de l'information et de la communication)
- Un enseignant-chercheur de la 71ème section (que nous allons intégrer dès la rentrée 2025-26)

Il convient également de mentionner la contribution significative d'un collègue PRAG (Professeur Agrégé) en Gestion, reconnu pour son expertise dans le domaine de la restauration et co-auteur du dictionnaire de la restauration.

Cette diversité de profils et d'expertises contribue à enrichir l'encadrement pédagogique et scientifique de notre formation, tout en renforçant notre potentiel de recherche dans nos domaines d'excellence.

Renforcer le rôle du conseil de perfectionnement dans le pilotage et l'amélioration continue

La formation s'inscrit déjà dans une démarche active d'amélioration continue, comme en témoigne l'importance accordée au conseil de perfectionnement. Cette instance joue un rôle stratégique à plusieurs niveaux :

Au niveau institutionnel :

- Intégration dans la démarche qualité globale de l'école partenaire
- Mise en conformité avec les exigences de la certification Qualiopi
- Organisation régulière de comités de pilotage pour ajuster la formation

Avec des bénéfices opérationnels au niveau :

- De l'adaptation continue du programme aux besoins du marché
- De la prise en compte des retours d'expérience des étudiants
- De l'alignement entre les objectifs pédagogiques et les attentes professionnelles

Nos perspectives d'évolution sont, dans le cadre de la nouvelle accréditation, de mettre en place un conseil de perfectionnement spécifiquement dédié à la LP. Cette évolution permettra de renforcer la gouvernance partagée de la formation et d'enrichir les réflexions stratégiques grâce à l'expertise complémentaire des partenaires universitaires.

Cette approche structurée du pilotage par le conseil de perfectionnement garantit une amélioration continue de la qualité de la formation et sa pertinence face aux évolutions du secteur professionnel.

Analyser, dans le cadre du conseil de perfectionnement, la baisse de l'attractivité et les abandons pour augmenter les effectifs

Suite à une analyse approfondie de notre situation, nous avons dû procéder à une réorganisation structurelle de notre formation. La réduction du nombre de groupes, passant de trois à deux, s'est imposée en raison d'un nombre insuffisant d'enseignants-chercheurs disponibles. Il s'agit d'entrer en conformité avec les instructions de l'Université qui préconise un ajustement des capacités d'accueil aux capacités de charge des équipes pédagogiques quitte à réduire les effectifs.

L'analyse des effectifs des dernières années révèle des variations significatives. L'année 2021-2022 présente des chiffres particuliers, fortement influencés par le contexte de la pandémie de COVID-19. L'année précédente, 2020-2021, avait connu une augmentation notable des effectifs, principalement due à un taux élevé de poursuite d'études des diplômés de BTS. Cependant, nous observons depuis deux ans une tendance à la baisse de l'intérêt pour les poursuites d'études post-BTS. Cette tendance, comme l'a confirmé le conseil de perfectionnement du 16 mai 2024, s'inscrit dans une dynamique nationale (tension sur les métiers qui incitent les étudiants à entrer sur le marché du travail à Bac+2, BUT en 3 ans, etc.).

L'évolution des priorités dans nos instances de gouvernance est également notable. Les conseils de perfectionnement, auparavant centrés sur le développement d'outils qualité (Qualiopi, meilleur suivi des apprentis.es...) et le placement des apprentis, ont évolué dans une démarche de meilleure intégration des compétences définies dans le cadre de la licence. En parallèle, les comités de pilotage se sont concentrés sur la gestion opérationnelle de la mention, avec des actions concrètes telles que :

- L'organisation des rentrées
- Une amélioration des relations avec les entreprises organisées par le CFA, venant compléter les relations établies lors des visites effectuées par les tuteurs
- L'augmentation du nombre de Journées Portes Ouvertes (JPO) afin de mieux faire connaître notre formation auprès des candidats potentiels
- La mise en place des dispositifs de tutorat
- L'élaboration de guides pour les projets tutorés
- Le développement des compétences comportementales, notamment grâce à l'intervention d'une ingénieure pédagogique
- D'autres initiatives détaillées dans les procès-verbaux du conseil

Ces actions s'inscrivent dans une stratégie globale visant à renforcer notre visibilité, améliorer notre communication auprès des publics cibles et créer des liens plus solides avec le monde professionnel.

Pour plus de détails sur les mesures adoptées et leur mise en œuvre, les procès-verbaux des réunions du conseil de perfectionnement sont disponibles à la consultation.

Renforcer la dimension internationale de la formation, particulièrement dans le parcours MIH

La structuration en alternance, si elle présente des avantages indéniables en termes d'insertion professionnelle et d'acquisition de compétences pratiques, limite objectivement les possibilités de mobilité internationale prolongée des étudiants. Néanmoins, la dimension internationale constitue un axe stratégique pour le parcours Management International Hôtelier (MIH), malgré les contraintes inhérentes au format de l'alternance.

Notre approche actuelle se concentre sur l'internationalisation "à domicile" qui se compose en 3 éléments :

- **L'organisation régulière de conférences animées par des experts académiques internationaux** reconnus, notamment le Professeur Arun Upneja, PhD, Doyen de la School of Hospitality Administration (SHA) de l'Université de Boston ; le Professeur Stanley Buchin, titulaire d'un DBA de Harvard, en provenance de l'Université de Lasell et le Professeur Peter Szende, PhD, Vice-doyen de la SHA de l'Université de Boston. D'autres intervenants internationaux ont été sollicités et se rendront disponibles dès la rentrée 2025-26. Les conférences se font en anglais ce qui renforce la maîtrise d'une langue étrangère.
- **L'adossement à une alliance européenne** car depuis janvier 2025, l'Université Gustave Eiffel est le leader de l'Alliance Pioneer. En son sein se trouvent des partenaires susceptibles d'intervenir dans le cadre de projets joints de type COIL (Collaborative On-Line Learning).
- **L'internationalisation dans le cadre professionnel** via les périodes d'apprentissage dans des grands groupes internationaux leaders dans leur domaine tels que Hyatt, Mandarin oriental, Marriott ou Rosewood (Palace hôtel de Crillon), le leader français de l'hôtellerie en Europe (Accor : Novotel, Pullman, Raffles...) ainsi que des groupes de restauration à rayonnement international allant de Sodexo au groupe Alain Ducasse.

Ce type d'internationalisation permet d'exposer les étudiants à des perspectives internationales, à des pratiques managériales diverses et multiculturelles et à des problématiques globales du secteur hôtelier, contribuant ainsi à développer leur ouverture d'esprit et leur compréhension des enjeux internationaux de l'industrie.

2.5 Licence Professionnelle Métiers du design

Observations sur la présentation de la formation

Pour construire la contextualisation attendue, il s'agira de repartir de la synthèse suivante issue de l'avis du HCERES : « *La licence professionnelle (LP) Métiers du design de l'université Gustave Eiffel est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création, technologies (LACT) et l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette LP en un an accessible en alternance comprend deux parcours diplômants : Management de projets en communication et industries graphiques (MPCIG), en partenariat avec Gobelins Paris et Design packaging et objet graphique (DPOG) en partenariat avec l'école Estienne (Ecole Supérieure des Arts et Industries Graphiques) à Paris. Ses enseignements sont dispensés à Paris. La formation compte 56 étudiants en 2022-2023 et 16 enseignants permanents.* » (avis, p.169)

Pour compléter cette présentation, voici le nom des laboratoires auxquelles sont adossées les composantes, qui profitent de leurs recherches qui s'alimentent mutuellement.

Ainsi, le parcours DPOG de l'IFIS s'adosse au laboratoire DICEN-IdF (Dispositifs d'Information et de Communication à l'Ère Numérique – Paris, Île-de-France), unité de recherche multi-tutelles (EA 7339) entre le Conservatoire National des Arts et Métiers, l'Université Gustave Eiffel et l'Université Paris-Nanterre, fortement impliqué par la thématique du design, et inscrit en 71ème section du CNU (Sciences de l'Information et de la Communication)

Quant au parcours MPCIG, il a été jusqu'ici géré par l'UFR LACT, qui se rattache au LISAA, laboratoire de recherche « Littératures, Savoirs et Arts » (LISAA) (EA 3347), disciplinairement ancré en Esthétique et Sciences de l'Art (18ème section du CNU)

Précisons que les travaux scientifiques concernant le design s'ancrent dans ces deux disciplines et qu'il y a depuis une quinzaine d'année une effervescence de projets de recherche dans ce secteur, en lien avec l'innovation technologique et la nécessité de distinguer design, ingénierie, art et service.

Observations sur l'analyse globale de la formation

Effectivement, les deux écoles partenaires fonctionnent sous la même mention de manière indépendante, en raison du rattachement jusqu'ici en vigueur à deux composantes et deux laboratoires distincts, tout en suivant le référentiel RNCP (fiche 30148) et leur maquette spécifique. Pour expliquer cette situation atypique, il faut évoquer l'historique, notamment de MPCIG initialement hébergé par l'IUT site de Champs-sur-Marne, avec une localisation des étudiants sur le site des industries graphiques de Noisy-le-Grand de Gobelins, l'école de l'image, qui a été démantelé, pour migrer sur le site de Gambetta. Ce parcours a donc suivi les restructurations de part et d'autres en gardant sa cohérence et son dynamisme à travers ses réussites scolaires et réalisations indéniables.

Concernant « la faible lisibilité des fonctions et rôles opérationnels de l'Université Gustave Eiffel dans la gestion administrative et pédagogique de la formation », une convention cadre les rapports et attributions de façon explicite et contractuelle. En la circonstance, l'explication du fonctionnement et la remontée d'information a été défailante en raison de deux postes en vacances. Côté LP DGOP, il y a eu une fin de carrière du responsable avec soucis de santé, et côté MPCIG, un poste de coordinateur prévu à la convention n'a pas pu être pourvu.

Toutefois, la bonne gestion et tenue des conventions et de leur exécution, aussi bien que la réalisation du recrutement des promotions, alternances et enseignants, ainsi des jurys sous la supervision d'un enseignant-chercheur en charge, a rendu possible la transition dans le bon respect des dispositions liant les partenaires, selon une dynamique pédagogique pour des institutions qui tiennent à leur excellence et légitimité.

Au sujet du déploiement d'une approche par les compétences, du côté de la LP DPOG, elle est en pratique en place avec des BCC alors qu'elle est complètement opérationnelle depuis 2019 pour la LP MPCIG. Depuis 2024, une méthodologie développée par le CIPEN circule entre les coordinateurs et responsables pour satisfaire à cette exigence, d'autant que la nouvelle accréditation à préparer la rend obligatoire.

A propos des enseignements concrets sur « les enjeux du développement durable », ils s'appliquent à la conception d'emballage et packaging, comme aux projets créatif managés, car les aspects sont intégrés aux exigences du projet dès le cahier des charges. Là encore, comme le précise l'évaluation, il a été difficile de quantifier ses bénéficiaires. Les ressources de la DD&RS sont mises à disposition dans le cadre des projets tuteurés et des mémoires de design créatif des travaux collectifs finalisés en fin de cycle. Ce point fait l'objet d'une attention particulière vu les standards et évolution RSE du marché.

Concernant la certification PIX, les étudiants en raison de leur domaine de spécialité numérique et tangible, maîtrisent des logiciels de pointe de l'ordre du niveau 7 et 8 (expert). Aussi, elle n'a pas été retenue. Quant aux solutions de e-portfolio, les étudiants ont l'habitude en tant que créatifs d'être recrutés sur portfolio et d'en tenir un à jour. Autrement dit, la logique des portfolios professionnels en tant que designers rend obsolète celle des intranets universitaires. Les remarques reçues invitent à reprendre la discussion sur ces deux points.

Du côté de la documentation en ligne, l'intranet de l'Université Gustave Eiffel offre aux étudiants un kiosque numérique et des ressources d'articles et ouvrages en ligne. Il permet des recherches académiques en lien avec les sciences humaines et sociales, l'accès à des bases de données scientifiques.

Au sujet de l'internationalisation, sur une seule année en alternance, donc en entreprise, c'est difficile. Toutefois, le projet TRANSFORM pour la MPCIG conduit les étudiants à la foire du livre du Bologne en Italie, avec une mission d'une semaine structurante car ils y démarchent des éditeurs internationaux après avoir défini un projet éditorial innovant.

A propos du supposé manque d'enseignants-chercheurs, il faut préciser que la convention entre l'Université Gustave Eiffel et Gobelins, l'école de l'image, stipule un apport de 200 heures de cours annuel, ce qui est essentiel pour apprécier les apports pédagogiques et universitaires réels, ce qui n'avait pas pu être remonté.

Concernant l'absence de données sur le pilotage côté MPCIG, en réalité, trois étapes le structurent. En octobre, se réalise un audit à travers une procédure dénommée « tripartite » en octobre qui associe les entreprises, la formation et les étudiants-apprentis pour faire le tour des besoins des parties prenantes. Ensuite, dans le cadre de la semestrialisation, une commission pédagogique se tient à la fin du premier semestre, avec évaluation des étudiants-apprenants, des entreprises, avec des maîtres d'apprentissage et l'équipe pédagogique. Enfin, les suivis de projets et surtout le jury final permet de réunir des membres issus des partenaires. Les ajustements se font en mode agile et au fil de l'eau, dans un esprit de concertation constructive, le tout encadré avec un suivi du centre d'apprentissage, en lien avec le conseil de perfectionnement le CCIP. Enfin, ces processus ont fait l'objet d'une évaluation Qualiopi positive en 2023.

Concernant l'innovation pédagogique, forte par nature et vu le sujet du design chez les deux partenaires, les fertilisations croisées se font à partir des ressources internes de l'Université Gustave Eiffel, dont le CIPEN (Centre d'Innovation Pédagogique et Numérique).

Enfin, dernière observation, concernant le parcours DPOG, la remarque sur le conseil de perfectionnement annuel sans présence d'anciens étudiants a été prise en compte, et le dernier a accueilli deux étudiants, en lien avec la constitution d'un réseau des Alumnis.

Pour conclure, pris par les exigences élevées du diplôme et par le rythme d'alternance des regroupements de cours sur quelques semaines d'affilée, les étudiants profitent des environnements académiques, pédagogiques et scientifiques à travers des personnes et des documents, des pratiques et des transmissions, dans une mesure réelle que la remontée d'information n'a pas pu transmettre.

Chaque partenaire possède un écosystème, des ressources humaines et des technologies qui se conjuguent, avec des développements annuels cumulatifs et adaptatifs. Soulignons la qualité des locaux et machines, et environnement de travail, mis à disposition au bénéfice de chacun des parcours.

2.6 Licence Lettres

Observations sur la présentation de la formation

L'analyse globale de la formation reflète bien les spécificités de notre licence de Lettres : nous sommes ravis que le travail fourni par l'équipe en matière d'innovation pédagogique, de professionnalisation et de mise en lien avec nos activités de recherche (liées en particulier aux questions d'environnement et d'égalité) soit reconnu.

Concernant le faible taux d'encadrement, nous espérons que l'équipe pourra être étoffée dans les années à venir et nous ne manquerons pas de demander des postes, bien que les contraintes budgétaires actuelles n'en favorisent malheureusement pas la création.

Ce faible taux d'encadrement et la charge administrative qui pèse sur les titulaires expliquent en partie que nous manquons de forces pour développer davantage la formation continue, qui demande un investissement important. La création du MOOC pour mettre en place des enseignements asynchrones dans le DU Latin et Culture de l'Antiquité (qui sont très appréciés) s'est avérée particulièrement chronophage. Nous réfléchissons néanmoins à la réouverture d'un DU Lettres, Création et Numérique qui serait adossé au parcours du même nom. Il existait autrefois mais le nombre de places étant limité par le nombre de postes en salle informatique (18), les candidat.es à la formation continue entraient en concurrence avec nos candidat.es de licence en formation initiale, ce qui a fini par nous pousser à le fermer. D'autres arguments aujourd'hui pourraient jouer en faveur d'une réouverture. Nous avons par ailleurs été sollicités récemment par le service de la formation continue pour la création d'un module de FC sur l'urbanisme culturel, et en particulier la mise en place d'ateliers d'écriture et de résidences d'écrivains dans les projets d'urbanisme, en raison de l'expertise que nous avons développée sur ce sujet par nos travaux de recherche. Nous espérons pouvoir créer ce module prochainement.

Nous avons par ailleurs demandé la création d'un poste de PAST en lien avec l'édition, la création littéraire et la rédaction multimédia afin que quelqu'un puisse prendre le relais sur les enseignements liés à l'insertion

professionnelle et sur le suivi des stages et de l'apprentissage dans le parcours LCN, ce qui libérera un peu les enseignants-chercheurs pour qu'ils puissent se concentrer sur d'autres missions. Ce PAST pourra aider, entre autres, au développement de la formation continue en lien avec le parcours LCN ou à l'animation d'un réseau d' alumni.

Nous avons conscience que l'internationalisation reste un point faible de notre licence et nous cherchons régulièrement des leviers d'action pour y remédier en réunion d'équipe et en conseil de perfectionnement. Nous avons tenté d'améliorer la communication sur la mobilité sortante cette année, grâce au référent mobilité internationale de notre équipe, si bien qu'au moins quatre étudiant.es de la licence sont déjà en train de préparer un départ à l'étranger en 2025-2026 (deux en Pologne et deux au Québec). Nous allons par ailleurs réfléchir lors de l'élaboration de la nouvelle maquette à inciter davantage la pratique d'une LV2 via le système des UE d'ouverture. Nous pensons également à recueillir des témoignages d'étudiant.es parti.es étudier à l'étranger pour inciter les générations suivantes à partir également. Cela pourrait faire l'objet d'un projet pédagogique de l'UE Création de contenus web en LCN par exemple.

2.7 Licence professionnelle Métiers du livre : édition et commerce du livre

Observations sur l'analyse globale de la formation

« La formation est attractive, mais elle s'adresse à un public très restreint et peine à élargir son bassin de recrutement. Le bassin naturel de recrutement de la LP est constitué par les titulaires d'un BTS Étude de réalisation d'un projet de communication de l'école Estienne. Les efforts faits pour élargir l'offre à des BTS issus d'autres établissements – mise en place d'une remise à niveau en début d'année – n'ont pas réussi à augmenter de manière significative le nombre d'inscrits en raison des prérequis nécessaires pour intégrer la LP. » (page, 50)

NB : Le bassin de recrutement naturel est constitué par les titulaires de BTS ERPC et de BTS Edition, de l'école Estienne et d'autres établissements (parisiens et de toute la France).

La formation a des difficultés à élargir le recrutement aux titulaires de licences générales, mais pas aux titulaires de BTS d'autres établissements.

2.8 Licence Economie et gestion

Observations sur l'analyse globale de la formation

Nous allons répondre brièvement aux problèmes soulignés par les rapporteurs du HCERES afin de les informer que nous sommes conscients non seulement des améliorations à apporter à notre formation mais aussi des contraintes auxquelles nous faisons face.

Ouverture à l'international en L2 : Nous avons bien conscience de l'importance des échanges internationaux et de l'opportunité extraordinaire qu'un-e étudiant-e pourrait retirer de cette expérience. Toutefois les destinations attractives pour les étudiants (Grande Bretagne, Etats-Unis) ont des places limitées du fait du brexit ou coûtent cher. Il faut aussi avoir conscience que beaucoup de nos étudiants ont des moyens financiers limités (nous accueillons beaucoup d'étudiants boursiers de 40 à 50% en L1). Les montants des aides pour la mobilité internationale bien que non négligeables ne sont pas toujours suffisants. Un travail de communication doit être fait pour les orienter vers des destinations au sein de l'UE auxquelles les étudiantes et les étudiants pensent moins spontanément.

Concernant la certification en langue elle était obligatoire dans l'arrêté du 3 avril 2020 (abrogé). Nous avons essayé de maintenir cette certification en faisant correspondre le niveau des étudiants à la classification européenne (A, B et C).

L'effectif de la licence management international est en baisse en particulier du fait du passage du DUT au BUT, qui constituait l'un des viviers de recrutement. Des passerelles avec des IUT sont à l'étude. Par ailleurs cette licence accueille les étudiants entrants en mobilité encadrée de licence non francophones. Par conséquent, la capacité réelle de recrutement n'est pas 25 mais 18 pour maintenir un seul TD pour ce parcours dans lequel sont présents un nombre important d'étudiants en échange.

Enseignements sur la ville durable, le développement durable et la transition socio-écologique : nous sommes très sensibles à ces problématiques au sein de l'UFR et avons réalisé des efforts pour sensibiliser et informer nos étudiants de ces problématiques. Par exemple nous avons présenté la fresque du climat à tous nos étudiants de L1 durant trois années. Les années COVID ont perturbé cet enseignement qui demande beaucoup d'encadrement.

Manque de coordination avec l'IFIS : La séparation géographique des deux sites ne facilite pas la coordination. Toutefois nous avons participé à des conseils de perfectionnement. En outre des collègues travaillent sur les deux sites et nous avons été toujours en contact étroit avec la directrice de l'IFIS notamment lors des moments de changements de maquette.

Liens avec la recherche : tous les enseignants-chercheurs évoquent dans leurs cours les travaux récents dans le champ, dès la L1, il existe un cours de présentation de problématiques de recherche en économie abordées par les collègues.

La formation continue est gérée dans un service central dédié. Toutefois la réforme de la licence en 2019 offre la possibilité de faire signer un contrat pédagogique à tout-e étudiant-e qui désire étaler ses études parce qu'il ou elle travaille, ce qui peut prendre en compte en partie la formation continue.

L'origine géographique de nos étudiants de L1 peut être connue à partir du lycée d'origine. La large majorité de nos étudiants est issue du territoire proche, ce qui montre que notre licence remplit bien son objectif d'ancrage dans le territoire de l'est parisien. Dès la licence, nous œuvrons collectivement pour offrir des formations de qualité qui permettent la meilleure insertion économique et sociale à nos étudiants avec le souci de permettre au plus grand nombre d'y avoir accès.

Taux de réponses faible pour l'évaluation des étudiants de L1 : Nous avons remédié à ce problème en convoquant in situ les étudiants pour qu'ils remplissent leurs évaluations.

Pas assez de professionnels au conseil de perfectionnement : la licence est une licence générale. Elle a pour vocation la poursuite d'étude en master et non l'insertion professionnelle. Dès lors, il nous apparaît préférable de privilégier dans le comité de perfectionnement de la licence des proviseurs de lycées et des représentants universitaires. Bien que présents dès la licence, les professionnels le sont davantage dans les conseils de perfectionnement de Master.

Plan d'action : Les orientations stratégiques sont décidées par le conseil d'UFR en concertation avec les instances centrales de l'université. Après trois années de réflexion conduites dans le cadre du projet NCU Dclic, une refonte importante de la licence est actuellement entreprise. Elle intègre en particulier une meilleure articulation et progressivité des cours de gestion et d'économie sur les trois années de la licence et l'intégration de modules de construction du projet personnel et professionnel sur les 6 semestres.

Évaluation des universités et des écoles
Évaluation des unités de recherche
Évaluation des formations
Évaluation des organismes nationaux de recherche
Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

